

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique

Kehinde Ajayi et Estelle Koussoubé, éditrices



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique



Reproducible Research Repository

**Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le
Reproducible Research Repository à l'adresse
<https://reproducibility.worldbank.org/index.php/catalog/215>.**

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique

**Kehinde Ajayi et
Estelle Koussoubé, éditrices**



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cette publication contient la traduction du rapport intitulé *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa*, doi: 10.1596/978-1-4648-2061-8. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse <https://amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa* en 2024. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations, les liens/notes de bas de page et toute autre information figurant dans le présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. La citation d'ouvrages d'autres auteurs ne signifie pas que la Banque mondiale approuve les points de vue de ces auteurs ou le contenu de leurs ouvrages.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Ajayi, Kehinde et Estelle Koussoubé, eds. 2025. « Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique ». Washington, DC : La Banque mondiale.
Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Couverture, illustration de personnes : générée par Adobe Firefly, le 16 juillet 2024, à partir de l'invite «Image vectorielle d'une adolescente africaine, souriante, regardant vers l'horizon». Modifications ultérieures effectuées à l'aide d'outils de conception traditionnels. Images également utilisées sur les pages d'ouverture des chapitres.

Couverture, illustration de fond : © La Banque mondiale ; créé à l'aide d'outils de conception traditionnels.

Table des matières

Avant-propos	xv
Remerciements	xvii
À propos des éditrices et des contributeurs	xix
Messages clés	xxv
Résumé analytique	xxvii
Sigles et acronymes	liii

Introduction 1

Estelle Koussoubé, Kehinde Ajayi et Fatima Zahra

Messages clés	1
Le parcours vers la prospérité de l'Afrique passe par l'investissement dans ses adolescentes	1
Pourquoi donner la priorité aux parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique ?	4
Que fait ce rapport ?	6
Annexe IA. Calculer le coût de l'inaction	8
Gains économiques de l'autonomisation des adolescentes	13
Notes	19
Références bibliographiques	20

Chapitre 1. Que signifie l'autonomisation des adolescentes ? 25

Fatima Zahra, Kehinde Ajayi, Henrietta Asiamah et Estelle Koussoubé

Messages clés	25
Ce rapport présente un nouveau cadre de conceptualisation de l'autonomisation des adolescentes	26
Ce nouveau cadre définit cinq composantes essentielles de l'autonomisation des adolescentes	28
Les adolescentes suivent des parcours divergents vers l'autonomisation	33
Ce cadre sert de guide pour comprendre et soutenir l'autonomisation des adolescentes	41
Références bibliographiques	44

Gros plan 1. Les défis de la mesure de l'autonomisation des filles 47

Henrietta Asiamah, Estelle Koussoubé et Fatima Zahra

Messages clés	47
Pourquoi il est important de mesurer les progrès en matière d'autonomisation des adolescentes	47
Lacunes en matière de mesure de l'autonomisation des adolescentes selon les outils d'enquête récents	49
Lacunes selon les groupes démographiques	55
Il est possible de faire progresser la mesure de l'autonomisation des adolescentes, mais il faut en priorité remédier aux lacunes existantes	55
Annexe S1A. Évaluations de l'impact de dix programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique	57
Notes	64
Références bibliographiques	65

Chapitre 2. Que savons-nous des expériences des adolescentes en Afrique ? 67

Kehinde Ajayi et Vrinda Sharma

Messages clés	67
Les adolescentes constituent un groupe diversifié	68
Les différences de trajectoires de vie entre les adolescentes et les adolescents s'accroissent avec l'âge	69
Alors que les tendances régionales en matière de scolarisation et de travail exclusif ont généralement été positives, les tendances en matière de mariage et de maternité ont été contrastées	74
Les expériences des adolescentes varient d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, reflétant en partie l'environnement culturel, social, juridique et économique des filles	80
Il est nécessaire de comprendre les schémas infranationaux et régionaux pour optimiser l'élaboration des politiques	95
Annexe 2A. Données complémentaires	100
Notes	116
Références bibliographiques	116

Gros plan 2. Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : Principaux enseignements des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique 117

Wei Chang, Riddhi Kalsi, Estelle Koussoubé et Léa Rouanet

Messages clés	117
Comprendre le caractère multidimensionnel de l'autonomisation des adolescentes en Afrique	117

Comment l'autonomisation se manifeste-t-elle chez les adolescentes ?	119
Quel est le lien entre les fondamentaux du capital humain et les autres dimensions de l'autonomisation ?	124
Comment les transitions de la vie, telles que le mariage et la grossesse, influencent-elles l'autonomisation des filles ?	127
L'autonomisation des adolescentes nécessitera des stratégies plus étendues pour répondre à leurs besoins multidimensionnels à chaque étape de leur vie	129
Annexe S2A. Vue d'ensemble des enquêtes d'évaluation d'impact	131
Note	133
Références bibliographiques	133

Chapitre 3. Que savons-nous en matière d'amélioration des fondamentaux du capital humain chez les adolescentes en Afrique ? 135

Ioana Botea et Kehinde Ajayi, avec des contributions de Karen Austrian, Chiara Pasquini et Sara Troiano

Messages clés	135
Doter les filles d'une base solide en capital humain favorise leur transition réussie vers l'âge adulte	135
Certaines approches ont prouvé leur efficacité	142
D'autres approches prometteuses émergent comme solutions possibles	150
Les enseignements tirés des interventions à effet mitigé indiquent des domaines potentiels à explorer plus avant	153
Il faudrait envisager des interventions supplémentaires pour les orientations futures	154
Notes	155
Références bibliographiques	155

Gros plan 3. Mise en œuvre de qualité des programmes d'espaces sûrs 165

Karen Austrian et Sara Troiano

Messages clés	165
Le recours aux programmes d'espaces sûrs destinés aux filles a augmenté au cours des dix dernières années	165
La mise en œuvre réussie des programmes d'espaces sûrs comporte des étapes cruciales, de la conception à l'évaluation	167
La mise à l'échelle d'un programme d'espaces sûrs appelle une réflexion approfondie sur les questions connexes	173
Annexe S3A. Ressources relatives aux groupes de filles	174
Notes	177

Chapitre 4. Que savons-nous des solutions pour améliorer la réussite économique des adolescentes en Afrique ? 179

Wei Chang, Estelle Koussoubé et Clémence Pougue Bijong, avec des contributions de Kehinde Ajayi et Chiara Pasquini

Messages clés	179
L'autonomisation des adolescentes passe par l'extension des efforts au-delà des fondamentaux du capital humain	180
Les données révèlent des stratégies efficaces pour autonomiser les adolescentes	183
Approches prometteuses pour relever les défis de l'autonomisation des filles	185
Les enseignements tirés de résultats mitigés ouvrent de nouvelles pistes d'exploration	188
Des pistes prometteuses, ainsi que des lacunes importantes dans les connaissances, orientent les réflexions sur les futures orientations	197
Annexe 4A. Méthodologie de présentation des données	199
Notes	211
Références bibliographiques	212

Gros plan 4. Mettre l'accent sur le changement : Analyser l'économie politique des initiatives d'autonomisation des adolescentes en Afrique 219

Michael Kevane et Estelle Koussoubé

Messages clés	219
Gérer les dynamiques de pouvoir dans l'autonomisation des adolescentes	220
Renforcer l'autonomisation des adolescentes grâce à des interventions fondées sur des données probantes	223
Des programmes aux politiques publiques, en passant par les réformes légales	225
Note	230
Références bibliographiques	230

Chapitre 5. Conclusions 235

Kehinde Ajayi, Estelle Koussoubé et Fatima Zahra

Messages clés	235
Quelle est la prochaine étape ?	235

Encadrés

ES.1	Mesure de l'autonomisation des adolescentes : défis et perspectives	xxxiv
ES.2	Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique	xxxviii

ES.3	Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs	xliv
ES.4	Nouveautés du présent rapport	xlix
1.1	Autonomisation des adolescentes et expériences transversales	32
1.2	L'autonomisation telle que perçue par les adolescentes au Bénin et au Kenya	41
2.1	Examens de fin de cycle et taux d'abandon scolaire des filles	77
2.2	Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays	89
2.3	Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes au sein des pays	96
S2.1.1	Principaux enseignements des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique : Méthodologie de recherche	118
3.1	Interventions visant à réduire l'exposition des filles à la violence	138
3.2	Interventions visant à retarder le mariage et la grossesse	139
4.1	Exemples d'approches traditionnelles pour bâtir des parcours vers la réussite économique pour les adolescentes en Afrique	180
4.2	Effets indésirables possibles	190
4.3	Enseignements tirés de la promotion de l'inclusion financière des femmes	195
4A.1	Défis dans l'identification des meilleures solutions pour soutenir les adolescentes	200
S4.1	L'évolution du paysage du soutien international aux programmes et politiques d'autonomisation des adolescentes	221
S4.2	La recette du succès : Conseils d'un chef de programme d'autonomisation des adolescentes à ceux qui souhaitent apporter des changements et œuvrer à l'autonomisation des filles	226
S4.3	Évolution des pratiques sociales	228

Figures

ES.1	La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons	xxix
ES.2	Les adolescentes peuvent emprunter des parcours alternatifs vers l'autonomisation à l'âge adulte	xxxv
ES.3	Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu'elles soient mariées ou non, et qu'elles aient des enfants ou non	xxxvi
ES.4	Plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne sont plus scolarisées, sont mariées ou ont un enfant	xxxvii

- ES.5 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes xl
- I.1 D'ici à 2050, plus d'un tiers des adolescentes du monde vivront en Afrique 3
- IA.1 Les revenus nets totaux simulés sur toute la vie résultant de l'autonomisation des adolescentes varient selon les pays, avec un gain total estimé à 2 402 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Afrique 14
- IA.2 La répartition des revenus nets totaux simulés sur toute la vie résultant de l'autonomisation des adolescentes montre une variation considérable dans tous les pays africains 15
- IA.3 La valeur actualisée projetée des coûts des programmes d'autonomisation des adolescentes s'élève à environ 198 milliards de dollars pour tous les pays africains 18
- 1.1 Les adolescentes empruntent des parcours différents vers l'autonomisation à l'âge adulte 29
- 1.2 Le parcours vers l'autonomisation pour Grâce diverge avec et sans intervention 34
- 1.3 Le parcours vers l'autonomisation pour Mariam diverge avec et sans intervention 35
- 1.4 Le parcours vers l'autonomisation pour Imani diverge avec et sans intervention 37
- 1.5 Le parcours vers l'autonomisation pour Aya diverge avec et sans intervention 38
- 1.6 Le parcours vers l'autonomisation pour Chantal diverge avec et sans intervention 40
- 1.7 Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu'elles soient mariées ou non, et qu'elles aient des enfants ou non 44
- S1.1 Les outils d'enquête permettent de saisir les indicateurs de l'autonomisation des adolescentes 50
- 2.1 Plus de la moitié des filles de 15 à 19 ans en Afrique sont déscolarisées, sont mariées ou ont des enfants 68
- 2.2 Les écarts de genre en matière de scolarisation sont faibles chez les jeunes adolescents, mais les écarts de participation au travail domestique et économique persistent 70
- 2.3 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons 72
- 2.4 Les taux de scolarisation des filles de 15 à 19 ans ont augmenté dans toute la région 75

- B2.1.1 Dans certains pays d'Afrique, les filles sont moins susceptibles que les garçons de se présenter aux examens, et lorsqu'elles le font, elles obtiennent des taux de réussite inférieurs 78
- 2.5 Les progrès dans la réduction des mariages et des grossesses chez les filles de 15 à 19 ans ont été mitigés 79
- 2.6 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes 81
- 2.7 Les profils des adolescentes varient d'un pays à l'autre 85
- 2.8 Les catégories de pays sont en corrélation avec les lois 86
- 2.9 Plusieurs pays ont changé de catégorie au fil du temps 88
- B2.2.1 Les adolescentes des pays en situation de FCV sont plus susceptibles que les autres d'être mariées, d'avoir des enfants et d'être déscolarisées 90
- B2.2.2 Les adolescentes des pays en situation de FCV sont moins susceptibles que les autres d'avoir un compte bancaire 91
- B2.2.3 Les classifications de revenu au niveau des pays sont également corrélées aux expériences des adolescentes 92
- B2.3.1 Les adolescentes issues de ménages plus aisés sont plus susceptibles d'être scolarisées, célibataires et sans enfant 97
- B2.3.2 Les adolescentes issues de ménages plus aisés présentent des niveaux d'inclusion financière plus élevés 98
- B2.3.3 Les adolescentes des zones urbaines sont plus susceptibles d'être scolarisées, célibataires et sans enfant 99
- 2A.1 La répartition des expériences des adolescentes varie selon les catégories de pays 112
- S2.1 Les fondamentaux du capital humain ont un pouvoir explicatif minimal par rapport aux autres dimensions de l'autonomisation 126
- S2.2 Le mariage et la grossesse influent significativement sur l'éducation, les aspirations et l'acceptation de la violence chez les adolescentes 128
- S3.1 Les programmes d'espaces sûrs doivent suivre une chaîne d'exécution spécifique 167
- 4A.1 Les transferts monétaires et les programmes d'autonomisation des groupes de filles sont les interventions les plus fréquemment évaluées 206
- 4A.2 Les études sur l'Afrique montrent une forte concentration géographique sur l'Afrique de l'Est 207
- 4A.3 Les études ont tendance à inclure à la fois des adolescentes plus jeunes et plus âgées 208
- 4A.4 La plupart des études se sont concentrées sur les adolescentes scolarisées 209
- 4A.5 Plus d'un tiers des études n'indiquent pas le statut matrimonial des adolescentes 210

- 4A.6 La plupart des études ne rapportent pas d'effets hétérogènes selon les caractéristiques clés des adolescentes 211
- 5.1 Des interventions bien conçues peuvent autonomiser les adolescentes à tout âge et dans toutes les circonstances 236

Cartes

- B2.1.1 De nombreux pays africains organisent un examen de fin de cycle primaire qui détermine l'accès à l'enseignement secondaire, avec des taux de réussite très variables 77
- 2.1 Certaines sous-régions d'un même pays présentent de moins bons résultats pour les adolescentes que d'autres 94

Tableaux

- ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme xxxii
- ES.2 Les différences entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes sont liées à l'environnement juridique des pays xli
- ES.3 Les interventions fondées sur des données probantes peuvent ouvrir des voies vers la prospérité xliii
- BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d'exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie xliv
- IA.1 Les valeurs moyennes, pour toutes les simulations, des variables clés pour chaque femme dans différents pays varient comme prévu selon le niveau de revenu du pays 13
- IA.2 Les estimations du coût économique direct des programmes d'autonomisation varient selon le niveau scolaire et le lieu (zone urbaine ou rurale) 17
- 1.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme 27
- 1.2 Cinq profils stylisés d'adolescentes en Afrique illustrent des parcours divergents vers l'autonomisation 33
- S1.1 La mesure de l'autonomisation des adolescentes à l'aide des outils d'enquête existants présente de nombreuses lacunes 52
- S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique 58
- 2.1 Cinq catégories de pays fournissent un outil basé sur les données pour orienter les investissements en faveur des adolescentes 82

- 2A.1 Les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la base de données Global Findex fournissent des informations précieuses mais incomplètes sur les expériences des adolescentes en Afrique 100
- 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays 103
- S2.1 Les indicateurs d'autonomisation mettent en évidence des défis importants parmi les adolescentes à travers différentes enquêtes d'évaluation d'impact 121
- S2.2 L'analyse des corrélations entre les dimensions de l'autonomisation des adolescentes révèle des corrélations généralement faibles 125
- S2A.1 Résumé des enquêtes d'évaluation d'impact 131
- 3.1 Les données révèlent l'efficacité variable des interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes 136
- 4.1 Les données révèlent des degrés variables d'efficacité des interventions visant à améliorer la réussite économique des adolescentes 182
- 4A.1 Les interventions visant à autonomiser les adolescentes en Afrique révèlent des degrés d'efficacité variés et présentent de nombreuses lacunes 202

Avant-propos

Dans le paysage mondial dynamique d'aujourd'hui, investir dans les adolescentes n'est pas seulement un impératif moral, c'est aussi une décision économique judicieuse. Les interventions fondées sur des données probantes et adaptées aux besoins spécifiques des adolescentes ont le pouvoir d'induire des changements transformateurs qui se répercutent sur plusieurs générations et sur l'ensemble de la société. L'adolescence étant une période où des décisions clés sont prises, avec des répercussions à long terme, des investissements relativement modestes peuvent changer toute la trajectoire d'une vie et ainsi offrir des rendements élevés.

En cette période charnière, où 23 % des 1,2 milliard d'adolescents du monde vivent en Afrique subsaharienne, il est urgent d'agir : des millions d'adolescentes à travers le continent se trouvent à un tournant crucial de leur vie. Malgré le vaste potentiel de prospérité de l'Afrique, une réalité frappante demeure : 26 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées, et 27 % sont mariées ou ont un enfant. En comparaison, 9 % des garçons africains du même groupe d'âge ne travaillent pas et ne sont pas scolarisés et moins de 3 % sont mariés ou ont un enfant.

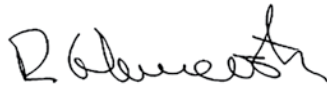
Conscients des multiples facettes des défis posés par cette réalité, le Center for Global Development, le Population Council et le Groupe de la Banque mondiale ont uni leurs efforts pour aider les pays à tracer la voie à suivre. L'analyse rigoureuse contenue dans le présent rapport fournit des pistes claires pour une politique fondée sur des données probantes qui non seulement renforcera le capital humain des filles, mais les autonomisera également sur le plan économique, jetant ainsi les bases d'un progrès durable.

« *Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique* » offre de l'espoir en formulant des recommandations pratiques basées sur des données probantes et des preuves rigoureuses. En définissant divers parcours de réussite et en examinant leurs implications pour les politiques publiques et les pratiques, ce rapport propose des pistes vers un changement tangible et durable.

Il s'agit essentiellement de libérer le potentiel inexploité des adolescentes en tant que catalyseurs du développement économique de l'Afrique. Le rapport recommande un ensemble d'actions fortes mais abordables pour assurer le succès des filles. Il s'agit notamment

- de promouvoir la réussite économique des filles par des interventions multisectorielles éprouvées et prometteuses ;
- de se concentrer sur les filles les plus vulnérables ;
- d'adopter une approche holistique dans la conception des interventions ;
- de combler les lacunes en matière de données et de preuves solides afin de permettre aux parties prenantes de mieux comprendre ce qui fonctionne.

Éclairant le chemin crucial vers l'autonomisation des adolescentes, le présent rapport invite les décideurs politiques, les praticiens, les chercheurs, les leaders communautaires et les partenaires mondiaux à transformer cette vision en réalité. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour aider les pays à ouvrir la voie vers un avenir dans lequel chaque fille africaine pourra s'épanouir. Ensemble, exploitons la puissance de l'investissement fondé sur des données pour façonner un avenir meilleur pour les générations futures.



Rachel Glennerster
Présidente
Center for Global Development



Thoai D. Ngo
Vice-président, Recherches en
sciences sociales et comportementales
Population Council



Victoria Kwakwa
Vice-présidente,
Afrique de l'Est et Afrique australe
Banque mondiale



Ousmane Diagana
Vice-président,
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
Banque mondiale

Remerciements

Le présent rapport est le fruit d'une collaboration entre le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, le pôle d'expertise Développement humain de la Banque mondiale, le Center for Global Development et le Population Council. Il a été élaboré par une équipe dirigée par Estelle Koussoubé et Kehinde Ajayi et composée de Henrietta Asiamah, Karen Austrian, Ioana Botea, Wei Chang, Riddhi Kalsi, Michael Kevane, Chiara Pasquini, Clémence Pougé Biyong, Laura Rossouw, Léa Rouanet, Vrinda Sharma, Sara Troiano et Fatima Zahra. L'équipe remercie Andrew Dabalen, Aparajita Goyal et Michael O'Sullivan pour leurs orientations générales et leur soutien, ainsi qu'Amit Dar, Daniel Dulitzky, Rachel Glennerster, Markus Goldstein, Trina Haque, Thoi D. Ngo, Dena Ringold et Albert Zeufack pour leurs contributions.

Le comité de lecture était composé de Kathleen Beegle, Eleonora Cavagnero, Coralie Gevers, Nicola Jones, Berk Özler et Idah Pswarayi-Riddihough. L'appui administratif a été fourni par Parwana Mowahid, Kenneth Omondi et Rose-Claire Pakabomba. Nelsy Affoum a coordonné la planification de la communication et de la diffusion, avec la contribution d'Amy Copley Geist. Beatrice Berman a fourni des conseils de production et un appui tout au long de la rédaction du rapport.

L'équipe remercie Sarah Baird, Juan Baron, Judith Bruce, Shubha Chakravarty, Thomas de Hoop, Flore Martinant de Preneuf, Rani Deshpande, Diva Dhar, Aletheia Donald, Isabella Micali Drossos, Safaa El Tayeb El-Kogali, David Evans, Ian Forde, Tihitina Zenebe Gebre, Silvia Guglielmi, Kelly Hallman, Margareta Norris Harrit, Caroline Kabiru, Daniel Kirkwood, Scherezad Joya Monami Latif, Diana Lopez, Vandrás Luywa, Rachel Marcus, Iain Menzies, Miriam Muller, Benedetta Musillo, Arindam Nandi, Lucia Nhampossa, Brenda Oulo, Ana Maria Oviedo, Amber Peterman, Rachel Pierotti, Luc Razafimandimby, Christophe Rockmore, Justin Sandefur, Hugues Setho, Natacha Stevanovic, Jozefien Van Damme,

Waly Wane, David Seth Warren, le Groupe Genre et égalité des sexes de la Banque mondiale, et les participants à l'examen de la note conceptuelle, à l'atelier des auteurs et aux réunions d'examen des décisions, pour leurs avis et perspectives. Nous avons également bénéficié des observations d'un grand nombre de collègues au sein de nos trois institutions.

L'équipe exprime sa gratitude aux nombreuses organisations qui ont partagé leurs avis avec elle au cours de la rédaction, notamment BRAC, Kasha Global, Plan International et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

L'équipe remercie également Nzilani Simu pour son excellent travail de conception graphique et Luz Carazo, Ariana Ocampo Cruz et Federico Sanz pour leur aide précieuse à la recherche. L'équipe est aussi reconnaissante à l'égard du Programme d'édition de la Banque mondiale, notamment à Amy Lynn Grossman, Michael Harrup et Jewel McFadden, ainsi qu'à Nora FitzGerald pour la révision initiale.

L'équipe tient à saluer le soutien généreux de l'Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE), un fonds d'affectation spéciale multidonateurs administré par la Banque mondiale et dont le but est de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par l'expérimentation et la création de connaissances afin d'aider les gouvernements et le secteur privé à axer leurs politiques et leurs programmes sur des solutions évolutives ayant des résultats durables. L'UFGE bénéficie de contributions généreuses de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse, ainsi que de la Fondation Bill et Melinda Gates. L'équipe exprime également sa gratitude pour le soutien généreux du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents, un partenariat mondial piloté par les pays qui s'engage à garantir que toutes les femmes, tous les enfants et tous les adolescents puissent survivre et s'épanouir. L'équipe du Population Council remercie le ministère danois des Affaires étrangères pour son financement.

Le présent rapport fait partie du Programme d'études régionales africaines, une initiative du Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique de la Banque mondiale.

Enfin, l'équipe tient à remercier les adolescentes, leurs familles et les communautés qui ont participé à cette étude. Ce rapport n'aurait pu être réalisé sans leur volonté de partager leurs expériences et leurs points de vue.

À propos des éditrices et des contributeurs

Kehinde Ajayi est Senior Fellow au Center for Global Development (CGD) et directrice du programme d'égalité des sexes et d'inclusion du CGD. Auparavant, Kehinde Ajayi a coordonné des initiatives de recherche sur l'autonomisation économique des femmes, l'emploi des jeunes, la protection sociale et la garde d'enfants au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a été professeure assistante d'économie à l'Université de Boston, professeure assistante invitée à l'Université de Duke, chercheuse associée au National Bureau of Economic Research et boursière Fulbright au Nigéria. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Californie à Berkeley et d'une licence en économie et relations internationales de l'Université de Stanford.

Henrietta Asiamah est économiste chargée de recherches à Statistique Canada et a également été boursière de la région Afrique de la Banque mondiale. Elle possède une expérience en matière de recherche économique, d'enseignement et de politique, acquise en travaillant pour le Fonds de développement des femmes africaines au Ghana et diverses organisations canadiennes œuvrant dans le domaine des politiques publiques. Les recherches de Henrietta Asiamah portent essentiellement sur l'économie du développement dans des domaines tels que l'impact de l'aide étrangère sur l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne, la mesure de la pauvreté chronique des enfants et les conséquences à long terme de la pauvreté des enfants pour les perspectives d'avenir. Ses recherches ont été publiées dans des revues à comité de lecture, notamment la *World Bank Economic Review* et *Child Indicators Research*. Henrietta Asiamah est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Guelph au Canada et d'une licence en économie et statistiques de l'Université du Ghana.

Karen Austrian dirige le Girl Innovation, Research, and Learning Center du Population Council, un centre de recherche mondial qui génère, synthétise et traduit des données probantes sur les adolescents afin de soutenir les investissements qui transforment leur vie, en particulier celle des filles. Avant d'occuper ce poste, Karen Austrian a dirigé un portefeuille de projets visant à renforcer l'autonomie des filles en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Elle élabore, met en œuvre et évalue des programmes qui renforcent les atouts protecteurs des filles, tels que l'éducation financière, les filets de sécurité sociale et l'accès à l'éducation. Karen Austrian est la chercheuse principale de deux grands essais contrôlés randomisés longitudinaux évaluant l'impact de programmes multisectoriels pour les adolescentes — *Adolescent Girls Initiative-Kenya* et *Adolescent Girls Empowerment Program* en Zambie — et a dirigé les travaux du Population Council évaluant les effets sociaux, sanitaires, éducatifs et économiques de la COVID-19 sur les adolescents et leurs familles au Kenya. Elle participe également activement à faire en sorte que les données probantes sur l'adolescence soient utilisées par les parties prenantes mondiales, nationales et locales, ayant fourni des orientations sur l'utilisation des données pour les programmes et les politiques en faveur des filles à l'Unité de politique et de stratégie du Bureau exécutif du président du Kenya et aux ministères sectoriels, à la Banque mondiale, aux organisations bilatérales et multilatérales ; aux fondations privées partenaires ; ainsi qu'aux organisations internationales, nationales et communautaires. Avant de rejoindre le Population Council en 2007, Karen Austrian a cofondé et dirigé le Binti Pamoja Center, un programme d'autonomisation des adolescentes dans le bidonville de Kibera à Nairobi, au Kenya. Elle est titulaire d'un master en santé publique et d'un doctorat en santé publique et épidémiologie et vit à Nairobi, au Kenya.

Ioana Botea est économiste senior au sein du pôle mondial d'expertise Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Elle compte plus de 10 ans d'expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes de protection sociale, avec un accent particulier sur les filets de sécurité, l'inclusion économique et l'autonomisation des femmes. Ioana Botea a géré des opérations au Cameroun et au Gabon et a coécrit des publications mondiales et régionales sur la protection sociale et le genre. Auparavant, elle a travaillé au Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, où elle a mené des évaluations d'impact des solutions de réduction des écarts entre les hommes et les femmes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Ioana Botea a travaillé pour Innovations for Poverty Action au Maroc. Elle est titulaire d'un master de recherche de l'Université de Cambridge.

Wei Chang est économiste au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Ses travaux portent essentiellement sur l'évaluation des interventions en matière de développement et de santé dans des environnements à faibles ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles, souvent par le biais de recherches interdisciplinaires en collaboration avec les gouvernements. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé dans le domaine de la recherche en santé publique en Afrique subsaharienne et aux États-Unis, à l'École de santé publique de l'Université de Harvard et à l'Université de Californie à San Francisco. Elle est titulaire d'un doctorat en politique et gestion de la santé de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'un master en travail social et santé publique de l'Université de Washington à Saint-Louis.

Riddhi Kalsi est consultante à la Banque mondiale et doctorante en économie à Sciences Po Paris. Sa thèse porte sur l'économie du travail, avec un accent particulier sur l'analyse empirique inclusive. Ses recherches actuelles en France portent sur l'intersection entre la privatisation et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle a occupé plusieurs postes d'enseignante en économétrie au niveau master à Sciences Po. Avant cela, elle a travaillé pour la *Harvard Business Review* en tant que rédactrice et à la Harvard Business Publishing Corporate Learning en tant que spécialiste en gestion. Riddhi Kalsi est titulaire d'un master en économie de Sciences Po et d'une licence en économie (avec mention) de la Miranda House de l'Université de Delhi.

Michael Kevane est professeur au département d'économie de l'Université de Santa Clara. Il a publié des articles dans les revues *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *World Development*, *Economic Development and Cultural Change*, *Review of Development Economics* et *American Journal of Agricultural Economics*. L'un de ses domaines d'intérêt est la manière dont les bibliothèques encouragent la lecture, avec des articles publiés dans *LIBRI: International Journal of Libraries and Information Studies*, *World Libraries* et *Bulletin des bibliothèques de France*. Kevane est coéditeur de *Kordofan Invaded: Peripheral Incorporation and Social Transformation in Islamic Africa*, auteur de *Women and Development in Africa: How Gender Works*, et coauteur de *Rural Community Libraries in Africa: Challenges and Impacts*. Il a été président de la Sudan Studies Association et codirecteur de *Friends of African Village Libraries*.

Estelle Koussoubé est économiste senior au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, où elle dirige le programme de recherche sur l'emploi des jeunes et

l'autonomisation des adolescentes. Elle travaille actuellement sur des évaluations d'impact de programmes d'autonomisation des adolescentes et des femmes, sur des programmes d'emploi des jeunes, ainsi que sur des programmes agricoles et de prévention de la violence sexiste en Afrique subsaharienne, afin d'éclairer la conception et la mise en oeuvre de programmes et de politiques efficaces visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Estelle Koussoubé était chargée de recherche à l'Institut national français de recherche pour le développement durable et à l'Université de Paris-Dauphine, où elle a travaillé sur le projet Nopoor. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Paris-Dauphine.

Chiara Pasquini est une spécialiste de l'évaluation qui a appliqué son expérience quantitative à différentes méthodologies de recherche et à des sujets allant de l'inclusion économique en Ouganda au travail des enfants en Éthiopie, en passant par l'autonomisation des femmes en Afghanistan. Elle a précédemment travaillé sur des essais contrôlés randomisés dans les pays en développement, pour Innovations for Poverty Action et d'autres centres de recherche, ce qui lui a permis d'acquérir une grande expérience du terrain et des mesures. Chiara Pasquini est consultante pour la Banque mondiale depuis 2018. Elle a soutenu un large éventail de tâches basées sur les données, telles que la gestion des essais contrôlés randomisés et l'analyse des ensembles de données au niveau national pour la conception de projets et les politiques. Son expertise thématique couvre la protection sociale, l'emploi et l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Elle est titulaire d'une licence et d'un master en économie de l'Université Bocconi en Italie.

Clémence Pougué Biyong est analyste de recherche au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Ses études portent sur les comportements en matière de santé, la santé mentale des femmes, l'économie des soins et les violences sexistes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé sur le rapport *Dynamiques du développement en Afrique* à l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle est titulaire d'un doctorat en économie à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de deux masters en économie et en droit de l'Université PSL Paris Dauphine et de l'École normale supérieure.

Laura Rossouw est une économiste du développement et de la santé qui a travaillé pour plusieurs institutions universitaires sud-africaines au cours des dix dernières années et qui exerce régulièrement en tant que consultante pour des organisations internationales, notamment l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale. Elle travaille

actuellement comme chercheuse principale au Bureau de recherche en économie de la santé et en épidémiologie de l'Université du Witwatersrand. Les recherches de Laura Rossouw se sont focalisées sur la demande et les facteurs comportementaux liés aux résultats en matière de santé et aux comportements de recherche de soins, en particulier ceux liés à la santé maternelle, sexuelle et reproductive ; l'économie du genre ; et la santé et le bien-être des adolescents. Elle a également beaucoup travaillé sur l'utilisation des politiques budgétaires pour améliorer les résultats en matière de santé, en particulier les politiques qui ciblent la consommation d'alcool et de tabac, et plus récemment sur l'utilisation des politiques budgétaires pour améliorer l'accès à la gestion de l'hygiène menstruelle.

Léa Rouanet est économiste senior à la Banque mondiale, où elle est directrice adjointe du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique. Elle dirige actuellement plusieurs évaluations d'impact visant à identifier et à traiter les contraintes liées au genre dans l'activité économique en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur l'autonomisation des adolescentes et les programmes de développement des compétences. Elle dirige également la conceptualisation et l'exécution de la stratégie d'utilisation des résultats des recherches du Laboratoire et supervise tous les analystes de son équipe. Ses recherches ont été publiées dans bon nombre de revues à comité de lecture, notamment *World Development*, *Economic Development and Cultural Change*, *Economics Letters*, *Journal of Economic Behavior and Organization*, *PLOS One* et *Economic History of Developing Regions*. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle était doctorante et chargée de recherche à la Paris School of Economics, où ses recherches portaient sur la nutrition, la mortalité infantile, la fécondité et les préférences de genre en Afrique. Elle est titulaire d'un doctorat de la Paris School of Economics.

Vrinda Sharma est consultante pour la Banque mondiale et doctorante à la Paris School of Economics. Ses travaux portent sur l'économie de l'eau et le changement climatique, en particulier sur la compréhension de l'adaptation de l'agriculture à l'évolution de la qualité de l'eau dans les pays en développement. Auparavant, en tant que chercheuse prédoctorale à l'École polytechnique, elle a étudié les transitions démographiques en Afrique subsaharienne. Mme Sharma est titulaire d'un master de la Paris School of Economics et d'une licence en économie du Kirori Mal College de l'Université de Delhi.

Sara Troiano est économiste senior au sein du pôle mondial d'expertise Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Elle dirige le programme d'autonomisation et de résilience des filles en Afrique de l'Est et l'Evidence Hub, un centre de données du programme, qui coordonne les produits d'analyse, le renforcement des capacités et l'échange de

connaissances sur l'autonomisation des filles et des femmes dans toute la région. Sara Troiano a travaillé sur des projets d'investissement dans l'emploi et l'éducation, avec un accent particulier sur l'inclusion des femmes et des jeunes, en Afrique, en Amérique latine et en Europe. Elle a publié des recherches sur l'éducation, les politiques sociales et la démographie. Elle est titulaire d'un master en économie du développement de l'École supérieure d'économie de Barcelone, d'un master en sociologie et démographie de l'Université Pompeu Fabra et d'une licence en économie de l'Université Bocconi.

Fatima Zahra est une démographe sociale spécialisée dans les transitions vers l'âge adulte chez les adolescents des pays à revenu faible et intermédiaire. Elle est actuellement associée au Girl Innovation, Research and Learning Center du Population Council. Ses recherches se situent à l'intersection du genre, de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation. Elle est actuellement responsable technique d'une série de projets, notamment des évaluations d'impact des interventions relatives au mariage des enfants en République dominicaine, en Inde et au Niger, une étude systématique des liens de causalité entre l'éducation et la santé, ainsi que le présent rapport. Avant de rejoindre le Population Council, elle était boursière postdoctorale au Centre d'études sur les populations de l'Université de Pennsylvanie. Fatima Zahra est titulaire d'un doctorat en sociologie avec une spécialisation en démographie de l'Université du Maryland et d'un master en communication avec une spécialisation en communication sur la santé et le changement social de l'Université de Californie du Sud.

Messages clés

- L'Afrique détient la clé de sa prospérité : investir dans le potentiel économique inexploité des adolescentes.
- Pour réussir, les adolescentes doivent acquérir les compétences, les ressources et la capacité de décision et d'action dont elles ont besoin pour être autonomes et prospères à l'âge adulte.
- La réalité est toutefois différente pour les adolescentes en Afrique. Actuellement, en Afrique, 40 % des filles âgées de 15 à 19 ans ne sont pas scolarisées et ne travaillent pas, ou sont mariées ou ont des enfants, contre 12 % des garçons de la même tranche d'âge, ce qui souligne l'urgence d'agir.
- Ce rapport recommande six séries d'actions fortes mais abordables pour assurer la réussite des adolescentes :
 1. **Améliorer la santé et l'éducation des adolescentes** en réduisant les frais à la charge des familles, en élargissant l'accès et en fournissant des services adaptés aux jeunes.
 2. **Promouvoir leur réussite économique** grâce à des interventions multisectorielles éprouvées et prometteuses qui intègrent des formations techniques et les compétences de vie avec un soutien à l'emploi, adaptées aux demandes du marché du travail et aux facteurs contextuels.
 3. **Faire des filles les plus vulnérables la priorité**, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.
 4. **Adopter une approche holistique** dans la conception des interventions en faveur des adolescentes, en reconnaissant le caractère multidimensionnel de l'autonomisation.
 5. **Comblar les lacunes en matière de données et de preuves solides** pour éclairer des politiques et des programmes efficaces.
 6. **Favoriser la collaboration et mobiliser l'appui** de diverses parties prenantes pour obtenir un impact durable.

- En mettant en œuvre ces recommandations d'ici à 2040, les pays africains pourraient dégager un revenu supplémentaire de 2 400 milliards de dollars. Avec les investissements et le soutien appropriés, les adolescentes pourraient être les moteurs de la transformation économique de l'Afrique.



Résumé analytique

Pourquoi construire des parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique est une priorité urgente ?

L'Afrique est la région la plus jeune du monde¹. Elle détient la clé de sa prospérité, à savoir investir dans le potentiel économique inexploité de ses adolescents, et en particulier de ses adolescentes. Plus d'un cinquième des adolescentes du monde (âgées de 10 à 19 ans) — 145 millions — vivent en Afrique, et cette proportion devrait passer à plus d'un tiers d'ici à 2050 (United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2024). Pour que l'Afrique gagne la bataille contre la pauvreté et parvienne à une croissance économique soutenue, des investissements stratégiques sont impératifs. Ces investissements doivent bénéficier aux adolescentes, en les dotant des fondamentaux du capital humain, des ressources et de la capacité de décision et d'action nécessaires pour mener une vie d'adulte économiquement prospère.

Malgré leur potentiel, les adolescentes africaines sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur sexe qui affectent considérablement leurs perspectives économiques. La région présente l'incidence la plus élevée de mariages d'enfants pour les filles au niveau mondial, une fille africaine sur trois se mariant avant l'âge de 18 ans. En particulier, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale abritent 7 des 10 pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée au monde (UNICEF, 2022). En outre, bien que des progrès aient été réalisés au cours des 25 dernières années, ces améliorations ont principalement bénéficié aux ménages les plus riches ; les taux de mariage des enfants continuent d'augmenter parmi les plus pauvres en Afrique (UNICEF, 2023). Le mariage des enfants est souvent associé à des grossesses précoces

Tous les montants sont exprimés en dollars américains, sauf indication contraire. Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le Reproducible Research Repository à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

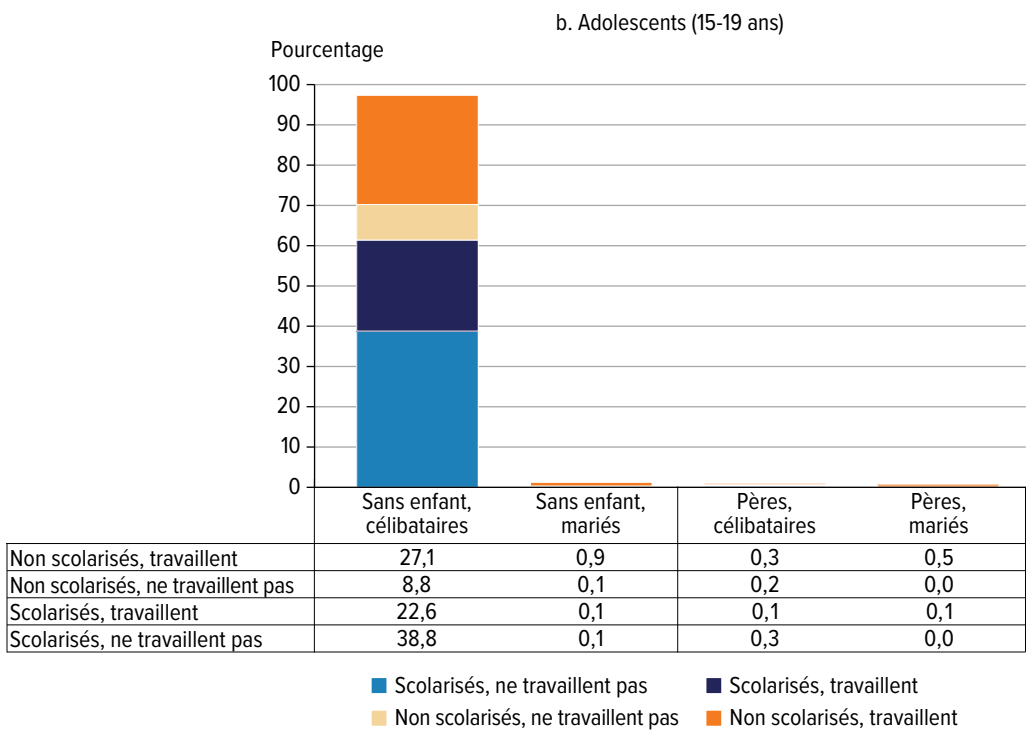
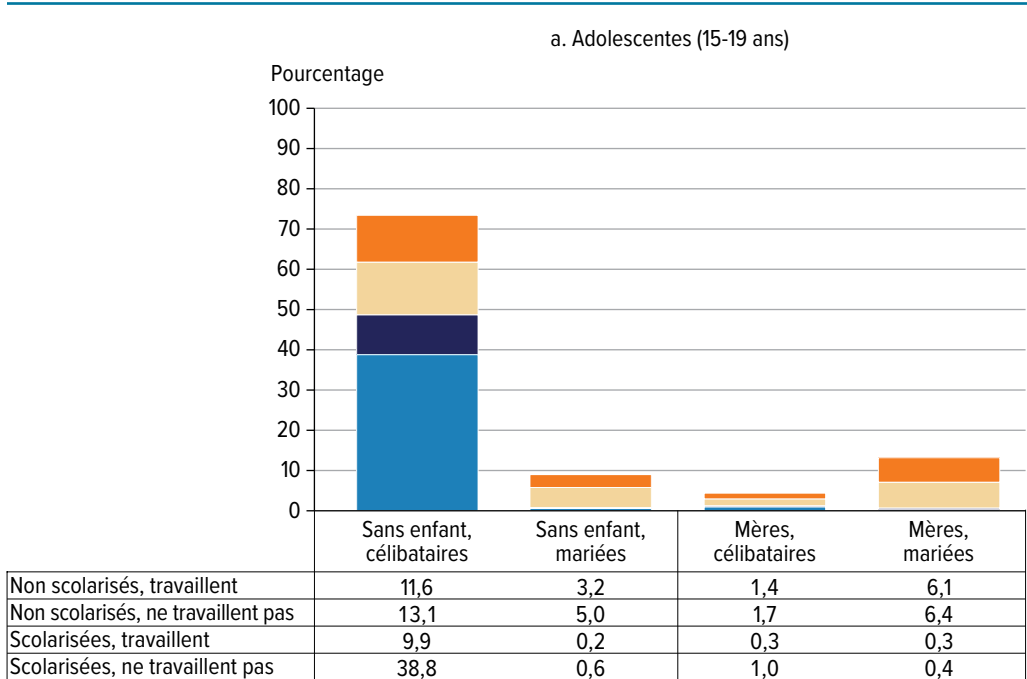
et à un taux de fécondité plus élevé au cours de la vie d'une fille, ce qui a des conséquences négatives importantes pour les filles et leurs enfants dans divers domaines, notamment la santé et les résultats futurs sur le marché du travail (Petroni *et al.*, 2017 ; Wodon *et al.*, 2017).

En Afrique, les disparités entre les sexes apparaissent avant l'adolescence et se creusent lors du passage à l'adolescence, puis à l'âge adulte. Bien qu'il existe des écarts relativement faibles entre les sexes en matière de scolarisation des adolescents âgés de 10 à 14 ans dans la plupart des pays africains, les filles sont généralement plus susceptibles de participer aux travaux ménagers et les garçons sont plus susceptibles de participer à un travail rémunéré. Dans le groupe des adolescents plus âgés (15-19 ans), un nombre important de filles en Afrique (26 %) ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées, contre environ 9 % des garçons. En outre, environ 22 % de ces filles sont mariées, contre seulement 1 % des garçons. Lorsque ces adolescents plus âgés passent à l'âge adulte (20-24 ans), la disparité entre les sexes est encore plus prononcée. Parmi les jeunes femmes de cette tranche d'âge, 56 % sont mariées et ont des enfants, tandis que moins de 16 % d'entre elles poursuivent leurs études. En revanche, les jeunes hommes sont plus susceptibles de poursuivre leurs études ou d'entrer sur le marché du travail, et 71 % d'entre eux restent célibataires et sans enfant (figure ES.1).

L'autonomisation des adolescentes n'est pas seulement une question de droits humains ; c'est aussi un investissement précieux. Ce rapport révèle que chaque dollar investi dans l'autonomisation des adolescentes peut générer un impact économique plus que décuplé. Le bénéfice net de ces investissements s'élève à environ 2 400 milliards de dollars. Ce chiffre contraste avec le coût total de l'investissement dans les deux prochaines générations de filles dans tous les pays, qui s'élève à moins de 200 milliards de dollars (Rossouw *et al.*, 2024).

Comment les pays — en particulier les pays africains — peuvent-ils construire un parcours vers la prospérité pour les adolescentes ? Le présent rapport tente de répondre à cette question clé. S'appuyant sur des initiatives récentes et des recherches rigoureuses visant à identifier et à relever les défis spécifiques auxquels sont confrontées les adolescentes en Afrique, le rapport présente de nouvelles analyses et un cadre conceptuel complet permettant de comprendre, de mesurer et d'améliorer l'autonomisation des adolescentes. Cette approche tient compte de la diversité des expériences et des besoins des adolescentes, en prenant en considération des facteurs tels que leur niveau d'éducation, leur situation matrimoniale et le fait qu'elles aient ou non des enfants. Le rapport conclut en proposant une feuille de route pour l'action politique visant à construire des parcours vers la prospérité pour les adolescentes.

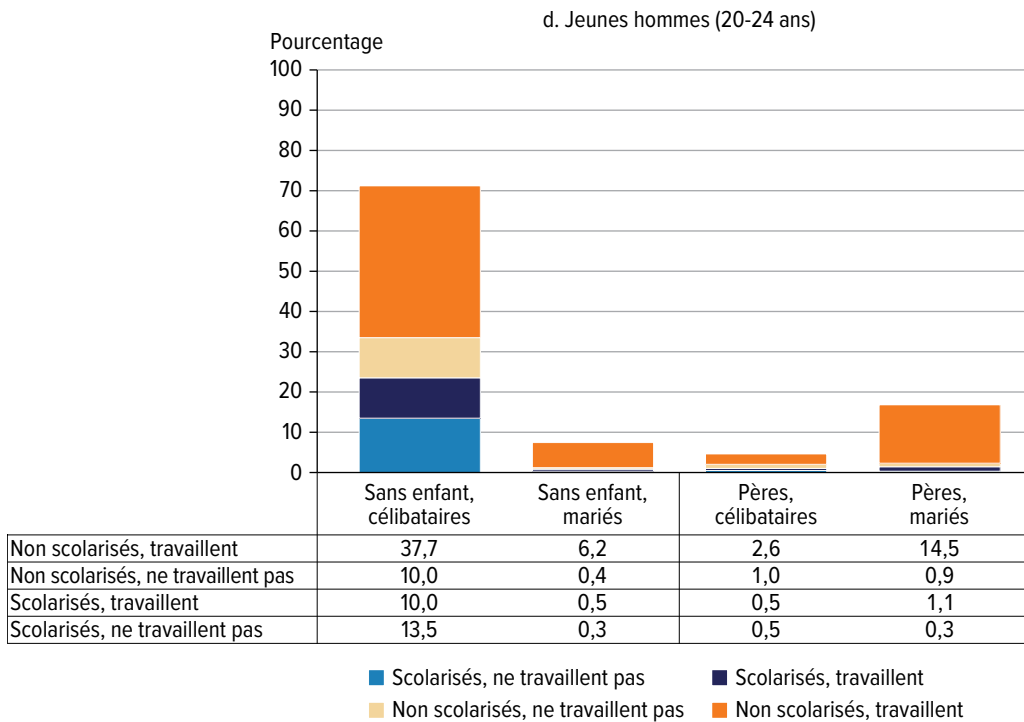
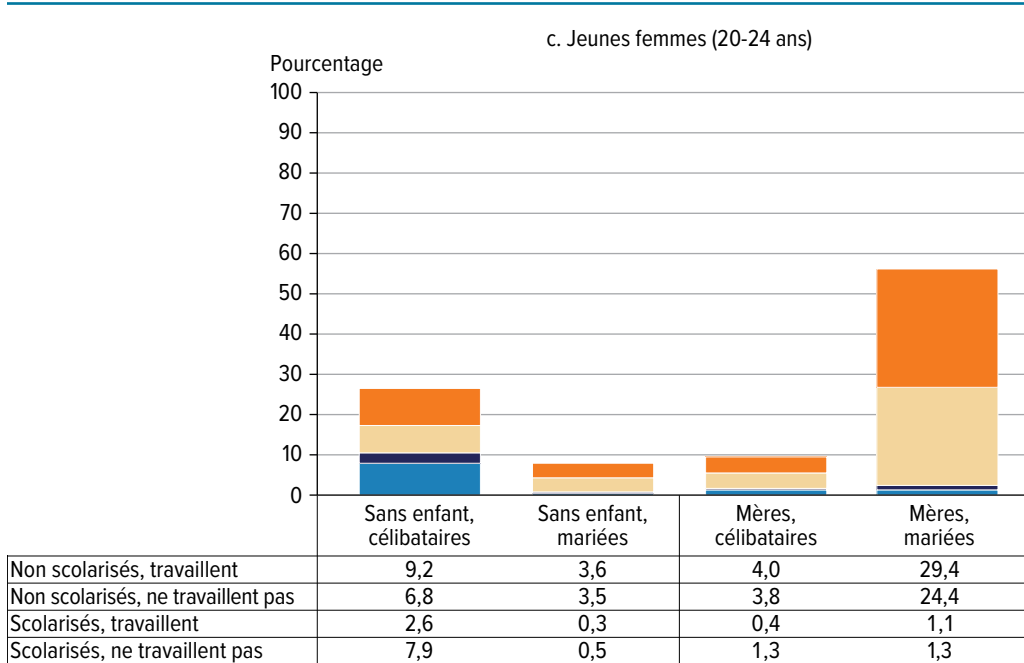
FIGURE ES.1 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons



■ Scolarisés, ne travaillent pas ■ Scolarisés, travaillent
■ Non scolarisés, ne travaillent pas ■ Non scolarisés, travaillent

(suite)

FIGURE ES.1 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons (*suite*)



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Que signifie l'autonomisation des adolescentes ?

L'autonomisation des adolescentes revêt une importance cruciale pour la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Afrique. Toutefois, pour atteindre cet objectif, il faut s'écarter de l'approche traditionnelle. Les cadres d'autonomisation des femmes ont jeté les bases de la conceptualisation des dimensions de l'autonomisation des femmes et des filles. Cependant, être autonome *signifie* des choses différentes pour les filles et pour les femmes. Les adolescentes diffèrent des femmes de manière significative dans et entre les principales dimensions de l'autonomisation : les ressources, la capacité de décision et d'action et les réalisations économiques. Par rapport aux femmes, l'accès des filles aux ressources, telles que les institutions financières ou les services de santé sexuelle et reproductive, est limité, tout comme leur capacité à prendre des décisions et à se fixer des objectifs.

Même parmi les adolescentes, les parcours vers l'autonomisation future varient considérablement. Certaines adolescentes peuvent acquérir des compétences, des ressources et la capacité de décision et d'action qui leur permettront d'avoir de meilleures perspectives d'emploi à l'âge adulte. Pour d'autres, le chemin vers l'autonomisation peut être plus escarpé en raison de certaines transitions de la vie telles que l'abandon scolaire, le mariage précoce ou la grossesse.

Ce rapport présente un cadre adapté pour comprendre l'autonomisation des adolescentes, en mettant l'accent sur quatre éléments clés :

- **les fondamentaux du capital humain** : l'éducation et la santé sont les fondements de la réussite économique future des adolescentes ;
- **les ressources habilitantes** : il s'agit des connaissances et des compétences, du capital financier, du capital physique et numérique, du capital social et du temps disponible pour les activités productives ;
- **la capacité de décision et d'action** : les filles doivent pouvoir s'exprimer, se fixer des objectifs et prendre des décisions ;
- **le contexte** : il comprend les situations de fragilité, de conflit et de violence, les lois statutaires, les institutions formelles, les normes sociales et la religion, les opportunités d'emploi et le contexte familial.


Ces quatre composantes de l'autonomisation des adolescentes se combinent et interagissent pour former une cinquième composante, réalisations à long terme, tels que le revenu et la participation à un travail rémunéré adapté à l'âge (tableau ES.1).

TABLEAU ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
 Fondamentaux du capital humain	Progrès en matière d'éducation	Scolarisation, réussite et assiduité scolaires ; progression scolaire ; compétences en lecture et en écriture ; compétences en calcul
	Santé	Survie/mortalité ; droits en matière de santé sexuelle et reproductive ; santé mentale ; nutrition
 Ressources habilitantes	Connaissances et compétences	Compétences nécessaires à la vie courante (y compris les compétences socioémotionnelles) ; éducation financière
	Capital financier	Accès aux ressources économiques : comptes bancaires, prêts ; actifs économiques : épargne
	Capital physique et numérique	Biens ménagers ; patrimoine personnel ; accès aux espaces numériques ; téléphones portables
	Capital social	Réseaux de pairs ; accès à des espaces sûrs
	Temps	Temps consacré à des activités productives
 Capacité de décision et d'action	Établissement d'objectifs	Aspirations en matière d'éducation, de travail, de mariage et de grossesse
	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Auto-efficacité, estime de soi, locus de contrôle, attitudes envers le genre
	Contrôle	Contrôle de la prise de décision et de l'utilisation du temps
 Contexte	Situation de fragilité, de conflit et de violence	Prévalence et durée des conflits et de la violence
	Lois statutaires/cadre juridique	Lois relatives au genre, aux ressources, au travail, à l'âge minimum du mariage, à l'âge minimum pour travailler, aux violences sexistes à l'accès aux documents d'identité
	Institutions formelles	Présence et caractéristiques d'autres institutions formelles : écoles, santé, services professionnels, juridiques et financiers (y compris les banques et les tontines)
	Normes et religion	Attentes concernant les rôles des hommes et des femmes, l'accès aux ressources et leur utilisation, le travail, l'âge du mariage et les violences sexistes ; croyances religieuses
	Possibilités d'emploi	Accès à l'emploi en fonction du secteur ; qualité des possibilités d'emploi disponibles
	Contexte du ménage	Attitudes des parents et des membres du ménage à l'égard du genre ; aspirations des parents en matière d'éducation et de travail des filles ; dynamique des relations au sein des ménages (coopération entre les membres du ménage, discussions entre les membres du ménage sur divers sujets, etc.) ; structure et composition du ménage

(suite)

TABLEAU ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme (*suite*)

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
	Résultats sur le marché du travail	Qualité de l'emploi ; revenu ; travail rémunéré ; secteur formel ou informel ; emploi salarié ou indépendant ; travail adapté à l'âge

Réalisations économiques

Source : Tableau original créé ce rapport.

Note : CH = fondamentaux du capital humain ; CO = contexte ; CA = capacité de décision et d'action ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes.

Le cadre conceptuel présenté dans le rapport diffère des cadres existants dans le contexte africain (par exemple, Calder et Huda, 2013 ; Jones *et al.*, 2019 ; Moll, 2018), non seulement en mettant l'accent sur des éléments tels que le contexte et les ressources habilitantes, mais aussi en tenant compte du fait que les filles peuvent suivre différents chemins vers l'autonomisation, que le chemin d'une fille donnée consiste à poursuivre des études exclusivement sans se marier ou avoir des enfants, ou à suivre une voie alternative qui passe par des transitions telles que l'abandon scolaire, le mariage précoce ou la grossesse. Pour en savoir plus sur les difficultés de mesure de l'autonomisation des adolescentes et les solutions possibles à ces difficultés, voir l'encadré ES.1.

Chaque composante de l'autonomisation évoluera au cours de l'adolescence, préparant les filles à être économiquement prospères à l'âge adulte (figure ES.2). Cependant, l'évolution de ces composantes et leur importance relative à différents âges dépendent de la dotation initiale des filles dans chaque composante au début de l'adolescence (10 ans) et des diverses transitions qu'elles connaissent au cours de leur adolescence.

Les éléments clés de l'autonomisation des adolescentes diffèrent également selon le groupe démographique. Pour illustrer cette diversité d'expériences et leur relation avec les composantes de l'autonomisation, le rapport présente cinq profils d'adolescentes résidant dans diverses régions d'Afrique, chacun représenté par une ligne distincte dans la figure ES.2.

ENCADRÉ ES.1 Mesure de l'autonomisation des adolescentes : défis et perspectives

Pourquoi est-il important de mesurer l'autonomisation des adolescentes ?

Il est essentiel de mesurer l'autonomisation des adolescentes afin de pouvoir élaborer des politiques et des programmes en connaissance de cause, mais cela reste un défi. Les cadres existants se concentrent principalement sur l'autonomisation des femmes, et les orientations en ce qui concerne la mesure de l'autonomisation des adolescentes sont limitées. Les lacunes en matière de mesure constatées dans les enquêtes incluent une absence de questions sur le capital numérique, sur les aspects liés à la capacité de décision et d'action tels que le contrôle de l'emploi du temps, et sur la qualité de l'emploi. En outre, les enquêtes montrent que les types de questions varient peu d'un groupe démographique à l'autre, ce qui limite la compréhension des nuances qui existent entre les sous-groupes.

Principaux défis en matière de mesure

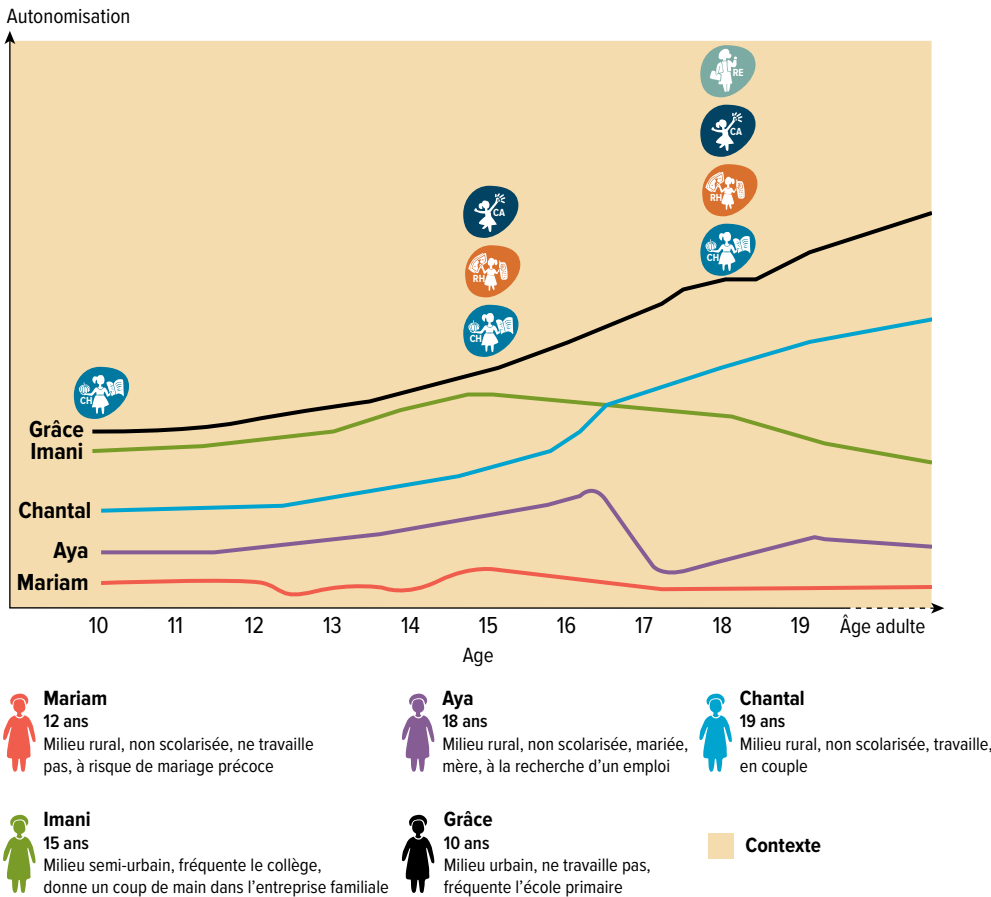
1. **Absence de cadre théorique** : L'absence d'un cadre théorique clair pour mesurer l'autonomisation des adolescentes produit des mesures incohérentes entre les études et les enquêtes.
2. **Différenciation limitée** : Les outils de mesure ne font pas de distinction suffisante entre les divers groupes démographiques, ce qui rend difficile la compréhension des disparités.
3. **Divergences entre les enquêtes** : Les enquêtes varient considérablement en ce qui concerne les formulations et les aspects mesurés, ce qui rend difficiles les comparaisons relatives à l'autonomisation des adolescentes.

La voie à suivre

Ces défis de mesure soulignent la nécessité d'une mesure complète et standardisée de l'autonomisation des adolescentes grâce à trois prochaines étapes cruciales.

1. **Prioriser la conceptualisation** : élaborer un cadre conceptuel clair et standardisé pour l'autonomisation des adolescentes. Garantir l'inclusion en consultant divers praticiens et parties prenantes afin de tenir compte des besoins et aspirations variés des adolescentes.
2. **Coordonner les efforts** : standardiser et harmoniser les mesures clés de l'autonomisation des adolescentes afin d'améliorer la comparabilité et la fiabilité, en s'inspirant des pratiques éprouvées dans la mesure de l'autonomisation économique des femmes.
3. **Élaborer de nouvelles mesures** : créer de nouveaux outils, y compris des instruments au niveau communautaire, pour couvrir les dimensions sous-représentées de l'autonomisation des adolescentes.

FIGURE ES.2 Les adolescentes peuvent emprunter des parcours alternatifs vers l'autonomisation à l'âge adulte

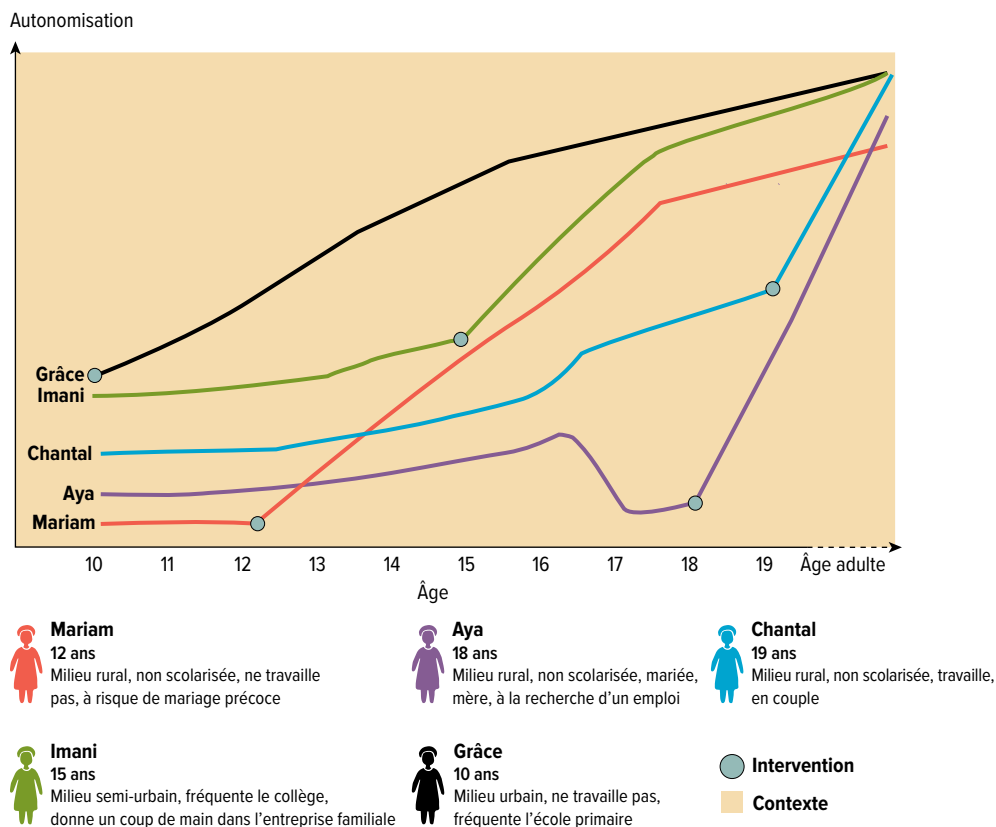


Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : CH = fondamentaux du capital humain ; CA = capacité de décision et d'action ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes. Voir le tableau ES.1 pour plus d'informations sur chaque composante.

Le cadre utilisé dans ce rapport montre que les parcours des filles vers l'autonomisation à l'âge adulte varient en fonction de leur point de départ dans l'adolescence et du moment des interventions (figure ES.3). Tout au long du rapport, ce cadre sert de guide pour évaluer la conception et l'efficacité des programmes et des politiques, tout en reconnaissant qu'aucune intervention ne répondra toute seule de manière adéquate aux besoins de toutes les adolescentes en Afrique.

FIGURE ES.3 Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu'elles soient mariées ou non, et qu'elles aient des enfants ou non



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

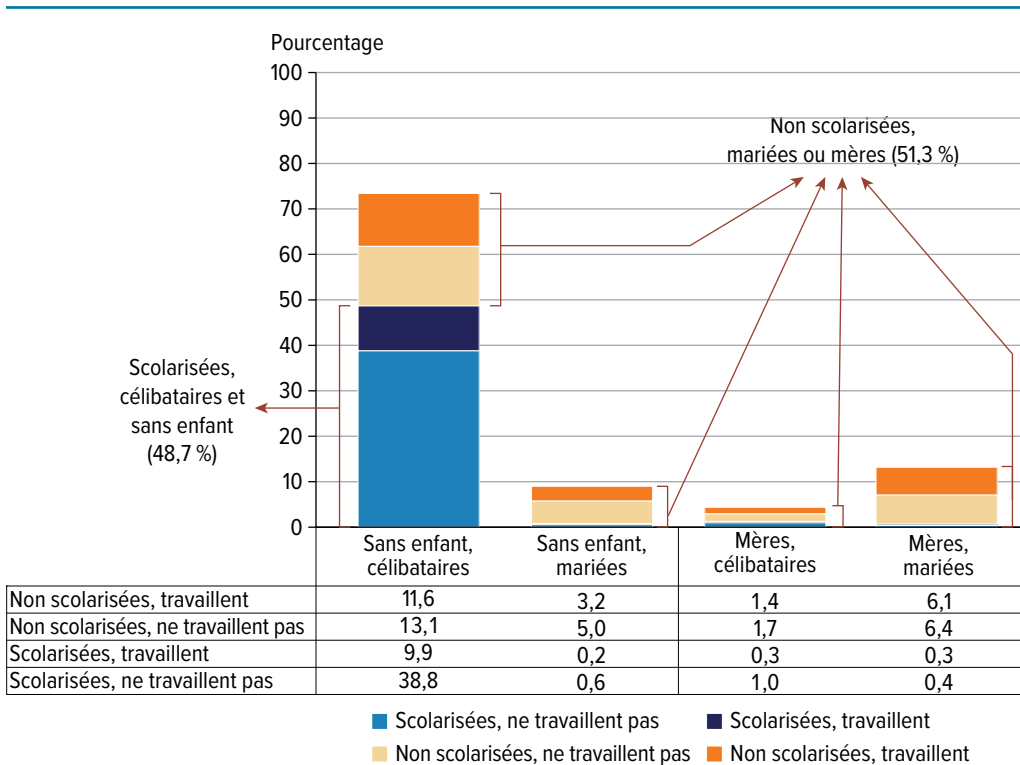
Bien qu'elles ne fassent pas explicitement partie du cadre, deux expériences transversales qui interagissent avec les parcours vers l'autonomisation sont importantes à prendre en compte pour une vision plus holistique de l'autonomisation des adolescentes : les violences sexistes et les handicaps. Les expériences de violence sexiste ou les pratiques nocives perpétrées à la maison, à l'école, dans les espaces publics, dans le cadre du mariage ou sur le lieu de travail peuvent affecter de multiples aspects de l'autonomisation, notamment l'assiduité et les résultats scolaires, le sentiment de capacité de décision et d'action des filles et leur capacité à prendre des décisions qui touchent à leur bien-être. Les filles sont souvent confrontées à un risque accru de violence pendant l'adolescence, plus élevé qu'à tout autre moment de leur vie. Cependant, elles peuvent être moins enclines à signaler des expériences de violence, compte tenu des menaces éventuelles que renferme un tel acte pour leur réputation personnelle ou familiale. Ces risques de violence sexiste, combinés à un accès plus limité aux services et au

soutien pour les victimes, constituent un obstacle important à l'autonomisation des adolescentes. Les handicaps physiques et mentaux peuvent également affecter la capacité des filles à atteindre leurs objectifs éducatifs et économiques et limiter leur capacité de décision et d'action en fonction de l'existence de normes et de ressources sociétales liées aux handicaps.

Quel est le degré de diversité des expériences des adolescentes en Afrique et comment cette diversité influe-t-elle sur leur prospérité ?

Une aspiration politique commune aux pays africains est de veiller à ce que les adolescentes poursuivent leurs études et retardent l'âge de la grossesse et du mariage. Les taux de scolarisation des jeunes adolescentes (10-14 ans) ont atteint plus de 80 % dans bon nombre de ces pays. Cependant, lorsqu'elles arrivent à la fin de l'adolescence, moins de la moitié des jeunes filles de 15 à 19 ans sont encore exclusivement scolarisées, sans s'être mariées ni avoir eu d'enfants (figure ES.4).

FIGURE ES.4 Plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne sont plus scolarisées, sont mariées ou ont un enfant



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Alors que les tendances régionales en matière de scolarisation et de travail ont généralement été positives, les tendances régionales en matière de mariage et de procréation ont été mitigées. Au cours des 20 dernières années, le pourcentage de filles de 15 à 19 ans scolarisées a augmenté dans la plupart des pays africains. La plupart des pays africains, mais pas tous, ont également enregistré une baisse de la proportion de filles non scolarisées et travaillant exclusivement. Les taux de mariage ont généralement baissé dans tous les pays au cours de cette période. Toutefois, certains pays ont enregistré des augmentations, notamment Madagascar, le Niger, la Tanzanie et le Zimbabwe. En outre, le pourcentage d'adolescentes ayant des enfants a largement diminué, sauf dans quelques pays, dont le Burundi et la Zambie. Aux Comores, en Tanzanie et au Zimbabwe, les taux de mariage et de grossesses chez les adolescentes ont augmenté au cours des 20 dernières années.

Les expériences des adolescentes varient non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, notamment en fonction de l'environnement culturel, social, juridique et économique des pays. Bien que les indicateurs nationaux fournissent des informations précieuses, ils tendent à masquer les variations infranationales. Au sein d'un même pays, les variations de résultats tels que les taux de scolarisation, de mariage et de grossesse, ainsi que les attitudes à l'égard du genre, peuvent être tout aussi importantes que les variations entre les pays. Pour une meilleure compréhension de la complexité de l'autonomisation des adolescentes et des enseignements tirés des études d'évaluation d'impact dans les pays africains, voir l'encadré ES.2.

ENCADRÉ ES.2 Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique

Pourquoi une approche holistique est-elle nécessaire pour renforcer efficacement l'autonomie des adolescentes ?

Pour autonomiser les adolescentes en Afrique, il faut reconnaître que l'autonomisation est intrinsèquement multidimensionnelle. Bien que les interventions axées sur l'éducation et la santé soient essentielles pour jeter les bases de la réussite à l'âge adulte, elles ne suffisent pas à améliorer toutes les dimensions de l'autonomisation. En outre, les transitions de la vie, telles que le mariage et la grossesse, entravent souvent de manière significative l'acquisition par les filles d'un capital humain et d'une capacité de décision et d'action, ce qui limite davantage leur capacité à réaliser leur plein potentiel.

Principaux enseignements issus de quelques pays africains

Le rapport utilise des données provenant d'évaluations d'impact de programmes ciblant les adolescentes dans 11 pays d'Afrique pour mettre en lumière les relations complexes qui existent entre les différentes dimensions de l'autonomisation et la manière dont ces dimensions se manifestent à travers les différentes étapes de la vie.

(suite)

ENCADRÉ ES.2 Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique (*suite*)

1. **Autonomisation multidimensionnelle** : L'autonomisation des adolescentes est une œuvre multidimensionnelle. Les filles peuvent jouir d'une autonomie dans un domaine tout en étant dépourvues dans un autre. Il est essentiel de reconnaître ces variations afin de concevoir des programmes d'autonomisation efficaces.
2. **Faibles corrélations entre les dimensions de l'autonomisation** : Les corrélations entre les fondamentaux du capital humain (éducation et santé) et les autres dimensions de l'autonomisation sont généralement faibles, ce qui suggère la nécessité d'interventions holistiques allant au-delà de l'éducation de base et de la santé pour renforcer efficacement l'autonomisation.
3. **Impact des transitions de la vie et des facteurs contextuels** : Les transitions de la vie, comme le mariage et la grossesse, et les facteurs contextuels affectent profondément l'autonomisation des filles. Les filles mariées et les jeunes mères sont confrontées à des difficultés considérables pour poursuivre leurs études et leurs aspirations professionnelles, bien que certaines parviennent à conserver, voire à améliorer, certaines ressources et réalisations.

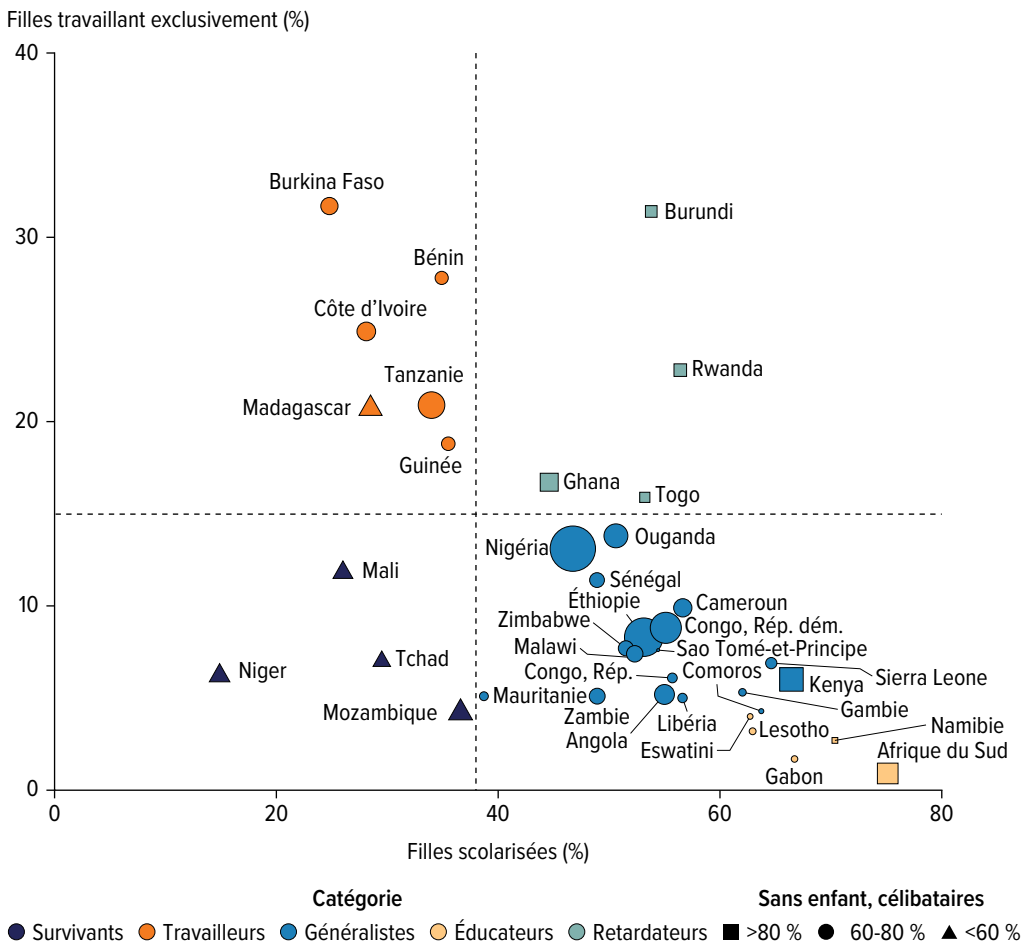
La voie à suivre

Ces conclusions ont des implications importantes pour l'élaboration de politiques et de programmes visant à renforcer l'autonomie des filles en Afrique. Les points clés que souligne l'analyse sont les suivants :

1. **Élargissement des stratégies d'autonomisation** : Les politiques et les programmes doivent aller au-delà de l'éducation et de la santé pour englober un éventail plus large de stratégies d'autonomisation, en accordant la priorité à un soutien global, y compris le développement des compétences et la protection sociale.
2. **Interventions personnalisées** : Il est essentiel d'adapter les interventions aux besoins spécifiques des différents groupes démographiques de filles, en particulier les groupes vulnérables tels que les jeunes mères qui doivent concilier leur travail ou leur scolarité avec les responsabilités liées à la garde des enfants, afin d'assurer une autonomisation efficace.
3. **Mise à profit des outils numériques** : L'utilisation des technologies numériques peut être un moyen efficace d'atteindre et de soutenir les adolescentes. Toutefois, il est essentiel de veiller à ce que les filles disposent des ressources et des compétences de vie nécessaires pour tirer le meilleur parti de ces possibilités.
4. **Évaluation continue** : Un suivi et une évaluation constants sont essentiels pour comprendre l'évolution des défis et des possibilités auxquels sont confrontées les adolescentes en Afrique, afin de s'assurer que les politiques et les programmes restent adaptés et efficaces.

Tout en reconnaissant la diversité des expériences au sein des pays, ce rapport classe les pays en cinq groupes distincts, chacun étant caractérisé par des traits communs qui reflètent les intersections entre les taux de scolarisation, de travail, de mariage et de grossesse (figure ES.5). Notamment, ces catégories de pays sont en corrélation avec la prévalence des lois relatives au genre dans chaque type de contexte, ce qui suggère à quel point le contexte juridique influence les expériences des adolescentes (tableau ES.2). Ces cinq catégories constituent un outil instructif permettant de comprendre les caractéristiques des expériences vécues par les adolescentes et offrent un aperçu des approches visant à soutenir l'autonomisation.

FIGURE ES.5 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : La figure montre les pourcentages de filles célibataires de 15 à 19 ans sans enfant qui sont scolarisées (axe horizontal) et qui travaillent exclusivement (axe vertical). La taille de chaque marqueur de pays reflète la taille de la population du pays.

TABLEAU ES.2 Les différences entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes sont liées à l’environnement juridique des pays

Catégorie de pays	Principales caractéristiques des pays	Législation nationale pertinente
Retardateurs du mariage et de la grossesse	Les plus efficaces pour retarder le mariage et la grossesse chez les adolescentes. Des niveaux relativement élevés de scolarisation et de travail chez les adolescentes.	Tous les pays de cette catégorie disposent de lois garantissant qu’une femme peut obtenir un emploi, un compte bancaire et des pièces d’identité nationales au même titre qu’un homme.
Éducateurs	Les taux de scolarisation les plus élevés chez les adolescentes, mais des taux d’emploi relativement faibles, même pour les filles non scolarisées.	Tous les pays de cette catégorie disposent de lois promouvant l’éducation (gratuité de l’enseignement post-primaire et âge du mariage supérieur à 18 ans).
Généralistes	Niveaux modérés chez les adolescentes en ce qui concerne toutes les caractéristiques : précocité du mariage et de la première grossesse, scolarisation et travail.	Les pays de cette catégorie disposent d’environnements juridiques variés et ne sont à la pointe d’aucun domaine de réformes juridiques en matière d’égalité des sexes.
Travailleurs	Les niveaux de travail les plus élevés chez les adolescentes, avec des niveaux de scolarisation relativement faibles et des taux modérés de mariage et de grossesse précoces.	Les pays de cette catégorie sont plus susceptibles d’avoir des lois relatives à l’emploi (par exemple, garantir que les femmes puissent obtenir un emploi au même titre que les hommes, un salaire égal pour un travail égal, 14 semaines de congé payé pour les mères) et des lois interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans l’accès au crédit.
Survivants	Les niveaux de vulnérabilité des adolescentes sont les plus élevés. Tous les pays de cette catégorie sont des pays à faible revenu classés par la Banque mondiale parmi les pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence, qui présentent les taux les plus élevés de mariage et de grossesse chez les adolescentes, les niveaux de scolarisation les plus bas et une proportion élevée de personnes sans emploi ou non scolarisées.	Tous les pays de cette catégorie ont des lois qui permettent autant aux femmes qu’aux hommes d’accéder aux pièces d’identité nationales, ce qui constitue une base pour l’accès aux services sociaux.

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l’USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>, (Banque mondiale, 2020).

Que savons-nous de ce qui permet de renforcer les fondamentaux du capital humain et d'améliorer la réussite économique des adolescentes ?

Des fondamentaux du capital humain sont essentiels pour réussir dans le monde d'aujourd'hui et assurer une transition en douceur vers une vie d'adulte productive et en bonne santé. L'adolescence est une période au cours de laquelle les filles subissent des changements physiques, émotionnels, sociaux et cognitifs rapides. Faire de l'investissement dans l'éducation et la santé pendant l'adolescence des filles une priorité peut avoir une profonde influence sur leur vie d'adulte et même façonner la trajectoire de la prochaine génération. Ces investissements s'inscrivent dans la promotion d'un parcours de vie dans lequel les adolescentes peuvent s'éduquer, adopter des modes de vie sains et retarder la fondation d'une famille. Pour les filles qui suivent des parcours de vie alternatifs, les fondamentaux du capital humain jouent également un rôle crucial dans le développement des compétences et l'accumulation d'un capital plus large. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que l'amélioration du capital humain des filles ne garantit pas automatiquement une transition réussie vers un emploi productif, sûr et digne, ni une réduction significative des écarts entre les sexes en matière de réalisations économiques à l'âge adulte. Plusieurs facteurs, notamment le mariage, la grossesse, les rôles sociaux en fonction du sexe et les normes liées à l'emploi des femmes et la dynamique du ménage, entrent également en jeu (voir, par exemple, Carvalho et Evans, 2022 ; Elder et Kring, 2016 ; Klasen 2019).

Pour permettre aux adolescentes de réaliser leur potentiel économique et de s'épanouir dans leur vie d'adulte, il est essentiel d'aller au-delà de l'établissement des fondamentaux du capital humain. Il s'agit de promouvoir les ressources habilitantes, notamment les compétences socioémotionnelles, l'éducation financière et l'accès aux réseaux ; de renforcer la capacité de décision et d'action et de créer un environnement propice à leurs réalisations économiques. Le présent rapport passe en revue les données probantes relatives aux interventions portant sur chacun de ces domaines et classe ces interventions comme suit :

- 1) efficace : au moins trois études rigoureuses montrent que l'intervention a des effets positifs et statistiquement significatifs ;
- 2) prometteuse : une ou deux études rigoureuses montrent que l'intervention a des effets positifs et statistiquement significatifs ;
- 3) mitigée : les études rigoureuses font ressortir un mélange d'effets positifs et négatifs statistiquement significatifs pour l'intervention ou montrent qu'elle n'a pas d'effets statistiquement significatifs ;
- 4) sans effet : au moins deux études rigoureuses montrent que l'intervention n'a pas d'effets statistiquement significatifs ;
- 5) effet inconnu ou insuffisance de données probantes : moins de deux études rigoureuses étudient l'intervention et évaluent ses effets (voir le tableau ES.3).

TABLEAU ES.3 Les interventions fondées sur des données probantes peuvent ouvrir des voies vers la prospérité

Intervention	Amélioration des fondamentaux du capital humain	Renforcement de la réussite économique
Transferts en nature pour la scolarisation	Efficace	Efficace
Programmes complets d'autonomisation économique	Effet inconnu	Efficace
Réduction ou suppression des frais de scolarité	Efficace	Prometteuse
Cantine scolaire	Efficace	Prometteuse
Amélioration de la qualité de l'enseignement	Efficace	Effet inconnu
Services de santé	Efficace	Effet inconnu
Éducation à la santé sexuelle et reproductive	Efficace	Effet inconnu
Transferts monétaires	Efficace	Mitigée
Opportunités d'emploi pour les femmes	Prometteuse	Prometteuse
Implication des garçons, des parents et de la communauté	Prometteuse	Prometteuse
Informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation	Prometteuse	Prometteuse
Interdiction du mariage d'enfants	Prometteuse	Effet inconnu
Programmes ludo-éducatifs	Prometteur	Effet inconnu
Réforme du droit de succession	Prometteuse	Effet inconnu
Construction d'écoles	Prometteuse	Effet inconnu
Programmes de renforcement des compétences des groupes de filles	Mitigée	Mitigée
Autres programmes de formation aux compétences de vie, de mentorat et d'autonomisation	Mitigée	Mitigée
Programmes d'inclusion financière	Effet inconnu	Mitigé
Formation professionnelle et commerciale traditionnelle	Effet inconnu	Mitigée

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

La réussite de ces interventions nécessite qu'une attention particulière soit accordée à leur conception et à leur mise en œuvre. L'adoption croissante des groupes de filles, ou « espaces sûrs », comme plateformes pour atteindre les adolescentes, en particulier celles qui ne sont pas scolarisées, en est un exemple notable. Cependant, les preuves de leur impact sur les résultats des adolescentes sont mitigées, d'où l'impératif d'un examen minutieux des facteurs clés nécessaires pour garantir une mise en œuvre réussie. L'encadré ES.3 donne un aperçu détaillé des éléments essentiels à la conception et à la mise en œuvre efficaces de programmes d'espaces sûrs.

ENCADRÉ ES.3 Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs

Depuis le milieu des années 2010, l’approche des groupes de filles — « espaces sûrs » — a gagné en importance dans les programmes destinés aux adolescentes, grâce à une base de connaissances de plus en plus fournie et à des outils d’orientation pratiques.

Principaux enseignements sur les espaces sûrs

Les espaces sûrs sont souvent considérés comme un type de programme destiné aux adolescentes, mais ils devraient être considérés comme une plateforme flexible permettant de mettre en œuvre un large éventail d’interventions. Les espaces sûrs présentent généralement trois caractéristiques essentielles : un groupe de filles, des rencontres régulières dans un lieu dédié et un mentor qui dirige le groupe. Il est important de noter que les espaces sûrs ne sont pas limités à des thématiques particulières et qu’ils sont adaptables pour répondre à des besoins divers. Ils peuvent également être mis en œuvre parallèlement à d’autres interventions qui impliquent les ménages, les écoles et les communautés des filles.

Facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie

Les responsables de la mise en œuvre et les experts sont parvenus à un consensus sur les facteurs essentiels à la mise en œuvre réussie d’espaces sûrs tout au long de la chaîne d’exécution du programme, comme le montre le tableau BES.3.1.

TABLEAU BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d’exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie

Étape de la chaîne d’exécution du programme	Facteurs critiques
Sensibilisation de la communauté	L’implication de la communauté dans la préparation du programme est essentielle pour susciter l’adhésion et la confiance dans le programme. Les méthodes de sensibilisation efficaces comprennent l’organisation de journées familiales, de célébrations et de visites à domicile par des mentors. L’exploitation des réseaux de pairs et des membres influents de la communauté peut encourager la participation, et il est essentiel d’adapter les messages pour respecter les coutumes locales.
Recrutement et accompagnement des mentors	Les mentors sont essentiels à la qualité du programme, et leurs qualifications de prédilection dépendent du contexte. Les performances positives des mentors sont associées à des caractéristiques telles que le fait d’être une femme, d’appartenir aux mêmes communautés que les bénéficiaires, de parler la langue locale, d’être alphabétisée et d’avoir de bonnes compétences sociales et en leadership. Les mentors ont besoin de formation, de supervision continue et de soutien.
Ciblage	Pour que les choses changent, il faut travailler avec une masse critique de filles dans une région donnée. Il est important de donner la priorité à l’atteinte d’un plus grand nombre de filles dans la même communauté avant de l’étendre à d’autres communautés.

(suite)

ENCADRÉ ES.3 Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs *(suite)*

TABLEAU BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d'exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie *(suite)*

Étape de la chaîne d'exécution du programme	Facteurs critiques
Recrutement des filles	Les efforts de sensibilisation doivent être inclusifs et adaptés pour atteindre les filles vulnérables, plus jeunes, non scolarisées et à risque. Des stratégies telles que le recrutement en porte-à-porte et les enquêtes ou recensements peuvent aider à identifier les bénéficiaires potentielles et leurs besoins spécifiques.
Identification d'un emplacement	L'emplacement des espaces sûrs doit être déterminé en consultation avec les communautés, en veillant à ce qu'ils soient facilement accessibles, qu'ils soient espaces privés et qu'ils répondent aux besoins fondamentaux. Il est essentiel d'investir pour faire de ces espaces des cadres agréables.
Formation des groupes	Il faut envisager de segmenter les groupes en fonction de caractéristiques telles que l'âge, le statut matrimonial et le fait d'être scolarisé ou non. Des considérations particulières sont nécessaires pour travailler avec les migrants ou les réfugiés et les populations locales dans les mêmes communautés, et les filles handicapées doivent être incluses.
Définition du contenu	Les programmes doivent correspondre aux aspirations des participantes et traiter des principaux défis. Les sujets doivent être soigneusement ordonnés, en commençant par les sujets fondamentaux tels que les compétences de vie et l'alphabétisation de base.
Pertinence	L'intensité du programme est cruciale ; les réunions doivent être régulières et fréquentes. Les séances doivent être suffisamment longues pour couvrir la formation et recueillir les avis des participantes. Diverses techniques participatives peuvent être utilisées et le matériel doit éviter de renforcer les stéréotypes sexistes.
Collaboration avec les acteurs clés	Il peut être utile d'identifier les acteurs influents et les champions potentiels au sein de la communauté. Des espaces sûrs parallèles peuvent être mis en place pour fournir des informations et des formations aux acteurs stratégiques tels que les parents et les garçons, bien que cette approche comporte quelques risques.
Suivi et évaluation	Il est essentiel d'avoir accès à de bonnes données de suivi et de comprendre les succès et les difficultés du programme. Des mesures de suivi, d'évaluation et d'apprentissage résolues doivent fournir des informations exploitables. Des mécanismes de retour d'information qualitatifs peuvent améliorer la qualité du programme.
Augmentation de l'échelle	Les défis liés à la mise à l'échelle sont notamment le coût du programme, la capacité de mise en œuvre, la disponibilité des mentors, la coordination avec des programmes similaires et l'intégration dans un système national.

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Au-delà de la conception des interventions proprement dites, il est impératif de prêter attention aux facteurs d'économie politique qui peuvent entraver l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques, ainsi que les réformes juridiques. Il est essentiel de s'assurer du soutien du gouvernement, de souligner les avantages économiques des initiatives d'autonomisation des adolescentes, d'impliquer les dirigeants influents de la communauté et de favoriser la coordination et la collaboration au niveau régional. La réussite des réformes juridiques, telles que celles qui visent le mariage des enfants, repose sur ces considérations ainsi que sur la constitution de vastes coalitions de partenaires et sur la participation active de la communauté juridique.

Comment tracer la voie de l'avenir ?

La voie à suivre pour donner aux adolescentes les moyens de réussir en Afrique est claire et multidimensionnelle. Ce rapport met en évidence six domaines principaux pour l'élaboration de politiques et de programmes ciblés.

1. **Bâtir les fondamentaux du capital humain par l'amélioration de la santé et de l'éducation.**

La mise en place de ressources essentielles en matière d'éducation et de santé au cours de l'adolescence est importante non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais aussi pour renforcer la capacité de décision et d'action des filles et l'accumulation d'autres ressources. Les stratégies doivent viser à réduire les frais de scolarité à la charge des ménages grâce à des méthodes éprouvées telles que la suppression des frais de scolarité, les cantines scolaires et les transferts d'argent pour stimuler la scolarisation et l'apprentissage ; à élargir l'accès grâce à la construction d'écoles et au transport scolaire ; à promouvoir l'utilisation de stratégies prometteuses telles que des interventions globales combinant l'éducation à la santé sexuelle et reproductive avec des services adaptés aux jeunes et la supplémentation en micronutriments pour améliorer encore les résultats de santé et éducatifs des filles ; et à tirer parti de la relation de renforcement mutuel entre la construction de fondamentaux solides du capital humain et l'ajournement du mariage et de la grossesse pour produire des effets multiplicateurs.

2. **Compléter les investissements en capital humain par des interventions qui fournissent aux filles des ressources essentielles, une capacité de décision et d'action et un environnement favorable à leur réussite.**

Donner aux adolescentes les moyens de réussir va au-delà de la mise en place des fondamentaux du capital humain. Les stratégies doivent favoriser l'intégration de la formation professionnelle alignée sur le marché, du soutien aux entreprises, de la formation aux compétences de vie et d'autres

formes d'appui à l'emploi dans des programmes globaux d'autonomisation économique afin de stimuler l'emploi et les revenus des filles, en particulier pour celles qui ne sont pas scolarisées ; soutenir l'investissement dans des approches prometteuses visant à étendre et à améliorer les services et les possibilités auxquels les filles ont accès, y compris les possibilités d'emploi pour les femmes ; promouvoir l'adoption d'une approche nuancée des interventions telles que les transferts d'argent et les clubs de filles, en adaptant leur conception aux besoins locaux afin d'en améliorer l'efficacité et la rentabilité à grande échelle ; et encourager la personnalisation des interventions pour prendre en compte les facteurs contextuels tels que les cadres juridiques pertinents, les structures du marché du travail, la fragilité et les conflits, ainsi que les contextes des communautés et des ménages, afin de garantir des améliorations durables dans les résultats de l'autonomisation des filles.

3. **Adapter les interventions à la diversité des situations et des besoins des filles, en accordant la priorité aux plus vulnérables.** Les stratégies doivent identifier et donner la priorité à divers groupes de filles, en particulier aux plus vulnérables, notamment celles qui sont issues des ménages les plus pauvres, des zones rurales aux ressources limitées ou des zones touchées par la violence, en gardant à l'esprit que les définitions de la vulnérabilité peuvent s'étendre à de nombreuses autres circonstances et caractéristiques, telles que l'appartenance ethnique, la religion ou les handicaps. Les filles qui assument le double rôle de travailleuse et d'élève, ou de travailleuse et de gardiennes d'enfants, ont besoin de programmes adaptés pour répondre à leurs besoins en matière de formation continue, d'accès aux services de garde d'enfants et de revenus. Les jeunes mères et les jeunes filles mariées font face à des obstacles particuliers pour poursuivre leur éducation et ont besoin d'aide pour améliorer leurs fondamentaux capital humain et accumuler d'autres ressources.
4. **Adopter une approche holistique dans la conception des interventions.** Les politiques doivent anticiper les défis potentiels qui peuvent survenir aux différents stades de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme. Des facteurs tels que les coûts du programme, la capacité de mise en œuvre et l'alignement sur les initiatives existantes doivent être soigneusement pris en compte. En outre, l'utilisation d'outils et de plateformes numériques peut s'avérer utile pour atteindre les filles non scolarisées, mariées précocement ou vivant dans des zones rurales, grâce à l'élargissement de l'accès au numérique qui se confirme indépendamment des différences entre les pays, des différences démographiques et des différences entre les groupes socioéconomiques. Les innovations technologiques peuvent également permettre de réduire les coûts, compte tenu des défis posés par l'étroitesse de la marge de manœuvre budgétaire.

5. **Comblent les lacunes en matière de données et de preuves.** Les stratégies doivent encourager l'élaboration et l'expérimentation de mesures dans les domaines où elles font défaut, tels que le contexte, le capital numérique et la qualité de l'emploi, et promouvoir la production de données probantes et la conception de programmes qui permettent d'évaluer non seulement ce qui fonctionne, mais aussi ce qui fonctionne pour qui, en particulier pour les adolescentes mariées et les filles ayant des enfants, qui ont souvent été négligées. Les politiques doivent également accorder la priorité à l'évaluation de la qualité des programmes dès le départ, en utilisant des indicateurs détaillés pour évaluer l'efficacité de la mise en œuvre. Des informations supplémentaires sur le rapport coût-efficacité sont nécessaires pour comprendre les compromis à faire entre les interventions prometteuses. Des moyens efficaces de mise à l'échelle sont nécessaires pour étendre le champ d'application des approches ayant fait leurs preuves.
6. **Mobiliser les acteurs clés et favoriser la collaboration.** Les stratégies doivent viser à rallier le soutien d'un large éventail de parties prenantes, notamment les dirigeants communautaires, nationaux et régionaux, les organismes gouvernementaux, le secteur privé, la société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires de développement. Elles doivent mettre l'accent sur les avantages sociaux et économiques de l'autonomisation des adolescentes, en s'appuyant sur un cadre analytique solide, et faciliter la collaboration entre les parties prenantes afin de mettre en œuvre efficacement des interventions fondées sur des données probantes, englobant à la fois des programmes et des réformes politiques ou juridiques.

En envisageant l'avenir de l'autonomisation des adolescentes en vue d'une réussite économique et générale, il est essentiel de reconnaître que les adolescentes constituent un groupe varié. Des approches personnalisées tenant compte de cette diversité doivent être élaborées, et tout effort de mise à l'échelle doit tenir compte des coûts, des capacités et des facteurs contextuels, y compris ceux liés à l'économie politique, qui peuvent influencer l'efficacité des interventions dans différentes régions. Les décideurs doivent se poser les questions suivantes : Quels sont les défis spécifiques auxquels est confrontée, par exemple, Aya, notre mère mariée de 18 ans vivant dans une communauté rurale ? De quelles ressources et de quel soutien a-t-elle besoin ? De même, de quoi a besoin Imani, notre jeune fille de 15 ans vivant dans une zone semi-urbaine, pour s'épanouir ? Quels sont les moyens les plus efficaces et les plus économiques pour mettre ces jeunes filles et d'autres comme elles, ainsi que d'autres personnes ayant des besoins différents mais tout aussi valables, sur la voie de la réussite ? L'encadré ES.4 résume les principales innovations et contributions de ce rapport au dialogue en cours sur l'autonomisation des adolescentes en Afrique.

Le dialogue que ce rapport cherche à initier ne devrait pas tourner autour de la question de savoir si les décideurs agissent pour améliorer l'autonomisation des filles. Il s'agirait plutôt de savoir comment ils peuvent le faire de manière efficace, équitable et urgente. L'inaction a un coût élevé. L'heure du changement a sonné.

ENCADRÉ ES.4 Nouveautés du présent rapport

Quantifier le retour sur investissement

Ce rapport présente des arguments convaincants en faveur de l'investissement dans les adolescentes en Afrique en calculant les gains économiques à retirer d'un investissement crucial de ce type. En intégrant les estimations des effets des interventions visant à favoriser l'autonomisation des adolescentes et les coûts de mise en œuvre associés, il démontre concrètement qu'il est possible de décupler le retour sur investissement au cours des 15 prochaines années.

Cadre conceptuel

Adoptant une vision globale, le présent rapport propose un nouveau cadre conceptuel qui met en avant une voie vers l'autonomisation des adolescentes à différents âges : se consacrer exclusivement à leurs études, sans mariage ni maternité. Il reconnaît également l'existence de voies alternatives qui traduisent la réalité selon laquelle de nombreuses adolescentes en Afrique ont déjà quitté l'école, se sont mariées, ont commencé à avoir des enfants, ou correspondent à une combinaison de ces situations.

Nouvelle analyse

Le rapport présente une nouvelle vue d'ensemble des faits essentiels concernant les adolescentes en Afrique qui sont importants pour définir et mesurer l'autonomisation, en s'appuyant sur des données provenant d'un certain nombre de sources, notamment les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la base de données de l'Indice mondial d'inclusion financière (Findex) de la Banque mondiale et la base de données de l'indice les Femmes, l'Entreprise et le Droit, ainsi que des données provenant d'enquêtes d'évaluation de l'impact de programmes destinés aux adolescentes en Afrique. Il présente la première catégorisation des pays fondée sur des données, en fonction du degré d'autonomisation des adolescentes, qui constitue un outil novateur pour l'orientation des politiques.

Analyse des données probantes

Deux chapitres du rapport présentent des analyses narratives des données existantes sur l'impact des interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes et à renforcer leur autonomisation. Ces études soulignent les lacunes des données concernant les moyens efficaces de soutenir différents groupes d'adolescentes en Afrique.

Gros plans

Quatre « gros plans » inclus dans le rapport permettent d'approfondir des questions clés relatives à l'autonomisation des adolescentes. Le premier porte sur les lacunes dont souffre la mesure

(suite)

ENCADRÉ ES.4 Nouveautés du présent rapport (*suite*)

de l'autonomisation des adolescentes. Le deuxième présente des données descriptives issues d'évaluations d'impact sur l'autonomisation des adolescentes vulnérables. Le troisième fournit des orientations sur la manière de garantir la qualité de la mise en œuvre des espaces sûrs. Le quatrième traite de l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes.

Orientations stratégiques

Le rapport s'achève sur des recommandations fondées sur des données probantes à l'intention des décideurs, des praticiens et des chercheurs, dans l'espoir que ces recommandations stimuleront le dialogue et la collaboration en vue d'améliorer la vie des adolescentes en Afrique et au-delà.

Perspectives qualitatives

Tout au long du rapport, des perspectives qualitatives issues de consultations approfondies avec des adolescentes, des décideurs politiques et des praticiens sont utilisées.

Note

1. Tout au long du rapport, le terme « Afrique » fait référence aux 48 pays inclus dans la classification régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne. Pour plus de détails, voir <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.

Références bibliographiques

- Calder, Rebecca, and Karishma Huda. 2013. "Adolescent Girls, Economic Opportunities Study, Rwanda." Development Pathways, London.
- Carvalho, Shelby, and David K. Evans. 2022. *Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment*. Washington, DC: Center for Global Development.
- Elder, Sara D., and Sriani Kring. 2016. *Young and Female—A Double Strike? Gender Analysis of School-to-Work Transition Surveys in 32 Developing Countries*. Work4Youth Publications. Geneva: International Labour Office.
- Jones, Nicola, Sarah Baird, Joan Hicks, Megan Devonald, Eric Neumeister, Elizabeth Presler-Marshall, Abreham Iyasu, and Workneh Yadete. 2019. *Adolescent Economic Empowerment in Ethiopia*. Baseline Report Series. London: Gender and Adolescence: Global Evidence.
- Klasen, Stephan. 2019. "What Explains Uneven Female Labor Force Participation Levels and Trends in Developing Countries?" *World Bank Research Observer* 34 (2): 161–97. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkz005>.

- Moll, Amanda Lane. 2018. "Adolescent Economic Empowerment in a Kenyan Urban Rural Context." PhD dissertation, Georgia State University, Atlanta.
- Petroni, Suzanne, Mara Steinhilber, Natacha Stevanovic Fenn, Kirsten Stoebenau, and Amy Gregowski. 2017. "New Findings on Child Marriage in Sub-Saharan Africa." *Annals of Global Health* 83 (5–6): 781–90. <https://doi.org/10.1016/j.aogh.2017.09.001>.
- Rossouw, Laura, Michael Kevane, Estelle Koussoubé, and Kehinde Ajayi. 2024. "Lost Potential: The Cost of Inaction of Adolescent Girls' Empowerment." Background paper for this report. World Bank, Washington, DC.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2022. "Child Marriage in West and Central Africa: A Statistical Overview and Reflections on Ending the Practice." UNICEF, New York. <https://data.unicef.org/resources/child-marriage-in-west-and-central-africa-a-statistical-overview-and-reflections-on-ending-the-practice/>.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2023. "Is an End to Child Marriage within Reach? Latest Trends and Future Prospects: 2023 Update." UNICEF, New York.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 2024. World Population Prospects 2024. Custom data acquired via data portal, accessed August 22, 2024. <https://population.un.org/wpp/>.
- Wodon, Quentin, Chata Male, Ada Nayihouba, Adenike Onagoruwa, Abourahyme Savadogo, Ali Yedan, Jeff Edmeades, et al. 2017. "Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report." World Bank and International Center for Research on Women, Washington, DC.
- World Bank. 2020. *Women, Business and the Law 2020*. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/6c2b5974-9a3b-5249-995b-2b22e5fd7909/content>.

Sigles et acronymes

AGEP	Adolescent Girls' Empowerment Program (Programme d'autonomisation des adolescentes)
AGI	Adolescent Girls Initiative (Initiative en faveur des adolescentes)
AGILE	Adolescent Girls Initiative for Learning and Empowerment (Initiative pour l'apprentissage et l'autonomisation des adolescentes)
CGD	Center for Global Development
DESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DHS	Enquêtes démographiques et de santé
ELA	Empowerment and Livelihood for Adolescents (Autonomisation et moyens de subsistance des adolescents)
FCV	Situation de fragilité, de conflit et de violence
Findex	Indice d'inclusion financière
GBV	Violence basée sur le genre
KGS	Keeping Girls in School (Maintenir les filles à l'école)
ODD	Objectifs de développement durable
PASS	Promoting Safe Sex Among Adolescents in Tanzania (Promotion de la sexualité sans risque chez les adolescents en Tanzanie)
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SSA	Afrique subsaharienne
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (Autonomisation des femmes du Sahel et dividende démographique)
UFGE	Mécanisme de soutien pour l'égalité des genres
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WBL	Indice les Femmes, l'Entreprise et le Droit

All dollar amounts are US dollars unless otherwise indicated.



Introduction

*Estelle Koussoubé, Kehinde Ajayi et
Fatima Zahra*

Messages clés

- L'Afrique compte la population la plus jeune au monde, les adolescentes jouant un rôle essentiel pour ce qui est de forger l'avenir de la région.
- Investir dans l'autonomisation des adolescentes n'est pas seulement une obligation morale, mais aussi une décision économique intelligente, avec des retours potentiels dépassant dix fois l'investissement initial.
- Les adolescentes en Afrique sont confrontées à des obstacles disproportionnés, notamment des risques élevés de mariage d'enfants et de maternité précoce et un accès limité à l'éducation et aux possibilités d'emploi.

Le parcours vers la prospérité de l'Afrique passe par l'investissement dans ses adolescentes

Les adolescentes en Afrique représentent un groupe démographique essentiel, qui a le potentiel de transformer le paysage social et économique du continent. Ce rapport aborde de manière approfondie les défis complexes auxquels sont confrontées les adolescentes africaines et met en évidence l'impact transformateur des investissements ciblés dans leur vie. En examinant les politiques efficaces, en analysant les programmes réussis et en proposant des recommandations fondées sur des données probantes, ce rapport vise à éclairer les parcours vers l'autonomisation des adolescentes à travers l'Afrique. Pour ancrer l'analyse dans des expériences du monde réel, le rapport commence par l'histoire de Malindi, une adolescente dont la vie illustre à la fois les problèmes profonds et le potentiel remarquable des adolescentes africaines.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

Malindi a 19 ans et est actuellement en terminale. Elle bénéficie du programme d'éducation *Keeping Girls in School* (KGS) en Zambie depuis la quatrième, ce qui a joué un rôle essentiel en lui permettant de poursuivre ses études. Élève engagée, Malindi était, en seconde et première vice-présidente du club de filles créé par le programme. Elle parle avec enthousiasme du club :

Nous parlions [au sein du club] de comment prendre soin de nous-mêmes et des mots à utiliser pour parler à nos amies, même si elles nous contrarient. Nous parlions également des dangers des mariages précoces. Nous voulions même faire des pièces de théâtre qui montrent les conséquences du mariage précoce, ainsi que les défis et les conséquences des grossesses. . . Nous parlions également de nettoyer notre environnement et de nous comporter comme des élèves.

En première elle est tombée enceinte mais a pu prendre un congé de maternité de deux mois pour accoucher. Grâce au soutien du programme d'éducation, elle a pu retourner à l'école. Elle explique comment le programme l'a aidée pendant sa grossesse, en soulignant notamment le rôle de la conseillère d'orientation, qui, selon Malindi, a fait une différence considérable :

Elle [la conseillère d'orientation] m'a dit que si je poursuis mes études, surtout maintenant que j'ai un bébé, je pourrai avoir un bon avenir et mon enfant mènera une bonne vie. . . Elle m'a également encouragée à poursuivre le programme KGS car j'en verrais les avantages à l'avenir. Elle m'a encouragée à poursuivre mes études et à ne rien laisser me décourager jusqu'à ce que j'aie terminé mes études et que j'aie à l'université. Les conseillères d'orientation nous aident vraiment, surtout nous les filles avec enfants ; sinon, nous n'aurions pas pu aller à l'école. . .

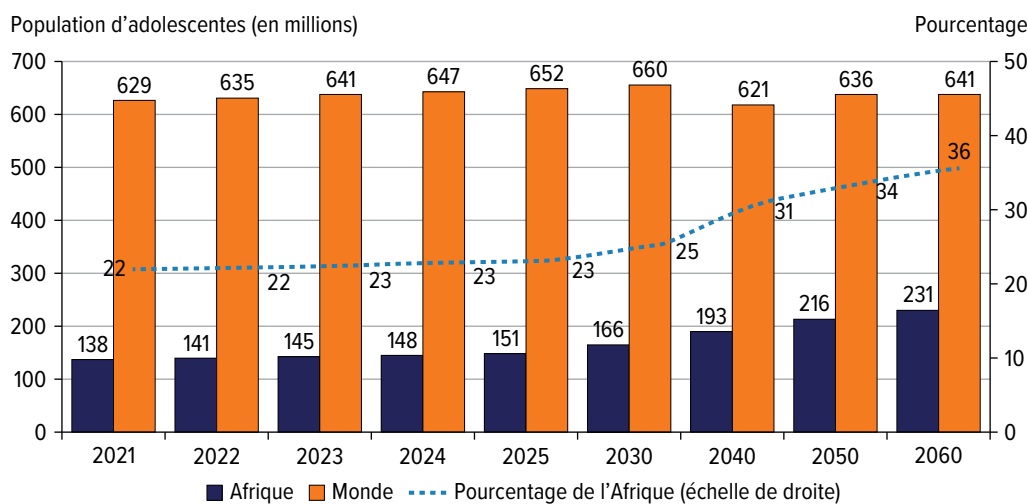
Nous sommes reconnaissantes de l'aide qu'il [le programme] nous apporte, car [sans cela] nous n'aurions pas pu avoir accès à l'éducation. Comme dans mon cas, ma famille est pauvre. Ma petite sœur a arrêté de venir à l'école parce que mon père ne pouvait pas payer les frais scolaires. C'est ainsi qu'elle s'est mariée.

Ce n'est là qu'un exemple des défis auxquels sont confrontées les filles en Afrique et de la manière dont des initiatives adaptées qui tiennent compte de leurs expériences uniques peuvent avoir une influence positive considérable sur leur vie, et les mettre ainsi sur la voie de la réussite économique. Cet exemple permet également de comprendre que les adolescentes constituent un groupe diversifié avec des expériences distinctes, ce qui souligne combien

il importe de prendre en compte ces différences dans toute tentative de les atteindre et de les soutenir efficacement. Ce sont là des points clés sur lesquels ce rapport mettra l'accent.

L'Afrique est la région à la population la plus jeune du monde. Elle détient la clé de sa prospérité, à savoir investir dans le potentiel économique inexploité de ses adolescents, et en particulier de ses adolescentes¹. En 2021, 42 % de la population africaine avait moins de 15 ans (UNDESA 2024a), et près de la moitié des personnes vivant dans la pauvreté appartenaient à cette tranche d'âge (Beegle and Christiaensen 2019). En 2023, environ 145 millions d'adolescentes (âgées de 10 à 19 ans) vivaient dans la région, soit plus d'un cinquième des adolescentes du monde (figure I.1). Cette proportion devrait passer à plus d'un tiers d'ici à 2050, selon la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UNDESA 2024a).

FIGURE I.1 D'ici à 2050, plus d'un tiers des adolescentes du monde vivront en Afrique



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données d'UNDESA 2024a.

Note : La figure illustre les populations de femmes âgées de 10 à 19 ans (estimations pour 2021-2023 et projections pour toutes les autres années). Les projections sont faites en utilisant le scénario moyen, qui représente les tendances centrales dérivées des moyennes des taux de fécondité ou de mortalité et de la migration nette médiane, sur la base de milliers de trajectoires probabilistes tenant compte de la variabilité démographique au fil du temps (UNDESA 2024b).

Le nombre d'adolescents en Afrique et leur rôle central s'agissant de forger l'avenir de la région et la dynamique mondiale doivent être appréhendés dans le contexte plus large de la nature complexe de cette étape de la vie. L'adolescence représente une transition critique marquée par des changements physiques, psychologiques, sociaux et culturels. Pour libérer tout le potentiel des jeunes Africains, et leur permettre ainsi de s'épanouir et de contribuer de manière significative à leurs économies, des investissements cruciaux doivent être réalisés, en mettant l'accent sur les adolescents âgés de 10 à 19 ans. Ces investissements devraient promouvoir l'autonomisation de ces adolescents (Weny, Snow and Zhang 2017) tout en garantissant l'inclusion. Il est impératif d'élaborer des politiques et des programmes innovants visant à renforcer l'autonomisation des adolescents pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux liés à l'égalité des sexes (ODD 5), à l'éradication de la pauvreté (ODD 1), à l'éducation de qualité (ODD 4), au travail décent et à la croissance inclusive (ODD 8) et à la réduction des inégalités (ODD 10).

Ce rapport souligne que se concentrer sur les adolescentes et leur prospérité économique est un choix judicieux pour façonner l'avenir de l'Afrique. Les investissements spécifiquement destinés aux adolescentes peuvent changer la trajectoire de leur vie et garantir qu'elles entrent dans l'âge adulte avec les moyens de s'épanouir. Toutefois, il est essentiel de reconnaître la diversité des expériences des adolescentes et de s'adapter aux contextes qui façonnent leurs parcours uniques.

Pourquoi donner la priorité aux parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique ?

L'autonomisation des adolescentes est fondamentale pour l'autonomisation des femmes et promet des gains économiques à long terme pour l'Afrique, en particulier dans un contexte de défis économiques et de prévisions de croissance atone (World Bank 2023). Une vision d'un avenir plus prospère fondée sur ce principe peut se concrétiser lorsque les femmes et les filles sont incluses et équipées pour réaliser leur plein potentiel dès l'adolescence.

En outre, il est impératif de se concentrer sur les filles, car elles sont souvent confrontées à des obstacles uniques qui les placent sur des trajectoires considérablement différentes de celles de leurs pairs masculins. L'Afrique présente le risque le plus élevé de mariage d'enfants pour les filles au monde, une fille sur trois se mariant avant l'âge de 18 ans. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale abritent notamment sept des dix pays où la prévalence du

mariage d'enfants est la plus élevée au monde (UNICEF 2022). En outre, 25 % des jeunes femmes africaines (âgées de 20 à 24 ans) donnent naissance à un enfant avant l'âge de 18 ans (UNICEF 2024). En outre, on estime qu'une fille sur quatre âgée de 15 à 19 ans, contre près d'un garçon sur sept, n'est pas scolarisée, n'a pas d'emploi ou ne suit pas de formation (ILO 2020). Ces disparités entre les sexes sont ancrées dans des systèmes qui perpétuent l'inégalité entre les sexes à l'âge adulte, ce qui laisse les jeunes femmes avec un niveau d'éducation et des résultats professionnels inférieurs à ceux des jeunes hommes.

La situation devient encore plus difficile lorsque l'on prend en compte l'impact des crises. Les événements récents tels que la pandémie de COVID-19, les conflits internes et l'extrémisme violent, ainsi que l'évolution du paysage économique, sont susceptibles d'exacerber les disparités existantes entre les sexes, ce qui désavantage encore plus les filles (Lundberg and Wuerml 2012 ; Schady *et al.* 2023). Par exemple, des études récentes ont montré que la pandémie de COVID-19, qui a généralement affecté les filles et les garçons de la même manière en termes de résultats scolaires², a eu pour effet d'augmenter la probabilité de mariages d'enfants et de grossesses non désirées (Briggs *et al.* 2020 ; Dessy *et al.* 2021 ; Kadzamira *et al.* 2024 ; Zulaika *et al.* 2022). Les cas de violence fondée sur le genre et de violence contre les enfants ont également augmenté (Bhatia *et al.* 2021 ; Mbushi *et al.* 2022 ; Peterman *et al.* 2020). En outre, les recherches indiquent que les femmes et les filles, en particulier celles qui occupent un emploi informel, ont subi de graves conséquences sur le marché du travail pendant la pandémie de COVID-19 et ont connu une reprise plus lente que leurs homologues masculins. Par exemple, les responsabilités accrues en matière de prestation de soins dues aux fermetures d'écoles et à la fragilité économique ont compromis l'accès des adolescentes plus âgées aux possibilités d'emploi et leurs perspectives de retour au travail après une perte d'emploi (Nieves, Gaddis and Muller 2021 ; Torres *et al.* 2021 ; World Bank 2022).

Parallèlement, les technologies numériques transforment les économies africaines, offrant des possibilités de développement des entreprises dans les secteurs formel et informel (Choi, Dutz and Usman 2020). Pourtant, l'écart entre les sexes en matière de compétences numériques et d'accès aux technologies numériques peut empêcher les filles de profiter pleinement des avantages économiques qui en découlent et limiter leur aptitude à participer à des programmes conçus pour faciliter l'autonomisation. Une analyse récente de huit pays africains a montré que les filles ont des niveaux de compétences numériques inférieurs à ceux des garçons, même lorsqu'elles ont accès à un ordinateur à la maison (Amaro *et al.* 2020).

Compte tenu de ces défis et opportunités multiformes, investir dans l'autonomisation des adolescentes apparaît non seulement comme un impératif moral, mais aussi comme une décision économique intelligente. Chaque dollar investi dans l'autonomisation des adolescentes peut générer un impact économique plus que décuplé. Le coût de l'inaction — c'est-à-dire le coût du retard ou de l'absence de mise en œuvre de programmes et de politiques adaptés et efficaces pour autonomiser les adolescentes (estimé sur 15 ans) — est considérable. La valeur actuelle des revenus accrus résultant de l'intensification des programmes d'autonomisation des adolescentes en Afrique est estimée à environ 2 400 milliards de dollars, et le coût total de l'investissement dans les deux prochaines générations de filles dans tous les pays africains s'élève à environ 200 milliards de dollars. Ces deux facteurs se traduisent par un rapport coûts-avantages net d'environ 10 pour 1, ce qui souligne l'important impact économique de l'investissement dans l'autonomisation des adolescentes (Rossouw *et al.* 2024)³.

Que fait ce rapport ?

Ce rapport, motivé par la nécessité de promouvoir l'autonomisation des adolescentes en Afrique, examine de manière exhaustive les politiques et programmes conçus pour favoriser l'autonomisation des adolescentes âgées de 10 à 19 ans, en tenant compte de la grande diversité de leurs expériences de vie. Le rapport présente de nouvelles analyses et un cadre conceptuel complet permettant de comprendre, mesurer et renforcer l'autonomisation des adolescentes. Cette approche, qui englobe la diversité des expériences des adolescentes, offre une perspective complète sur leur parcours vers l'autonomisation.

Les travaux présentés dans le rapport s'appuient sur des travaux antérieurs qui ont jeté les bases permettant de comprendre et de relever les défis uniques auxquels les adolescentes sont confrontées sur la voie de la réussite économique en Afrique. Par exemple, Lloyd (2005) souligne la nécessité de prendre en compte à la fois les aspects productifs et reproductifs des expériences des adolescentes. L'*Adolescent Girls Initiative*, soutenue par la Banque mondiale de 2008 à 2015, a réalisé des progrès considérables s'agissant d'étudier des interventions visant à améliorer la transition des adolescentes de l'école vers le travail dans huit pays (Afghanistan, Haïti, Jordanie, Libéria, Népal, République démocratique populaire lao, Rwanda et Soudan du Sud), dont trois en Afrique. Par ailleurs, le Gender and Adolescence : Global Evidence Consortium⁴ a joué un rôle essentiel dans l'élargissement du concept d'autonomisation des adolescentes. Il définit six « domaines de capacité » pertinents pour les adolescentes au cours de

cette phase de leur vie : l'éducation et l'apprentissage, l'intégrité corporelle (y compris la protection contre les violences sexuelles et basées sur le genre ainsi que le mariage des enfants), la santé physique et reproductive et la nutrition, le bien-être psychosocial, la capacité de décision et d'action, et l'autonomisation économique (GAGE Consortium 2017).

En outre, ce rapport s'appuie sur les idées et les enseignements tirés de la riche histoire de nombreuses sociétés africaines qui mettent l'accent sur les pratiques traditionnelles qui ont historiquement favorisé l'autonomisation des adolescentes. Par exemple, chez les Ijebu au Nigéria, la pratique consistant à organiser les jeunes en tranches d'âge pendant la période de l'adolescence a fourni une plateforme pour cultiver la formation scolaire et bâtir le capital social (Williams and Ogunkoya 2021). L'héritage a également joué un rôle important dans la constitution d'actifs pour les filles dans certaines sociétés. Dans de nombreuses sociétés africaines, les adolescentes conservaient traditionnellement le droit d'hériter des biens de leur famille de naissance, qui était égal à la part de leurs frères. Cette pratique leur a donné accès tout au long de leur vie aux ressources de leur famille comme moyen de production, ainsi qu'à une identité sociale et un soutien (Oyèwùmí 1997).

De même, plusieurs études récentes ont permis de mieux comprendre ce qui fonctionne dans les programmes et les politiques visant à favoriser l'autonomisation des adolescentes en Afrique. Par exemple, Evans, Mendez Acosta et Yuan (2024) se penchent sur l'impact des programmes et des politiques à grande échelle sur les résultats scolaires finaux, en abordant des questions liées à la manière dont les systèmes éducatifs peuvent contribuer à atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation à grande échelle. En outre, des études comme celles de Stavropoulou (2018) et Haberland *et al.* (2021) se penchent souvent sur des types spécifiques d'interventions visant à autonomiser les adolescentes sur le plan économique. Bergstrom et Özler (2023) proposent une revue narrative complète des interventions ciblant le bien-être des adolescents dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, en se concentrant sur celles qui visent à accroître le niveau d'éducation, à retarder la maternité ou à retarder le mariage (ou toute combinaison des trois). Malgré ces précieuses contributions, un consensus plus large est encore nécessaire pour éclairer les recommandations fondées sur des données probantes pour les futurs programmes et politiques visant à créer des parcours vers la prospérité pour les adolescentes. Ce rapport apporte une contribution unique en offrant une compréhension globale du sujet. L'analyse qui y est présentée consiste à examiner les données probantes dans tous les domaines de l'autonomisation, tels que définis dans le cadre conceptuel du rapport.

Le rapport comporte quatre chapitres principaux et quatre « gros plans » insérés entre ces chapitres pour mettre en lumière différents aspects liés à l'autonomisation des adolescentes⁵. Le chapitre 1 ouvre la voie en introduisant un cadre conceptuel pour la réalisation de l'autonomisation des adolescentes à différents âges. Simultanément, il explore des voies alternatives, reconnaissant la réalité que de nombreuses adolescentes doivent suivre des trajectoires diverses. Le chapitre 2 offre une analyse des tendances et des différences infranationales (au sein des pays et entre ceux-ci) et présente les expériences des adolescentes dans divers groupes démographiques, en fonction de leur situation en matière de scolarité, de travail, de mariage et de maternité. Le chapitre 3 examine les données probantes concernant les interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes, à savoir l'éducation et la santé. Le chapitre 4 donne un aperçu des données probantes récentes concernant les interventions visant à améliorer d'autres domaines cruciaux de l'autonomisation, notamment l'amélioration des ressources et de la capacité de décision et d'action, tout en examinant le contexte dans lequel vivent les adolescentes. Les chapitres 3 et 4 énoncent des approches fondées sur des données probantes pour soutenir les filles en Afrique.

En plus des chapitres principaux, le rapport met en lumière quatre domaines clés à travers des gros plans. Le premier gros plan met en lumière les lacunes dont souffre la mesure de l'autonomisation des adolescentes. Le deuxième examine le caractère multidimensionnel de l'autonomisation des adolescentes. Le troisième présente des considérations clés sur la manière de garantir la qualité de la mise en œuvre des programmes de « groupes de filles » et, enfin, le quatrième traite de l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes.

Le chapitre 5 conclut par des recommandations fondées sur des données probantes à l'intention des chercheurs, des décideurs politiques et des praticiens. Ces recommandations visent à favoriser un dialogue et une collaboration continus, avec pour objectif primordial d'améliorer la vie des adolescentes non seulement en Afrique, mais aussi dans d'autres contextes.

Annexe IA. Calculer le coût de l'inaction

Introduction

Dans cette annexe, il est procédé au calcul d'une fourchette de valeurs pour le « coût de l'inaction » dans le domaine des politiques d'autonomisation des adolescentes en Afrique. L'inaction signifie que des programmes et des politiques adaptés et efficaces visant à autonomiser les adolescentes qui

pourraient être mis en œuvre en 2025 pourraient plutôt être reportés à 2040. Le coût de 15 années d'inaction correspond donc à la différence entre les avantages, nets de coûts, pour les adolescentes âgées de 10 à 19 ans en 2025 et chaque cohorte ultérieure atteignant l'adolescence en 2040. En 2022, il y avait environ 139 millions d'adolescentes dans 48 pays africains, et dans les 15 prochaines années, 150 millions de filles supplémentaires au moins deviendront adolescentes. Les gains potentiels de l'autonomisation sont donc très importants.

Les avantages pour les adolescentes se mesurent par l'augmentation de leurs revenus « privés » tout au long de leur vie, puisque le concept plus large de bien-être est difficile à quantifier à l'heure actuelle, tout comme les effets indirects sur les familles élargies. Les adolescentes peuvent continuer à jouer un rôle dans l'entretien non seulement d'elles-mêmes, mais aussi de leur famille élargie. Un rapport antérieur de la Banque mondiale (Milazzo and Van de Walle 2015) a montré que les ménages en Afrique sont de plus en plus susceptibles d'être dirigés par des femmes. Si l'on ajoute à cela le fait que les femmes sont souvent les principales dispensatrices de soins à leur famille immédiate et élargie, on constate que les familles s'appuient de plus en plus sur les filles et les femmes, par rapport aux membres masculins de la famille, en tant que pourvoyeurs importants de leurs ménages (Gambe *et al.* 2023), ce qui affecte la vie et les opportunités de tous les membres du ménage. Il est donc important de noter la différence entre les rendements privés et sociaux de l'investissement dans les adolescentes. Les rendements privés correspondent à l'amélioration du bien-être des filles elles-mêmes, tandis que les rendements sociaux incluent, entre autres effets, l'impact prolongé sur le bien-être de leurs familles. Cette annexe se concentre sur les rendements privés de l'autonomisation.

L'approche employée comporte cinq étapes. La première consiste à construire un modèle conceptuel des principaux déterminants de l'augmentation des revenus (en tant que limite inférieure du bien-être). Ce modèle prend en compte plusieurs facteurs interdépendants : le niveau d'éducation, l'âge au mariage, les décisions en matière de fécondité, les choix de migration, les choix professionnels, la participation au marché du travail et l'espérance de vie. La deuxième étape consiste à renseigner les paramètres du modèle à l'aide d'estimations issues de documents de recherche en sciences sociales disponibles pour les pays africains. Par exemple, les équations de revenus de Mincer sont utilisées pour estimer les rendements actuels de l'investissement dans l'éducation pour les femmes en Afrique. L'estimation des profils de salaires probables des filles est essentielle pour traduire les valeurs du modèle en revenus à vie. La troisième étape consiste à s'appuyer sur la distribution des

paramètres et à calculer la différence de revenus entre un scénario d'inaction et un scénario d'autonomisation. Le calcul est répété plusieurs fois et la moyenne des calculs est déclarée. La quatrième étape consiste à calculer les coûts potentiels de la mise en œuvre de programmes et de politiques adaptés et efficaces pour autonomiser les adolescentes. La cinquième et dernière étape consiste à calculer les avantages moins les coûts et à comparer les résultats à d'autres calculs de coûts-avantages pour d'autres interventions à grande échelle visant à améliorer le bien-être.

La procédure suivante est utilisée pour calculer le coût de l'inaction :

- Pour chacun des 48 pays d'Afrique, un ensemble de données de 30 adolescentes de chaque âge, de 10 à 16 ans, en 2025 est simulé (on suppose que les adolescentes de 17 à 19 ans ne peuvent pas être traitées, à grande échelle), plus 30 adolescentes de 10 ans en 2026, plus 30 de 10 ans en 2027, et ainsi de suite, avec la dernière cohorte « potentiellement non traitée » âgée de 10 ans en 2040, de sorte qu'un « échantillon » ou « tirage » total pour chaque cycle de simulation soit de 660 adolescentes. L'hypothèse est que les cohortes qui auront 10 ans en 2041 et après seront « traitées », c'est-à-dire qu'elles bénéficieront toutes de programmes d'autonomisation.
- Chaque fille de l'échantillon de simulation se voit attribuer de manière aléatoire un niveau initial d'éducation primaire, une variable indiquant si elle est toujours scolarisée, et une désignation milieu urbain-rural, avec des probabilités données par l'enquête démographique et de santé la plus récente pour ce pays — ou pour une moyenne de tous les pays d'enquête, pour les pays ne disposant pas de données d'enquête démographique et de santé. On suppose que pour chaque tranche d'âge, il y a une augmentation modeste au fil du temps du niveau moyen d'éducation primaire, à la fois à la marge extensive (plus de filles scolarisées) et à la marge intensive (plus de réussite pour celles qui s'inscrivent), pour chaque nouvelle cohorte de naissance après le groupe initial de filles. Le chapitre 2, avec ses profils d'adolescentes en Afrique, examine en profondeur bon nombre de ces distributions issues des enquêtes démographiques et de santé.
- Chaque fille se voit attribuer de manière aléatoire une note initiale d'autonomisation ou de capacité de décision et d'action, corrélée à la résidence en milieu urbain ou rural et au niveau d'éducation primaire.
- Chaque fille se voit attribuer un effet de traitement d'autonomisation, indiquant dans quelle mesure sa note de capacité de décision et d'action augmente suite aux interventions d'autonomisation des adolescentes. On suppose que toutes les filles du pays sont traitées et que les interventions ont le même effet positif.

- La situation de fille mariée ou non à l'adolescence et le nombre d'enfants qu'elle a à l'adolescence sont dérivés d'une distribution conjointe qui dépend de l'éducation, de la capacité de décision et d'action et de la résidence en milieu urbain ou rural.
- Les deux sont réduits si la fille reçoit un traitement dans le cadre d'un programme d'autonomisation.
- Le niveau d'études secondaires est modélisé comme un facteur dépendant du fait que la fille se marie ou non avant l'âge de 19 ans, du nombre d'enfants qu'elle a eu avant 19 ans, de sa capacité de décision et d'action, de sa résidence en milieu urbain ou rural et du fait qu'elle était encore scolarisée ou non à l'adolescence. On suppose qu'un effet distinct de l'éducation provient des programmes d'autonomisation des adolescentes.
- La probabilité de migration d'une zone rurale vers une zone urbaine est dérivée d'une distribution de probabilité qui dépend de l'âge au mariage, de l'âge à la première naissance, du niveau d'études secondaires, de la capacité de décision et d'action et du statut urbain-rural.
- La fécondité, le choix professionnel (emploi formel ou microentreprise) et la longévité sont dérivés d'une distribution de probabilité qui dépend de l'âge au mariage, de l'âge à la première naissance, du niveau d'éducation, de l'autonomisation et du statut urbain-rural.
- Les revenus annuels sont déterminés par des équations de Mincer qui varient en fonction de l'éducation, de l'expérience et du statut urbain-rural. Actuellement, pour plus de robustesse, des paramètres sont appliqués à partir de sept équations différentes de revenus de Mincer (estimations spécifiques à chaque pays, estimations à l'échelle du continent, estimations séparées pour les zones urbaines et rurales, estimations distinctes pour les salariés à revenu élevé et faible, et estimations pour les hommes appliquées aux femmes salariées). Dans les simulations futures, les revenus pourraient dépendre du choix professionnel (emploi formel, petite ou moyenne entreprise ou emploi informel à faible productivité).
- Pour chaque pays, il est fixé un faible taux hypothétique de mortalité exogène, qui détermine si une fille de l'échantillon risque de mourir avant d'avoir terminé sa vie professionnelle prévue.
- La valeur actualisée des revenus à vie est calculée en utilisant un taux d'actualisation de 3 %.
- La valeur actualisée moyenne des revenus individuels est calculée en estimant le nombre actuel d'adolescentes de chaque âge dans chaque pays, et leur nombre futur probable au cours des dix prochaines années.

- L'augmentation nationale totale de la valeur actualisée des revenus est calculée comme étant la différence entre l'action et l'inaction.
- Les coûts sont estimés pour les programmes et les politiques de chaque pays, selon certaines hypothèses de mise à l'échelle.
- Le coût de l'inaction pour chaque pays est calculé comme étant la valeur actuelle du bénéfice net des programmes d'autonomisation moins le coût des interventions.

Si l'analyse met en lumière l'impact économique potentiel de l'autonomisation des adolescentes, il importe toutefois de comprendre son contexte méthodologique. L'approche suivie, qui met l'accent sur les rendements monétaires privés, fournit une estimation prudente qui sous-estime probablement l'intégralité des avantages, y compris les gains sociaux et non monétaires plus larges. La méthodologie utilise des profils de revenus historiques et des hypothèses de modélisation simplifiées qui, s'ils fournissent une base solide, peuvent ne pas rendre pleinement compte de la dynamique complexe de l'évolution des conditions économiques. Les recherches futures pourraient améliorer ce modèle en intégrant les effets d'équilibre général et les boucles de rétroaction. Bien que les estimations des paramètres, tirées d'études existantes, offrent un bon point de départ, affiner ces estimations avec des données à plus long terme et évaluer des interventions à plus grande échelle améliorera leur applicabilité dans divers contextes. Ces considérations soulignent la nécessité de poursuivre les recherches pour mieux comprendre le véritable coût de l'inaction et l'impact substantiel de l'investissement dans l'autonomisation des adolescentes.

Résultat intermédiaire des simulations

Étant donné que de nombreux paramètres du modèle sont des probabilités et procèdent de tirages aléatoires à partir de fourchettes raisonnables de valeurs possibles, le modèle est simulé 50 fois pour chaque sélection de paramètres (sept équations de Mincer, trois effets d'éducation et trois effets de capacité de décision et d'action issus de programmes d'autonomisation des adolescentes) afin de déterminer la valeur actuelle totale nette moyenne, ainsi que la fourchette de variation.

Le tableau IA.1 présente les valeurs moyennes des 3 150 simulations. Chaque simulation comprend 660 observations simulées de chacun des 48 pays. Les pays sont regroupés par catégorie de revenu en fonction de leur produit intérieur brut réel par habitant en 2020 à parité de pouvoir d'achat, tel qu'il ressort des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale pour cette année-là.

TABLEAU IA.1 Les valeurs moyennes, pour toutes les simulations, des variables clés pour chaque femme dans différents pays varient comme prévu selon le niveau de revenu du pays

Niveau de revenu du pays	Part des femmes se mariant tôt (pourcentage)	Nombre d'enfants	Dernières années de scolarité	Âge au décès	Probabilité d'avoir un emploi formel	Probabilité de migrer
Faible revenu	24,50	5,27	8,30	66,24	0,19	0,032
Revenu intermédiaire, tranche inférieure	19,10	4,29	10,00	65,44	0,20	0,028
Revenu intermédiaire, tranche supérieure	13,50	3,36	12,20	64,55	0,22	0,022
Revenu élevé	16,20	2,41	13,58	62,49	0,24	0,023

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Note : Le tableau montre les valeurs moyennes des variables calculées pour chaque groupe de classification de revenu en prenant la moyenne de toutes les filles dans les simulations (non pondérées par les tailles de population réelles des pays) qui sont membres de ce groupe de revenu.

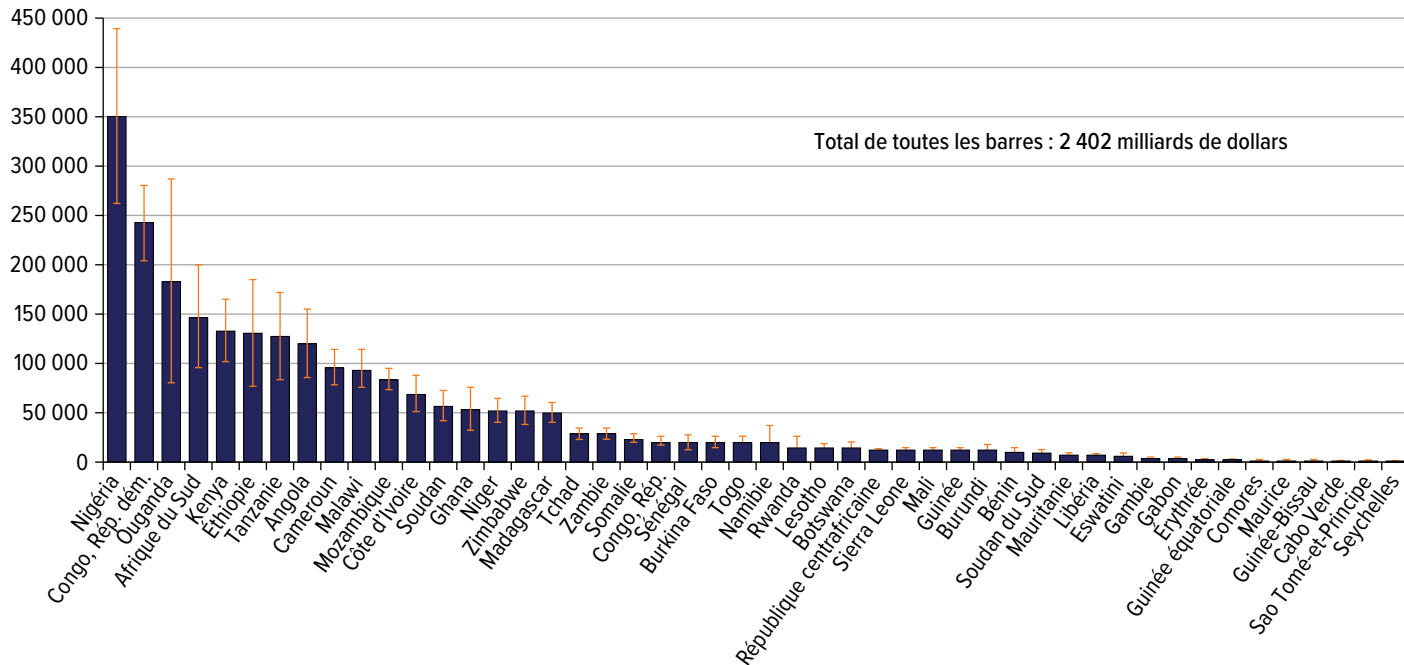
Le tableau présente la part des femmes qui se marient tôt, le nombre d'enfants nés de chaque femme, son niveau d'éducation final en années de scolarité, si la femme occupe un emploi dans le secteur formel, si la femme migre vers une zone urbaine alors qu'elle réside en zone rurale et son âge moyen au décès. Les valeurs sont à peu près conformes aux valeurs réelles et varient de manière escomptée selon le groupe de revenu du pays. Par exemple, le nombre d'enfants par femme diminue avec le niveau de revenu du pays, son niveau d'éducation augmente et la probabilité qu'elle occupe un emploi formel augmente également.

Gains économiques de l'autonomisation des adolescentes

La figure IA.1 présente l'impact économique potentiel des interventions d'autonomisation des adolescentes dans les pays africains de 2025 à 2040. Chaque barre représente l'augmentation moyenne de la valeur actualisée des revenus à vie des adolescentes qui pourraient bénéficier de ces interventions. Les calculs sont basés sur plusieurs simulations, chacune d'entre elles se fondant sur les conditions initiales et les paramètres des distributions de probabilité pour chaque fille. La hauteur de chaque barre indique la moyenne spécifique au pays pour toutes les simulations. Les barres d'erreur indiquent la gamme des résultats possibles en fonction des variations des valeurs des paramètres et des conditions initiales. La hauteur cumulée de toutes les barres, totalisant 2 402 milliards de dollars, représente le gain économique estimé à l'échelle de l'Afrique si ces interventions d'autonomisation sont mises en œuvre.

FIGURE IA.1 Les revenus nets totaux simulés sur toute la vie résultant de l'autonomisation des adolescentes varient selon les pays, avec un gain total estimé à 2 402 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Afrique

Valeur actualisée de la somme des revenus projetés sur toute la durée de vie (en millions de dollars)



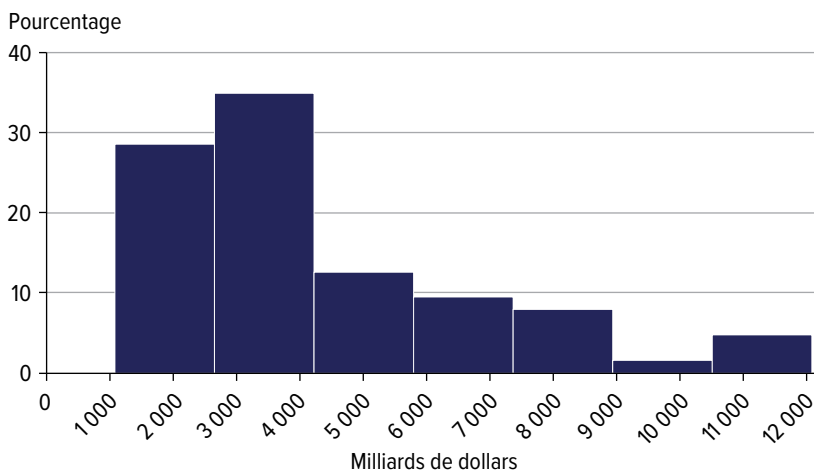
Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : La hauteur de chaque barre représente la valeur actualisée moyenne des revenus accrus sur toute la vie résultant des programmes d'autonomisation des adolescentes dans chaque pays. Les barres d'erreur indiquent l'erreur type de cette moyenne estimée, calculée à partir de plusieurs simulations.

Les calculs de la figure IA.1 excluent les simulations avec des scénarios à « effet important » ; autrement dit, la barre pour chaque pays est une estimation prudente, dans la mesure où elle utilise l'effet le plus faible supposé sur l'éducation et la capacité de décision et d'action qu'aurait le programme d'autonomisation des adolescentes mis en œuvre dans chaque pays. L'estimation est également prudente car elle ne prend en compte que quelques effets de l'autonomisation. Une stratégie plus globale qui cible plusieurs résultats pourrait produire des effets encore plus importants. Les chapitres 3 et 4 présentent une analyse approfondie des politiques et programmes ciblant les différentes dimensions de l'autonomisation. Il s'agit notamment des politiques qui augmentent l'accès des filles à l'école, améliorent leur santé sexuelle et reproductive et retardent le mariage et la maternité.

Pour donner un aperçu de la contribution des différents effets supposés à l'augmentation globale de la valeur actuelle des revenus des femmes, l'augmentation totale des revenus pour chacune des simulations est calculée ; la figure IA.2 montre un histogramme des effets totaux additionnés. Comme le montre la figure, les résultats potentiels varient considérablement selon l'ampleur des effets du programme.

FIGURE IA.2 La répartition des revenus nets totaux simulés sur toute la vie résultant de l'autonomisation des adolescentes montre une variation considérable dans tous les pays africains



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Coût de l'investissement dans l'autonomisation des adolescentes

Un ensemble d'interventions, de politiques et de programmes permettront probablement d'assurer une autonomisation significative des adolescentes, déclenchant ainsi une chaîne de changements dans les décisions concernant la scolarité, le mariage, la fécondité, la participation au marché du travail et les choix en matière de santé. Bien que potentiellement transformatrices, ces interventions entraînent des coûts substantiels, notamment en termes de personnel, de matériel et de mise en œuvre des politiques, entre autres.

Les estimations de coûts dans cette analyse sont basées sur le programme *Adolescent Girl Initiative* au Kenya (Austrian *et al.* 2022). Le coût de ce programme a été établi sur une période de deux ans, de 2016 à 2017, et comprenait le calcul des coûts des postes de dépenses sur une base individuelle pour chacun des quatre volets d'intervention ciblant l'autonomisation des adolescentes : prévention de la violence, éducation (y compris un transfert monétaire conditionnel, une subvention des frais de scolarité et un kit scolaire, sous réserve de l'inscription et de la fréquentation scolaires), santé (y compris des espaces sûrs pour les filles où des sujets liés à la santé et aux compétences de vie ont été abordés) et création de richesse (qui comprenait l'éducation financière et les outils d'épargne). Pour des informations plus complètes sur ces interventions, voir Austrian *et al.* (2020), Austrian *et al.* (2021) et Austrian *et al.* (2022).

Le tableau IA.2 présente des estimations du coût unitaire par fille et par an pour des groupes de pays en fonction du niveau de revenu. Ces coûts diffèrent pour les filles scolarisées dans le primaire et le secondaire, ainsi que pour celles qui résident dans des zones urbaines ou rurales.

Les estimations de coûts pour le Kenya fournies dans le tableau sont ajustées pour le contexte de chaque pays. Il n'est toutefois pas idéal d'extrapoler à partir d'une intervention dans un seul pays à tous les pays africains inclus dans l'analyse. Evans et Popova (2016) pensent que les coûts pourraient différer considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, ils constatent que les coûts de transport par école dans les zones rurales du Kenya sont 27 fois plus élevés que ceux dans les zones urbaines de l'Inde. De même, ils constatent que les différents salaires des enseignants communautaires d'un pays à l'autre peuvent entraîner une variation de 88 % des estimations du rapport coût-efficacité.

Le coût annuel par fille est ensuite multiplié par le nombre de filles par an bénéficiant du programme d'autonomisation. Tous les coûts engagés après 2025 sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation de 3 % (Hollingworth *et al.* 2023). La figure IA.3 montre la valeur actuelle de la possibilité pour chaque adolescente des 20 cohortes de naissance de chaque pays africain de participer à un programme d'autonomisation. Le coût total, additionné pour tous les pays, s'élève à environ 198 milliards de dollars.

TABLEAU IA.2 Les estimations du coût économique direct des programmes d'autonomisation varient selon le niveau scolaire et le lieu (zone urbaine ou rurale)

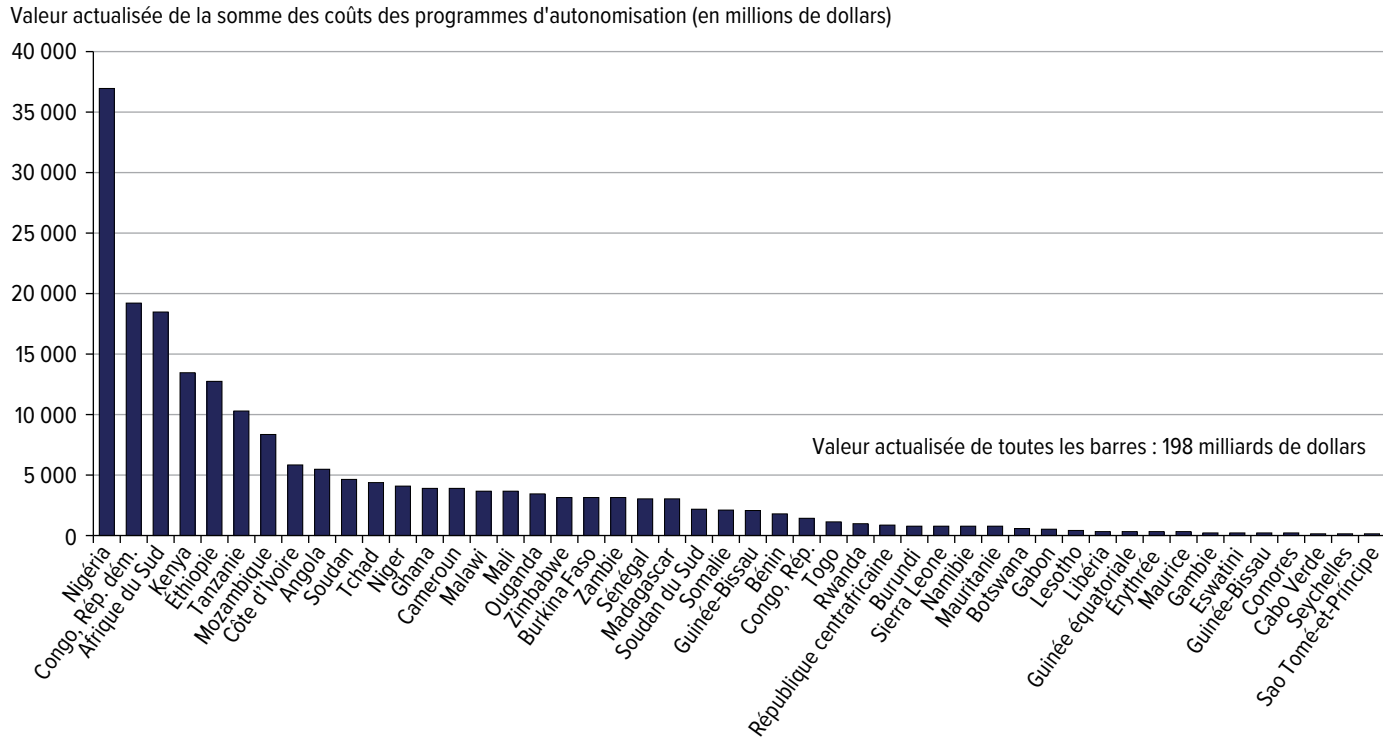
(en dollars de 2022)

Niveau de revenu du pays	Niveau primaire en zone urbaine	Niveau primaire en zone rurale	Niveau secondaire en zone urbaine	Niveau secondaire en zone rurale
Faible revenu	180,89	335,24	216,51	374,64
	(10,99)	(28,62)	(12,89)	(30,61)
Revenu intermédiaire, tranche inférieure	258,96	520,52	334,13	611,76
	(13,54)	(33,47)	(21,52)	(32,89)
Revenu intermédiaire, tranche supérieure	464,1	1 048,39	727,90	1 361,21
	(43,56)	(106,07)	(99,29)	(115,30)
Revenu élevé	820,61	1 810,55	1 668,85	2 793,31
	(156,50)	(499,40)	(126,37)	(229,15)

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Note : Les erreurs types sont indiquées entre parenthèses. Les estimations de coûts proviennent d'Austrian *et al.* (2022) et sont adaptées aux paramètres spécifiques à chaque pays.

FIGURE IA.3 La valeur actualisée projetée des coûts des programmes d'autonomisation des adolescentes s'élève à environ 198 milliards de dollars pour tous les pays africains



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : La hauteur de chaque barre représente la valeur actuelle de la couverture de chaque adolescente des 20 cohortes de naissance décrites à l'annexe 1A par un programme d'autonomisation.

Notes

1. Tout au long du rapport, le terme « Afrique » fait référence aux 48 pays inclus dans la classification régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne.
2. Bien que les pertes d'apprentissage des filles et des garçons soient généralement similaires, il ressort d'une revue des études réalisées que la pandémie a exacerbé les facteurs contribuant aux taux d'abandon scolaire des filles dans certaines zones, par exemple les zones rurales au Kenya et les zones où les mariages d'enfants sont plus fréquents au Nigéria (Moscoviz and Evans 2022). À l'inverse, une autre étude utilisant des données représentatives de six pays africains montre des taux de fréquentation scolaire similaires pour les garçons et les filles (Kis *et al.* 2023).
3. L'annexe IA comprend les calculs détaillés.
4. *Gender and Adolescence : Global Evidence Consortium* est une étude mondiale menée auprès de 20 000 filles et garçons dans six pays, dont l'Éthiopie et le Rwanda en Afrique.
5. Bien que ce rapport vise à aborder l'autonomisation des adolescentes de manière globale, il convient de reconnaître certains sujets qui échappent à sa portée. Premièrement, le rapport ne porte que sur les adolescentes en Afrique, compte tenu des obstacles uniques auxquelles elles sont confrontées, dont le mariage précoce et la maternité pendant l'adolescence. Les garçons (en Afrique et ailleurs) font face à des défis particuliers dans leur parcours vers l'autonomisation qui méritent un examen plus approfondi mais qui dépassent le cadre de ce rapport. Deuxièmement, ce rapport se concentre exclusivement sur l'autonomisation des adolescentes et n'englobe pas l'autonomisation en tant que concept général ni ne concerne d'autres domaines tels que l'autonomisation politique. Troisièmement, ce rapport ne couvre pas en détail les résultats qui ne font pas directement partie des composantes de l'autonomisation mais qui peuvent être des résultats parallèles importants et essentiels au bien-être des filles, tels que les expériences de violence. De même, si certains domaines clés de l'autonomisation tels que la santé mentale des adolescentes ont retenu l'attention, en particulier depuis la pandémie de COVID-19, les données probantes existantes, bien que de plus en plus nombreuses, restent trop rares pour permettre de tirer des conclusions significatives et ne sont donc pas examinées dans ce rapport. Enfin, tout en reconnaissant que la construction sociale du genre et l'importance de reconnaître les identités multiples, ce rapport utilise une définition binaire du genre à des fins d'analyse et de discussion, en raison de la disponibilité des données et des critères prédominants utilisés pour les programmes d'autonomisation dans la région.

Références bibliographiques

- Amaro, Diogo, Lauren Pandolfelli, Ingrid Sanchez-Tapia, and Matt Brossard. 2020. "COVID-19 and Education: The Digital Gender Divide among Adolescents in Sub-Saharan Africa." *UNICEF Data Blog*, August 4, 2020. <https://data.unicef.org/data-for-action/covid-19-and-education-the-digital-gender-divide-among-adolescents-in-sub-saharan-africa/>.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Jere R. Behrman, Jean Digitale, Natalie Jackson Hachonda, Maximillian Bweupe, and Paul C. Hewett. 2020. "The Impact of the Adolescent Girls Empowerment Program (AGEP) on Short and Long Term Social, Economic, Education and Fertility Outcomes: A Cluster Randomized Controlled Trial in Zambia." *BMC Public Health* 20 (1): 1–15.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Beth Kangwana, Nicole Maddox, Maryama Diaw, Yohannes D. Wado, Benta Abuya, Eva Muluve, Faith Mbushi, and Hassan Mohammed. 2022. "Impacts of Multisectoral Cash Plus Programs on Marriage and Fertility after 4 Years in Pastoralist Kenya: A Randomized Trial." *Journal of Adolescent Health* 70 (6): 885–94.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Beth Kangwana, Yohannes Dibaba Wado, Benta Abuya, and John A. Maluccio. 2021. "Impacts of Two-Year Multisectoral Cash Plus Programs on Young Adolescent Girls' Education, Health and Economic Outcomes: Adolescent Girls Initiative—Kenya (AGI-K) Randomized Trial." *BMC Public Health* 21: 2159. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-12224-3>.
- Beegle, Kathleen, and Luc Christiaensen. 2019. *Accelerating Poverty Reduction in Africa*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1232-3>.
- Bergstrom, Katy, and Berk Özler. 2023. "Improving the Well-Being of Adolescent Girls in Developing Countries." *World Bank Research Observer* 38 (2): 179–212. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkac007>.
- Bhatia, Amiya, Camilla Fabbri, Ilan Cerna-Turoff, Ellen Turner, Michelle Lokot, Ajwang Warri, Sumnima Tuladhar, et al. 2021. "Violence against Children during the COVID-19 Pandemic." *Bulletin of the World Health Organization* 99 (10): 730–38. <https://doi.org/10.2471/BLT.20.283051>.
- Briggs, Hannah, Nicole Haberland, Sapna Desai, Thomas de Hoop, and Thoi Ngo. 2020. "The Impact of COVID-19 on Opportunities for Adolescent Girls and the Role of Girls' Groups." Brief, Evidence Consortium on Women's Groups, Washington, DC.
- Choi, Jieun, Mark Dutz, and Zainab Usman. 2020. *The Future of Work in Africa: Harnessing the Potential of Digital Technologies for All*. Washington, DC: World Bank. <https://hdl.handle.net/10986/32124>.
- Dessy, Sylvain, Horace Gninafon, Luca Tiberti, and Marco Tiberti. 2021. "COVID-19 and Children's School Resilience: Evidence from Nigeria." Working Paper 952, Global Labor Organization (GLO), Essen, Germany. <https://www.econstor.eu/handle/10419/243100>.
- Evans, David K., Amina Mendez Acosta, and Fei Yuan. 2024. "Girls' Education at Scale." *World Bank Research Observer* 39 (1): 47–74. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkad002>.

- Evans, David K., and Anna Popova. 2016. "Cost-Effectiveness Analysis in Development: Accounting for Local Costs and Noisy Impacts." *World Development* 77: 262–76.
- GAGE (Gender and Adolescence: Global Evidence) Consortium. 2017. *Gender and Adolescence: Why Understanding Adolescent Capabilities, Change Strategies and Contexts Matters*. London: GAGE.
- Gambe, Rutendo G., Joseph Clark, Stephanie A. Meddick-Dyson, Blessing O. Ukooha-Kalu, Gertrude N. Nyaaba, and Fliss E. M. Murtagh. 2023. "The Roles and Experiences of Informal Carers Providing Care to People with Advanced Cancer in Africa—A Systematic Review and Critical Interpretive Analysis." *PLOS Global Public Health* 3 (4): e0001785.
- Haberland, Nicole, Thomas de Hoop, Sapna Desai, Sarah Engebretsen, and Thoai Ngo. 2021. "Adolescent Girls' and Young Women's Economic Empowerment Programs: Emerging Insights from a Review of Reviews." Working Paper 03, Evidence Consortium on Women's Groups, Washington, DC. <https://doi.org/10.31899/pgy17.1031>.
- Hollingworth, S. A., G. Leaupepe, J. Nonvignon, A. P. Fenny, E. A. Odame, and F. Ruiz. 2023. "Economic Evaluations of Non-communicable Diseases Conducted in Sub-Saharan Africa: A Critical Review of Data Sources." *Cost Effectiveness and Resource Allocation* 21 (1): 57.
- ILO (International Labour Office). 2020. *Global Employment Trends for Youth 2020: Technology and the Future of Jobs*. Geneva: ILO.
- Kadzamira, Esme, Jacob Mazalale, Elizabeth Meke, Isaac Vyamcharo Mwale, Fidelis Jimu, Laura Moscoviz, and Jack Rossiter. 2024. "What Happened to Student Participation after Two Rounds of School Closures in Malawi—and How Have Schools Responded?" *Center for Global Development* (blog), November 24, 2024. <https://www.cgdev.org/blog/what-happened-student-participation-after-two-rounds-school-closures-malawi-and-how-have>.
- Kis, Anna B., Claire Boxho, Isis Gaddis, Estelle Koussoubé, and Léa Rouanet. 2023. "The Gendered Impacts of COVID-19 on Adolescents' School Attendance in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper 10472, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-10472>.
- Lloyd, Cynthia B., ed. 2005. *Growing Up Global: The Changing Transitions to Adulthood in Developing Countries*. Washington, DC: National Academies Press. <https://doi.org/10.17226/11174>.
- Lundberg, Mattias, and Alice Wuermli. 2012. *Children and Youth in Crisis: Protecting and Promoting Human Development in Times of Economic Shocks*. Washington, DC: World Bank.
- Mbushi, Faith, Natalie Wyss, Emily EunYoung Cho, Karen Austrian, Eva Ireri Muluve, Laura Muthoni, and Beth Kangwana. 2022. "Gendered Effects of COVID-19 School Closures: Kenya Case Study." GIRL Center Research Brief 11, Population Council, New York.
- Milazzo, A., and D. Van de Walle. 2015. "Women Left Behind? Poverty and Headship in Africa." Policy Research Working Paper 7331, World Bank, Washington, DC.

- Moscoviz, Laura, and David K. Evans. 2022. "Learning Loss and Student Dropouts during the COVID-19 Pandemic: A Review of the Evidence Two Years after Schools Shut Down." Working Paper 609, Center for Global Development, Washington, DC.
- Nieves, Carmen de Paz, Isis Gaddis, and Miriam Muller. 2021. "Gender and COVID-19: What Have We Learnt, One Year Later?" Policy Research Working Paper 9709, World Bank, Washington, DC.
- Oyèwùmí, Oyèrónkẹ́. 1997. *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Peterman, Amber, Alina Potts, Megan O'Donnell, Kelly Thompson, Niyati Shah, Sabine Oertelt-Prigione, and Nicole Van Gelder. 2020. "Pandemics and Violence against Women and Children." Working Paper 528, Center for Global Development, Washington, DC.
- Rossouw, Laura, Michael Kevane, Estelle Koussoubé, and Kehinde Ajayi. 2024. "Lost Potential: The Cost of Inaction of Adolescent Girls' Empowerment." Background paper for *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa*. Unpublished, World Bank, Washington, DC.
- Shady, Norbert, Alaka Holla, Shwetlena Sabarwal, and Joana Silva. 2023. *Collapse and Recovery: How the COVID-19 Pandemic Eroded Human Capital and What to Do about It*. Washington, DC: World Bank.
- Stavropoulou, Maria. 2018. *Interventions Promoting Adolescent Girls' Economic Capabilities: What Works? A Rapid Evidence Review*. London: Overseas Development Institute. <https://www.econstor.eu/handle/10419/193656>.
- Torres, Jessica, Franklin Maduko, Isis Gaddis, Leonardo Iacovone, and Kathleen Beegle. 2021. "The Impact of the COVID-19 Pandemic on Women-Led Businesses." Policy Research Working Paper 9817, World Bank, Washington, DC. <http://documents.worldbank.org/curated/en/808641635211295483/The-Impact-of-the-COVID-19-Pandemic-on-Women-Led-Businesses>.
- UNDESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2024a. World Population Prospects 2024. Custom data acquired via data portal, accessed August 22, 2024. <https://population.un.org/wpp/>.
- UNDESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2024b. "World Population Prospects 2024: Methodology of the United Nations Population Estimates and Projections." UNDESA/POP/2024/DC 10. Advance unedited version. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2024_Methodology_Advance_Unedited.pdf.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2022. "Child Marriage in West and Central Africa: A Statistical Overview and Reflections on Ending the Practice." UNICEF, New York. <https://data.unicef.org/resources/child-marriage-in-west-and-central-africa-a-statistical-overview-and-reflections-on-ending-the-practice/>.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2024. "Early Childbearing Can Have Severe Consequences for Adolescent Girls." UNICEF, New York. <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>.
- Wény, Kathrin, Rachel Snow, and Sainan Zhang. 2017. "The Demographic Dividend Atlas for Africa: Tracking the Potential for a Demographic Dividend." United Nations Population Fund, New York.

- Williams, Catherine, and Niyi Ogunkoya. 2021. "Women and the Age-Group System among the Ijebu of Southwestern Nigeria." *Yoruba Studies Review* 1 (December): 123–36. <https://doi.org/10.32473/ysr.v1i1.130018>.
- World Bank. 2022. "Assessing the Damage: Early Evidence on Impacts of the COVID-19 Crisis on Girls and Women in Africa." World Bank, Washington, DC. <https://hdl.handle.net/10986/37347>.
- World Bank. 2023. *Delivering Growth to People through Better Jobs*. Africa's Pulse, No. 28 (October 2023). Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-2043-4>.
- Zulaika, Garazi, Miriam Bulbarelli, Elizabeth Nyothach, Annemieke van Eijk, Linda Mason, Eunice Fwaya, David Obor, et al. 2022. "Impact of COVID-19 Lockdowns on Adolescent Pregnancy and School Dropout among Secondary Schoolgirls in Kenya." *BMJ Global Health* 7 (1): e007666. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2021-007666>.



CHAPITRE 1

Que signifie l'autonomisation des adolescentes ?

*Fatima Zahra, Kehinde Ajayi,
Henrietta Asiamah et Estelle Koussoubé*

Messages clés

- Les adolescentes diffèrent des femmes dans de multiples dimensions, d'où la nécessité d'une conceptualisation alternative de l'autonomisation qui reconnaisse ces différences.
- Pour certaines adolescentes, l'objectif ambitieux de l'autonomisation est d'acquérir les compétences, les ressources et la capacité de décision et d'action nécessaires pour être autonomes et prospères à l'âge adulte.
- Pour d'autres, le chemin vers l'autonomisation et la prospérité peut être plus escarpé en raison de certaines transitions de la vie telles que l'abandon scolaire, le mariage et la maternité, qui ont un impact sur la manière dont elles acquièrent des compétences, des ressources et une capacité de décision ou d'action.
- Quatre composantes clés de l'autonomisation des adolescentes (fondamentaux du capital humain, ressources habilitantes, capacité de décision et d'action et contexte) interagissent pour influencer une cinquième composante : leurs réalisations économiques à long terme.
- Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées, qu'elles retardent le mariage ou la maternité ou qu'elles soient confrontées à des circonstances différentes.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

Ce rapport présente un nouveau cadre de conceptualisation de l'autonomisation des adolescentes




Les adolescentes diffèrent des femmes dans de multiples dimensions de l'autonomisation. Les cadres d'autonomisation des femmes ont jeté les bases de la conceptualisation des dimensions de l'autonomisation, qui comprennent les ressources, la capacité de décision et d'action et les réalisations (Dandona 2015 ; Kabeer 1999 ; Mosedale 2005). Cependant, les adolescentes diffèrent de manière significative au sein de ces dimensions et entre elles. Par rapport aux femmes, l'accès des filles à certaines ressources, telles que les institutions financières ou les services de santé sexuelle et reproductive, est limité par l'âge et d'autres facteurs. Sur le plan cognitif, les filles développent la capacité de se fixer des objectifs et de prendre des décisions complexes en vieillissant, une capacité que les femmes possèdent généralement dans une plus grande mesure. De plus, le travail rémunéré, un indicateur courant de réussite économique pour les femmes, constitue du travail des enfants pour les adolescentes plus jeunes et peut nuire à leur accumulation de capital humain. Par conséquent, être autonome signifie des choses différentes pour les filles et pour les femmes.

Même parmi les adolescentes, les parcours vers l'autonomisation et la prospérité varient. Certaines adolescentes peuvent acquérir des compétences, des ressources et la capacité de décision et d'action qui leur permettront d'avoir de meilleures perspectives d'emploi à l'âge adulte. Cependant, d'autres adolescentes, confrontées à la pauvreté, aux normes liées au genre et à d'autres obstacles, peuvent abandonner l'école et assumer des rôles d'adultes, comme se marier et avoir des enfants très tôt. Ces transitions peuvent influencer sur leur aptitude à acquérir des compétences et des ressources, à exercer leur capacité de décision et d'action et à accéder à un travail rémunéré, ce qui rend leurs parcours vers l'autonomisation et la prospérité différents de ceux des filles qui ne connaissent pas ces transitions. Qu'elles suivent un parcours qui consiste à poursuivre exclusivement des études sans se marier ni avoir d'enfants, ou un parcours divergent vers l'autonomisation, il est important de reconnaître et de traiter les différents obstacles et opportunités auxquels les adolescentes sont confrontées.

Sur la base de ces considérations, ce chapitre présente un cadre adapté pour l'autonomisation des adolescentes, dont les composantes clés comprennent les fondamentaux du capital humain, les ressources habilitantes, la capacité de décision et d'action, le contexte et les réalisations économiques (tableau 1.1). Ces composantes s'appuient sur les précédents cadres conceptuels pour l'autonomisation des adolescentes, en particulier dans le contexte africain (Calder and Huda 2013 ; Jones *et al.* 2019 ; Moll 2018), dans lesquels



l'éducation et la formation aux compétences étaient jugées essentielles pour l'autonomisation des adolescentes. En outre, ces cadres précédents mettent l'accent sur l'importance des ressources telles que les compétences adaptées au marché, l'épargne et les activités génératrices de revenus ; soulignent que la capacité de décision et d'action est essentielle au processus d'autonomisation des adolescentes ; et indiquent explicitement que les normes et les institutions doivent être prises en compte comme une composante qui façonne l'autonomisation des adolescentes. Toutefois, les cadres précédents ne font pas de distinction entre les expériences des adolescentes à travers les transitions critiques de la vie. En revanche, le cadre présenté dans ce rapport intègre la diversité des expériences des adolescentes, permettant ainsi un examen plus approfondi de l'autonomisation des adolescentes d'un point de vue conceptuel et sous l'angle des politiques.

TABLEAU 1.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
 Fondamentaux du capital humain	Progrès en matière d'éducation	Scolarisation, réussite et assiduité scolaires ; progression scolaire ; compétences en lecture et en écriture ; compétences en calcul
	Santé	Survie/mortalité ; droits en matière de santé sexuelle et reproductive ; santé mentale ; nutrition
 Ressources habilitantes	Connaissances et compétences	Compétences de vie (y compris les compétences socioémotionnelles) ; éducation financière
	Capital financier	Accès aux ressources économiques : comptes bancaires, prêts ; actifs économiques : épargne
	Capital physique et numérique	Biens ménagers ; patrimoine personnel ; accès aux espaces numériques ; téléphones portables
	Capital social	Réseaux de pairs ; accès à des espaces sûrs
 Capacité de décision et d'action	Temps	Temps consacré à des activités productives
	Établissement d'objectifs	Aspirations en matière d'éducation, de travail, de mariage et de grossesse
	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Auto-efficacité, estime de soi, locus de contrôle, attitudes envers le genre
	Contrôle	Contrôle de la prise de décision et de l'utilisation du temps

(suite)

TABLEAU 1.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme (*suite*)

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
 Contexte	Situation de fragilité, de conflit et de violence	Prévalence et durée des conflits et de la violence
	Lois statutaires/ juridique	Lois relatives au genre, aux ressources, au travail, à l'âge minimum du mariage, à l'âge minimum pour travailler, aux violences sexistes et à l'accès aux documents d'identité
	Institutions formelles	Présence et caractéristiques d'autres institutions formelles : écoles, santé, services professionnels, juridiques et financiers (y compris les banques et les tontines)
	Normes et religion	Attentes concernant les rôles des hommes et des femmes, l'accès aux ressources et leur utilisation, le travail, l'âge du mariage et les violences sexistes ; croyances religieuses
	Possibilités d'emploi	Accès à l'emploi en fonction du secteur ; qualité des possibilités d'emploi disponibles
	Contexte du ménage	Attitudes des parents et des membres du ménage à l'égard du genre ; aspirations des parents en matière d'éducation et de travail des filles ; dynamique des relations au sein des ménages (coopération entre les membres du ménage, discussions entre les membres du ménage sur divers sujets, etc.) ; structure et composition du ménage
 Réalisations économiques	Résultats sur le marché du travail	Qualité de l'emploi ; revenu ; travail rémunéré ; secteur formel ou informel ; emploi salarié ou indépendant ; travail adapté à l'âge

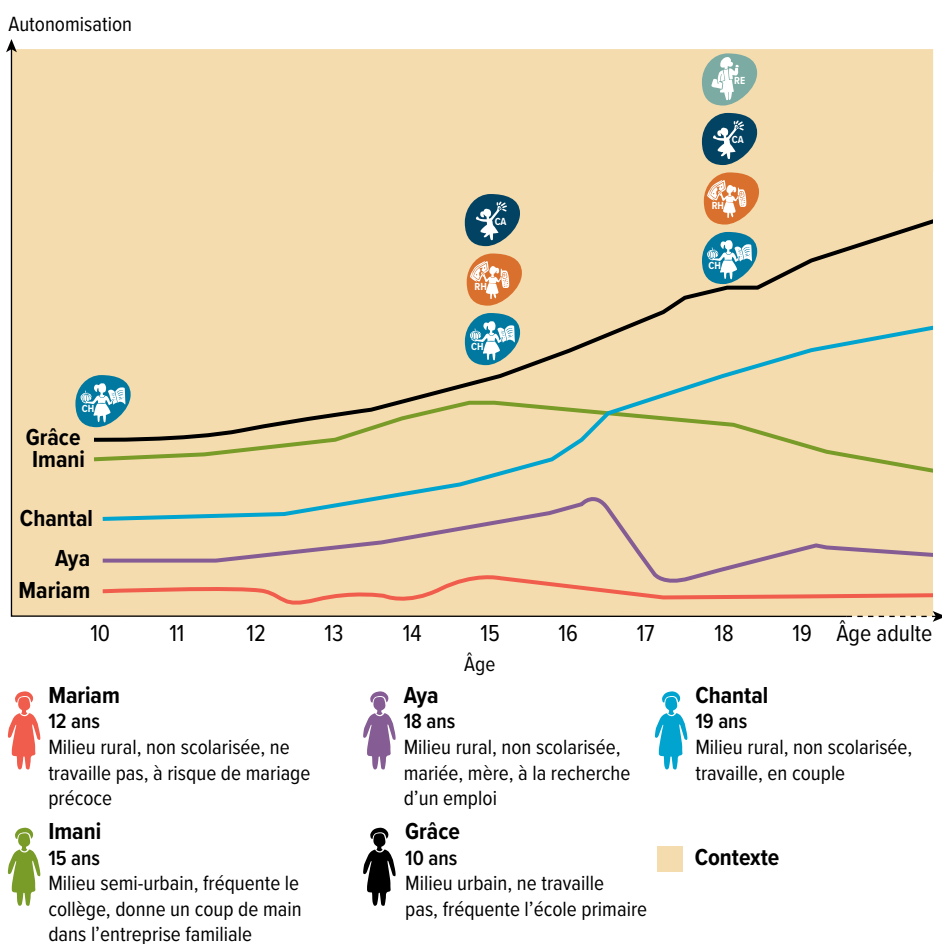
Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Ce nouveau cadre définit cinq composantes essentielles de l'autonomisation des adolescentes

Le cadre élaboré pour ce rapport, illustré dans la figure 1.1, montre que chaque composante de l'autonomisation des adolescentes évolue au cours de l'adolescence, préparant ainsi les filles à être prospères à l'âge adulte. Cependant, l'évolution de ces composantes et leur importance relative à

différents âges dépendent des dotations initiales des filles dans chaque composante au début de l'adolescence (10 ans) et des diverses transitions qu'elles connaissent au fil du temps. Cette diversité d'expériences et leur relation avec les composantes de l'autonomisation des adolescentes sont mises en évidence à travers cinq profils, qui sont représentés par cinq lignes distinctes dans la figure. Cette section décrit les composantes de l'autonomisation des adolescentes, et la section suivante donne des précisions sur les cinq profils.

FIGURE 1.1 Les adolescentes empruntent des parcours différents vers l'autonomisation à l'âge adulte



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : CA = capacité de décision et d'action ; CH = fondamentaux du capital humain ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes. Voir le tableau 1.1 pour plus d'informations sur chaque facteur.

L'autonomisation des adolescentes repose sur cinq composantes essentielles

Les fondamentaux du capital humain sont une composante essentielle de l'autonomisation des filles. Ils comprennent les progrès en matière d'éducation et la santé, qui sont deux facteurs déterminants des résultats sur le marché du travail à l'âge adulte, notamment de meilleurs revenus (Branson and Leibbrandt 2013 ; Hanushek *et al.* 2017). L'importance des ressources dans le domaine des fondamentaux du capital humain, en particulier l'éducation, concorde avec les conclusions des consultations menées auprès d'adolescentes dans divers contextes. Ces ressources servent de base à la réussite économique future d'un individu, car non seulement elles constituent des ressources en elles-mêmes, mais aussi elles influent sur l'accumulation d'autres ressources essentielles et la capacité de décision et d'action.

Les ressources habilitantes pertinentes pour le processus d'autonomisation des adolescentes comprennent les connaissances et les compétences, le capital physique et numérique, le capital financier, le capital social et le temps. Au-delà des fondamentaux du capital humain, les connaissances et les compétences complémentaires (telles que l'éducation financière, les compétences socioémotionnelles et d'autres compétences de vie) sont des ressources essentielles qui favorisent la réussite économique. Les exemples de capital physique et numérique des filles comprennent les biens du ménage, les biens personnels et l'accès et la propriété de la technologie numérique. Le capital social englobe les groupes de pairs et d'autres relations bénéfiques avec des membres donnés au sein de la communauté ou du réseau social d'une adolescente. Enfin, le temps fait référence au temps disponible consacré à des activités productives ou à toute autre activité que les adolescentes considèrent comme autonomisante. Bien que non exhaustifs, ces exemples s'appuient toutefois sur des travaux conceptuels et empiriques antérieurs sur l'autonomisation des adolescentes (Calder and Huda 2013 ; Jones *et al.* 2019 ; Moll 2018). En outre, pour chaque type de ressource, il faut tenir compte à la fois de l'accès à la ressource et du stock de cette ressource dont dispose une fille. Par exemple, le capital financier peut inclure aussi bien l'accès aux ressources financières comme les prêts bancaires qu'à l'épargne accumulée grâce aux revenus des filles ou à d'autres sources.

La capacité de décision et d'action désigne la capacité des filles à faire entendre leur voix, à se fixer des objectifs, à faire des choix et à agir en conséquence. Cela comprend leurs aspirations en matière d'éducation, de travail, de mariage ou de maternité (Hitlin and Johnson 2015) et la prise de

décisions concernant divers aspects de leur vie (Zimmerman *et al.* 2019), comme la façon dont elles utilisent leur temps ou si elles peuvent ou non continuer à aller à l'école ou accéder aux espaces publics. Les filles qui ont un sentiment de leur capacité de décision et d'action ont confiance en leur aptitude à exercer un contrôle sur leur vie ; ce sentiment est souvent mesuré par l'auto-efficacité, le locus de contrôle ou des constructions similaires (Sidle 2019).

Le contexte englobe des éléments de l'environnement des adolescentes (lois, normes et religion, possibilités d'emploi, institutions formelles et informelles, contexte familial, situation de fragilité, de conflit et de violence) qui peuvent favoriser ou entraver leur autonomisation. Les normes peuvent être spécifiques à un domaine, notamment celles liées au travail, aux ressources ou à l'âge des filles, ainsi qu'au mariage ou à la violence sexuelle. Les lois englobent à la fois les coutumes et les lois formelles, notamment celles concernant l'accès aux ressources (par exemple, si les filles enceintes peuvent aller à l'école ou si les filles peuvent gérer des comptes financiers, travailler ou créer des entreprises). Les institutions formelles et informelles incluent celles qui fournissent des services dans l'environnement des filles, comme les écoles, les établissements de santé et les services financiers. En outre, le contexte familial comprend les préférences, les attitudes et les comportements des parents ou des adultes qui s'occupent d'elles, ainsi que la structure et la dynamique des ménages dans lesquels vivent les filles. Ces éléments de l'environnement sont également affectés par les possibilités offertes sur le marché du travail local et l'environnement politique plus large, comme dans le cas des situations de fragilité, de conflit et de violence. Dans le cadre utilisé dans ce rapport, le contexte représente la toile sur laquelle reposent les autres composantes de l'autonomisation et est donc présenté sur fond jaune (figure 1.1). Le contexte influence les ressources auxquelles les filles ont accès, leur aptitude à se fixer des objectifs et à exercer leur capacité de décision et d'action, ainsi que les types de possibilités d'emploi qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs économiques.

Ensemble, ces quatre composantes de l'autonomisation des adolescentes interagissent pour influencer leurs **résultats économiques** à long terme, tels que les revenus et l'exercice d'un travail rémunéré adapté à leur âge. Par exemple, l'éducation financière peut permettre aux filles de prendre des décisions sur la manière dont elles investissent ou utilisent leur épargne. En outre, la présence d'écoles secondaires et de femmes éminentes travaillant en dehors des professions stéréotypées dans une communauté peut influencer les aspirations des filles. Enfin, l'éducation numérique et l'accès aux technologies numériques peuvent permettre

aux filles d'accéder à des emplois de meilleure qualité au-delà de leur communauté immédiate. Bien que les interactions entre les composantes de l'autonomisation des adolescentes soient complexes, ces exemples des incidences potentielles de l'éducation financière, de l'inclusion numérique, de l'accès à l'éducation et de l'exposition à des modèles illustrent comment les composantes de l'autonomisation des adolescentes peuvent interagir les unes avec les autres dans la pratique. En outre, des facteurs transversaux (tels que les expériences de violences sexistes ou de handicaps) peuvent également influencer considérablement les parcours d'autonomisation des adolescentes (encadré 1.1).

ENCADRÉ 1.1 Autonomisation des adolescentes et expériences transversales

Bien que cela ne fasse pas explicitement partie du cadre utilisé dans ce rapport, certaines expériences transversales qui interagissent avec les parcours d'autonomisation sont importantes à prendre en compte pour une vision plus globale de l'autonomisation des adolescentes. Cet encadré met en évidence deux de ces expériences.

Premièrement, les expériences de violence sexiste et les pratiques nocives perpétrées à la maison, à l'école, dans les espaces publics, dans le cadre du mariage ou sur le lieu de travail peuvent affecter de multiples aspects de l'autonomisation des filles, notamment l'assiduité et les résultats scolaires (Psaki, Mensch and Soler-Hampejsek 2017), le sentiment de capacité de décision et d'action des filles et leur capacité à prendre des décisions qui touchent à leur bien-être. Les filles sont souvent confrontées à un risque accru de violence pendant l'adolescence, plus élevé qu'à tout autre moment de leur vie. Cependant, elles peuvent être moins enclines à signaler des expériences de violence, compte tenu des menaces éventuelles que renferme un tel acte pour leur réputation personnelle ou familiale. Ces risques de violence sexuelle, combinés à un accès plus limité aux services et au soutien pour les victimes, constituent un obstacle important à l'autonomisation des adolescentes.

Deuxièmement, les handicaps physiques et mentaux peuvent affecter la capacité des filles à atteindre leurs objectifs éducatifs (Mizunoya, Mitra and Yamasaki 2018) et économiques et limiter leur capacité de décision et d'action en fonction de l'existence de normes et de ressources sociétales liées aux handicaps. Les handicaps peuvent également affecter le fait que les filles se marient ou non, ainsi que leur expérience du mariage et de la maternité.

Les adolescentes suivent des parcours divergents vers l'autonomisation

Les composantes clés de l'autonomisation des adolescentes diffèrent également selon le groupe démographique et la zone géographique. Cette section commence par des descriptions stylisées et fondées sur des données de la vie de cinq filles résidant dans diverses régions d'Afrique (tableau 1.2). Elle examine comment des interventions et des services opportuns peuvent modifier positivement leur parcours vers l'autonomisation. Les exemples présentés servent d'illustration et ne constituent pas un aperçu exhaustif des parcours vers l'autonomisation de différents groupes de filles. (Le chapitre 2 présente des détails sur les expériences des adolescentes dans chaque pays).

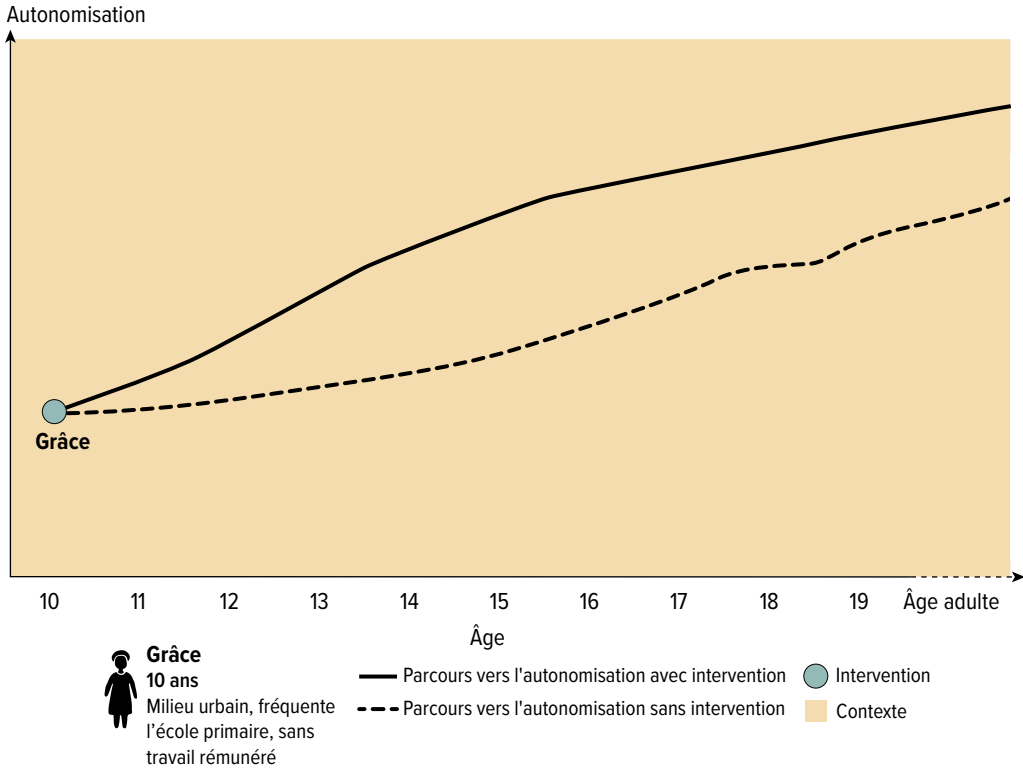
TABLEAU 1.2 Cinq profils stylisés d'adolescentes en Afrique illustrent des parcours divergents vers l'autonomisation

Nom	Âge	Description générale
Grâce	10	Milieu urbain, fréquente l'école primaire, sans travail rémunéré
Mariam	12	Milieu rural, non scolarisée, sans travail rémunéré, à risque de mariage précoce
Imani	15	Milieu semi-urbain, fréquente le collège, donne un coup de main dans l'entreprise familiale
Aya	18	Milieu rural, non scolarisée, mariée, mère, à la recherche d'un travail rémunéré
Chantal	19	Milieu rural, non scolarisée, a un travail rémunéré, en couple

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Grâce est une élève de 10 ans (figure 1.2). Son école primaire se trouve dans la capitale de son pays. Elle étudie assidûment et est inspirée par sa professeure préférée. Elle veut devenir enseignante quand elle sera grande. Après l'école, elle effectue principalement des tâches ménagères, s'occupe de ses jeunes frères et sœurs et prépare les repas avec sa mère. Sa mère a terminé ses études secondaires, mais en raison de ses responsabilités ménagères, elle n'a pas le temps d'exercer un emploi formel. Grâce est l'aînée des quatre enfants de sa famille et ses parents aimeraient qu'elle reste à l'école pour qu'elle puisse trouver un emploi décent et subvenir aux besoins du reste de la famille. Elle vit dans une communauté urbaine de classe moyenne où les opportunités d'emploi sont rares et dans un environnement marqué par des normes de genre strictes qui attribuent les responsabilités des tâches ménagères et des soins aux filles et aux femmes en priorité.

FIGURE 1.2 Le parcours vers l'autonomisation pour Grâce diverge avec et sans intervention



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

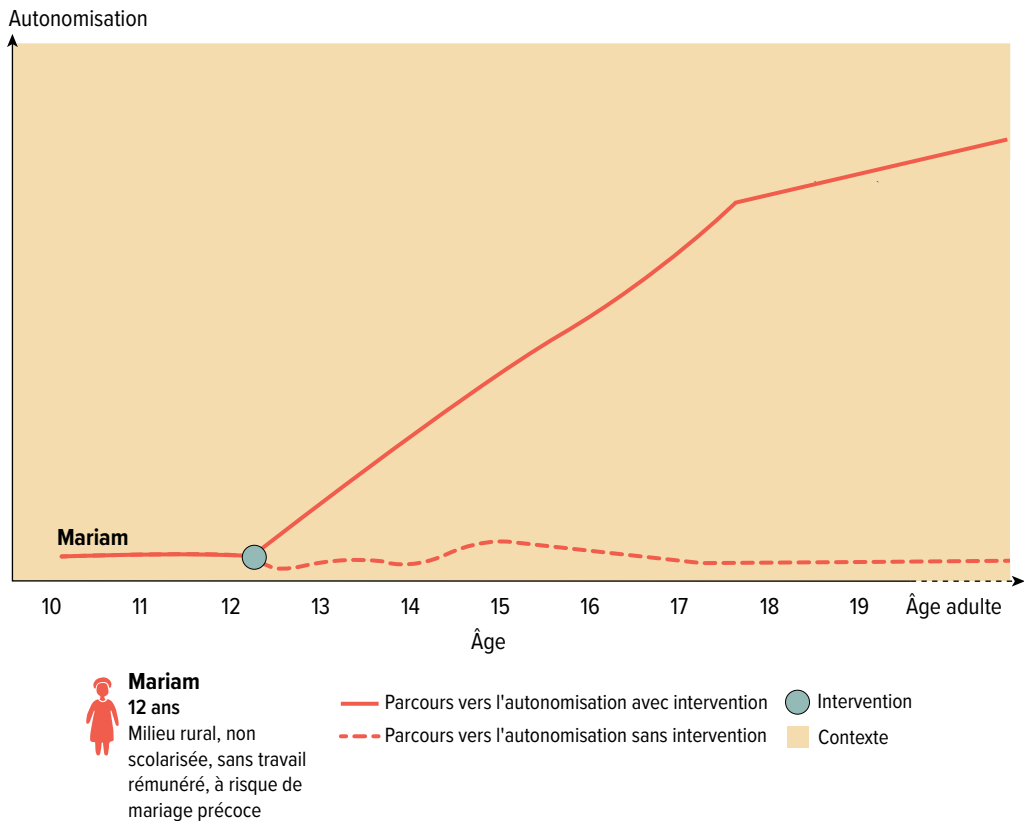
Dans le cadre présenté dans la section précédente (figure 1.1), Grâce est en voie de réaliser des aspirations politiques communes. Elle est scolarisée à l'âge de 10 ans et, sur cette trajectoire, elle continuera à progresser sur le plan éducatif tout au long de son adolescence et pourra investir du temps pour établir de solides fondamentaux de capital humain. En cours de route, elle rassemblera des ressources habilitantes telles que des compétences numériques et du capital social en constituant des réseaux avec des ami(e)s et des mentors. Comme elle vit en milieu urbain et que sa famille soutient ses aspirations, elle pourra accéder aux services et aux ressources du ménage. Lorsqu'elle sera prête à chercher un emploi, la disponibilité d'emplois de bonne qualité peut être un facteur essentiel dans sa transition vers le travail et sa capacité à atteindre ses objectifs économiques.

Comme l'indique le cercle plein (qui représente une intervention), le long de la ligne du graphique de la figure 1.2, Grâce peut encore bénéficier d'interventions qui renforcent d'autres ressources auxquelles elle n'a peut-être pas facilement accès, par exemple une formation aux compétences de vie, un mentorat ou une formation professionnelle pour faciliter sa

transition entre l'école et le travail, ou l'accès à un compte d'épargne et à l'éducation financière. L'histoire de Grâce montre que l'autonomisation est un processus qui commence lorsque les filles sont jeunes et évolue tout au long de l'adolescence. Même lorsque les filles restent scolarisées et bénéficient d'un environnement familial favorable, elles peuvent avoir besoin d'autres ressources et d'autres facteurs contextuels pour atteindre les résultats économiques souhaités lorsqu'elles seront plus âgées.

Mariam est une fille de 12 ans qui vit en milieu rural (figure 1.3). Elle n'est plus scolarisée depuis l'âge de 10 ans, lorsqu'un conflit violent a éclaté dans sa communauté. Elle ne parle pas de ce qu'elle a vu pendant le conflit, mais elle a déclaré qu'elle avait peur de quitter sa famille. Elle n'a pas de travail rémunéré et reste à la maison pour s'occuper des tâches ménagères. Ses parents envisagent de l'envoyer vivre chez un membre de sa famille élargie dans la ville la plus proche comme employée de maison, afin qu'elle puisse gagner un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins. Par ailleurs, elle a commencé à recevoir des demandes en mariage.

FIGURE 1.3 Le parcours vers l'autonomisation pour Mariam diverge avec et sans intervention



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Le contexte dans lequel évolue Mariam détermine le capital humain, les ressources habilitantes et la capacité de décision et d'action qu'elle peut développer au cours de son adolescence. La violence qui l'entoure limite son aptitude à poursuivre ses études, restreint l'accès de sa famille aux ressources, lui enlève tout sentiment de contrôle et de capacité de décision et d'action et peut la pousser à exercer un travail précaire. Elle risque de se marier tôt et donc d'avoir des enfants tôt, ce qui peut renforcer le cycle de la pauvreté. L'histoire de Mariam montre l'importance cruciale que revêt le contexte dans l'aptitude des filles à acquérir les compétences et la capacité de décision et d'action nécessaires pour être prospères à l'âge adulte.

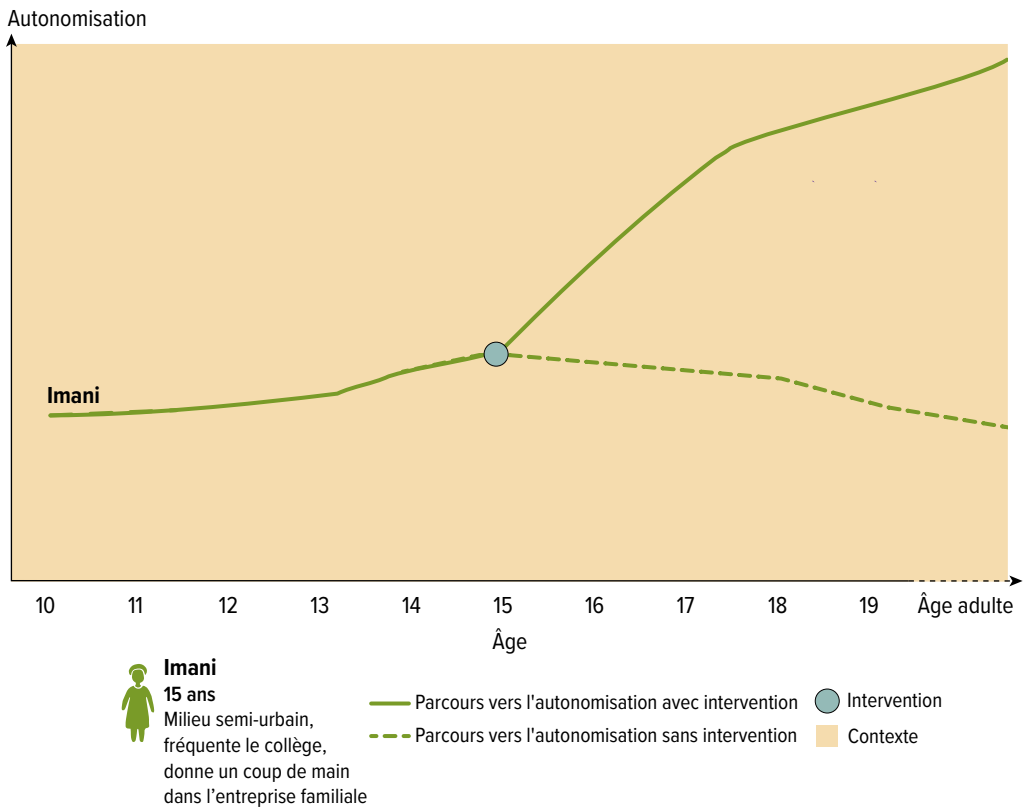
Pour les filles comme Mariam, il peut être bénéfique d'intervenir tôt, peut-être au moyen de transferts d'argent pour faciliter le retour à l'école et de programmes qui contribuent à améliorer de multiples ressources, notamment la sécurité grâce à des espaces sûrs. Compte tenu de leur début d'adolescence difficile, il est important de reconnaître que les parcours vers l'autonomisation future de ces filles peuvent rester fortement tributaires d'une sécurité durable et d'une augmentation de la disponibilité des ressources et des possibilités d'emploi.

Imani est une jeune fille de 15 ans qui vit en milieu semi-urbain (figure 1.4). Elle a récemment terminé l'école primaire et est entrée dans le secondaire, mais doit désormais faire une heure de trajet par jour pour se rendre à l'école secondaire la plus proche de son district. Elle va à l'école quand elle le peut, mais parfois elle ne peut pas faire le trajet si elle n'a pas les moyens de payer le transport. Avant et après l'école, elle a commencé à aider sa mère à vendre de la nourriture sur le marché local. Elle a également commencé à vendre des vêtements d'occasion à ses amies pour l'aider à payer ses frais de scolarité, et elle espère pouvoir trouver une place en internat afin de pouvoir vivre près de l'école. Les critères d'accès à un internat dans son district incluent la fréquentation scolaire et les résultats des élèves, sans tenir compte du revenu du ménage. Beaucoup de ses amies ont abandonné les études après l'école primaire et ont du mal à trouver du travail.

Imani, qui approche de la fin de l'adolescence, a acquis une solide base éducative mais elle éprouve des difficultés à poursuivre ses études en raison de ses moyens financiers limités. Son besoin d'exercer un travail rémunéré ou de vendre des vêtements pourrait limiter le temps qu'elle peut consacrer à ses études, même si elle a de grandes aspirations en matière d'éducation et

croit en ses aptitudes scolaires. De plus, le coût du transport et les politiques de soutien aux internats constituent des obstacles supplémentaires à la réalisation de ses aspirations.

FIGURE 1.4 Le parcours vers l'autonomisation pour Imani diverge avec et sans intervention



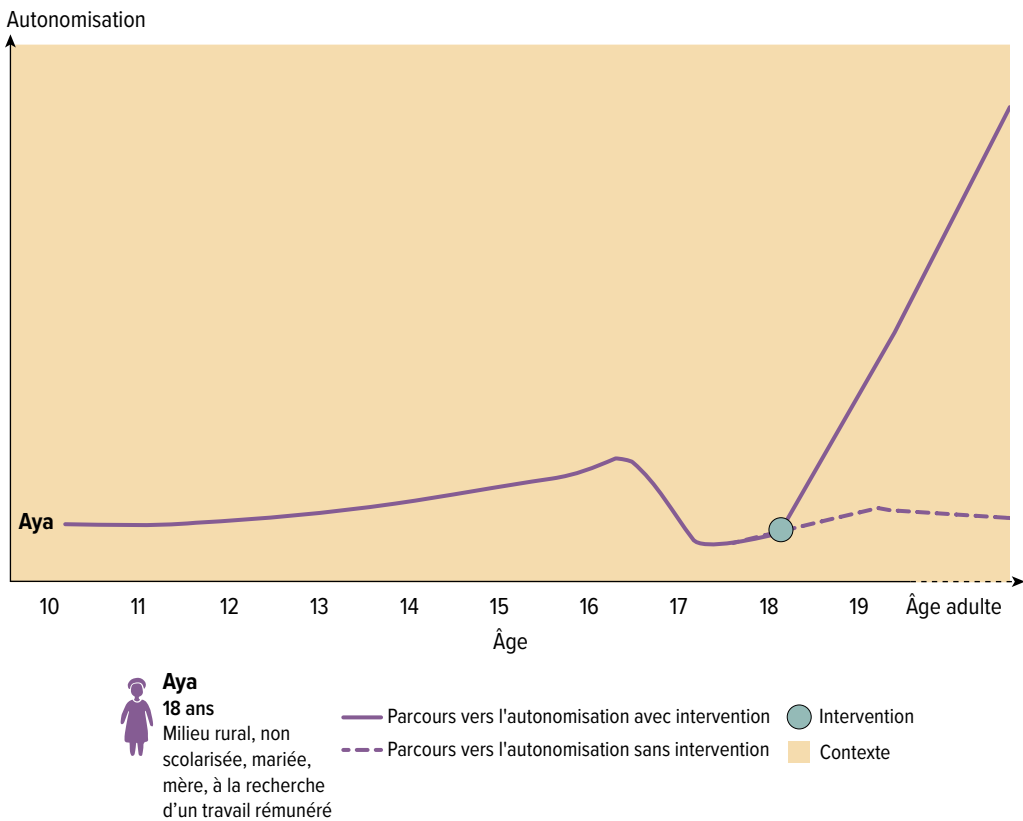
Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Pour les filles qui se trouvent dans une situation similaire à celle d’Imani, le soutien à la poursuite de leurs études peut être une intervention essentielle pour leur permettre de terminer leurs études secondaires. En outre, la mise en œuvre d’une formation professionnelle après le collège, ainsi que de programmes de mentorat et d’autonomisation personnalisés, peut être bénéfique pour leur réussite future sur le marché du travail.

Aya est une jeune femme mariée de 18 ans, mère d’une fille de 2 ans, qui vit en milieu rural (figure 1.5). Elle a abandonné l’école à 16 ans

lorsqu'elle est tombée enceinte et s'est ensuite mariée avec le père de son enfant en tant que seconde épouse, à 17 ans. Son mari est beaucoup plus âgé et voyage beaucoup. Elle reçoit occasionnellement de l'argent de lui, mais elle veut avoir sa propre source de revenus, surtout maintenant que son enfant grandit. Elle a été sélectionnée pour recevoir des transferts en espèces dans le cadre d'un programme gouvernemental de protection sociale, mais elle arrive à la fin du programme de six mois. Elle a cependant droit à une garderie subventionnée par le gouvernement qui pourrait être bénéfique pour elle et son enfant, car elle a quitté son village après son mariage et ne bénéficie que d'un soutien limité en matière de soins. Les filles de son village ne sont pas autorisées à retourner à l'école après une grossesse et l'accès aux soins de santé reproductive est limité. Les femmes qui travaillent dans sa communauté sont généralement des travailleuses indépendantes.

FIGURE 1.5 Le parcours vers l'autonomisation pour Aya diverge avec et sans intervention

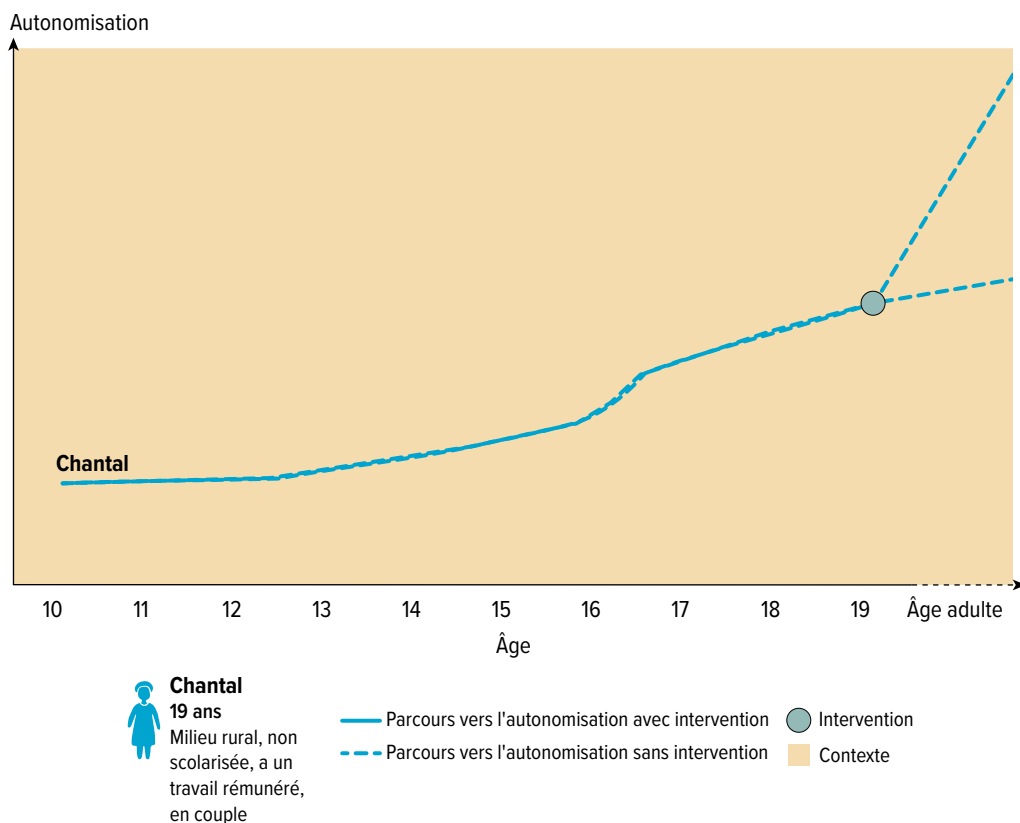


Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Aya est dans les dernières années de son adolescence et a déjà vécu des transitions critiques, notamment l'abandon de l'école en raison d'une grossesse, le mariage et la maternité, qui, avec les normes sociales, limitent sa capacité à retourner à l'école et le temps qu'elle est en mesure d'investir dans l'acquisition d'autres ressources. L'accès aux programmes gouvernementaux comme les transferts en espèces a permis une plus grande liberté financière et une plus grande flexibilité pour certaines filles, mais les aspirations professionnelles d'Aya dépendent de l'accès à l'aide à la garde d'enfants, des normes de genre concernant le travail et la maternité et des possibilités d'emploi qui s'offrent à elle. Recevoir un soutien supplémentaire peut accroître son sentiment de capacité d'action dans la prise de décisions qui sont les meilleures pour elle et sa famille.

Pour les filles plus âgées comme Aya, qui doivent jongler avec de nombreuses responsabilités et qui ont peu de chances de retourner à l'école, il est essentiel de leur fournir des ressources et des compétences directement liées à l'amélioration de leur accès au travail. Ces interventions peuvent inclure des programmes complets d'autonomisation économique qui combinent une formation professionnelle avec des bourses, une formation en cours d'emploi ou un mentorat continu ; un soutien prolongé à la garde des enfants et à la parentalité ; et l'accès à des comptes bancaires.

Chantal est une jeune fille de 19 ans qui vit en milieu rural (figure 1.6). Elle a terminé ses études secondaires à 18 ans et a commencé peu après à travailler comme ouvrière contractuelle dans une ferme, où les horaires sont longs et la plupart des employés sont des hommes. Elle participe à une tontine avec certains de ses collègues de la ferme. Elle envisage de créer une entreprise à domicile afin d'avoir le temps de gérer les tâches ménagères et de suivre des cours d'informatique qui l'aideront à gagner plus d'argent. Elle a un petit ami, avec qui elle est en couple depuis deux ans. Il lui demande fréquemment de l'argent pour soutenir son entreprise de menuiserie. Elle a également son propre téléphone portable et une carte nationale d'identité.

FIGURE 1.6 Le parcours vers l'autonomisation pour Chantal diverge avec et sans intervention

Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Chantal est entrée dans l'âge adulte avec les ressources éducatives et la capacité de décision et d'action nécessaires pour l'aider à démarrer son premier emploi, et elle essaie d'augmenter ses revenus en acquérant des compétences dans un secteur qui peut lui donner accès à un salaire plus élevé et à un emploi de meilleure qualité. Elle a de grandes aspirations professionnelles et un fort sentiment de capacité de décision et d'action pour apporter des changements qui l'aideront à se rapprocher de la vie qu'elle désire pour elle-même et son partenaire.

Dotées d'une base qui les a aidées à investir dans les fondamentaux du capital humain requis, ainsi que dans les ressources habilitantes, la capacité de décision et d'action et le contexte nécessaires pour répondre aux aspirations du marché du travail, des filles comme Chantal bénéficieront le plus d'interventions supplémentaires d'autonomisation économique et de possibilités d'emploi adaptées à leurs objectifs et à leurs besoins.

Ce cadre sert de guide pour comprendre et soutenir l'autonomisation des adolescentes

Le cadre utilisé dans ce chapitre (et tout au long du rapport) montre que les parcours des filles vers l'autonomisation à l'âge adulte varient en fonction de leur point de départ dans l'adolescence et du moment de leur vie où elles ont besoin du soutien des programmes d'intervention. Les discussions avec les adolescentes ont validé les composantes du cadre (encadré 1.2).

ENCADRÉ 1.2 L'autonomisation telle que perçue par les adolescentes au Bénin et au Kenya

Ce rapport s'appuie sur des ateliers menés avec des adolescentes issues de contextes et d'horizons divers. Les ateliers ont été organisés à Nairobi, au Kenya, et dans deux communautés rurales, Atomey et Perma, situées respectivement au sud et au nord du Bénin. Ces communautés diffèrent en termes d'opportunités économiques disponibles, de leur accessibilité et de la qualité de leurs infrastructures. L'objectif de ces ateliers était de mieux comprendre la manière dont les adolescentes perçoivent l'autonomisation et de déterminer si les composantes du cadre utilisé dans ce rapport correspondent à ces points de vue. Divers contextes ont été intentionnellement choisis pour permettre aux chercheurs de comprendre l'influence du contexte sur les vues des filles concernant l'autonomisation. Pour saisir convenablement la diversité des expériences des filles, celles qui ont participé à ces ateliers ont été divisées en trois groupes : les filles âgées de 10 à 14 ans qui étaient scolarisées et vivaient avec leurs parents ; les filles âgées de 15 à 19 ans qui n'étaient pas mariées et n'avaient pas d'enfants, dont certaines travaillaient ; et les filles âgées de 15 à 19 ans qui étaient mariées ou mères célibataires, dont certaines travaillaient également. On trouvera ci-dessous les principales conclusions de l'atelier.

Kenya

- Toutes les filles considéraient que l'éducation était essentielle à leur réussite future et à leur capacité à accéder à des emplois mieux rémunérés.
- Les filles plus âgées définissent le pouvoir comme étant la capacité de gagner de l'argent et d'être autonomes et indépendantes. Pour la plupart des filles, quel que soit leur âge, être respectueuse, obéissante, humble et serviable envers leur famille et leur communauté sont des traits communs utilisés pour décrire une personne de leur âge qui serait considérée comme un modèle.
- Les points de vue sur les rencontres sentimentales et la vie en couple variaient considérablement entre les filles sans enfants (quel que soit leur âge) et les mères adolescentes.

(suite)

ENCADRÉ 1.2 L'autonomisation telle que perçue par les adolescentes au Bénin et au Kenya *(suite)*

- Pour les premières, les partenaires étaient largement considérés comme une source de soutien, avec des ambitions similaires en matière d'éducation et d'emploi.
- En revanche, les mères adolescentes ont déclaré que les filles qui tombent enceintes très jeunes peuvent se retrouver avec des partenaires peu solidaires et avoir du mal à répondre à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Ces mères ont également souligné leur propre stress et leur mauvaise santé mentale, mais aussi la résilience dont elles font preuve en essayant de trouver du travail, d'épargner et de devenir plus indépendantes au fil du temps.
- La plupart des filles ont estimé que le manque de soutien et d'infrastructures éducatives, l'insécurité alimentaire, la pauvreté et le manque de soutien familial étaient les principaux obstacles à la réalisation de leurs objectifs. Parmi les mères adolescentes, le manque d'éducation a été cité comme un défi supplémentaire.
- Le contexte a joué un rôle clé dans la manière dont les filles ont décrit les types d'emplois auxquels les filles, qu'elles soient instruites ou non, pourraient accéder. Outre le soutien de la famille, des ami(e)s et des mentors, que la plupart des filles citent comme des sources importantes de soutien et de conseils, les mères adolescentes ont également souligné le rôle que jouent des institutions comme le gouvernement et les organisations non gouvernementales s'agissant de les aider à trouver du travail.

Bénin

- « Une fille puissante est une fille qui excelle à l'école », déclare une écolière non mariée de 10 ans à Atomey. À Atomey comme à Perma, l'éducation était considérée comme un facteur essentiel à l'accumulation de biens personnels et professionnels, ainsi qu'à la réussite dans les activités économiques futures. En outre, réussir à l'école, obtenir un diplôme d'études secondaires et envoyer ses enfants dans de bonnes écoles étaient considérés comme des éléments importants en soi. Ces vues ont peut-être été influencées par les organisations non gouvernementales d'Atomey et par la proximité d'un centre urbain, y compris les opportunités économiques qui y sont associées, à Perma.
- « Une fille puissante est une fille qui devient ce qu'elle veut être », déclare une élève non mariée de 15 ans du secondaire à Atomey. Les caractéristiques perçues comme incarnant le pouvoir varient selon les circonstances des filles, même si certaines sont communes à toutes. Les filles décrivent une fille puissante comme une personne ambitieuse, courageuse, désireuse de réussir, autonome, indépendante, zélée dans la poursuite d'une carrière et dotée de bonnes compétences en gestion financière. Une telle fille ne dépend

(suite)

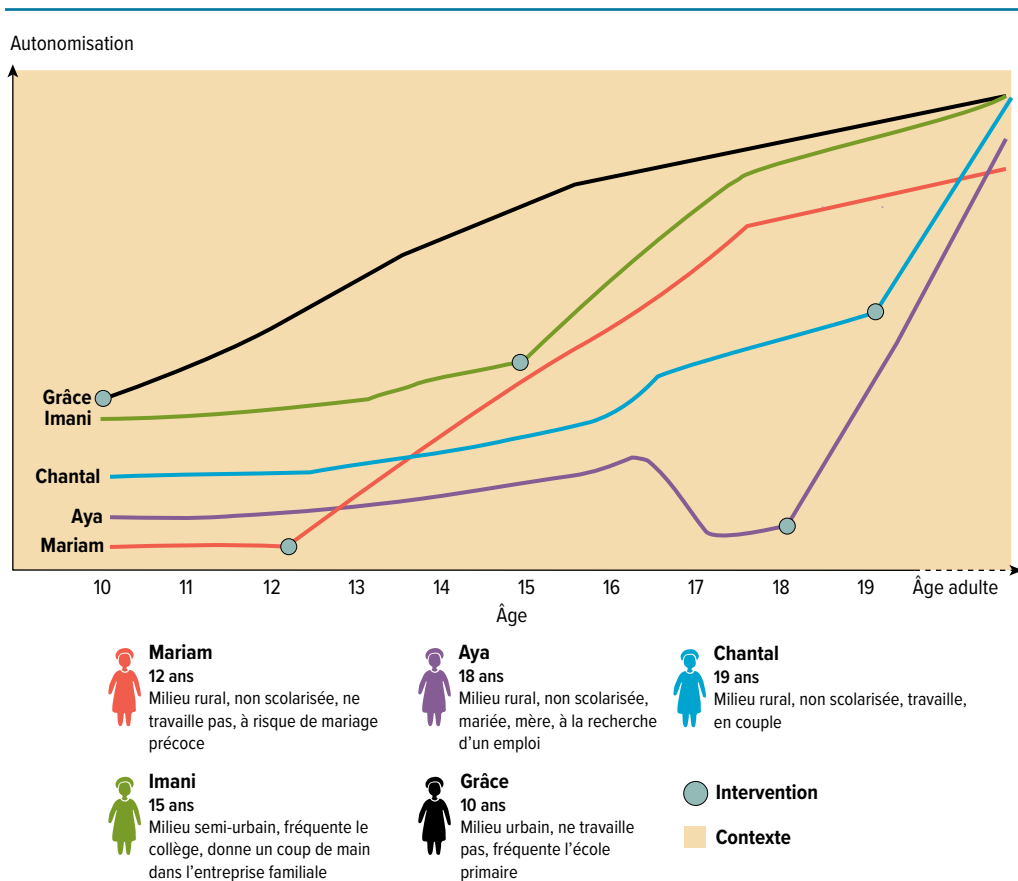
ENCADRÉ 1.2 L'autonomisation telle que perçue par les adolescentes au Bénin et au Kenya *(suite)*

pas de son mari pour son soutien ; elle a sa propre activité génératrice de revenus, contrôle ses revenus et a les compétences requises pour développer son entreprise. En outre, le travail n'est pas jugé incompatible avec la réussite scolaire, en particulier à Perma, où il est considéré comme un moyen de faire face aux petites dépenses pendant les études.

- De plus, les filles ont décrit une fille ou une jeune femme autonome comme une personne obéissante, respectueuse, sérieuse, soumise et engagée dans ses tâches domestiques ainsi que dans son travail à l'extérieur de la maison, respectant ainsi les normes de genre traditionnelles.
- Les filles des deux communautés ont décrit le manque de compétences et d'informations, en particulier en matière d'éducation financière et de compétences commerciales, le manque de capital financier et physique, de capacité de décision et d'action et de temps, ainsi que les faibles aspirations, comme des obstacles majeurs à la réalisation de leurs objectifs. Elles ont également évoqué d'autres défis tels que la sorcellerie et la jalousie. Enfin, elles ont indiqué que les grossesses précoces étaient un obstacle à la réalisation des objectifs économiques présents et futurs.
- Les filles ont souligné l'importance du capital social, du soutien communautaire et, plus particulièrement, du soutien des modèles et des personnes engagés dans les activités qu'elles aspirent à mener. Elles ont également souligné combien il importe d'avoir de bonnes compétences en communication et des comportements empathiques pour obtenir ce soutien.

Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées ou non, qu'elles soient mariées ou non, qu'elles aient des enfants ou non, ou qu'elles soient confrontées à des circonstances différentes (figure 1.7). Tout au long du rapport, ce cadre sert de guide pour évaluer la conception et l'efficacité des programmes et des politiques d'autonomisation des adolescentes, tout en reconnaissant qu'aucun programme ou intervention d'autonomisation ne répondra tout(e) seul(e) de manière adéquate aux besoins de toutes les adolescentes en Afrique. En outre, il est essentiel d'élaborer et d'appliquer des mesures qui reflètent avec précision les expériences et les progrès des filles (gros plan 1).

FIGURE 1.7 Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu’elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu’elles soient mariées ou non, et qu’elles aient des enfants ou non



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Références bibliographiques

Branson, N., and Murray Leibbrandt. 2013. "Educational Attainment and Labour Market Outcomes in South Africa, 1994–2010." Economics Department Working Paper 1021, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.

Calder, Rebecca, and Karishma Huda. 2013. "Adolescent Girls' Economic Opportunities Study, Rwanda." Development Pathways, London.

Dandona, A. 2015. "Empowerment of Women: A Conceptual Framework." *International Journal of Indian Psychology* 2 (3): 35–45.

Hanushek, Eric A., Guido Schwerdt, Ludger Woessmann, and Lei Zhang. 2017. "General Education, Vocational Education, and Labor-Market Outcomes over the Lifecycle." *Journal of Human Resources* 52 (1): 48–87.

- Hitlin, Steven, and Monica Kirkpatrick Johnson. 2015. "Reconceptualizing Agency within the Life Course: The Power of Looking Ahead." *American Journal of Sociology* 120 (5): 1429–72.
- Jones, Nicola, Sarah Baird, Joan Hicks, Megan Devonald, Eric Neumeister, Elizabeth Presler-Marshall, Abreham Iyasu, and Workneh Yadete. 2019. *Adolescent Economic Empowerment in Ethiopia*. London: Gender and Adolescence: Global Evidence.
- Kabeer, N. 1999. "Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment." *Development and Change* 30 (3): 435–64.
- Mizunoya, Suguru, Sophie Mitra, and Izumi Yamasaki. 2018. "Disability and School Attendance in 15 Low- and Middle-Income Countries." *World Development* 104: 388–403.
- Moll, Amanda L. 2018. "Adolescent Economic Empowerment in a Kenyan Urban Rural Context." PhD diss., Georgia State University, Atlanta.
- Mosedale, Sarah. 2005. "Assessing Women's Empowerment: Towards a Conceptual Framework." *Journal of International Development* 17 (2): 243–57.
- Psaki, Stephanie R., Barbara S. Mensch, and Erica Soler-Hampejsek. 2017. "Associations between Violence in School and at Home and Education Outcomes in Rural Malawi: A Longitudinal Analysis." *Comparative Education Review* 61 (2): 354–90.
- Sidle, Aubryn A. 2019. "Action on Agency: A Theoretical Framework for Defining and Operationalizing Agency in Girls' Life Skills Programs." Gendered Perspectives on International Development Working Paper 313, Michigan State University, East Lansing, MI.
- Zimmerman, Linnea A., Mengmeng Li, Caroline Moreau, Siswanto Wilopo, and Robert Blum. 2019. "Measuring Agency as a Dimension of Empowerment among Young Adolescents Globally: Findings from the Global Early Adolescent Study." *Social Science and Medicine—Population Health* 8: 100454.

GROS PLAN 1

Les défis de la mesure de l'autonomisation des filles

Henrietta Asiamah, Estelle Koussoubé et Fatima Zahra

Messages clés

- Il existe d'importantes lacunes en matière de mesure dans l'évaluation du contexte et des divers types de capitaux qui sont des composantes et des indicateurs essentiels de l'autonomisation des adolescentes, en particulier les ressources numériques.
- Les variations importantes dans la formulation des questions et en ce qui concerne les aspects de l'autonomisation des adolescentes capturés dans différentes enquêtes entravent la comparaison et la synthèse, d'où la nécessité d'efforts supplémentaires pour standardiser les mesures de base.
- Les outils de mesure de l'autonomisation des adolescentes ne diffèrent généralement pas en fonction des groupes démographiques et des transitions de la vie, ce qui souligne la nécessité d'élaborer de nouvelles mesures qui reflètent les disparités dans les expériences d'autonomisation parmi les filles.

Pourquoi il est important de mesurer les progrès en matière d'autonomisation des adolescentes

Investir dans l'autonomisation des adolescentes est de plus en plus reconnu par les décideurs et les praticiens comme un facteur déterminant de la croissance économique et du développement en Afrique. Cependant, mesurer les progrès accomplis vers cet objectif reste un défi.

Il est important de mesurer l'autonomisation des adolescentes car cela permet d'identifier les besoins et les défis spécifiques auxquels sont confrontés divers groupes d'adolescentes et d'éclairer l'élaboration de politiques et de programmes efficaces en appui à leur autonomisation. Cela permet également de suivre les progrès accomplis et d'évaluer l'impact des interventions visant à promouvoir l'autonomisation des adolescentes, ce qui est essentiel pour

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

la prise de décisions fondées sur des données probantes et l'allocation des ressources par les décideurs et les praticiens.

S'il existe une vaste documentation sur la mesure de l'autonomisation des femmes (par exemple, Buvinic *et al.* 2020 ; Donald *et al.* 2020 ; et Glennerster, Walsh and Diaz-Martin 2018)¹, les orientations en ce qui concerne la mesure de l'autonomisation des adolescentes restent limitées, en particulier dans le cas des plus jeunes. Étant donné l'importance cruciale de l'autonomisation des adolescentes, il est essentiel d'élaborer et d'appliquer des mesures qui rendent compte avec précision des expériences et des progrès des filles. Il est également important de reconnaître que l'autonomisation des adolescentes diffère de l'autonomisation des femmes et qu'il peut être plus pertinent de mesurer différents aspects des composantes de l'autonomisation des adolescentes pour certains groupes d'adolescentes que pour d'autres.

Dans ce gros plan, sont examinés les outils d'enquête issus des évaluations d'impact récentes des programmes visant à améliorer les résultats en matière d'autonomisation des filles. L'objectif est d'identifier les lacunes dans la mesure des principaux résultats en matière d'autonomisation et de fournir des orientations aux chercheurs et aux parties prenantes concernant la mesure de l'autonomisation des adolescentes. Cette analyse se concentre sur ces enquêtes spécifiques, plutôt que sur des enquêtes à grande échelle comme les enquêtes démographiques et sanitaires et les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour deux raisons principales. Tout d'abord, les composantes de l'autonomisation couvertes dans ces deux enquêtes mettent principalement l'accent sur l'autonomisation telle qu'elle s'applique aux femmes, sans distinction entre les adolescentes plus âgées et les femmes. Ensuite, ces enquêtes à grande échelle couvrent des composantes limitées, telles que l'éducation et l'emploi du temps, pour les adolescentes plus jeunes. Ainsi, l'identification des lacunes en matière de mesure au moyen d'enquêtes adaptées spécifiquement aux programmes d'autonomisation des adolescentes permet d'examiner plus clairement ces lacunes que le recours à des enquêtes visant à mesurer le développement humain ou la santé reproductive de manière plus générale.

Pour identifier les lacunes dans la mesure des résultats en matière d'autonomisation des filles, ce rapport examine les outils d'enquête, notamment les questionnaires destinés aux adolescentes, les questionnaires sur les ménages et les questionnaires sur les communautés, lorsqu'ils sont disponibles, issus de dix études d'évaluation d'impact menées par le Laboratoire d'innovation en matière de genre en Afrique de la Banque mondiale et le Population Council en collaboration avec d'autres partenaires. Ces études portent sur les programmes visant à autonomiser les adolescentes en Afrique.

Le tableau S1A.1 de l'annexe S1A présente une brève description de ces études, y compris des informations sur les interventions menées dans le cadre des programmes étudiés. Pour chaque étude, l'annexe répertorie les indicateurs d'autonomisation mesurés dans les enquêtes au regard des composantes décrites dans le cadre conceptuel du rapport (présenté au chapitre 1)². Cet exercice permet de mieux comprendre les lacunes en matière de mesure de l'autonomisation des adolescentes, car il permet d'examiner la question de savoir si les indicateurs et mesures clés de l'autonomisation identifiés dans le cadre conceptuel ont été inclus dans les enquêtes, comment ils ont été mesurés et pour quels sous-groupes de population (par exemple, adolescentes plus jeunes ou plus âgées ou filles mariées ou célibataires). Il permet également d'examiner les questions spécifiques utilisées pour mesurer ces indicateurs. Bien que le rapport n'ait pas pour objectif de discuter en détail des points forts et des limites de chaque question, cette analyse permet d'évaluer la variation des mesures dans les enquêtes et entre celles-ci.

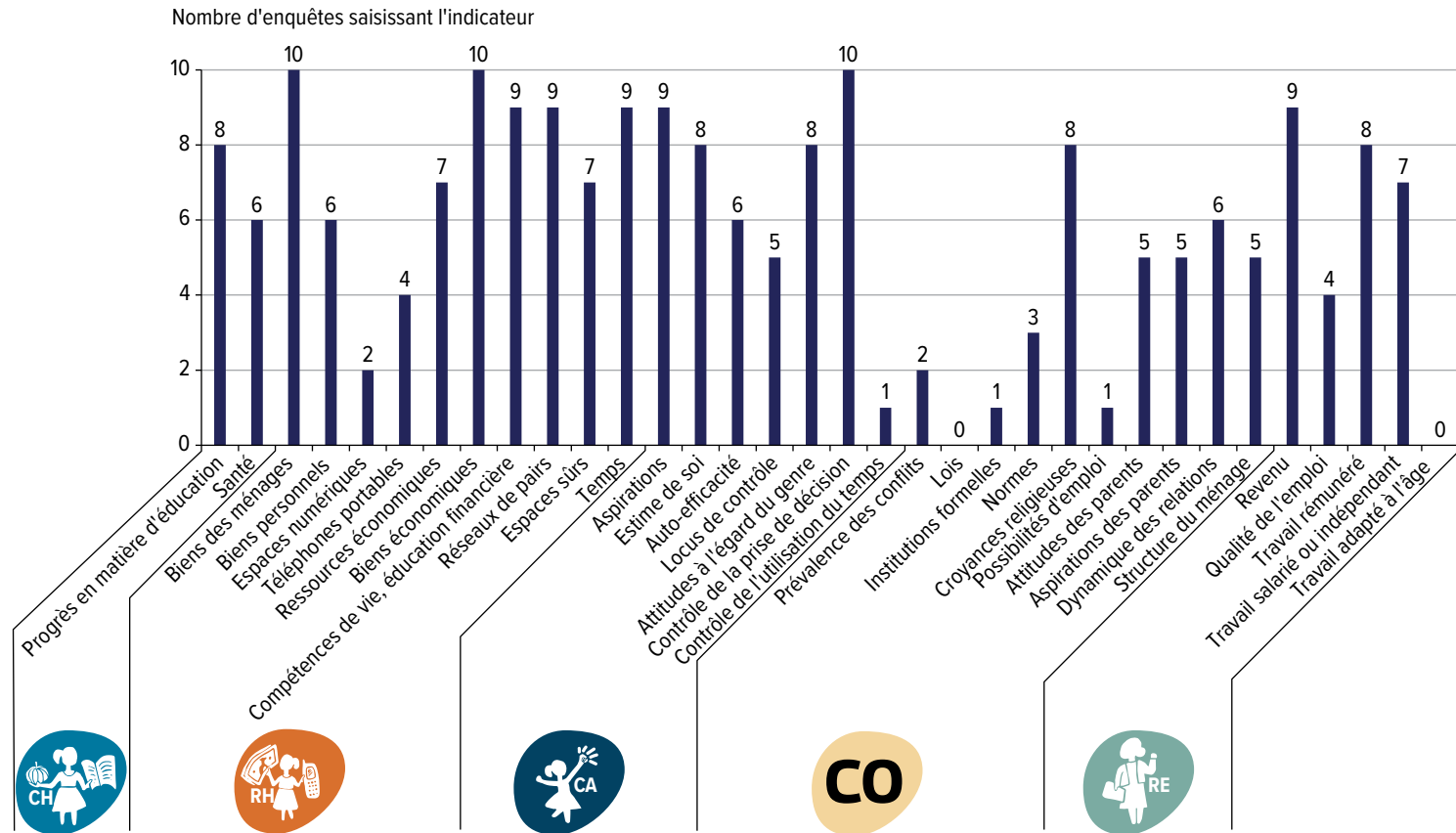
Lacunes en matière de mesure de l'autonomisation des adolescentes selon les outils d'enquête récents

Lacunes générales

Une fois répertoriés les outils d'enquête et les questions spécifiques utilisées dans les enquêtes, cette analyse révèle des lacunes importantes dans les mesures de l'autonomisation saisies par ces outils et questions, par rapport aux composantes et indicateurs clés mis en évidence dans le cadre conceptuel du rapport. Ces lacunes sont particulièrement prononcées dans le cas des composantes contexte, ressources et réalisations économiques.

Comme prévu, compte tenu de la nature des études analysées (c'est-à-dire des évaluations d'impact conçues pour évaluer l'efficacité de programmes et d'interventions spécifiques), on constate une importante lacune en matière de mesure dans toutes les enquêtes en ce qui concerne la composante contexte. Par exemple, aucune des enquêtes examinées ne comportait de questions liées aux lois statutaires ni aux cadres juridiques. Cependant, même s'il est compréhensible que ces enquêtes n'aient pas permis de collecter des données sur des lois qui présenteraient peu de variations à des fins d'analyse, une seule enquête a permis de recueillir des informations sur la disponibilité et les caractéristiques des services et des installations essentiels à l'autonomisation des adolescentes, tels que les écoles, les établissements de santé, les installations de formation aux compétences techniques, les services juridiques, les services financiers et les possibilités d'emploi. En outre, seules deux enquêtes ont mesuré la prévalence ou la durée des conflits et de la violence

FIGURE S1.1 Les outils d'enquête permettent de saisir les indicateurs de l'autonomisation des adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : CA = capacité de décision et d'action ; CH = fondamentaux du capital humain ; CO = contexte ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes.

locale, qui sont des facteurs contextuels cruciaux affectant l'autonomisation des adolescentes.

Lorsque l'on examine les indicateurs d'autonomisation des adolescentes (figure S1.1), on constate que les questions sur l'accès au capital numérique et aux connaissances liées aux compétences numériques, deux éléments importants pour les moyens de subsistance actuels et futurs, sont également limitées à deux à quatre enquêtes. L'analyse révèle également que les questions sur le contrôle de l'utilisation du temps en tant qu'indicateur de la capacité de décision et d'action n'ont été abordées que dans une seule enquête. En outre, seules quatre enquêtes comportaient des questions sur la qualité de l'emploi, et aucune ne comportait de questions sur le travail adapté à l'âge³. Si des mesures spécifiques telles que le revenu, le temps consacré au travail et le fait d'avoir un travail rémunéré sont souvent utilisées pour mesurer les réalisations économiques, il convient de noter que tous les types de travail ne sont pas associés à une plus grande autonomisation. Par exemple, les emplois précaires, les emplois avec de longues heures de travail et une faible rémunération, ainsi que les emplois à risque ne sont pas considérés comme des formes d'emploi souhaitables. Il est donc essentiel de mesurer la qualité de l'emploi et l'adéquation du travail à l'âge des adolescentes pour offrir une compréhension plus complète de leur autonomisation. Cela peut aider à éclairer la conception de programmes et de politiques visant à créer des conditions de travail favorables.

Lacunes spécifiques

Le tableau S1.1 donne un aperçu détaillé des lacunes en matière de mesure associées à chaque indicateur d'autonomisation des adolescentes, tel que défini dans le cadre conceptuel. Il met l'accent sur trois facteurs:

1. Un indicateur est-il mal couvert (défini ici comme étant mesuré dans moins de sept des enquêtes examinées)⁴ ?
2. Les questions utilisées dans les enquêtes saisissent-elles différents aspects d'un indicateur (par exemple, les questions mesurent-elles des aspects tels que la possession ou l'utilisation d'un téléphone portable) ?
3. Les questions liées au même aspect d'un indicateur sont-elles posées de différentes manières (par exemple, les questions sur le temps consacré au travail sont-elles posées en référence à différentes périodes de rappel) ?

TABLEAU S1.1 La mesure de l'autonomisation des adolescentes à l'aide des outils d'enquête existants présente de nombreuses lacunes

Composantes et indicateurs	L'indicateur est-il mal couvert (c'est-à-dire inclus dans moins de sept enquêtes) ?	Les questions couvrent-elles différents aspects selon les enquêtes ?	Existe-t-il de grandes différences dans la formulation des questions ?
Fondamentaux du capital humain			
Progrès en matière d'éducation (scolarisation, inscription, redoublement, assiduité)	Non	Oui	Oui
Santé (santé sexuelle et reproductive, santé mentale, nutrition)	Oui	Oui	Oui
Capital physique et numérique			
Biens du ménage	Non	Non	Non
Biens personnels	Oui	Non	Non
Accès aux espaces numériques et aux téléphones portables	Oui	Oui	Non
Capital financier			
Accès aux ressources économiques (comptes bancaires, prêts)	Non	Oui	Non
Actifs économiques (épargne)	Non	Oui	Non
Connaissances et compétences			
Compétences de vie et éducation financière	Non	Oui	Non
Capital social			
Réseaux de pairs	Non	Oui	Non
Accès à des espaces sûrs	Non	Oui	Non
Temps			
Temps consacré à des activités productives	Non	Non	Oui
Établissement d'objectifs			
Aspirations en matière d'éducation, de travail, de mariage et de grossesse	Non	Oui	Non

(suite)

TABLEAU S1.1 La mesure de l'autonomisation des adolescentes à l'aide des outils d'enquête existants présente de nombreuses lacunes (*suite*)

Composantes et indicateurs	L'indicateur est-il mal couvert (c'est-à-dire inclus dans moins de sept enquêtes) ?	Les questions couvrent-elles différents aspects selon les enquêtes ?	Existe-t-il de grandes différences dans la formulation des questions ?
Sentiment de sa capacité de décision et d'action			
Auto-efficacité, estime de soi et locus de contrôle	Non	Non	Oui
Attitudes à l'égard du genre	Non	Oui	Oui
Contrôle			
Contrôle de la prise de décision	Non	Non	Oui
Contrôle de l'utilisation du temps	Oui	Non	Non
Situation de fragilité, de conflit et de violence			
Prévalence des conflits	Oui	Non	Non
Lois statutaires et cadre juridique			
Lois relatives au genre, aux ressources, au travail, à l'âge, et acceptabilité de la violence	Oui	S.O.	S.O.
Institutions formelles			
Présence et caractéristiques des institutions formelles, y compris écoles et établissements de santé et services professionnels, juridiques et financiers	Oui	Non	Non
Normes et religion			
Normes relatives au genre, à l'accès et à l'utilisation des ressources, au travail, à l'âge du mariage et à l'acceptabilité de la violence	Oui	Non	Non
Croyances religieuses	Non	Non	Non
Possibilités d'emploi			
Accès à l'emploi en fonction du secteur	Oui	Non	Non
Qualité des possibilités d'emploi disponibles	Oui	Non	Non
Contexte du ménage			
Attitudes des parents et des membres du ménage à l'égard du genre	Oui	Non	Non
Aspirations des parents en matière d'éducation et de travail des filles	Oui	Non	Non

(suite)

TABLEAU S1.1 La mesure de l'autonomisation des adolescentes à l'aide des outils d'enquête existants présente de nombreuses lacunes (*suite*)

Composantes et indicateurs	L'indicateur est-il mal couvert (c'est-à-dire inclus dans moins de sept enquêtes) ?	Les questions couvrent-elles différents aspects selon les enquêtes ?	Existe-t-il de grandes différences dans la formulation des questions ?
Dynamique des relations au sein des ménages : discussions et coopération entre les membres du ménage	Oui	Oui	Non
Structure et composition du ménage	Oui	Non	Non
Résultats sur le marché du travail			
Revenu	Non	Oui	Non
Qualité de l'emploi	Oui	Non	Non
Travail rémunéré	Non	Non	Oui
Emploi salarié ou indépendant	Non	Non	Oui
Travail adapté à l'âge	Oui	Non	Non

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Dans la plupart des cas, les questions portent sur différents aspects d'indicateurs spécifiques, ce qui rend difficile toute comparaison de mesures spécifiques entre les enquêtes. De plus, les énoncés utilisés pour construire des mesures subjectives et composites, notamment celles liées à l'auto-efficacité, au locus de contrôle et aux attitudes envers le genre, présentent des différences majeures d'une enquête à l'autre. Bien qu'un certain niveau de variation soit à prévoir — en particulier en ce qui concerne les mesures composites — compte tenu des différents contextes d'enquête, cette variation peut également refléter d'autres aspects de l'élaboration des instruments. Ces aspects peuvent comprendre la méconnaissance des outils de mesure existants et l'absence de consensus sur la manière de mesurer certains résultats en matière d'autonomisation, notamment le contrôle de l'utilisation du temps et la qualité de l'emploi, ainsi que l'absence d'outils validés pouvant être utilisés pour créer de nouvelles enquêtes. En outre, les tentatives de réduction de la longueur des enquêtes, au détriment de la prise en compte de certaines

composantes de l'autonomisation, pourraient contribuer à cette variation. De plus, l'absence d'une théorie claire du changement ou d'un cadre conceptuel lors de la conception des outils d'enquête pourrait expliquer pourquoi certains indicateurs spécifiques ne sont pas bien couverts.

Lacunes selon les groupes démographiques

Pour l'ensemble des composantes et indicateurs couverts par les enquêtes, on constate très peu de variation dans les types de questions posées aux filles selon les groupes démographiques, notamment les filles plus jeunes (de 10 à 14 ans) et plus âgées (de 15 à 19 ans), les filles scolarisées ou non scolarisées, les filles mariées ou célibataires, les filles avec ou sans enfants, et les filles qui résident en milieu rural ou urbain. Plus précisément, dans certaines enquêtes, les questions sur la santé sexuelle et reproductive n'étaient posées qu'aux adolescentes plus âgées. De même, certaines enquêtes ont limité les questions sur la santé reproductive aux filles mariées ou aux filles connues pour être en couple. Les filles qui n'étaient pas scolarisées ont été interrogées sur les raisons de leur abandon scolaire, leurs intentions de retourner à l'école et leur niveau d'éducation, tandis que les filles scolarisées ont été interrogées sur l'absentéisme et les résultats scolaires dans certaines enquêtes. Aucune différence n'a été constatée dans les questions relatives aux différentes composantes de l'autonomisation en fonction du statut en matière de procréation ou du lieu de résidence. Il est toutefois important de noter que toutes les enquêtes ne représentent pas différents groupes de filles et que, par conséquent, les comparaisons se limitent aux enquêtes dans lesquelles les deux sous-groupes d'un groupe démographique particulier (par exemple, les filles plus jeunes et les filles plus âgées) étaient présents. Le fait que les types de questions posées varient peu d'un groupe démographique à l'autre peut limiter la conceptualisation et la compréhension des nuances et des expériences spécifiques des divers sous-groupes de filles.

Il est possible de faire progresser la mesure de l'autonomisation des adolescentes, mais il faut en priorité remédier aux lacunes existantes

Ce gros plan met en lumière les défis liés à la mesure de l'autonomisation des adolescentes et fait ressortir plusieurs conclusions essentielles. Il révèle que les enquêtes se concentrent généralement sur des composantes et des indicateurs spécifiques de l'autonomisation, tels que le capital humain, le sentiment de

capacité de décision et d'action, le capital social, les résultats sur le marché du travail et le contrôle. Cependant, la sélection et la couverture des indicateurs au sein de ces composantes varient, ce qui rend difficiles les comparaisons entre les études. En outre, le gros plan fait ressortir des lacunes importantes dans la mesure des indicateurs d'autonomisation, en particulier dans des domaines tels que le contexte et le capital numérique et certains aspects des réalisations économiques. L'absence de questions standardisées et la variation des énoncés utilisés pour les mesures subjectives et composites compliquent encore davantage la comparabilité et la synthèse des résultats d'analyse.

Pour relever ces défis, il est essentiel de se concentrer sur la conceptualisation, l'amélioration de la standardisation et l'harmonisation de certaines mesures et approches clés. Il est également nécessaire de hiérarchiser ces efforts. Des progrès considérables ont notamment été réalisés dans l'élaboration de mesures validées pour l'autonomisation des femmes, comme en témoignent des initiatives telles que l'initiative Mesures pour l'avancement de l'égalité des sexes de la Banque mondiale et l'Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, entre autres. Des composantes clés de l'autonomisation des adolescentes telles que la capacité de décision et d'action, y compris les indicateurs liés à l'établissement d'objectifs et au sentiment de capacité de décision et d'action, et le contexte, notamment le contexte familial, peuvent tirer parti des progrès réalisés dans la mesure de l'autonomisation des femmes. Il existe un chevauchement conceptuel substantiel entre l'autonomisation des femmes et l'autonomisation des adolescentes dans ces domaines. Toutefois, certains aspects de la capacité de décision et d'action des adolescentes, comme le contrôle de la prise de décision et les réalisations économiques, diffèrent sensiblement de ceux de l'autonomisation des femmes. Ces domaines doivent être prioritaires dans les efforts visant à affiner les concepts et à élaborer de nouvelles mesures. Par ailleurs, ces efforts devraient garantir que les cadres et les mesures puissent prendre en compte les différences dans les résultats de l'autonomisation des filles en fonction de leurs caractéristiques démographiques et de leur situation.

En outre, il faut élaborer des outils de mesure capables de saisir les composantes de l'autonomisation qui ne sont pas bien prises en compte par les outils existants. Il s'agit notamment d'élaborer des instruments au niveau communautaire qui permettent d'examiner les indicateurs liés au contexte de l'autonomisation des adolescentes dans des domaines où il y a peu de chevauchement avec des mesures

similaires de l'autonomisation des femmes. Des lignes directrices claires pour les chercheurs et les autres parties prenantes, guidées par des cadres conceptuels solides, sont nécessaires pour accroître la comparabilité et la fiabilité des résultats.

Il est recommandé que ces lignes directrices soient élaborées dans le cadre d'un processus de consultation approfondie avec de multiples parties prenantes afin de produire un recueil complet de mesures bénéficiant d'un large soutien dans le domaine. S'il est vrai que toutes les mesures ne peuvent pas être incluses dans toutes les enquêtes, compte tenu de considérations relatives au budget et au temps requis pour les personnes interrogées, disposer d'un référentiel de mesures parmi lesquelles choisir contribuerait à mieux faire comprendre les facteurs qui influencent l'autonomisation des adolescentes et faciliterait la conception d'interventions ciblées qui répondent efficacement aux divers besoins et aspirations des adolescentes.

Annexe S1A. Évaluations de l'impact de dix programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique

Le tableau S1A.1 présente une brève description des dix évaluations d'impact analysées dans ce gros plan.

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes (Adoho <i>et al.</i> 2014)	Augmenter les possibilités d'emploi et les revenus des jeunes femmes en leur dispensant une formation aux moyens de subsistance et aux compétences de vie et en facilitant leur transition vers un travail productif.	<ul style="list-style-type: none"> Formation des filles aux compétences en création d'entreprise, aux compétences professionnelles, ou les deux, en ciblant les secteurs à forte demande de main-d'œuvre ; comprenant six mois de formation en classe suivis de six mois de stage et de soutien Les résultats mesurés comprenaient les résultats économiques (emploi, revenu, comportements en matière d'épargne et d'investissement), les indicateurs d'autonomisation sociale (y compris la mobilité, la prise de décision et la confiance en soi) et les indicateurs au niveau des ménages (tels que la sécurité alimentaire et les attitudes du chef de ménage à l'égard des normes de genre). 	16–27 ans	Libéria	Milieu rural et urbain
Initiative pour les adolescentes du Rwanda (Botea, Chakravarty and Haddock 2015)	Améliorer l'emploi, les revenus et l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes défavorisées et tester deux modèles intégrés pour promouvoir cet objectif.	<ul style="list-style-type: none"> Formation professionnelle dispensée aux filles dans les domaines de la cuisine, de l'artisanat, de la transformation des aliments et de l'agriculture. La formation a été proposée dans neuf centres de formation professionnelle répartis dans quatre districts. Les résultats mesurés comprenaient l'occupation d'un emploi non agricole, l'occupation d'un emploi salarié ou la participation à des stages, un revenu en espèces provenant d'une activité génératrice de revenus, la possession d'un compte d'épargne et le montant épargné. 	16–24 ans	Rwanda	Milieu rural et urbain

(suite)

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique *(suite)*

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Les sœurs du succès (Koroknay-Palicz, Montalvao and Seban 2017)	Encourager les filles à adopter des comportements sains, à renforcer leur confiance et leur estime de soi, à connaître et exercer leurs droits, à développer des habitudes d'épargne et d'éducation financière et à accroître leur participation et leur implication dans la communauté, et les aider à œuvrer à la réalisation de leurs propres objectifs de développement personnel.	<ul style="list-style-type: none"> • Mentors assignés de manière aléatoire à des filles ; les mentors ont suivi un programme d'enseignement précis ciblant divers aspects du développement des filles. • Les résultats mesurés comprenaient la probabilité pour les filles d'abandonner l'école ; les comportements sexuels à risque et la probabilité de tomber enceinte lorsqu'elles étaient mineures ; la capacité de faire entendre sa voix et d'avoir de l'influence ; le choix professionnel ; le revenu et l'épargne ; les attitudes et les aspirations ; l'accès aux ressources (temps, argent et soutien social) ; les compétences de vie ; l'influence des pairs et l'accès à des modèles ; et l'auto-efficacité, la confiance en soi et l'estime de soi. 	12–15 ans	Libéria	Milieu urbain

(suite)

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique (*suite*)

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Programme d'autonomisation des adolescentes (Austrian <i>et al.</i> 2020)	Renforcer les ressources sanitaires, sociales et économiques des filles vulnérables ; réduire les mariages d'enfants et les grossesses non désirées.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de réunions hebdomadaires de groupe de filles animées par des mentors sur la santé, les compétences de vie et l'éducation financière pendant deux ans. Les autres composantes du programme comprenaient un bon de santé pour les services de bien-être général et de santé reproductive et un compte d'épargne adapté aux adolescents. • Les résultats mesurés comprenaient l'estime de soi, les réseaux sociaux, les attitudes et les comportements liés au genre, le travail et l'épargne, l'état nutritionnel, les compétences en lecture et en calcul, la fonction cognitive, les connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive et le comportement sexuel. 	10–19 ans	Zambie	Milieu urbain et rural
Autonomisation et moyens de subsistance pour les adolescentes (Bandiera <i>et al.</i> 2020)	Donner aux adolescentes les moyens de faire face aux défis économiques et aux problèmes de santé sexuelle et reproductive.	<ul style="list-style-type: none"> • Formation aux compétences de vie pour renforcer les connaissances et réduire les comportements à risque et formation professionnelle pour permettre aux filles de créer de petites entreprises. • Les résultats mesurés comprenaient les connaissances liées au VIH et à la grossesse, la création de petites entreprises, la probabilité que les filles s'engagent dans des activités génératrices de revenus et l'exercice d'un travail indépendant par les filles. 	14–20 ans	Ouganda	Milieu urbain et rural

(suite)

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique (*suite*)

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Autonomiser les filles (Özler <i>et al.</i> 2020)	Doter les adolescentes des compétences de vie nécessaires pour faire des choix de vie sains et stratégiques et pour se protéger des atteintes sexuelles.	<ul style="list-style-type: none"> • Adolescentes invitées à rejoindre des groupes de mentorat locaux dirigés par des mentors formés, afin d'apprendre des compétences de vie et l'éducation financière et pour ouvrir des comptes d'épargne avec des capitaux de départ. • Les résultats mesurés comprenaient l'incidence de la violence sexuelle, la scolarisation et l'achèvement de la scolarité, le mariage tardif et la fécondité, l'estime de soi, la confiance en soi, l'auto-efficacité, les connaissances en matière de finance et de santé et les attitudes à l'égard du genre. 	13–14 ans	Libéria	Milieu rural
Initiative pour les adolescentes — Kenya Equip (Austrian <i>et al.</i> 2021)	Améliorer l'éducation, la santé et les résultats économiques des adolescentes.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'interventions multisectorielles, notamment des dialogues communautaires sur le rôle et la valeur des filles, transfert monétaire conditionnel pour l'éducation, tenue de réunions de groupe hebdomadaires pour les filles avec une formation en matière de santé et de compétences de vie, ainsi qu'une formation en éducation financière et des incitations aux activités d'épargne. • Les résultats mesurés comprenaient l'expérience de la violence, les attitudes soucieuses d'équité entre les sexes, la réussite scolaire, les connaissances et les comportements liés à la santé sexuelle et reproductive, les connaissances et les comportements liés aux finances et à la création de revenus, et les compétences en matière de prise de décision. 	11–15 ans	Kenya	Milieu urbain et rural

(suite)

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique *(suite)*

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Promouvoir les rapports sexuels protégés auprès des adolescents en Tanzanie (Shah <i>et al.</i> 2022)	Motiver les filles à adopter des comportements sûrs pour améliorer leur santé sexuelle et reproductive.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à profit des clubs ELA, où les adolescentes ont reçu une éducation aux compétences de vie et à la santé sexuelle et reproductive ; proposition d'une intervention d'établissement d'objectifs au cours de laquelle les filles ont été invitées à s'engager à rester exemptes du VIH et des infections sexuellement transmissibles et à élaborer trois stratégies spécifiques pour atteindre cet objectif. En outre, il a été proposé aux partenaires masculins des filles une intervention sous forme d'un match de football qui a permis d'éduquer les jeunes hommes et de les inspirer à faire de meilleurs choix en matière de santé sexuelle et reproductive. • Les résultats mesurés comprenaient les cas de violence conjugale signalés par des femmes, l'activité sexuelle signalée, les grossesses et la connaissance des méthodes de contraception ; les comportements en matière de santé (y compris la consommation d'alcool, le tabagisme, la socialisation et les cas de santé mentale et physique déclarés par l'intéressée) ; et les comportements économiques (y compris l'épargne et la situation professionnelle, ainsi que d'autres indicateurs comportementaux, notamment la prise de risque et l'optimisme). 	12–24 ans	Tanzanie	Milieu urbain et rural

(suite)

TABLEAU S1A.1 Évaluations d'impact des programmes visant à améliorer l'autonomisation des adolescentes en Afrique (*suite*)

Programme (Intitulé)	Objectif du programme	Description du programme et résultats mesurés	Tranche d'âge	Pays	Milieu rural/urbain
Micro-franchisage au Kenya (Brudevold-Newman <i>et al.</i> 2023)	Promouvoir l'entrepreneuriat féminin.	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'une formation adaptée à l'entreprise, de capitaux, de liens avec la chaîne d'approvisionnement, d'une formation aux compétences de vie et d'un mentorat continu ; transfert en espèces ponctuel sans restriction offert aux femmes, sans aucun service supplémentaire. • Les résultats mesurés comprenaient la probabilité d'être travailleuse indépendante et l'amélioration des niveaux de revenu et du bien-être général (indice des conditions de vie, indice de sécurité alimentaire, bien-être actuel et bien-être futur). 	18–19 ans	Kenya	Milieu urbain
Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (Boulhane <i>et al.</i> 2024)	Autonomiser les filles et les femmes aux niveaux individuel, communautaire et sociétal.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à la disposition des adolescentes d'espaces sûrs où elles peuvent acquérir des compétences de vie et recevoir des informations sur la santé sexuelle et reproductive. • Les résultats mesurés comprenaient la participation à une activité génératrice de revenus, les aspirations, la fécondité, le mariage, l'estime de soi et l'auto-efficacité, les attitudes à l'égard du genre, la prise de décision et les connaissances et comportements en matière de santé sexuelle et reproductive. 	10–19 ans	Côte d'Ivoire	Milieu urbain et rural

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Note : ELA = *Empowerment and Livelihood for Adolescents* (Autonomisation et moyens de subsistance pour les adolescents) ; VIH = virus de l'immunodéficience humaine.

Notes

1. L'intensification des efforts de mesure a été renforcée par le lancement d'initiatives telles que l'Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture, lancée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain et l'initiative *Feed the Future* de l'Agence des États-Unis pour le développement international. En outre, l'initiative Mesures pour l'avancement de l'égalité des sexes de la Banque mondiale, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, l'International Rescue Committee et des chercheurs de l'Université d'Oxford, ainsi que le Center for Global Development et le Women's Economic Empowerment Measurement Learning Collaborative de Data2X et l'initiative *Evidence-based Measures of Empowerment for Research on Gender Equality* de l'Université de Californie à San Diego, ont contribué à cet effort.
2. Le cadre conceptuel du rapport fait ressortir un certain nombre de composantes clés qui contribuent collectivement à l'autonomisation des adolescentes, à savoir : les fondamentaux du capital humain, qui comprennent les progrès en matière d'éducation et la santé ; les ressources habilitantes, qui concernent le développement des connaissances et des compétences, le capital financier, le capital physique et numérique, le capital social et l'allocation du temps; la capacité de décision et d'action, qui comprend des aspects comme l'établissement d'objectifs, le sentiment d'avoir la capacité de décider et d'agir et le contrôle ; le contexte, qui englobe les situations de fragilité, de conflit et de violence, les lois statutaires et les cadres juridiques, les institutions formelles, les normes et la religion, les possibilités d'emploi et le contexte familial ; et les réalisations économiques, qui s'articulent autour des résultats du marché du travail.
3. La Convention sur l'âge minimum (Convention 138) de l'Organisation internationale du Travail fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi dans les États membres qui ont ratifié la Convention à 15 ans pour les travaux ordinaires (13 ans pour les travaux légers). Les pays en développement ont la possibilité de fixer un âge de 14 ans pour les travaux ordinaires et de 12 ans pour les travaux légers. Les travaux légers sont définis comme des travaux qui ne sont pas susceptibles de nuire à la santé ou au développement des enfants et qui ne portent pas préjudice à leur fréquentation scolaire, à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelle approuvés par l'autorité compétente ou à leur capacité de bénéficier de l'instruction reçue. Pour les travaux dangereux, l'âge minimum est fixé à 18 ans.
4. Si un seuil inférieur est utilisé pour qu'un indicateur soit bien couvert (cinq enquêtes au lieu de sept), des lacunes importantes en termes de couverture des indicateurs sont toujours constatées.

Références bibliographiques

- Adoho, Franck, Shubha Chakravarty, Dala T. Korkoyah Jr., Mattias Lundberg, and Afa Tasneem. 2014. “The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia.” Policy Research Working Paper 6832, World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17718>.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Jere R. Behrman, Jean Digitale, Natalie Jackson Hachonda, Maximillian Bweupe, and Paul C. Hewett. 2020. “The Impact of the Adolescent Girls Empowerment Program (AGEP) on Short and Long Term Social, Economic, Education and Fertility Outcomes: A Cluster Randomized Controlled Trial in Zambia.” *BMC Public Health* 20 (1): 349.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Beth Kangwana, Yohannes Dibaba Wado, Benta Abuya, and John A. Maluccio. 2021. “Impacts of Two-Year Multisectoral Cash Plus Programs on Young Adolescent Girls’ Education, Health and Economic Outcomes: Adolescent Girls Initiative–Kenya (AGI-K) Randomized Trial.” *BMC Public Health* 21 (1): 2159. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-12224-3>.
- Bandiera, Oriana, Niklas Buehren, Robin Burgess, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Imran Rasul, and Munshi Sulaiman. 2020. “Women’s Empowerment in Action: Evidence from a Randomized Control Trial in Africa.” *American Economic Journal: Applied Economics* 12 (1): 210–59.
- Botea, Ioana, Shubha Chakravarty, and Sarah Haddock. 2015. “The Adolescent Girls Initiative in Rwanda: Final Evaluation Report.” World Bank, Washington, DC.
- Boulhane, Othmane, Claire Boxho, Désiré Kanga, Estelle Koussoubé, and Léa Rouanet. 2024. “Empowering Adolescent Girls through Safe Spaces and Accompanying Measures in Côte d’Ivoire.” Policy Research Working Paper 10721, World Bank, Washington, DC.
- Brudevold-Newman, Andrew, Maddalena Honorati, Pamela Jakiela, Owen Ozier, and Gerald Ipapa. 2023. “A Firm of One’s Own: Experimental Evidence on Credit Constraints and Occupational Choice.” Working Paper 646, Center for Global Development, Washington, DC. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/firm-ones-own-experimental-evidence-credit-constraints-and-occupational-choice.pdf>.
- Buvinic, Mayra, Megan O’Donnell, James C. Knowles, and Shelby Bourgault. 2020. *Measuring Women’s Economic Empowerment: A Compendium of Selected Tools*. Washington, DC: Data2x and the Center for Global Development.
- Donald, Aletheia, Gayatri Koolwal, Jeannie Annan, Kathryn Falb, and Markus Goldstein. 2020. “Measuring Women’s Agency.” *Feminist Economics* 26 (3): 200–26.

- Glennerster, Rachel, Claire Walsh, and Lucia Diaz-Martin. 2018. "A Practical Guide to Measuring Women's and Girls' Empowerment in Impact Evaluations." Gender Sector, Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA.
- Koroknay-Palicz, Tricia, Joao Montalvao, and Juliette Seban. 2017. "Sisters of Success: Measuring the Impact of Mentoring and Girls' Groups in Supporting Girls' Transition into Adolescence and Adulthood, in Liberia." Innovation for Poverty Action, New York.
- Özler, Berk, Kelly Hallman, Marie-France Guimond, Elizabeth A. Kelvin, Marian Rogers, and Esther Karnley. 2020. "Girl Empower—A Gender Transformative Mentoring and Cash Transfer Intervention to Promote Adolescent Wellbeing: Impact Findings from a Cluster-Randomized Controlled Trial in Liberia." *Social Science and Medicine—Population Health* 10: 100527. <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2019.100527>.
- Shah, Manisha, Jennifer Seager, Joao Montalvao, and Markus Goldstein. 2022. "Two Sides of Gender: Sex, Power, and Adolescence." Policy Research Working Paper 10072, World Bank, Washington, DC.



CHAPITRE 2

Que savons-nous des expériences des adolescentes en Afrique ?

Kehinde Ajayi et Vrinda Sharma

Messages clés

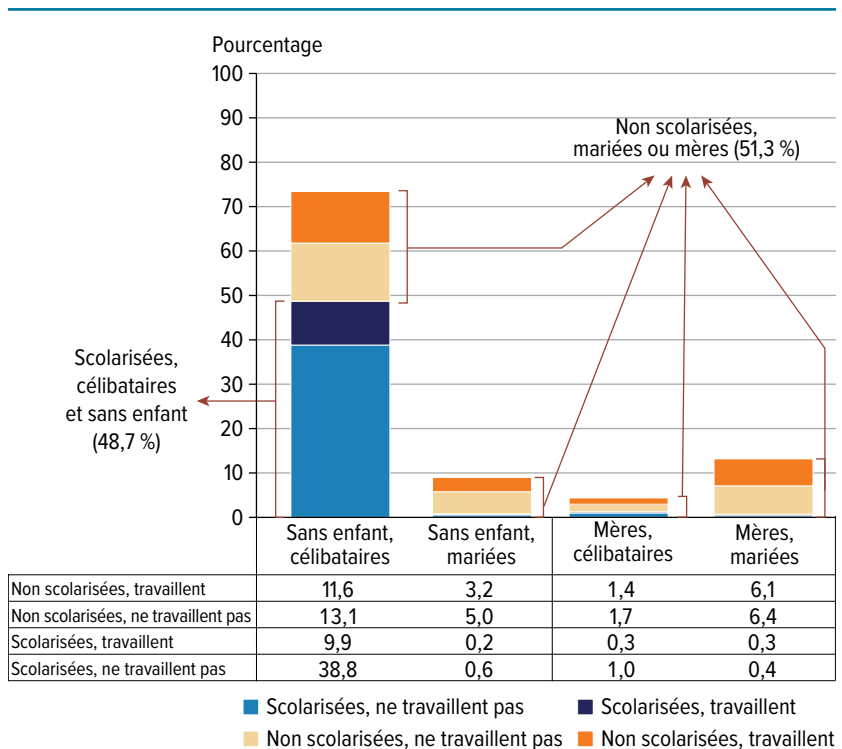
- Bien que les taux de scolarisation des jeunes adolescentes (10-14 ans) aient dépassé 80 % dans de nombreux pays africains, plus de la moitié des filles de 15 à 19 ans en Afrique ne sont pas scolarisées, sont mariées ou ont un enfant.
- Les adolescentes sont plus susceptibles que les adolescents d'être mariées, d'avoir des enfants, d'être déscolarisées et sans travail. Les filles connaissent également une augmentation plus marquée que les garçons des taux de mariage, de maternité et d'abandon scolaire lorsqu'elles passent de l'adolescence à l'âge adulte.
- Alors que les taux de scolarisation des filles ont considérablement augmenté en Afrique au cours de la dernière décennie, les tendances régionales en matière de mariage et de maternité des adolescentes sont contrastées.
- La répartition des expériences des adolescentes varie d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, reflétant en partie l'environnement culturel, social, juridique et économique de ces jeunes filles. Les différences dans les expériences des adolescentes ont des implications importantes sur leur niveau d'autonomisation, ainsi que sur la conception des programmes et des politiques visant à l'améliorer.
- Les adolescentes vivant dans des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV) sont plus susceptibles d'être mariées, d'avoir des enfants et d'être déscolarisées que les filles vivant dans des contextes sans FCV. Elles sont également moins susceptibles de posséder un compte bancaire.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

Les adolescentes constituent un groupe diversifié

Une aspiration politique commune est de veiller à ce que les adolescentes poursuivent leurs études et retardent l'âge de la grossesse et du mariage⁴. Les taux de scolarisation des jeunes adolescentes (10-14 ans) ont dépassé 80 % dans la plupart des pays africains. Cependant, lorsqu'elles arrivent à la fin de l'adolescence, à peine la moitié des jeunes filles de 15 à 19 ans sont encore exclusivement scolarisées, célibataires et sans enfant (figure 2.1).

FIGURE 2.1 Plus de la moitié des filles de 15 à 19 ans en Afrique sont déscolarisées, sont mariées ou ont des enfants



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID pour les adolescentes de 15 à 19 ans, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : Les enquêtes démographiques et de santé fournissent des statistiques sur les adolescentes qui sont comparables entre plusieurs pays, mais avec une couverture régionale incomplète. Des données sont disponibles pour 37 des 48 pays de la région. Ce rapport a utilisé les échantillons des enquêtes démographiques et de santé les plus récentes disponibles au moment où l'analyse a commencé (l'annexe 2A présente les années et les pays couverts). La population étudiée, les adolescentes, est segmentée selon quatre dimensions démographiques : scolarisées ou non, travaillant ou non, avec ou sans enfants, et mariées ou non, mettant en évidence les intersections entre ces quatre expériences. « Travailler » est défini comme le fait d'être « actuellement employée » sur la base des réponses à la question de l'enquête. L'estimation régionale pour l'Afrique utilise des pondérations dénormalisées.

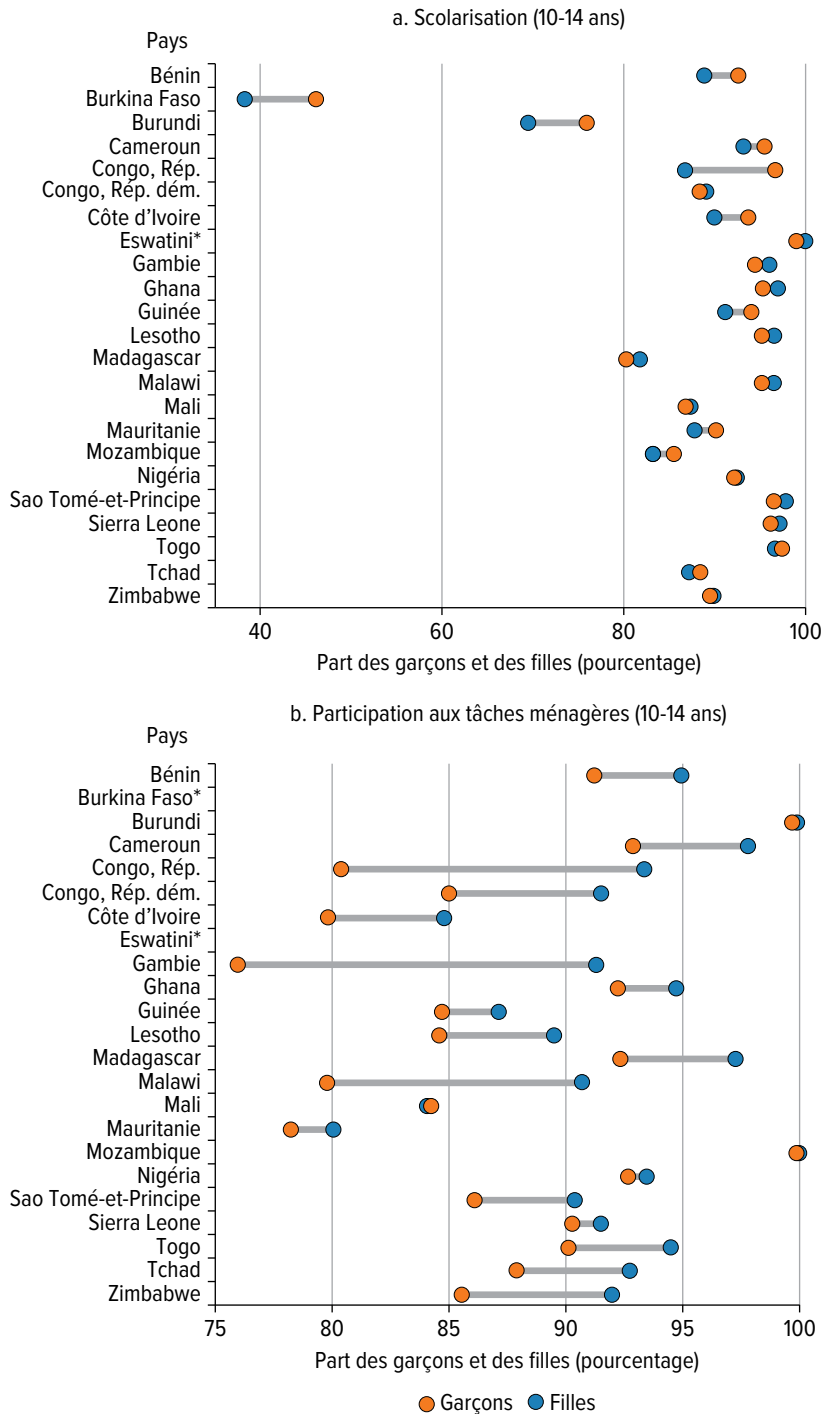
Dans de nombreux pays, la jeune fille typique de 15 à 19 ans suit une trajectoire divergente vers l'âge adulte. Les adolescentes de 15 à 19 ans sont presque également réparties entre celles qui fréquentent l'école et celles qui ne le font pas. Parmi les 48,7 % qui sont encore scolarisées, célibataires et sans enfant, plus d'une sur cinq travaille déjà. Il est donc essentiel de concevoir des interventions pour les adolescentes scolarisées et non scolarisées afin d'obtenir des résultats complets. En outre, il est essentiel de garantir l'accès à un travail sûr et digne pour les filles qui travaillent déjà. Enfin, il est nécessaire d'adapter les interventions aux impacts de la maternité et du mariage pour plus de 25 % des adolescentes plus âgées qui sont mariées, ont des enfants, ou les deux.

Reconnaître ces diverses trajectoires vers l'âge adulte est une étape clé pour concevoir des interventions adaptées visant à améliorer le bien-être des adolescentes aux situations de vie variées. Identifier des tendances dans leurs expériences permet de tirer des enseignements pour l'élaboration de politiques. Par exemple, pour les adolescentes, le mariage est plus fortement associé à la déscolarisation que la maternité. En Afrique, 4,4 % des adolescentes plus âgées ont un enfant et ne sont pas mariées. Près de 30 % de ces filles sont encore scolarisées. En revanche, 9 % des adolescentes plus âgées en Afrique sont mariées et sans enfant. Moins de 10 % de ces filles sont encore scolarisées. Parmi les 13,2 % des filles de 15 à 19 ans en Afrique qui sont mariées et ont un enfant, seulement 5 % sont encore scolarisées. De plus, les adolescentes mariées sont plus susceptibles que les adolescentes mères et célibataires de ne pas être scolarisées et de ne pas travailler. Ces corrélations suggèrent que le mariage et la maternité posent des obstacles différents à la scolarisation et à l'autonomisation.

Les différences de trajectoires de vie entre les adolescentes et les adolescents s'accroissent avec l'âge

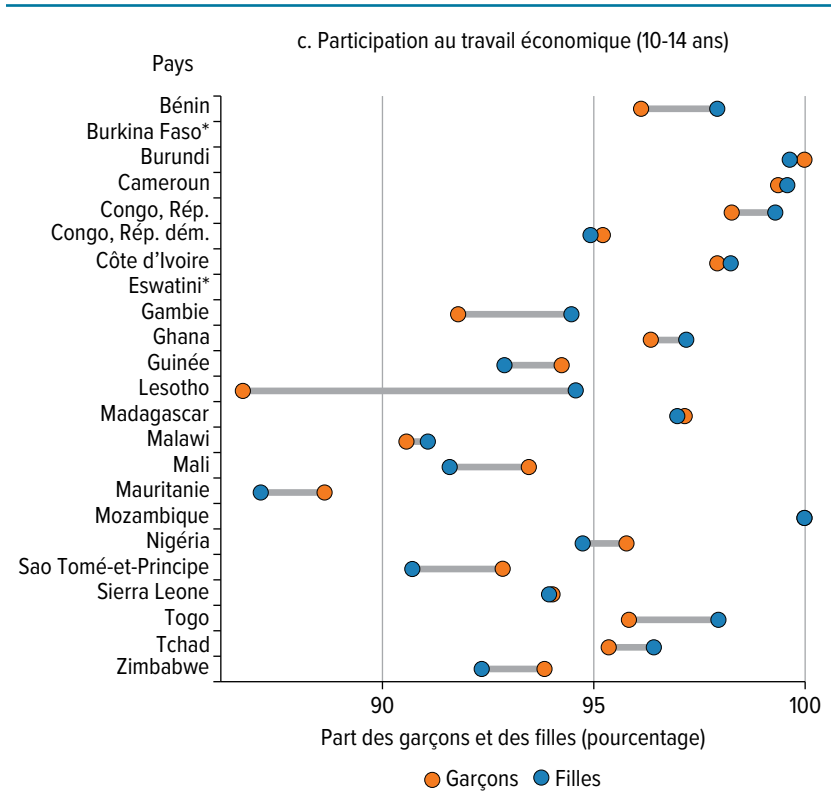
Les différences de genre dans les expériences de vie sont observables chez les jeunes adolescents, et elles augmentent avec l'âge. Bien que les écarts de genre en matière de scolarisation soient relativement faibles chez les adolescents de 10 à 14 ans dans la plupart des pays africains (avec des exceptions notables dans certaines situations de fragilité, de conflit et de violence, comme au Burkina Faso, au Burundi et en République du Congo), des écarts persistent en ce qui concerne la participation aux tâches ménagères et au travail économique (figure 2.2). Les filles effectuent systématiquement des tâches ménagères à un niveau plus élevé que les garçons (ou, dans quelques pays, à un niveau égal à celui des garçons). En revanche, en ce qui concerne la participation au travail économique, les pays sont presque

FIGURE 2.2 Les écarts de genre en matière de scolarisation sont faibles chez les jeunes adolescents, mais les écarts de participation au travail domestique et économique persistent



(suite)

FIGURE 2.2 Les écarts de genre en matière de scolarisation sont faibles chez les jeunes adolescents, mais les écarts de participation au travail domestique et économique persistent (*suite*)



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF, consultées le 28 novembre 2023, <https://mics.unicef.org/>.

Note : Les barres grises dans la figure représentent la différence entre les taux des garçons et ceux des filles.

* = données non disponibles.

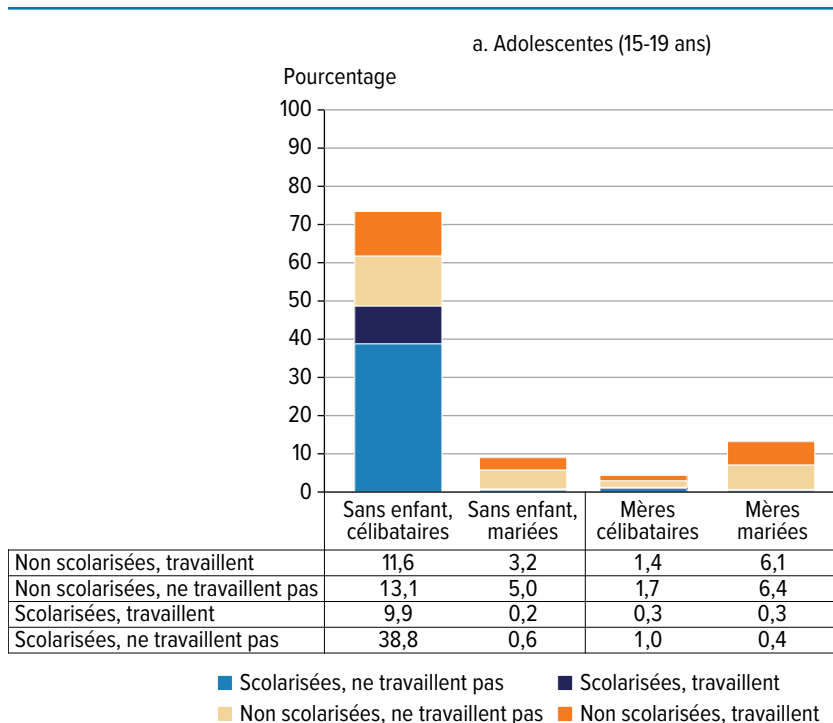
également répartis entre ceux où la participation est égale ou presque égale, ceux où la participation est plus élevée pour les garçons, et ceux où elle est plus élevée pour les filles. Les plus grands écarts de participation entre les genres sont observés dans les pays où les filles participent davantage au travail économique que les garçons (la Gambie et le Lesotho).

Avec l'âge, les expériences des adolescentes divergent progressivement de celles des adolescents. Les adolescentes plus âgées (15-19 ans) sont plus susceptibles que les garçons du même âge d'être mariées, d'avoir des enfants, ou les deux (figure 2.3). Environ 22 % des filles de cette tranche d'âge sont

mariées, contre moins de 2 % des garçons. Cela implique que les adolescentes ne se marient pas avec des garçons de leur âge, ce qui soulève la question de l'autonomie sociale et économique que les filles peuvent perdre ou gagner en se mariant avec des hommes plus âgés. De plus, 26 % des filles de cette tranche d'âge ne travaillent ni ne sont scolarisées, alors que ce pourcentage est d'environ 9 % pour les garçons (conformément aux résultats de l'OIT [2020]).

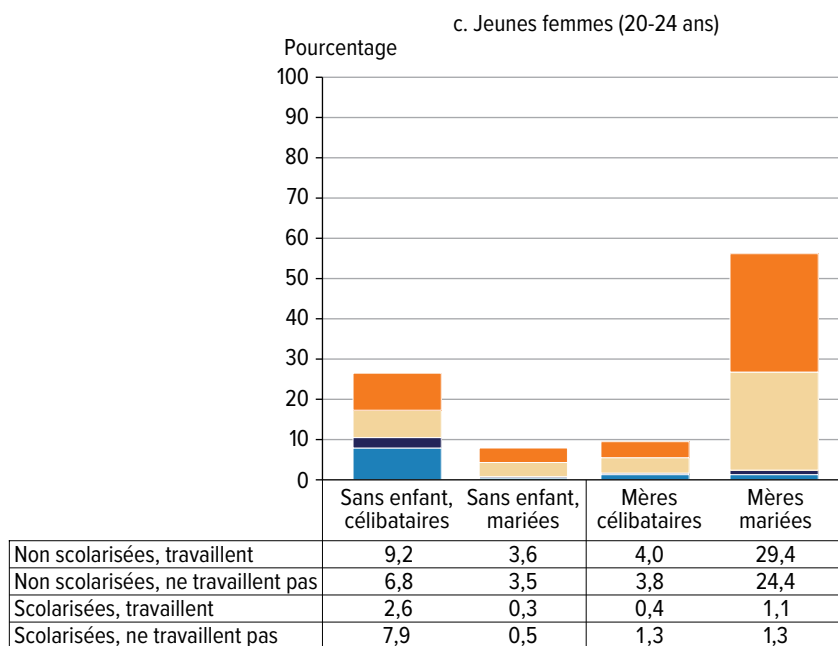
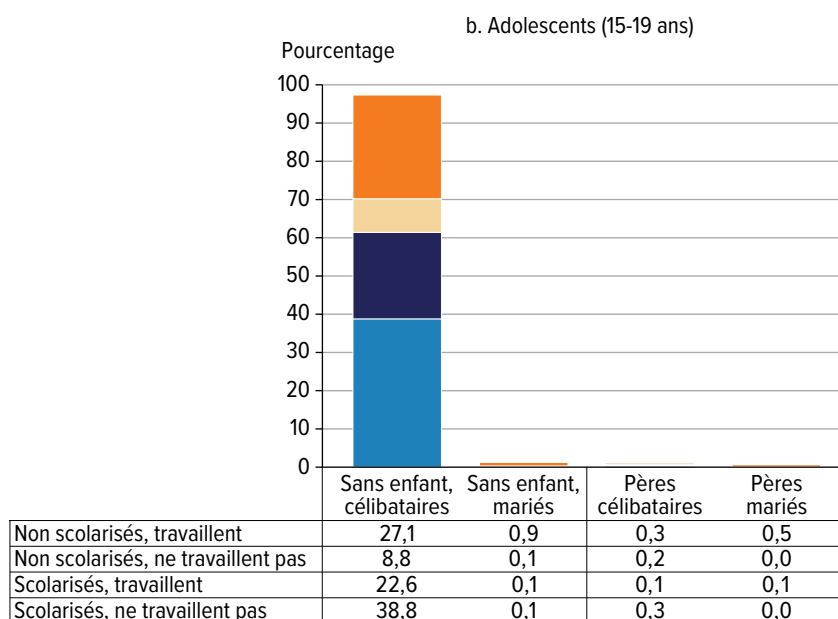
De même, la transition de la fin de l'adolescence (15-19 ans) au début de l'âge adulte (20-24 ans) s'accompagne d'une augmentation plus importante des taux de mariage, de grossesse et d'abandon scolaire pour les filles que pour les garçons. Parmi les jeunes femmes africaines, 56 % ont un enfant et sont mariées. Moins de 16 % restent scolarisées. Les jeunes hommes africains, quant à eux, sont encore majoritairement célibataires et sans enfant. Environ 27 % d'entre eux restent scolarisés, et la plupart de ceux qui ne le sont plus travaillent. Ainsi, les hommes africains ont plus de chances de poursuivre leurs études jusqu'au début de l'âge adulte ou de passer de l'école au marché du travail. Les jeunes femmes africaines, cependant, ne fréquentent pas l'école et ne participent pas au marché du travail au même rythme que les jeunes hommes, ce qui affaiblit leurs perspectives sur le marché de l'emploi. Ces différences de genre soulignent l'importance de se focaliser sur les défis spécifiques aux adolescentes en Afrique.

FIGURE 2.3 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons



(suite)

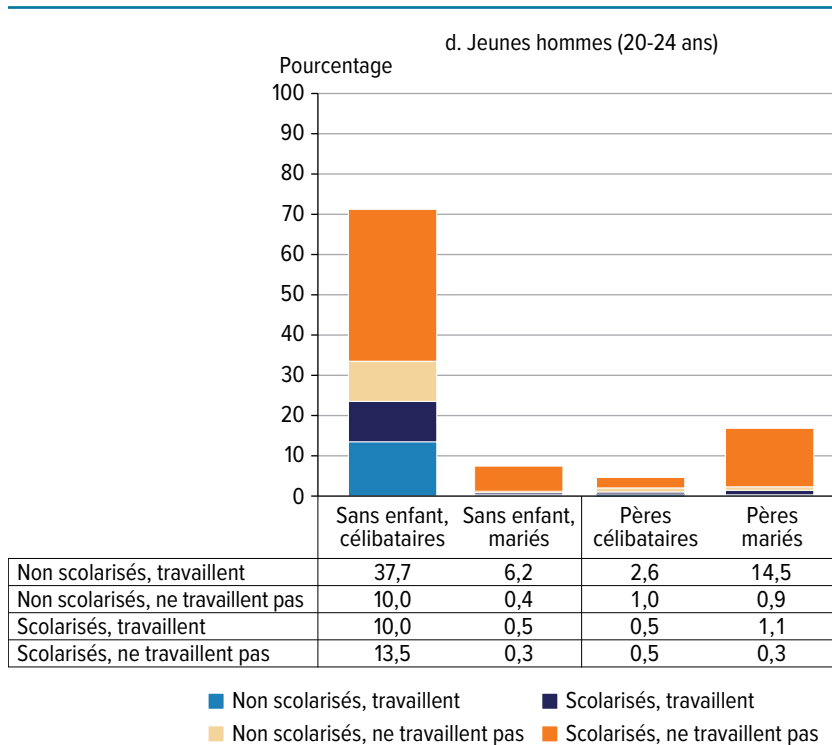
FIGURE 2.3 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons (*suite*)



■ Scolarisées, ne travaillent pas ■ Scolarisées, travaillent
 ■ Non scolarisées, ne travaillent pas ■ Non scolarisées, travaillent

(*suite*)

FIGURE 2.3 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons (*suite*)



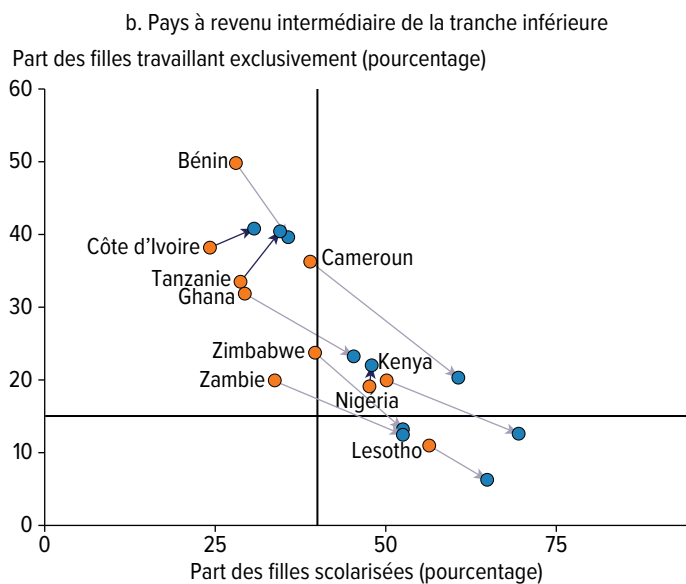
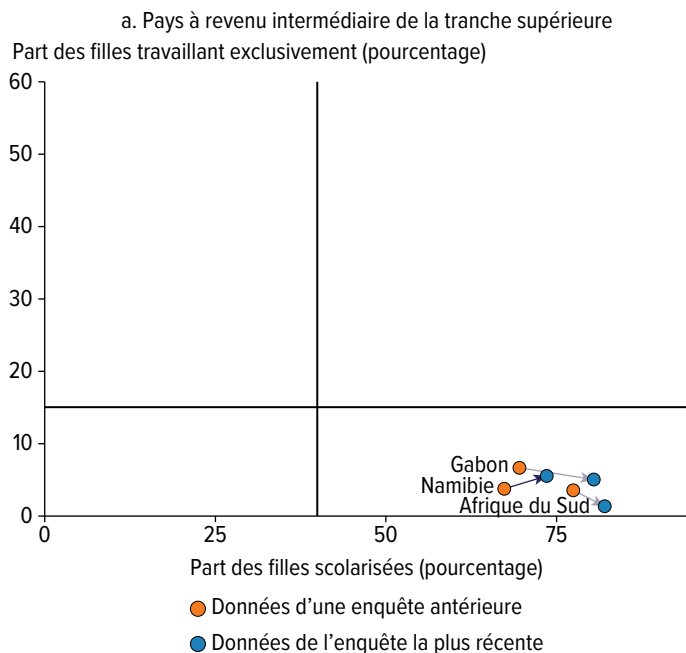
Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Alors que les tendances régionales en matière de scolarisation et de travail exclusif ont généralement été positives, les tendances en matière de mariage et de maternité ont été contrastées

Le niveau d'instruction actuel des adolescentes en Afrique reflète des progrès significatifs en matière de scolarisation au cours des deux dernières décennies. Depuis 2000, le pourcentage de filles de 15 à 19 ans scolarisées a augmenté dans la plupart des pays africains (figure 2.4). Le Nigéria est le seul pays africain où il n'y a pas eu de changement statistiquement significatif en matière de scolarisation entre les différents cycles des enquêtes démographiques et de santé de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Les pays à faible revenu en Afrique sont ceux qui ont connu les plus grandes avancées, le Rwanda ayant porté les taux de scolarisation des filles de moins de 10 % à 56 %, et l'Ouganda les ayant portés de 23 % à plus de 50 % en deux décennies. Globalement, ces trajectoires indiquent que les adolescentes de la région sont de plus en plus susceptibles

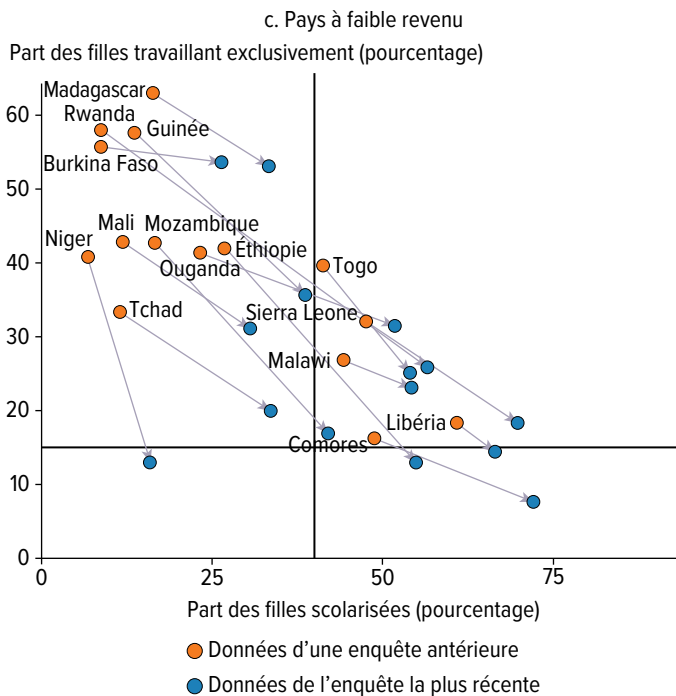
de rester scolarisées. Dans certains pays (Côte d'Ivoire, Namibie, Nigéria et Tanzanie), les taux de scolarisation ont augmenté ou sont restés constants, et le nombre de filles qui ne sont pas scolarisées mais travaillent exclusivement a également augmenté. Cela implique une diminution de la part des filles qui ne sont ni scolarisées ni employées dans ces pays.

FIGURE 2.4 Les taux de scolarisation des filles de 15 à 19 ans ont augmenté dans toute la région



(suite)

FIGURE 2.4 Les taux de scolarisation des filles de 15 à 19 ans ont augmenté dans toute la région (*suite*)



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

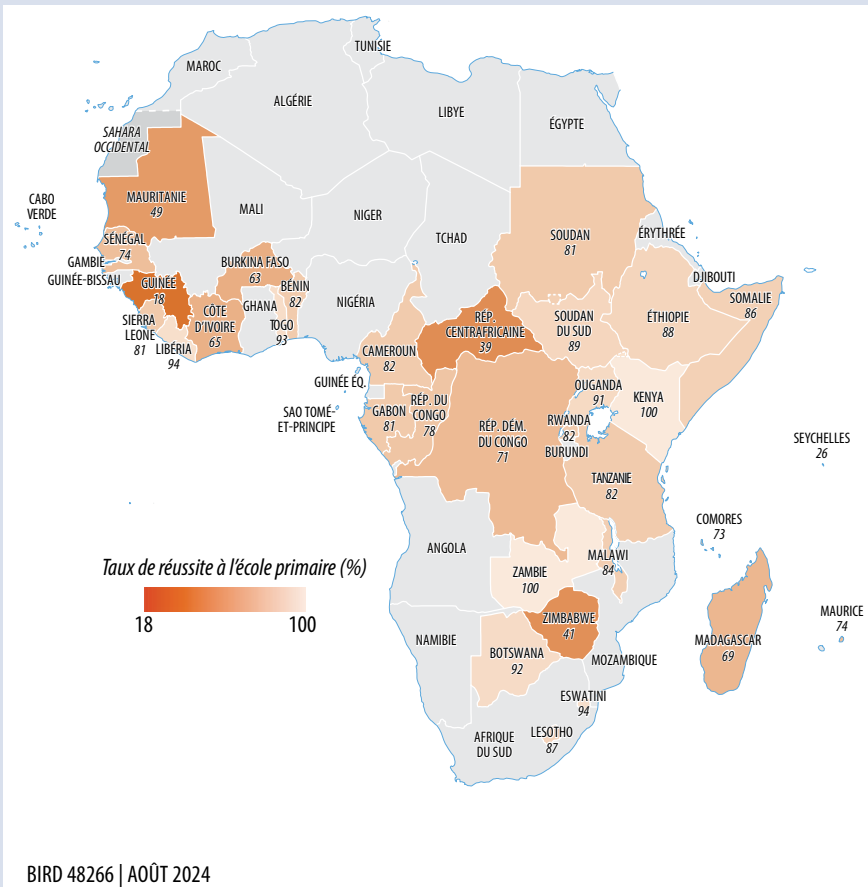
Note : Les points orange représentent les données d'une enquête démographique et de santé antérieure, tandis que les points bleus représentent les données de l'enquête la plus récente. L'intervalle de temps entre les cycles d'enquêtes varie ; en général, pour chaque pays, le cycle antérieur a eu lieu entre 1990 et 2000, et le plus récent entre 2010 et 2019, avec une différence moyenne entre les deux de 15 ans (fourchette = 10 à 23 ans). La liste complète des pays et des années des enquêtes figure au tableau 2A.1. Les flèches noires (plutôt que grises) indiquent quatre pays où le pourcentage de filles travaillant exclusivement a augmenté.

Bien que ces progrès en matière de scolarisation soient encourageants et offrent de nombreuses raisons de se réjouir, il reste encore du travail à accomplir. Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire pour les filles en Afrique est de 69 % et le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire est de 43 %, contre respectivement 89 % et 75 % pour l'ensemble des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire². Cela montre que la progression d'une classe à la suivante reste un défi. Les examens de fin de cycle scolaire représentent un obstacle potentiel à la réussite scolaire des adolescentes (encadré 2.1). De plus, certains sous-groupes de filles n'ont pas connu d'augmentation des taux de scolarisation, même dans des pays où des progrès significatifs ont été réalisés (Evans, Carvalho and Mendez Acosta, 2022).

ENCADRÉ 2.1 Examens de fin de cycle et taux d’abandon scolaire des filles

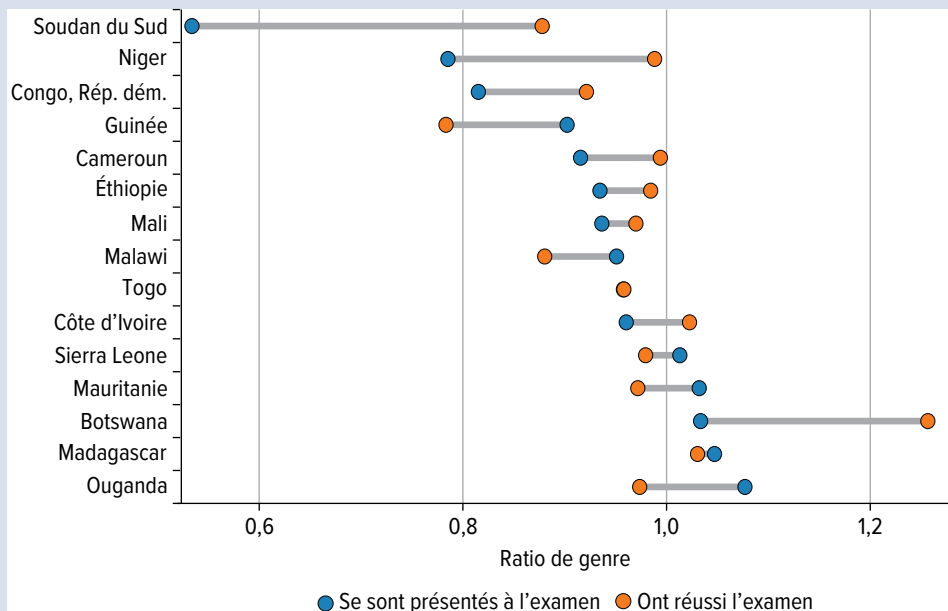
De nombreux pays africains organisent des examens de fin de cycle primaire, qui déterminent l’accès à l’enseignement secondaire (carte B2.1.1). Le taux de réussite des filles à ces examens est souvent inférieur à celui des garçons (figure B2.1.1). Cet écart de genre dans les performances aux examens peut aggraver les taux d’abandon scolaire chez les filles et limiter leur transition vers le secondaire, même lorsque celles-ci souhaitent poursuivre leur scolarité et disposent de capacités académiques suffisantes. Des facteurs tels que les préjugés de genre dans la perception qu’ont les enseignants des compétences des élèves peuvent nuire aux performances des filles lors des examens à enjeux élevés (Carvalho and Cameron, 2022). Plus de 80 % des pays africains organisent des examens de fin du premier cycle du secondaire, ce qui peut renforcer cet écart de genre dans la transition au niveau de l’enseignement supérieur (Rossiter and Konate, 2022).

CARTE B2.1.1 De nombreux pays africains organisent un examen de fin de cycle primaire qui détermine l’accès à l’enseignement secondaire, avec des taux de réussite très variables



Source : Rossiter and Konate (2022).

(suite)

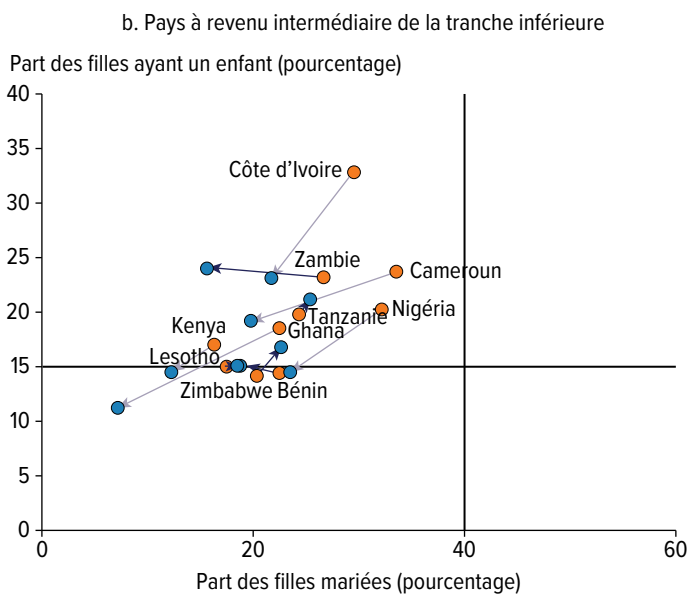
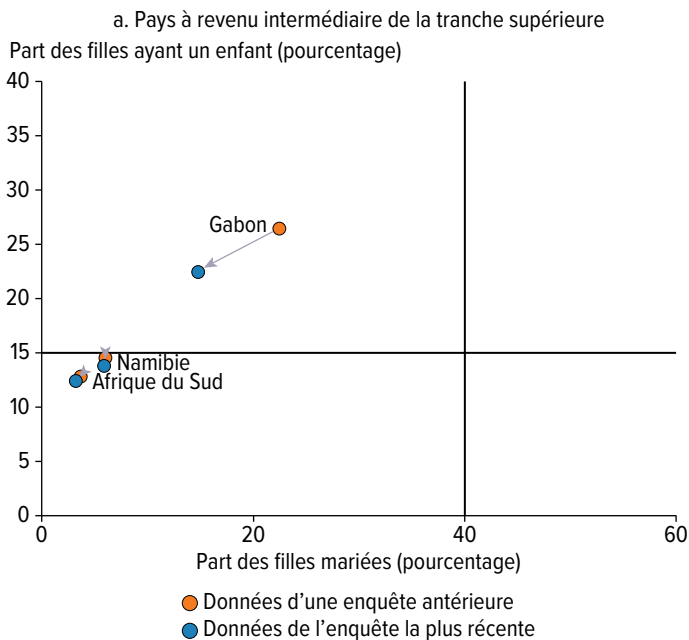
ENCADRÉ 2.1 Examens de fin de cycle et taux d'abandon scolaire des filles (*suite*)**FIGURE B2.1.1** Dans certains pays d'Afrique, les filles sont moins susceptibles que les garçons de se présenter aux examens, et lorsqu'elles le font, elles obtiennent des taux de réussite inférieurs

Source : Carvalho and Cameron (2022).

Note : Le ratio de genre est calculé en divisant le nombre de filles qui se sont présentées à un examen (ou qui l'ont réussi) par le nombre de garçons qui l'ont fait. Un ratio supérieur à 1 signifie que plus de filles que de garçons se sont présentées à l'examen (ou l'ont réussi). Les barres reliant les points orange et bleus indiquent la différence des ratios de genre entre la participation et la réussite aux examens.

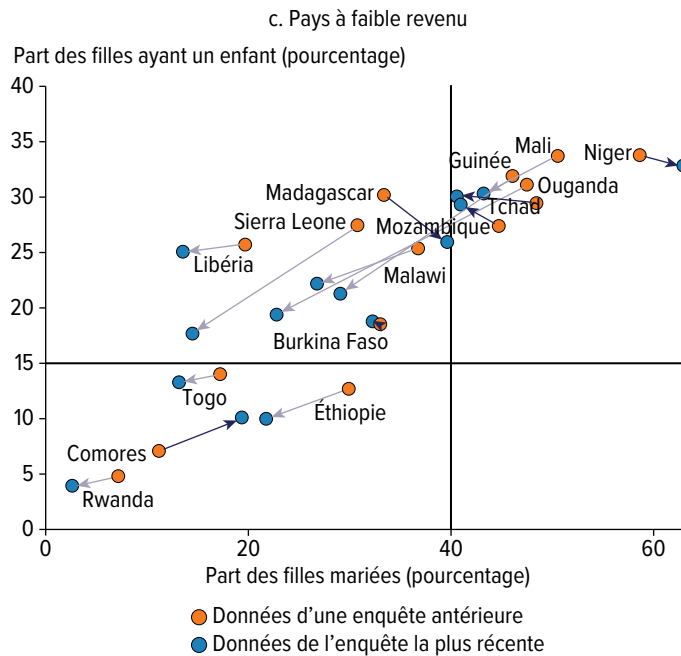
Les progrès dans la réduction des mariages et des naissances précoces en Afrique ont été plus mitigés que les solides tendances positives en matière de scolarisation (figure 2.5). Les taux de mariage des adolescentes ont généralement diminué dans les pays africains au cours des 10 à 20 dernières années. Toutefois, certains pays ont enregistré des augmentations, notamment Madagascar, le Niger, la Tanzanie et le Zimbabwe. En outre, le pourcentage d'adolescentes ayant des enfants a largement diminué, sauf dans quelques pays, dont le Burundi et la Zambie. Aux Comores, en Tanzanie et au Zimbabwe, la probabilité du mariage et de la maternité des adolescentes a augmenté au fil du temps.

FIGURE 2.5 Les progrès dans la réduction des mariages et des grossesses chez les filles de 15 à 19 ans ont été mitigés



(suite)

FIGURE 2.5 Les progrès dans la réduction des mariages et des grossesses chez les filles de 15 à 19 ans ont été mitigés (*suite*)



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : Les points orange représentent les données d'une enquête démographique et de santé antérieure, tandis que les points bleus représentent les données de l'enquête la plus récente. L'intervalle de temps entre les cycles d'enquêtes varie ; en général, pour chaque pays, le cycle antérieur a eu lieu entre 1990 et 2000, et le plus récent entre 2010 et 2019, avec une différence moyenne entre les deux de 15 ans (fourchette = 10 à 23 ans). La liste complète des pays et des années des enquêtes figure au tableau 2A.1. Les flèches noires (plutôt que grises) indiquent les pays où le pourcentage de filles mariées ou ayant un enfant a augmenté.

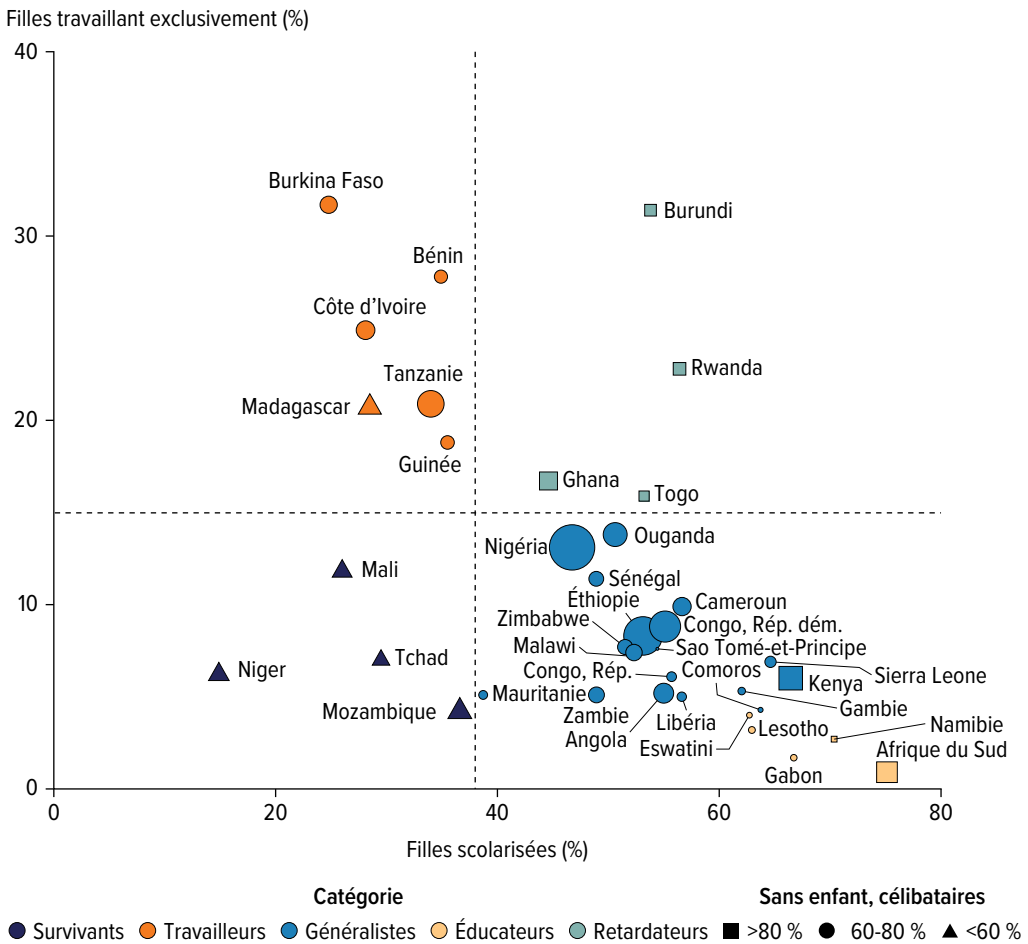
Les expériences des adolescentes varient d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, reflétant en partie l'environnement culturel, social, juridique et économique des filles

Les expériences des adolescentes tendent à varier d'un pays à l'autre.

Pour mieux éclairer les tendances transnationales, ce rapport regroupe les pays en cinq catégories ayant des caractéristiques communes qui reflètent

les intersections entre les taux de scolarisation, de travail, de mariage et de maternité chez les adolescentes plus âgées (figure 2.6)³. Ces catégories constituent un outil instructif pour comprendre les tendances dans les expériences des adolescentes et offrent un aperçu des approches permettant de soutenir l'autonomisation de ces filles (tableau 2.1).

FIGURE 2.6 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : Les catégorisations sont basées sur les données des enquêtes démographiques et de santé les plus récentes pour les filles de 15 à 19 ans. La taille du marqueur de chaque pays reflète la taille de sa population. La forme de chaque marqueur indique la part des adolescentes qui ne sont pas mariées et n'ont pas d'enfant.

TABLEAU 2.1 Cinq catégories de pays fournissent un outil basé sur les données pour orienter les investissements en faveur des adolescentes

Retardateurs du mariage et de la grossesse	Éducateurs	Généralistes	Travailleurs	Survivants
Burundi ; Ghana ; Rwanda ; Togo	Afrique du Sud ; Eswatini ; Gabon ; Lesotho ; Namibie	Angola ; Cameroun ; Comores ; Congo, Rép. ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie ; Gambie ; Kenya ; Libéria ; Malawi ; Mauritanie ; Nigéria ; Ouganda ; Sao Tomé-et-Principe ; Sénégal ; Sierra Leone ; Soudan du Sud ; Zambie ; Zimbabwe	Bénin ; Burkina Faso ; Côte d'Ivoire ; Guinée ; Madagascar ; Tanzanie	Mali ; Mozambique ; Niger ; Tchad
Faible taux de mariage et de grossesse (>80 % célibataires, sans enfant)	Faible taux de mariage et de grossesse (>70 % célibataires, sans enfant)	Taux de mariage et de grossesse modéré (65-85 % célibataires, sans enfant)	Taux de mariage et de grossesse modéré (55-80 % célibataires, sans enfant)	Taux de mariage et de grossesse élevé (<60 % célibataires, sans enfant)
Taux de scolarisation modéré (45-65 % scolarisées)	Taux de scolarisation élevé (60-75 % scolarisées)	Taux de scolarisation modéré (45-65 % scolarisées) ^a	Faible taux de scolarisation (<40 % scolarisées)	Faible taux de scolarisation (<40 % scolarisées)
Taux de travail élevé (>15 % travaillent exclusivement)	Faible taux de travail (<5 % travaillent exclusivement)	Taux de travail modéré (5-15 % travaillent exclusivement)	Taux de travail élevé (>15 % travaillent exclusivement)	Taux élevé de déscolarisation et de chômage (>13 %)
Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Pays à faible revenu

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : Les catégorisations sont basées sur les données des enquêtes démographiques et de santé les plus récentes pour les filles de 15 à 19 ans.

^aLa Mauritanie est une exception, avec un taux de scolarisation de 39 %.

Les retardateurs du mariage et de la grossesse (les quatre pays situés dans le quadrant supérieur droit de la figure 2.6) sont ceux qui ont le mieux réussi à retarder le mariage et la grossesse chez les adolescentes. Plus de 80 % des filles de 15 à 19 ans dans ces pays sont toujours célibataires et sans enfants. Ces pays combinent des niveaux élevés de scolarisation (supérieurs à 40 %) et des taux élevés de travail chez les filles non scolarisées (c'est-à-dire des taux élevés de « travail exclusif », supérieurs à 15 %). Cette catégorie comprend à la fois des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Une question de politique cruciale pour ces pays consiste à savoir comment continuer à faire progresser l'éducation.

Les éducateurs (cinq pays situés dans le quadrant inférieur droit de la figure) sont un mélange de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure. Ils affichent les niveaux de scolarisation les plus élevés parmi les adolescentes (universellement supérieurs à 60 %). Cependant, ils présentent des niveaux extrêmement bas de participation au travail. Moins de 5 % des adolescentes sont déscolarisées et travaillent. Une question de politique cruciale pour ces pays consiste à savoir comment améliorer la transition entre l'école et un travail sûr et digne, ce qui peut être particulièrement difficile pour les jeunes dans des marchés du travail très formalisés qui valorisent fortement les diplômes et l'expérience professionnelle.

Les généralistes (les 18 pays restants dans le quadrant inférieur droit de la figure) comprennent un mélange de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ils atteignent des niveaux intermédiaires sur tous les indicateurs, avec 65 à 85 % des filles de 15 à 19 ans qui sont célibataires et sans enfant, 45 à 65 % qui sont scolarisées, et 5 à 10 % qui travaillent exclusivement. La Mauritanie constitue une légère exception, avec un taux de scolarisation de 39 %, mais elle est alignée sur toutes les autres dimensions. Une question de politique cruciale pour ces pays consiste à décider des interventions disponibles auxquelles donner la priorité, compte tenu des possibilités d'amélioration du bien-être des adolescentes sur tous les fronts.

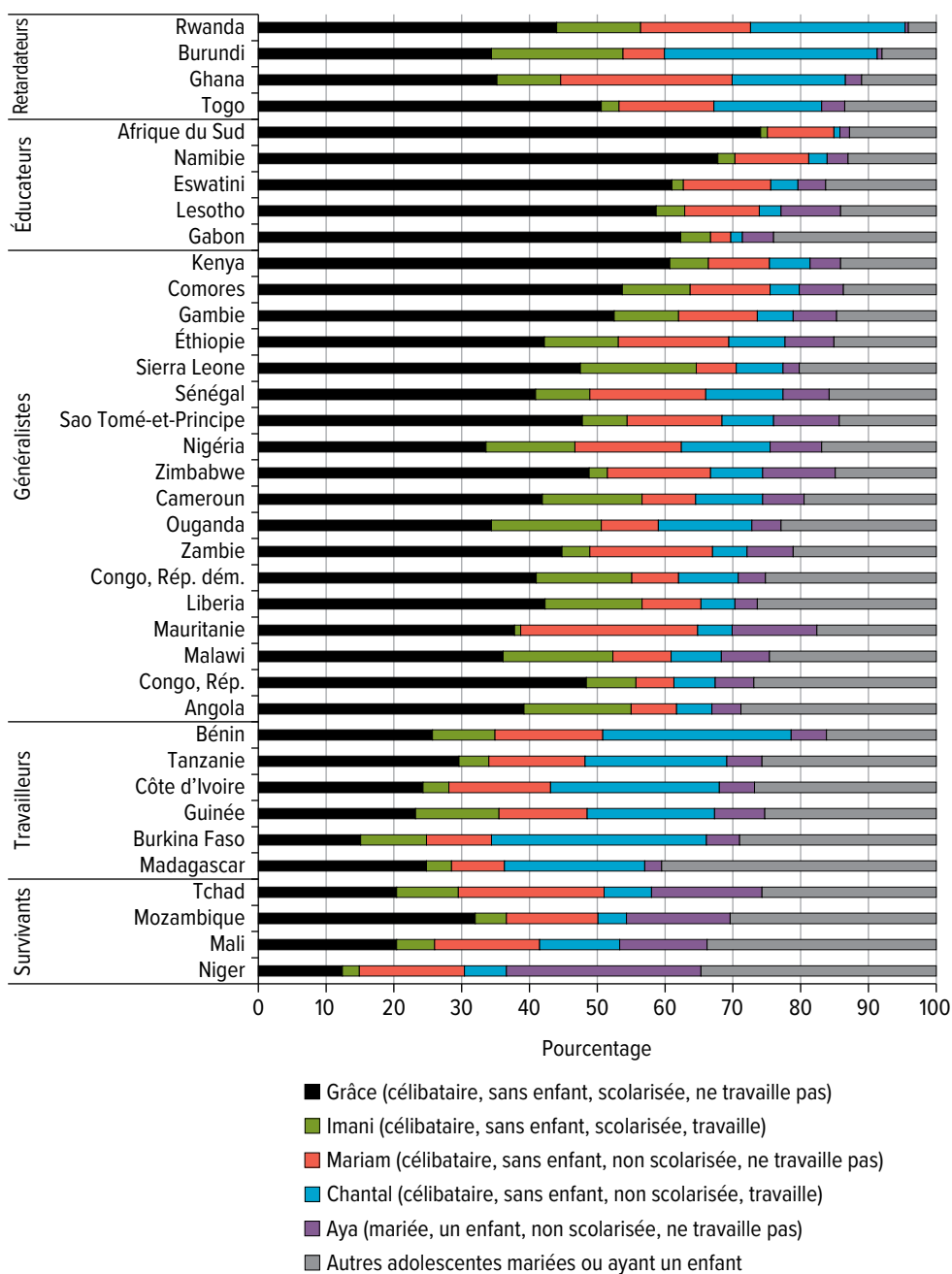
Les travailleurs (les six pays situés dans le quadrant supérieur gauche de la figure) ont les niveaux de participation au travail les plus élevés, avec plus de 15 % des filles de 15 à 19 ans qui travaillent exclusivement. Contrairement aux pays qui retardent le mariage et la grossesse, ils ont des niveaux de scolarisation relativement bas (inférieurs à 40 %) et des taux de mariage et de grossesse modérés. Cette catégorie comprend également un mélange de

pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les questions de politique cruciales pour ces pays concernent l'augmentation de la scolarisation et l'accès à un travail sûr et digne pour les nombreuses adolescentes qui travaillent déjà.

Les survivants (les quatre pays situés dans le quadrant inférieur gauche) comprennent exclusivement des pays à faible revenu classés par la Banque mondiale comme étant en situation de FCV. Les adolescentes de ces pays affichent les niveaux de vulnérabilité les plus élevés, avec les taux de mariage et de grossesse les plus élevés (moins de 60 % des filles de 15 à 19 ans ne sont pas mariées et n'ont pas d'enfant), les taux de scolarisation les plus bas (inférieurs à 40 %) et une part élevée d'adolescentes qui ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées (moins de 15 % des filles travaillent exclusivement). Une question de politique cruciale pour ces pays consiste à savoir comment remédier aux vulnérabilités des adolescentes sur tous les fronts.

Les expériences des adolescentes varient considérablement dans les pays africains (figure 2.7). En revisitant les cinq profils stylisés introduits au chapitre 1, la figure 2.7 illustre la répartition des filles ayant ces profils ou des profils similaires dans les pays regroupés par catégorie. Ces profils reflètent les caractéristiques les plus couramment observées chez les adolescentes des différents pays. Les retardateurs du mariage et de la grossesse ont la plus petite proportion de filles ayant le profil d'Aya (mariée, un enfant, non scolarisée et ne travaillant pas). En revanche, c'est chez les survivants que l'on trouve la plus grande proportion d'adolescentes présentant ce profil. Les éducateurs ont la plus grande proportion de filles ayant le profil de Grace (célibataire, sans enfant, scolarisée et ne travaillant pas). Les retardateurs et les travailleurs ont des proportions relativement importantes d'adolescentes ayant le profil de Chantal (célibataire, sans enfant, non scolarisée et travaillant). En plus des cinq profils stylisés, la figure 2.7 inclut un sixième groupe de filles qui sont mariées ou ont un enfant, mais différent du profil d'Aya (c'est-à-dire qu'elles sont scolarisées, travaillent, sont mariées et n'ont pas d'enfant ou sont célibataires et ont un enfant). Ce sixième groupe de filles est le plus fréquent chez les survivants et le moins fréquent parmi les retardateurs du mariage et de la grossesse.

FIGURE 2.7 Les profils des adolescentes varient d'un pays à l'autre

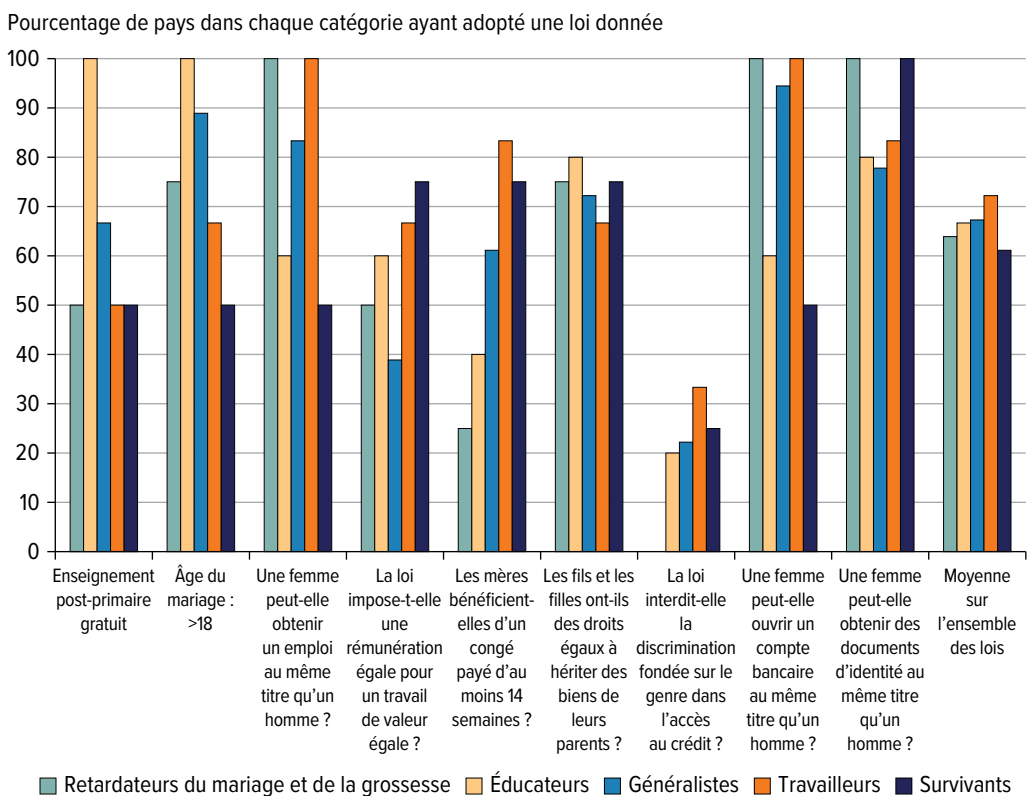


Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : La figure illustre le statut des filles de 15 à 19 ans en ce qui concerne le mariage, la grossesse, la scolarisation et le travail, selon les cinq profils stylisés du chapitre 1, qui reflètent la majorité des expériences des adolescentes dans les différents pays. Un sixième groupe, intitulé « Autres adolescentes mariées ou ayant un enfant », représente les filles qui sont mariées ou ont un enfant, mais qui diffèrent du profil d'Aya d'une manière ou d'une autre. La figure 2A.1 présente la situation des adolescentes de tous les groupes en ce qui concerne la scolarisation et le travail.

Les catégories de pays sont en corrélation avec les lois dans chaque type de contexte (figure 2.8). Les données de l'étude *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* de la Banque mondiale sont utilisées ici (World Bank, 2020), ainsi que des informations sur les âges légaux du mariage et la disponibilité de l'enseignement post-primaire gratuit, pour examiner la proportion de pays dans chacune des cinq catégories ayant adopté un ensemble spécifique de lois. Ce rapport utilise des données de 2020 pour correspondre à l'année la plus récente des données des enquêtes démographiques et de santé disponibles (le tableau 2A.2 présente l'ensemble des indicateurs pour chaque pays).

FIGURE 2.8 Les catégories de pays sont en corrélation avec les lois



Sources : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur des données de la Banque mondiale (World Bank, 2020) et des sources gouvernementales accessibles au public.

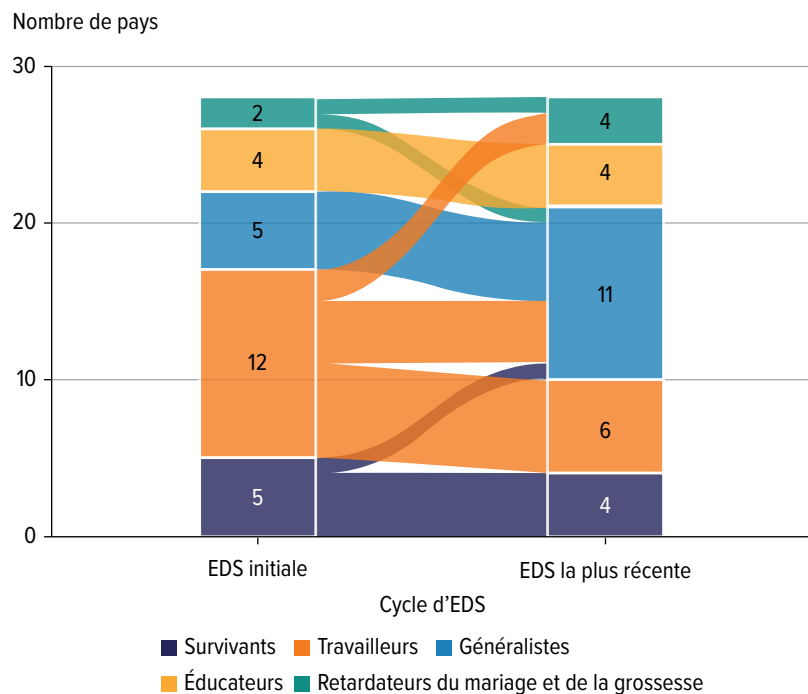
- **Les retardateurs du mariage et de la grossesse** ont tous des lois permettant à une femme de trouver un emploi, d'ouvrir un compte bancaire et d'obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme.
- **Les éducateurs** ont tous des lois promouvant l'éducation (enseignement post-primaire gratuit) et fixant l'âge légal du mariage à plus de 18 ans. Ils sont également les plus susceptibles d'avoir des lois stipulant que les fils et les filles ont des droits égaux à hériter des biens de leurs parents.
- **Les généralistes** ne se distinguent comme leaders dans aucun ensemble de réformes légales liées au genre.
- **Les travailleurs** sont plus susceptibles d'avoir adopté des lois du travail équitables en matière de genre (s'assurant que les femmes puissent obtenir un emploi au même titre qu'un homme, la parité salariale pour un travail de valeur égale et 14 semaines de congé payé pour les mères), ainsi que des lois interdisant la discrimination de genre dans l'accès au crédit et garantissant que les femmes puissent ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme.
- **Les survivants** ont le niveau moyen le plus bas de réformes juridiques liées au genre. Tous les pays de cette catégorie ont des lois qui permettent aux femmes et aux hommes d'accéder aux documents d'identification nationaux de la même manière, ce qui constitue une base pour l'accès aux services sociaux.

Ces schémas suggèrent l'importance potentielle du contexte juridique dans la structuration des expériences des adolescentes. Cependant, l'analyse présentée ici est purement descriptive et ne peut être interprétée comme démontrant des relations de cause à effet (la causalité pourrait aller dans le sens inverse, pour ne citer qu'une autre possibilité). Le chapitre 4 examine plus en détail les implications de ces schémas.

Les caractéristiques des pays ne sont pas statiques et n'évoluent pas de manière uniforme. Plusieurs pays sont passés d'une des cinq catégories à une autre au fil du temps (figure 2.9). La plupart de ces changements se sont traduits par des transitions positives vers des catégories présentant des taux plus faibles de mariage et de grossesse précoces, ainsi que des taux de scolarisation plus élevés. Par exemple, sur les 12 pays qui auraient été classés comme travailleurs au début des années 2000, seuls 6 sont encore dans cette même catégorie. Deux ont transité vers la catégorie des retardateurs du mariage et de la grossesse (Ghana et Togo). Quatre autres sont passés dans

la catégorie des généralistes (Cameroun, Éthiopie, Zambie et Zimbabwe). De même, l'Ouganda est passé du statut de survivant à celui de généraliste. Cependant, il y a aussi eu quelques évolutions négatives. Les Comores ont commencé dans la catégorie des retardateurs du mariage et de la grossesse et sont passées à celle des généralistes, principalement en raison de l'augmentation des mariages et des grossesses précoces. Seule la composition du groupe des éducateurs est restée inchangée au fil du temps. Ces multiples transitions indiquent que les expériences des adolescentes à l'échelle nationale peuvent évoluer considérablement (pour le meilleur ou pour le pire) en relativement peu de temps.

FIGURE 2.9 Plusieurs pays ont changé de catégorie au fil du temps



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : L'échantillon est limité aux pays pour lesquels des données de cycles d'enquêtes démographiques et de santé (EDS) espacés de 20 ans ou moins sont disponibles (pour plus de détails, voir le tableau 2A.1).

Dans l'ensemble, de multiples dimensions de la vulnérabilité au niveau national sont corrélées aux expériences des adolescentes à travers les pays (encadré 2.2). Les indicateurs au niveau des pays sont instructifs, mais il s'agit de mesures agrégées qui masquent les variations infranationales. Il existe souvent des différences substantielles dans les expériences des adolescentes au sein des pays (carte 2.1, page 94). Pour des résultats allant de la scolarisation au mariage, en passant par la grossesse et les attitudes liées au genre, les variations infranationales peuvent être aussi importantes que les variations entre pays. Par exemple, le Nigéria est essentiellement un pays généraliste avec des zones infranationales (par exemple, des zones géographiques ou des États) qui pourraient être classées comme survivantes, travailleuses ou généralistes. Il est essentiel de comprendre ces différences infranationales pour concevoir des interventions spécifiques visant à améliorer les résultats pour les adolescentes les plus vulnérables dans chaque pays (encadré 2.3, page 96).

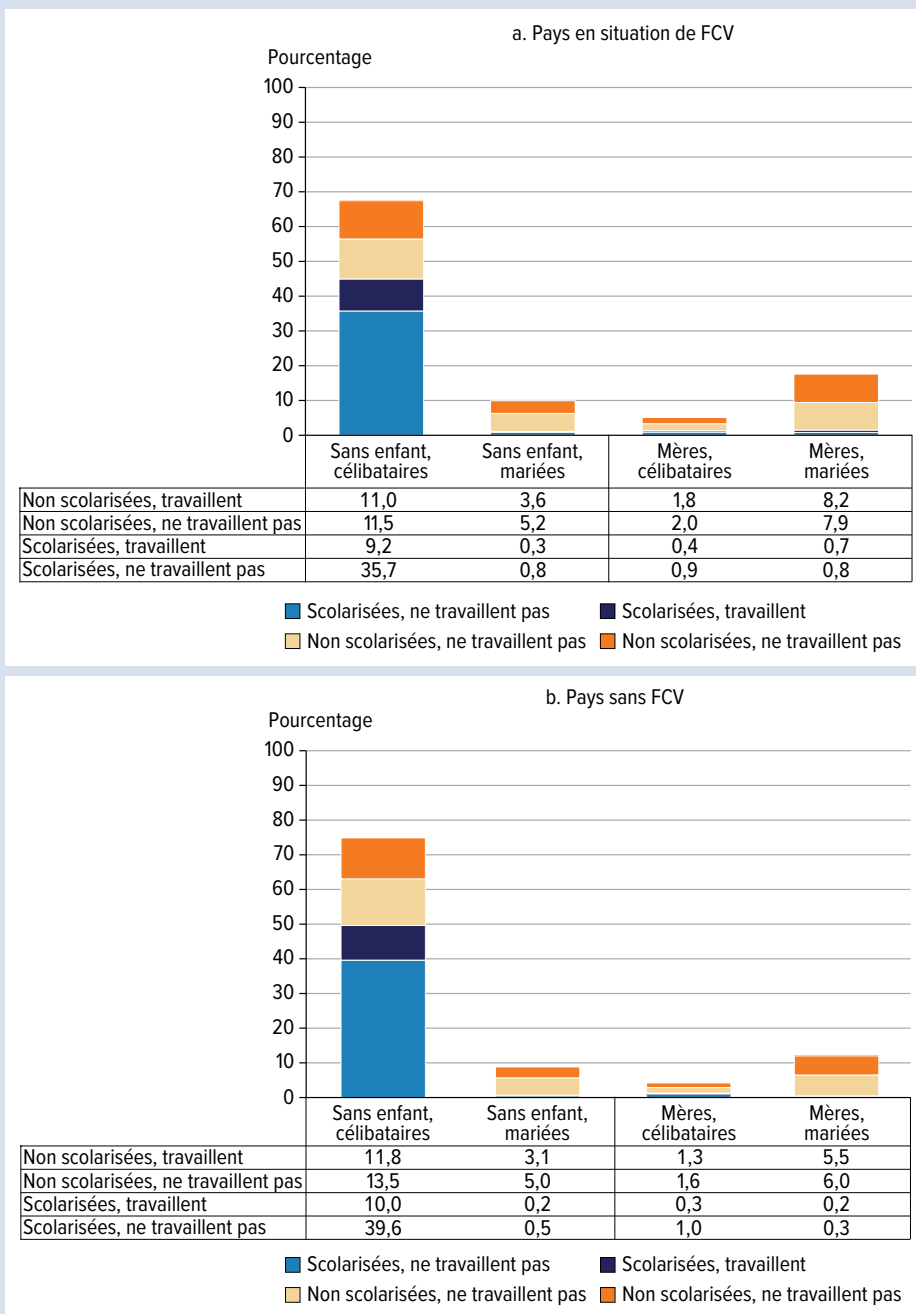
ENCADRÉ 2.2 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays

Le statut d'un pays en matière de fragilité, de conflit et de violence (FCV) et sa classification en fonction du revenu national sont fortement corrélés aux résultats des adolescentes. En 2024, 20 pays africains ont été classés par la Banque mondiale comme étant en situation de fragilité et de conflit. Les adolescentes vivant dans des pays en situation de FCV sont plus susceptibles d'être mariées et d'avoir des enfants que celles vivant dans des pays sans FCV ; elles ont également des taux de scolarisation plus faibles (figure B2.2.1). De plus, il existe des écarts dans les indicateurs d'inclusion financière, une autre dimension de l'autonomisation (figure B2.2.2). Bien qu'elles aient des taux d'épargne similaires à ceux des adolescentes en dehors des contextes de FCV (40 %), les adolescentes en contextes de FCV sont moins susceptibles de posséder un compte bancaire. Ces différences dans les expériences moyennes des adolescentes vivant en contextes de FCV soulignent l'importance de prendre en compte la fragilité et les conflits lors de la réflexion sur les moyens les plus efficaces d'investir dans le bien-être des adolescentes, certaines dimensions étant des enjeux plus cruciaux dans certains endroits que dans d'autres. Comme décrit au chapitre 1, le statut en matière de FCV est l'un des nombreux facteurs contextuels qui influencent l'autonomisation des adolescentes, bien qu'il ne soit pas le seul déterminant. Il existe des indications claires selon lesquelles les adolescentes vivant dans des contextes de fragilité et de violence rencontrent souvent des obstacles plus importants pour réaliser leur plein potentiel.

(suite)

ENCADRÉ 2.2 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays *(suite)*

FIGURE B2.2.1 Les adolescentes des pays en situation de FCV sont plus susceptibles que les autres d’être mariées, d’avoir des enfants et d’être déscolarisées

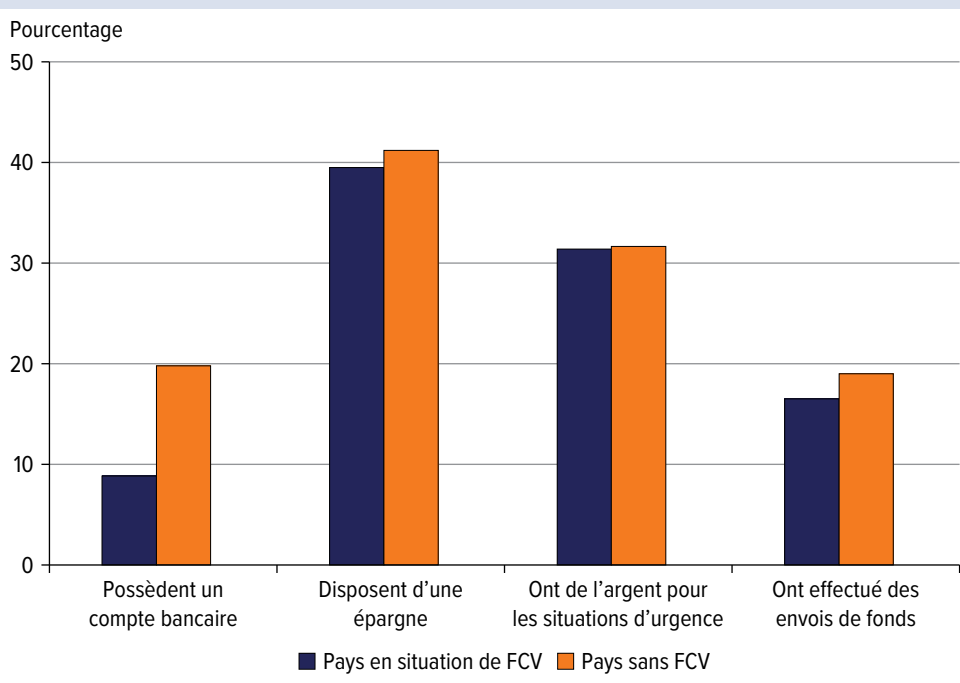


Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l’USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : FCV = fragilité, conflit et violence.

ENCADRÉ 2.2 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays *(suite)*

FIGURE B2.2.2 Les adolescentes des pays en situation de FCV sont moins susceptibles que les autres d’avoir un compte bancaire



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur des données issues de la base de données sur l'accès aux services financiers (Global Findex) 2017 [ensemble de données], consultées le 22 août 2023, <https://doi.org/10.48529/FKZS-AT21>.

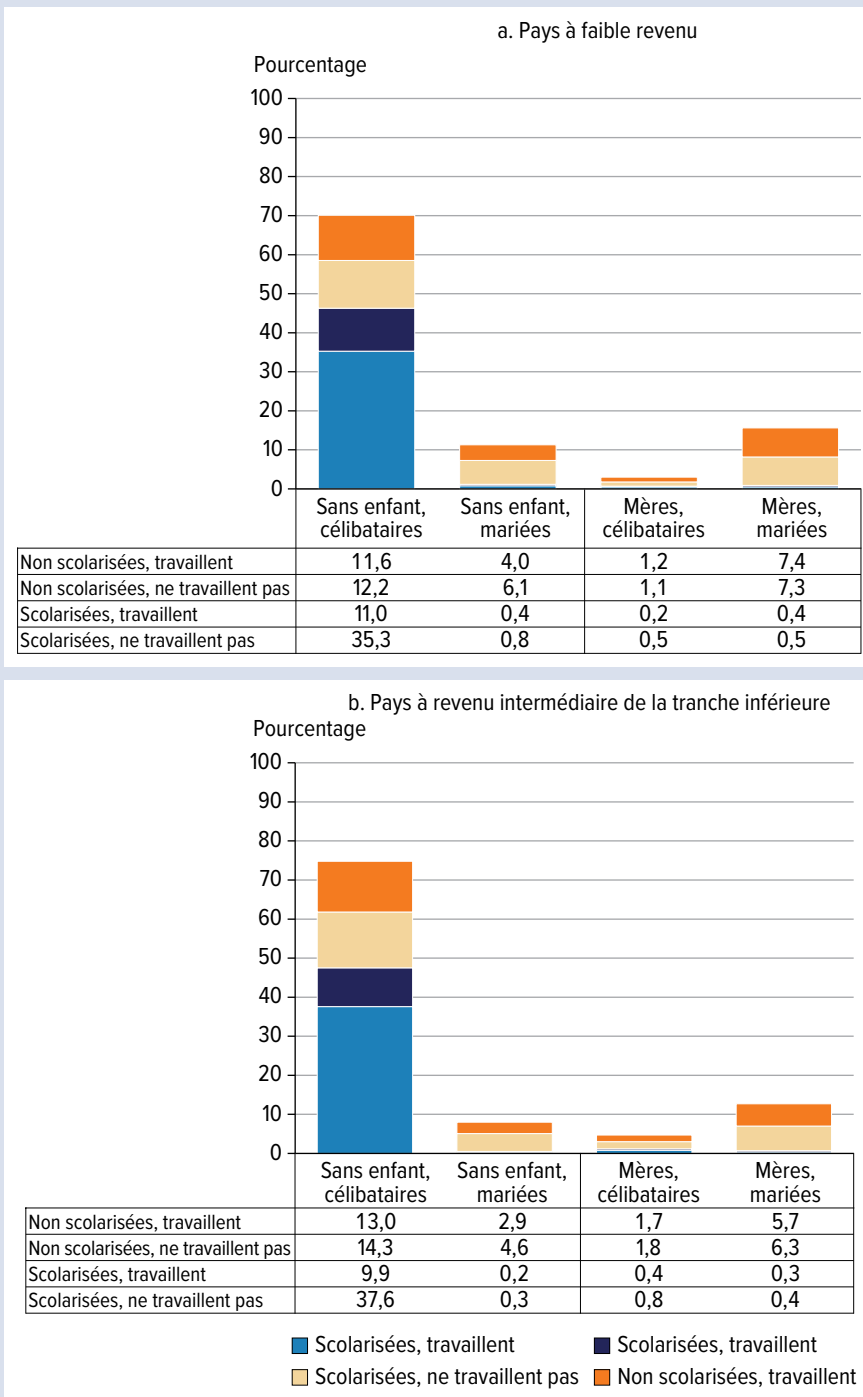
Note : FCV = fragilité, conflit et violence.

De même, les taux de scolarisation augmentent et les taux de mariage et de grossesse diminuent à mesure que les niveaux de revenu des pays augmentent (figure B2.2.3). Parmi les adolescentes qui n'ont pas d'enfants et ne sont pas mariées, une part beaucoup plus importante dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est scolarisée et ne travaille pas.

(suite)

ENCADRÉ 2.2 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays *(suite)*

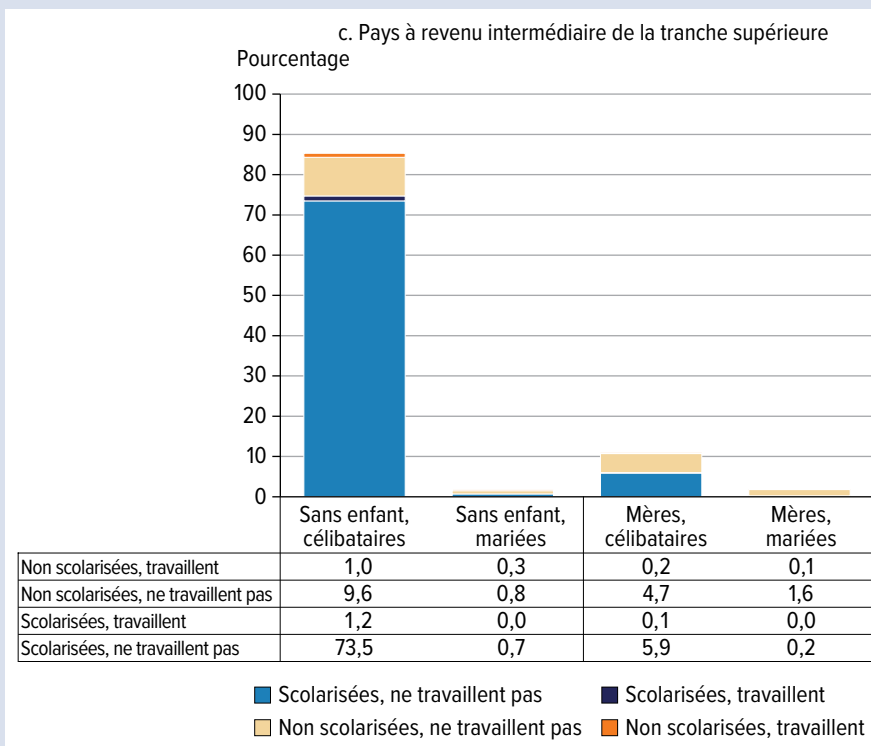
FIGURE B2.2.3 Les classifications de revenu au niveau des pays sont également corrélées aux expériences des adolescentes



(suite)

ENCADRÉ 2.2 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes dans les différents pays *(suite)*

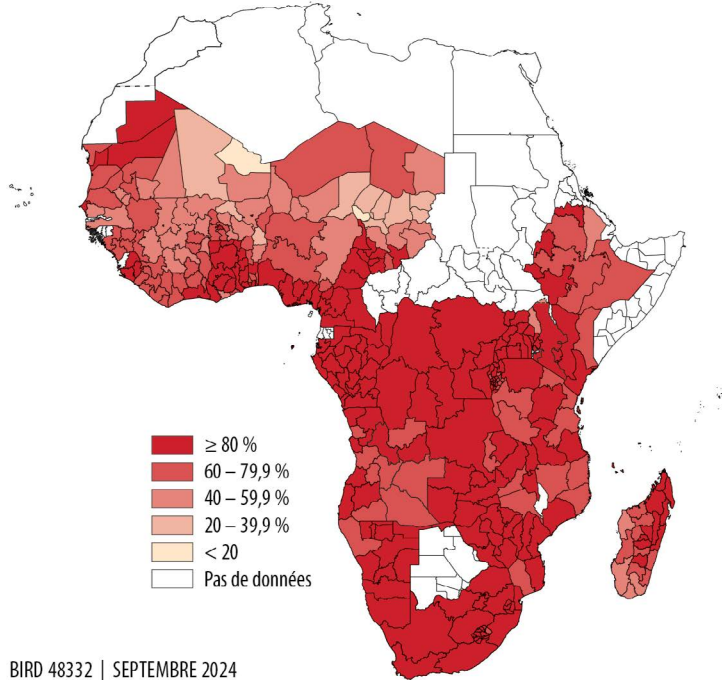
FIGURE B2.2.3 Les classifications de revenu au niveau des pays sont également corrélées aux expériences des adolescentes *(suite)*



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

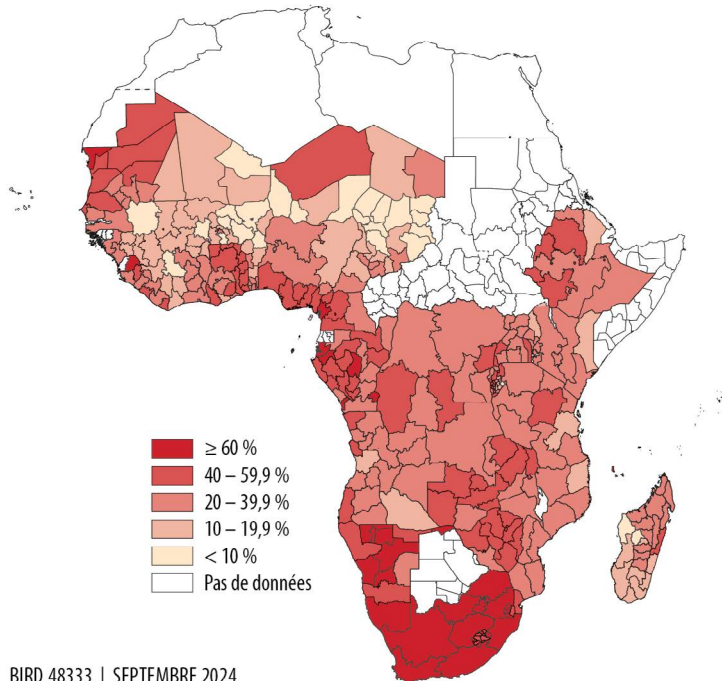
CARTE 2.1 Certaines sous-régions d'un même pays présentent de moins bons résultats pour les adolescentes que d'autres

a. Scolarisation des filles de 10 à 14 ans



BIRD 48332 | SEPTEMBRE 2024

b. Filles de 15 à 19 ans scolarisées et ne travaillant pas

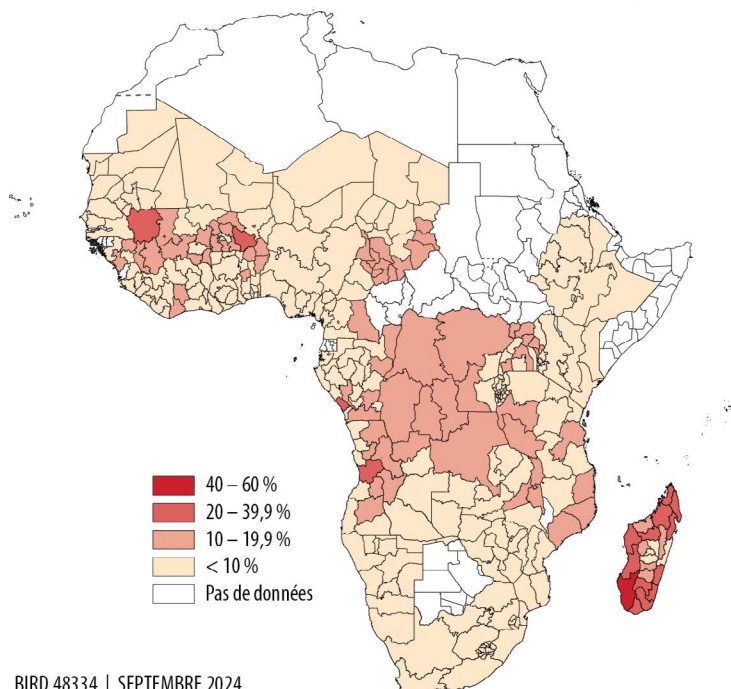


BIRD 48333 | SEPTEMBRE 2024

(suite)

CARTE 2.1 Certaines sous-régions d'un même pays présentent de moins bons résultats pour les adolescentes que d'autres (suite)

c. Filles de 15 à 19 ans non scolarisées et ne travaillant pas



BIRD 48334 | SEPTEMBRE 2024

Source : Carte originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Il est nécessaire de comprendre les schémas infranationaux et régionaux pour optimiser l'élaboration des politiques

Il est important de prendre en compte la diversité inhérente aux expériences des adolescentes en Afrique. Les filles de la région continuent de faire face à des défis liés au genre qui entraînent des répercussions durables, même après leur passage de l'adolescence à l'âge adulte. Les progrès en matière de scolarisation ont été significatifs, mais le mariage et la grossesse restent des obstacles majeurs à l'autonomisation des adolescentes. Il est important de noter que ces deux transitions de la vie peuvent avoir des implications différentes sur les perspectives des adolescentes de poursuivre leurs études et de participer au travail rémunéré.

Les catégorisations existantes des vulnérabilités permettent aux décideurs de cibler les interventions jusqu'à un certain point seulement. Il est crucial d'identifier les modèles infranationaux et régionaux pour optimiser la conception des politiques. Les différences en matière de richesse des ménages et de contexte national sont fortement corrélées à l'inclusion financière (une dimension de l'autonomisation des adolescentes), ce qui suggère qu'il existe des corrélations significatives entre les expériences des adolescentes et d'autres dimensions de l'autonomisation. Le gros plan 2 met en évidence ces corrélations à l'aide de données plus détaillées.

Ce chapitre s'est concentré sur quatre aspects des expériences des adolescentes qui sont reflétés dans des ensembles de données à large couverture. Cependant, d'autres dimensions importantes doivent être prises en compte, notamment les expériences de violence basée sur le genre. Ce rapport n'examine pas ces dimensions, faute de données suffisantes⁴. Néanmoins, une étude utilisant des données des 20 pays africains les plus peuplés a révélé que 28,8 % des filles de 15 à 19 ans ont déclaré avoir déjà subi des violences physiques ou sexuelles (Evans *et al.* 2023). Cela démontre la prévalence de cette problématique et l'importance de s'y attaquer.

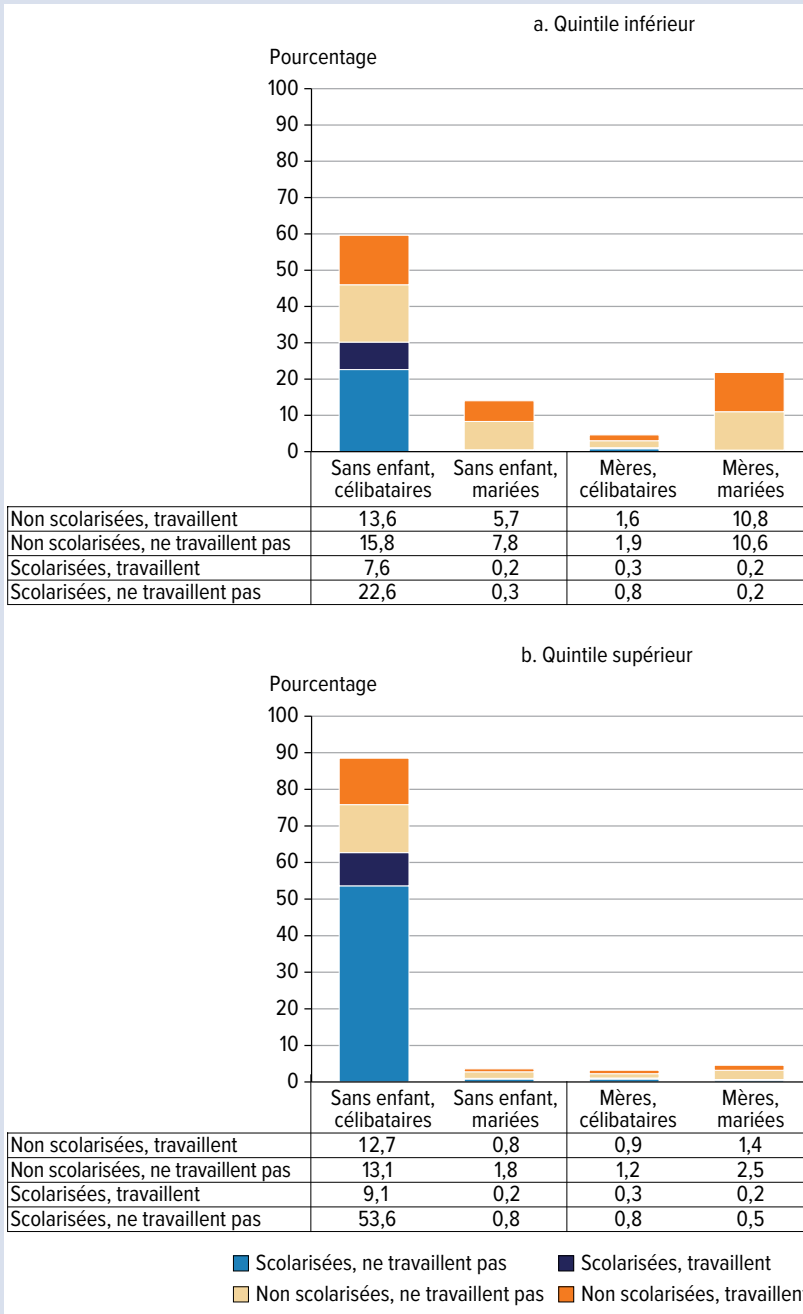
ENCADRÉ 2.3 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes au sein des pays

Au sein des pays, des facteurs tels que la pauvreté des ménages et la ruralité sont corrélés aux expériences des adolescentes. Les adolescentes issues de ménages plus aisés sont plus susceptibles d'être scolarisées, célibataires et sans enfant, tandis que celles provenant de ménages moins aisés sont plus susceptibles de suivre des trajectoires divergentes. La proportion d'adolescentes exclusivement scolarisées, célibataires et sans enfant est supérieure de 30 points de pourcentage dans les ménages du quintile supérieur de la répartition de la richesse par rapport à ceux du quintile inférieur (figure B2.3.1). Outre son association avec ces différences dans les transitions de la vie, la richesse des ménages est également fortement corrélée aux niveaux d'inclusion financière. Les adolescentes issues de ménages plus aisés sont plus susceptibles de posséder un compte financier formel, de disposer d'une épargne, d'avoir de l'argent pour les situations d'urgence et d'avoir effectué des envois de fonds (figure B2.3.2).

(suite)

ENCADRÉ 2.3 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes au sein des pays *(suite)*

FIGURE B2.3.1 Les adolescentes issues de ménages plus aisés sont plus susceptibles d’être scolarisées, célibataires et sans enfant

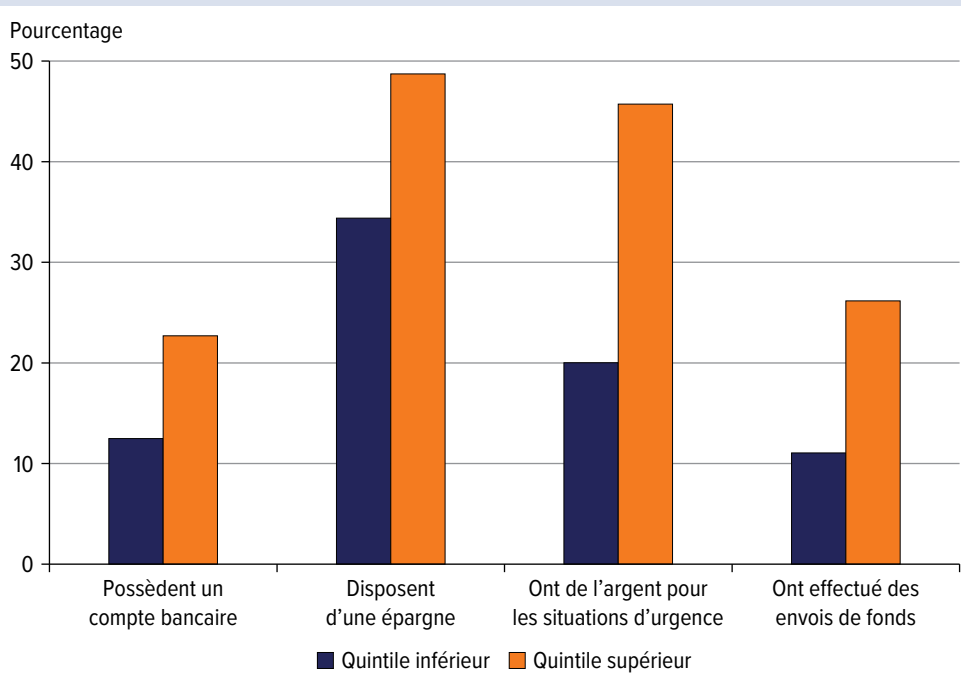


Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l’USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

(suite)

ENCADRÉ 2.3 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes au sein des pays *(suite)*

FIGURE B2.3.2 Les adolescentes issues de ménages plus aisés présentent des niveaux d'inclusion financière plus élevés



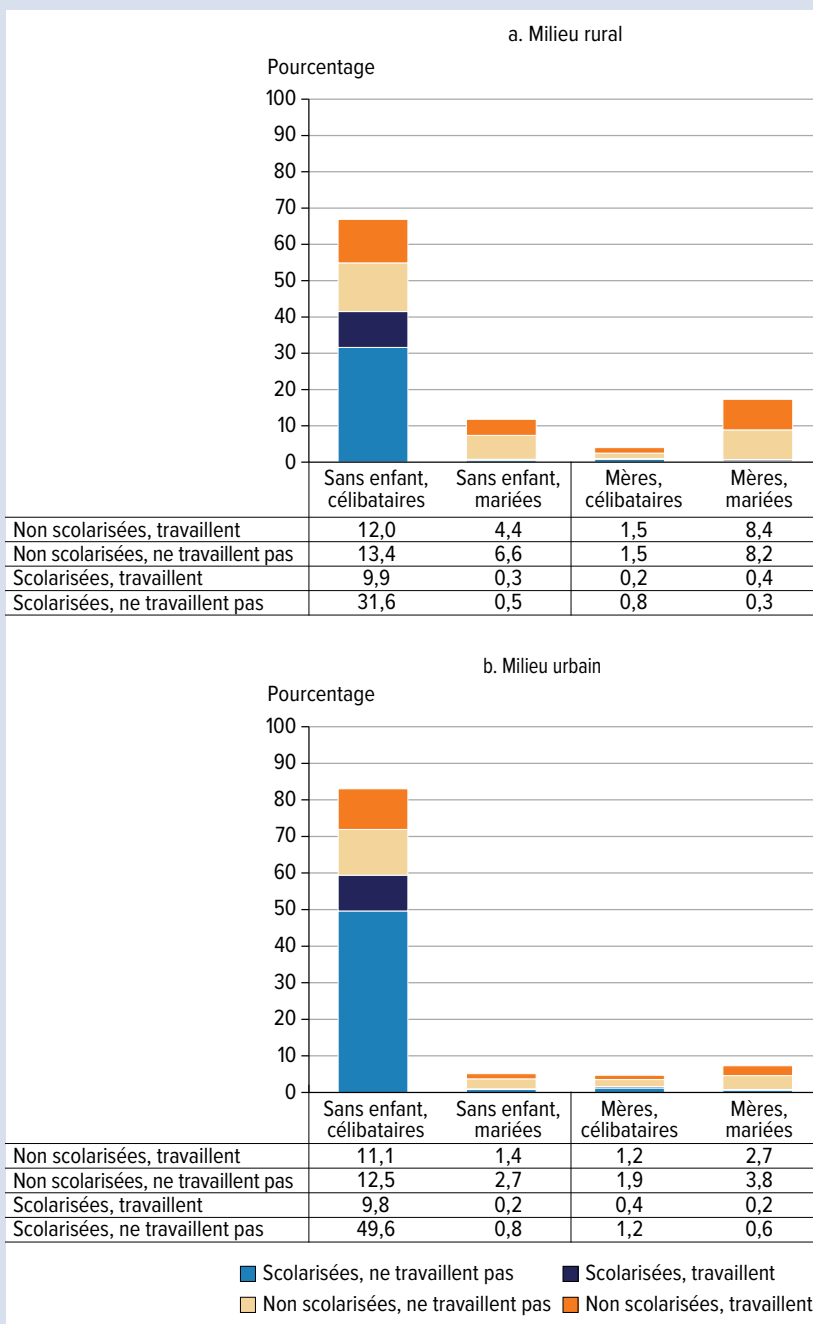
Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur des données issues de la base de données sur l'accès aux services financiers (Global Findex) 2017 [ensemble de données], consultées le 22 août 2023, <https://doi.org/10.48529/FKZS-AT21>.

Il existe également des différences frappantes entre les expériences des adolescentes vivant en milieu rural et celles vivant en milieu urbain (figure B2.3.3). Parmi les filles de 15 à 19 ans vivant en milieu urbain, 83 % sont célibataires et n'ont pas d'enfant, contre moins de 70 % de leurs pairs vivant en milieu rural. Les adolescentes vivant en milieu rural sont également moins susceptibles d'être scolarisées et plus susceptibles de travailler, qu'elles soient scolarisées ou non.

(suite)

ENCADRÉ 2.3 Dimensions de la vulnérabilité et trajectoires des adolescentes au sein des pays (suite)

FIGURE B2.3.3 Les adolescentes des zones urbaines sont plus susceptibles d'être scolarisées, célibataires et sans enfant



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Annexe 2A. Données complémentaires

TABLEAU 2A.1 Les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la base de données Global Findex fournissent des informations précieuses mais incomplètes sur les expériences des adolescentes en Afrique

Pays	Enquêtes démographiques et de santé				Écart en années	Enquête en grappes à indicateurs multiples		Base de données Global Findex 2017
	Utilisée pour l'analyse	Année la plus récente	Année antérieure	Utilisée pour l'analyse des tendances		Utilisée pour l'analyse	Année	Utilisée pour l'analyse
Afrique du Sud	Oui	2016	1998	Oui	18	Non	s.o.	Non
Angola	Oui	2015–2016	s.o.	Non	s.o.	Non	s.o.	Non
Bénin	Oui	2017–2018	2001	Oui	16	Oui	2014	Oui
Botswana	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Oui
Burkina Faso	Oui	2010	1998	Oui	12	Oui	2006	Oui
Burundi	Oui	2016–2017	1987	Non	s.o.	Oui	2005	Oui
Cabo Verde	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Non
Cameroun	Oui	2018	1998	Oui	20	Oui	2014	Oui
Comores	Oui	2012	1996	Oui	16	Non	s.o.	Non
Congo, Rép. dém.	Oui	2013–2014	2007	Non	s.o.	Oui	2017	Oui
Congo, Rép.	Oui	2011–2012	2005	Non	s.o.	Oui	2014	Oui
Côte d'Ivoire	Oui	2011–2012	1994	Oui	17	Oui	2016	Oui
Érythrée	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Non
Eswatini	Oui	2006–2007	Non disponible	Non	s.o.	Oui	2014	Non
Éthiopie	Oui	2016	2000	Oui	16	Non	s.o.	Oui
Gabon	Oui	2012	2000	Oui	12	Non	s.o.	Oui
Gambie	Oui	2019–2020	2013	Non	s.o.	Oui	2018	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.1 Les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la base de données Global Findex fournissent des informations précieuses mais incomplètes sur les expériences des adolescentes en Afrique *(suite)*

Pays	Enquêtes démographiques et de santé					Enquête en grappes à indicateurs multiples		Base de données Global Findex 2017
	Utilisée pour l'analyse	Année la plus récente	Année antérieure	Utilisée pour l'analyse des tendances	Écart en années	Utilisée pour l'analyse	Année	Utilisée pour l'analyse
Ghana	Oui	2014	1993	Oui	19	Oui	2017	Oui
Guinée	Oui	2018	1999	Oui	19	Oui	2016	Oui
Guinée-Bissau	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Oui	2018	Non
Guinée équatoriale	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Non
Kenya	Oui	2014	1998	Oui	16	Non	s.o.	Oui
Lesotho	Oui	2014	2004	Oui	10	Oui	2018	Oui
Libéria	Oui	2019–2020	2007	Oui	12	Non	s.o.	Oui
Madagascar	Oui	2008–2009	1997	Oui	11	Oui	2018	Oui
Malawi	Oui	2015–2016	2000	Oui	15	Oui	2019–2020	Oui
Mali	Oui	2018	1995	Oui	23	Oui	2015	Oui
Mauritanie	Oui	2018–2019	s.o.	Non	s.o.	Oui	2015	Oui
Maurice	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Oui
Mozambique	Oui	2018	1997	Oui	19	Oui	2008	Oui
Namibie	Oui	2013	2000	Oui	13	Non	s.o.	Oui
Niger	Oui	2012	1998	Oui	14	Non	s.o.	Oui
Nigéria	Oui	2018	2003	Oui	15	Oui	2021	Oui
Ouganda	Oui	2016	1995	Oui	19	Non	s.o.	Oui
République centrafricaine	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Oui	2018–2019	Oui
Rwanda	Oui	2019–2020	2000	Oui	19	Non	s.o.	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.1 Les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples et la base de données Global Findex fournissent des informations précieuses mais incomplètes sur les expériences des adolescentes en Afrique (*suite*)

Pays	Enquêtes démographiques et de santé					Enquête en grappes à indicateurs multiples		Base de données Global Findex 2017
	Utilisée pour l'analyse	Année la plus récente	Année antérieure	Utilisée pour l'analyse des tendances	Écart en années	Utilisée pour l'analyse	Année	Utilisée pour l'analyse
Sao Tomé-et-Principe	Oui	2008–2009	s.o.	Non	s.o.	Oui	2019	Non
Sénégal	Oui	2019	1999	Non ^a	20	Non	s.o.	Oui
Seychelles	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Non
Sierra Leone	Oui	2019	2008	Oui	11	Oui	2017	Oui
Somalie	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Oui	2006	Non
Soudan	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Non	s.o.	Non
Soudan du Sud	Non	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Oui	2010	Oui
Tanzanie	Oui	2015–2016	1996	Oui	19	Non	s.o.	Oui
Tchad	Oui	2014–2015	1996	Oui	19	Oui	2019	Oui
Togo	Oui	2013–2014	1998	Oui	15	Oui	2017	Oui
Zambie	Oui	2018	1996	Oui	22	Non	s.o.	Oui
Zimbabwe	Oui	2015	1994	Oui	21	Oui	2019	Oui

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com> ; les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, consultées le 28 novembre 2023, <https://mics.unicef.org> ; et la base de données sur l'accès aux services financiers (Global Findex) 2017 [ensemble de données], consultée le 22 août 2023, <https://doi.org/10.48529/FKZS-AT21>.

Note : L'année pour tous les pays ayant des données issues de la base de données Global Findex 2017 est 2017. s.o. = sans objet.

^aBien que le Sénégal ait eu deux enquêtes démographiques et de santé disponibles dans la période couverte par le rapport, les définitions des variables étaient incohérentes entre les deux enquêtes. Six pays ont publié de nouveaux échantillons des enquêtes démographiques et de santé au cours de la rédaction du rapport (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Madagascar et Tanzanie). L'analyse du rapport conserve les échantillons initiaux utilisés ; toutefois, les résultats clés ne changent pas avec l'utilisation des nouveaux échantillons.

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficient-elles d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Afrique du Sud	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	88,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Angola	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	73,1	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Bénin	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	74,4	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Botswana	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	63,8	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficient-elles d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Burkina Faso	Pays à faible revenu	2020	82,5	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Burundi	Pays à faible revenu	2020	73,1	s.o.	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
Cabo Verde	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	86,3	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Cameroun	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	60,0	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Comores	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	65,0	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Congo, Rép. dém.	Pays à faible revenu	2020	78,8	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficient-elles d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Congo, Rép.	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	49,4	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Côte d'Ivoire	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	83,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Érythrée	Pays à faible revenu	2020	69,4	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
Eswatini	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	46,3	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui
Éthiopie	Pays à faible revenu	2020	71,9	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficiaires d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Gabon	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	57,5	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
Gambie	Pays à faible revenu	2020	69,4	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Ghana	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	75,0	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
Guinée	Pays à faible revenu	2020	73,8	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Guinée-Bissau	Pays à faible revenu	2020	42,5	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Oui
Guinée équatoriale	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	51,9	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficiaires d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Kenya	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	80,6	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Lesotho	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	78,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Libéria	Pays à faible revenu	2020	81,3	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Madagascar	Pays à faible revenu	2020	66,9	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Malawi	Pays à faible revenu	2020	77,5	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Mali	Pays à faible revenu	2020	63,8	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficiaires d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Maurice	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	89,4	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mauritanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	48,1	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Mozambique	Pays à faible revenu	2020	82,5	s.o.	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Namibie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	2020	86,3	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Niger	Pays à faible revenu	2020	56,9	s.o.	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays *(suite)*

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficient-elles d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Nigéria	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	63,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
Ouganda	Pays à faible revenu	2020	73,1	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
République centrafricaine	Pays à faible revenu	2020	76,9	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Rwanda	Pays à faible revenu	2020	81,3	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Sao Tomé-et-Principe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	83,1	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui

(suite)

TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficiaires d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Sénégal	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	63,8	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Seychelles	Pays à revenu élevé	2020	76,3	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Sierra Leone	Pays à faible revenu	2020	63,1	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
Somalie	Pays à faible revenu	2020	46,9	s.o.	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Soudan	Pays à faible revenu	2020	29,4	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Non
Soudan du Sud	Pays à faible revenu	2020	67,5	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui

(suite)

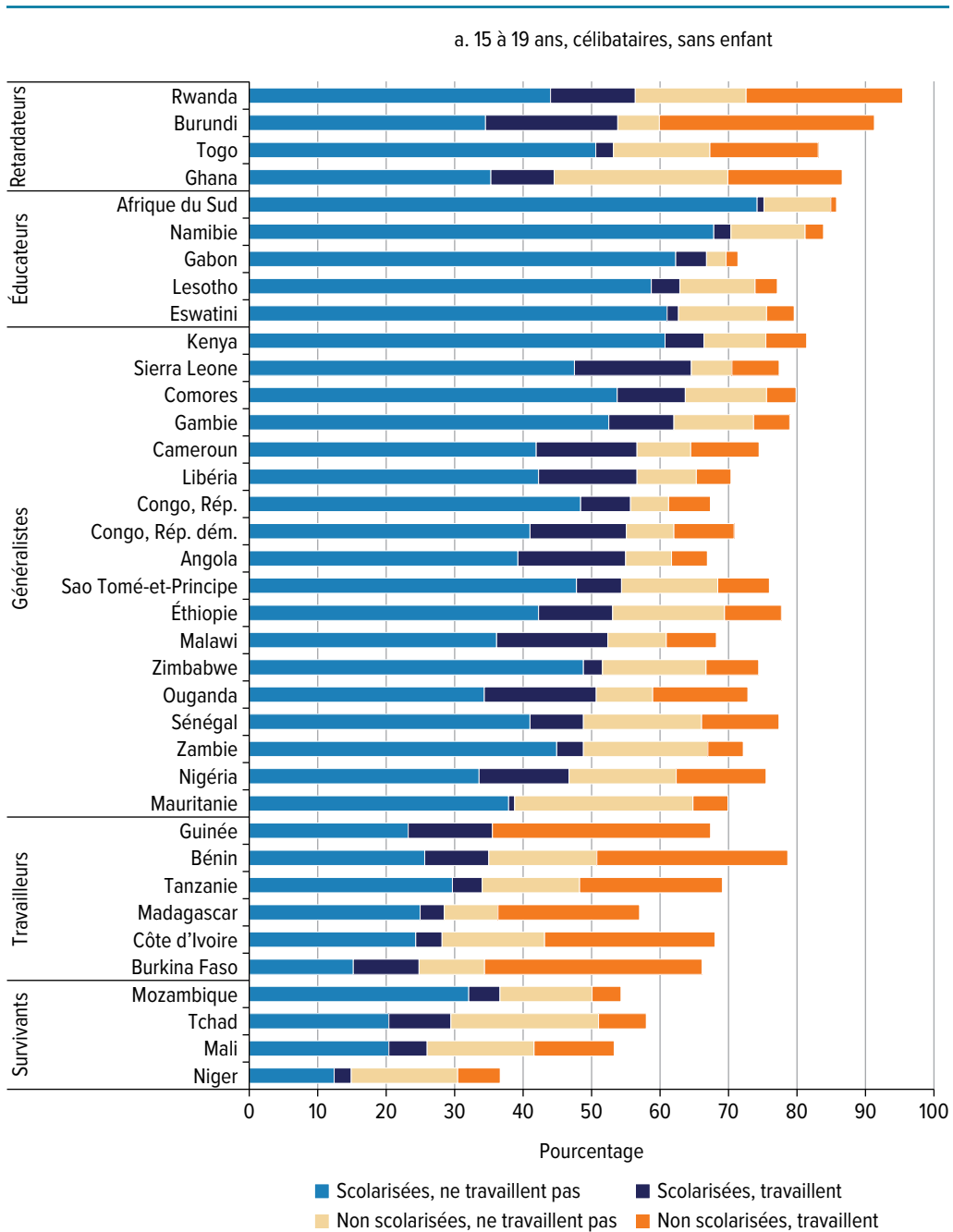
TABLEAU 2A.2 Plusieurs indicateurs caractérisent le contexte juridique et politique d'un pays (suite)

Pays	Groupe de revenu	Année du rapport	Indice WBL	Enseignement post-primaire gratuit	Âge du mariage : >18	Les fils et les filles ont-ils des droits égaux à hériter des biens de leurs parents ?	Une femme peut-elle obtenir un emploi au même titre qu'un homme ?	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	Les mères bénéficient-elles d'un congé payé d'au moins 14 semaines ?	La loi interdit-elle la discrimination fondée sur le genre dans l'accès au crédit ?	Une femme peut-elle ouvrir un compte bancaire au même titre qu'un homme ?	Une femme peut-elle obtenir des documents d'identité au même titre qu'un homme ?
Tanzanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	81,3	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Tchad	Pays à faible revenu	2020	66,3	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Togo	Pays à faible revenu	2020	84,4	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Zambie	Pays à faible revenu	2020	81,3	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Zimbabwe	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	2020	86,9	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur des données de la Banque mondiale (2020) et des sources gouvernementales accessibles au public.

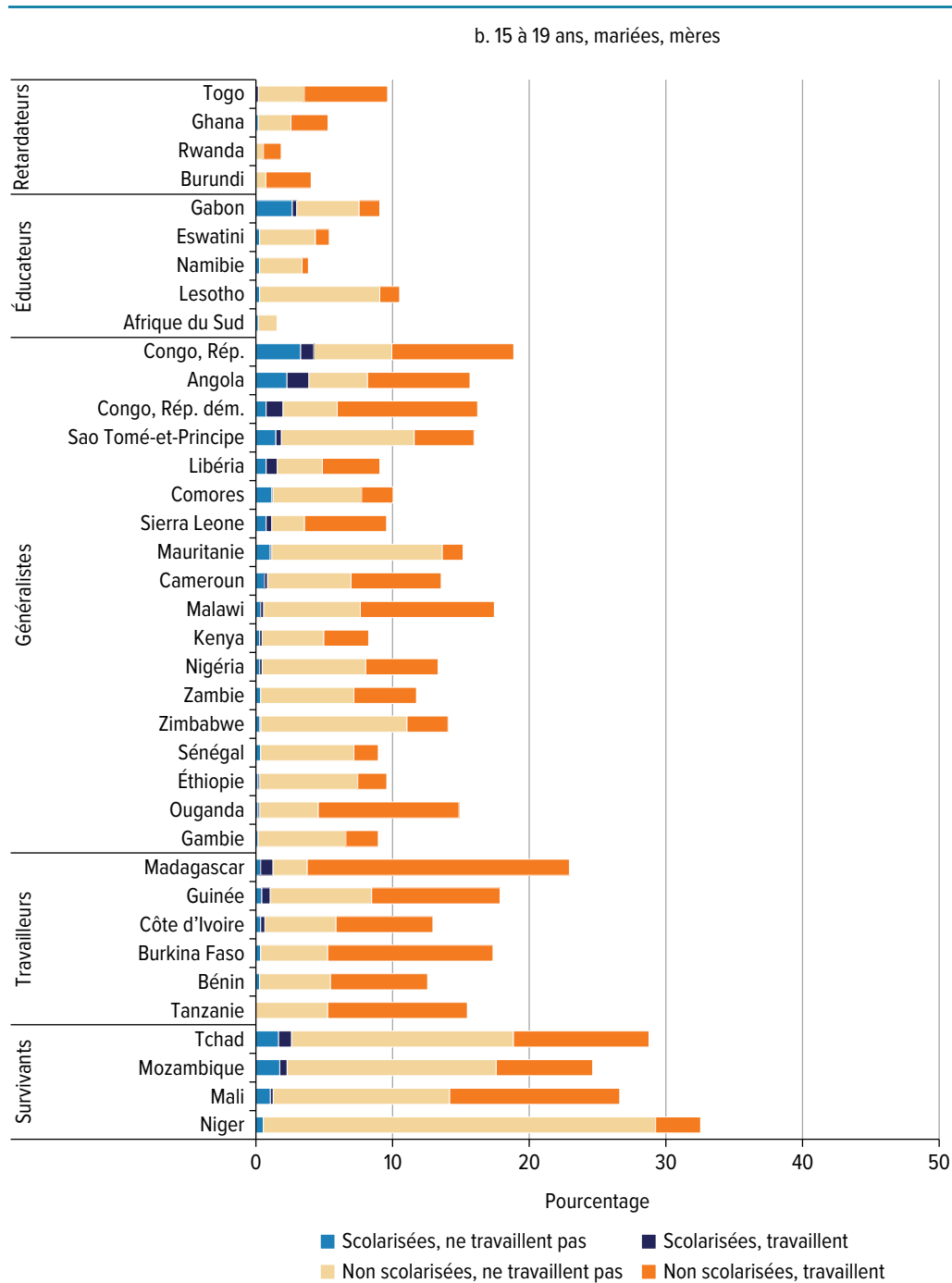
Note : s.o. = sans objet ; WBL = *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* (World Bank, 2020).

FIGURE 2A.1 La répartition des expériences des adolescentes varie selon les catégories de pays



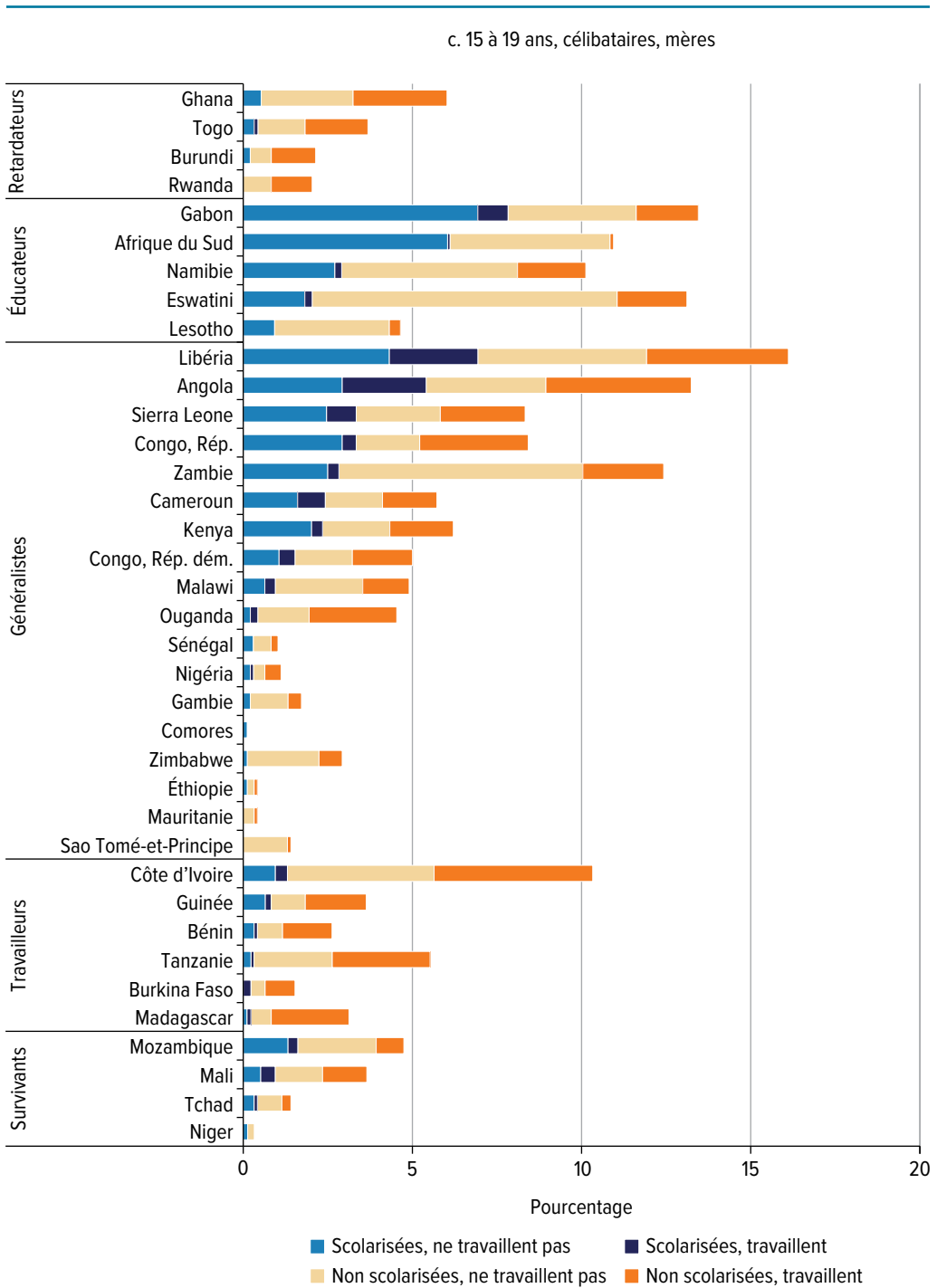
(suite)

FIGURE 2A.1 La répartition des expériences des adolescentes varie selon les catégories de pays (suite)



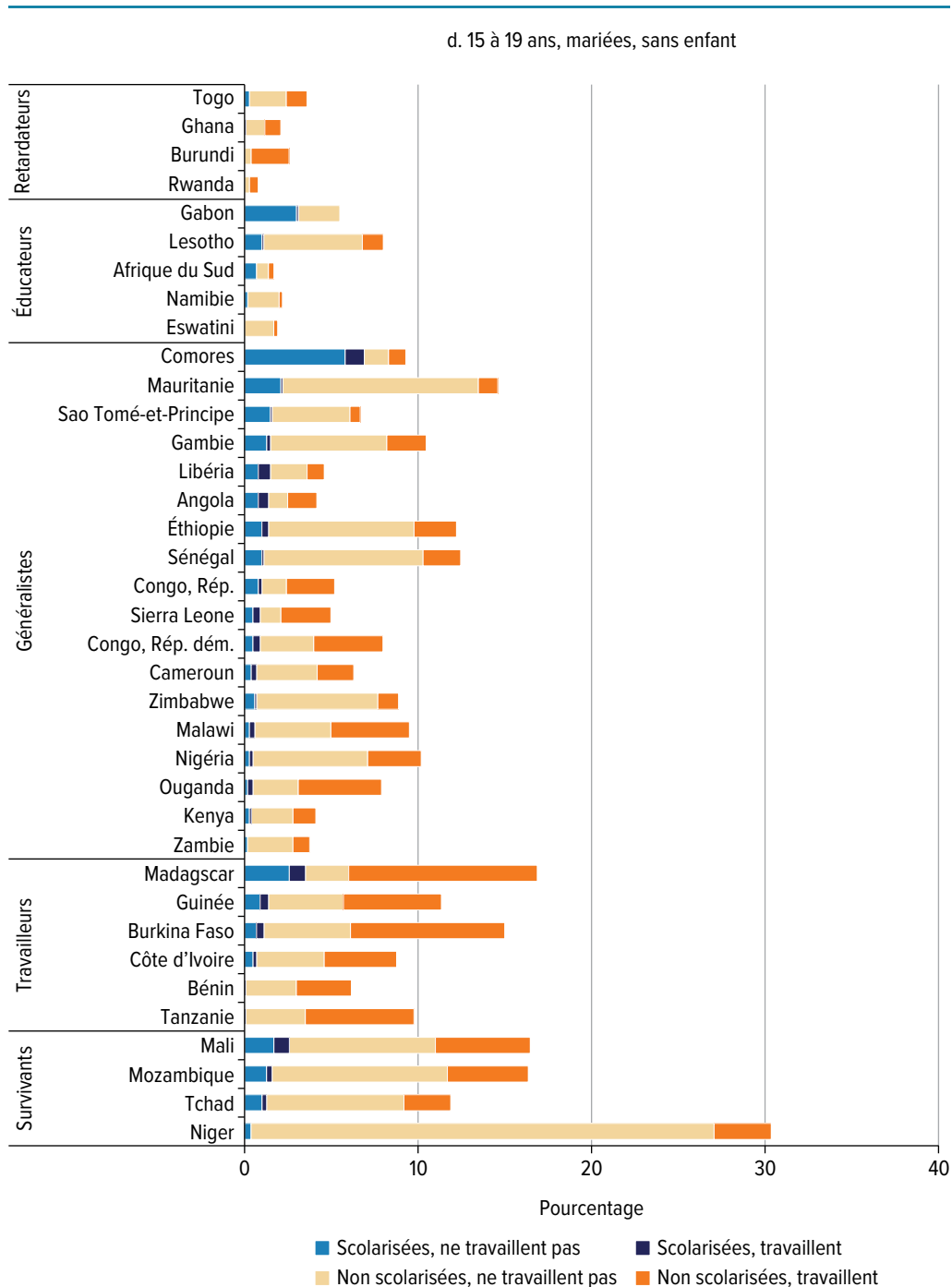
(suite)

FIGURE 2A.1 La répartition des expériences des adolescentes varie selon les catégories de pays (*suite*)



(*suite*)

FIGURE 2A.1 La répartition des expériences des adolescentes varie selon les catégories de pays (*suite*)



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Notes

1. Bergstrom et Özler (2023) expliquent pourquoi l'accent est mis sur ces trois résultats.
2. Selon les données issues des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (consultées le 30 janvier 2024, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>).
3. Le Mécanisme de financement mondial en faveur des femmes, des enfants et des adolescents utilise une approche de catégorisation similaire pour orienter les investissements visant à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes, en se basant sur quatre typologies de grossesses précoces.
4. Les questionnaires des enquêtes démographiques et de santé administrent des modules sur la violence basée sur le genre uniquement aux adultes mariés et vivant en concubinage.

Références bibliographiques

- Bergstrom, Katy, and Berk Özler. 2023. "Improving the Well-Being of Adolescent Girls in Developing Countries." *World Bank Research Observer* 38 (2): 179–212. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkac007>.
- Carvalho, Shelby, and Emma Cameron. 2022. "How Can Education Systems Contribute More Effectively to Equality?" In *Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment*, edited by Shelby Carvalho and David K. Evans, 80–92. Washington, DC: Center for Global Development.
- Evans, David K., Shelby Carvalho, and Amina Mendez Acosta. 2022. "Which Girls Are Still Being Left Behind?" In *Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment*, edited by Shelby Carvalho and David K. Evans, 43–52. Washington, DC: Center for Global Development.
- Evans, David K., Susannah Hares, Peter A. Holland, and Amina Mendez Acosta. 2023. "Adolescent Girls' Safety In and Out of School: Evidence on Physical and Sexual Violence from across Sub-Saharan Africa." *Journal of Development Studies* 59 (5): 739–57. <https://doi.org/10.1080/00220388.2023.2172333>.
- ILO (International Labour Organization). 2020. *Global Employment Trends for Youth 2020: Technology and the Future of Jobs*. Geneva: ILO Publishing.
- Rossiter, Jack, and Maimouna Konate. 2022. "Studying School Exams: A New Database." Center for Global Development, Washington, DC.
- World Bank. 2020. *Women, Business and the Law*. Washington, DC: World Bank.

GROS PLAN 2

Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : Principaux enseignements des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique

Wei Chang, Riddhi Kalsi, Estelle Koussoubé et Léa Rouanet

Messages clés

- L'autonomisation est multidimensionnelle. Les adolescentes peuvent jouir d'une autonomie dans un domaine tout en étant dépourvues dans un autre.
- La faiblesse des corrélations entre les fondamentaux du capital humain et les autres dimensions de l'autonomisation souligne la nécessité de stratégies d'intervention holistiques.
- Les transitions de la vie, telles que le mariage et la maternité, peuvent entraver l'acquisition par les filles d'un capital humain et d'un pouvoir de décision et d'action, mais certaines ressources et réalisations persistent malgré ces changements.

Comprendre le caractère multidimensionnel de l'autonomisation des adolescentes en Afrique

L'autonomisation des adolescentes est un concept complexe et multidimensionnel, englobant divers aspects essentiels à leur développement et à leur réussite. Le chapitre 1 souligne que l'autonomisation va au-delà de l'éducation et de la santé ; elle inclut également des dimensions telles que les ressources, le pouvoir de décision et d'action et la réalisation économique. Bien que des interventions axées sur l'éducation et la santé soient cruciales pour poser les bases du succès à l'âge adulte, elles peuvent ne pas suffire à accroître l'autonomisation des filles dans toutes ses dimensions, ce qui pourrait limiter la durabilité de leur succès économique en Afrique.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

La compréhension globale de l'autonomisation des adolescentes est entravée par des lacunes en matière de données et une prise en compte insuffisante des interrelations entre les différentes dimensions de l'autonomisation. Il est essentiel de combler ces lacunes afin d'élaborer des stratégies efficaces d'autonomisation des adolescentes en Afrique. De plus, le caractère multidimensionnel de l'autonomisation peut varier pour les adolescentes à différentes étapes de leur vie, en fonction de leurs profils démographiques et de leur situation. Comme l'illustre le chapitre 1, les adolescentes en Afrique peuvent suivre différents parcours vers l'autonomisation, qu'il s'agisse de construire des bases solides en capital humain ou de faire face à des circonstances difficiles telles que le mariage et la grossesse précoces. Comprendre ces différences en fonction des profils démographiques et adapter les interventions en conséquence est crucial pour que les décideurs et les praticiens puissent aider les adolescentes, à chaque étape de leur vie, à réaliser leur plein potentiel.

Ce gros plan examine le caractère multidimensionnel de l'autonomisation chez les adolescentes en Afrique, en s'appuyant sur le cadre d'autonomisation des adolescentes présenté au chapitre 1. Il aborde les interrelations entre diverses dimensions de l'autonomisation, en mettant un accent particulier sur la question de savoir si des améliorations dans les fondamentaux du capital humain peuvent se traduire par des progrès dans d'autres dimensions. En outre, il analyse comment l'autonomisation se manifeste aux différentes étapes de la vie des adolescentes, fournissant des indications pour la conception d'interventions ciblées. Pour approfondir ces questions, ce gros plan analyse des données issues d'enquêtes d'évaluation d'impact à travers l'Afrique (voir l'encadré S2.1.1 pour plus de détails sur la méthodologie de recherche).

ENCADRÉ S2.1.1 Principaux enseignements des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique : Méthodologie de recherche

L'analyse de ce gros plan combine des données d'enquêtes de référence provenant de 12 évaluations d'impact de programmes d'autonomisation ciblant les adolescentes et les jeunes femmes vulnérables dans 10 pays africains (voir le tableau S2A.1 de l'annexe S2A). Ces évaluations d'impact sont menées par le Laboratoire d'innovation sur le genre en Afrique de la Banque mondiale et le Population Council. Il est important de noter que ces enquêtes ne sont pas représentatives au niveau national et varient dans la composition des échantillons

(suite)

ENCADRÉ S2.1.1 Principaux enseignements des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique : Méthodologie de recherche *(suite)*

(par exemple, certaines enquêtes incluent uniquement des participantes rurales, tandis que d'autres incluent des échantillons ruraux et urbains, et les tranches d'âge des participantes varient d'une enquête à l'autre). Ces variations dépendent de la définition de la vulnérabilité propre à chaque programme et des critères de ciblage correspondants. Malgré ces différences, ces enquêtes offrent une vision plus complète des diverses dimensions de l'autonomisation des adolescentes, comme décrit dans le cadre d'autonomisation présenté au chapitre 1.

Ce gros plan utilise d'abord les données de référence de ces évaluations d'impact, en se concentrant sur le sous-échantillon des adolescentes âgées de 10 à 19 ans, pour fournir un aperçu descriptif des niveaux d'autonomisation des adolescentes ciblées par les programmes d'autonomisation en Afrique. Ensuite, il examine les relations entre les différentes dimensions de l'autonomisation en présentant les corrélations de Pearson entre tous les résultats d'autonomisation recueillis dans les enquêtes. Il utilise ensuite une analyse de régression pour comprendre dans quelle mesure les fondamentaux du capital humain sont associés à d'autres dimensions de l'autonomisation, en contrôlant de l'âge, du statut matrimonial et maternel, du lieu de résidence (urbain ou rural) et des effets fixes propres à l'enquête. Plus précisément, il évalue les corrélations entre les fondamentaux du capital humain et d'autres résultats de l'autonomisation et mesure l'amélioration de l'explication de la variance de chaque résultat en comparant les statistiques R^2 ajustées dans deux ensembles de modèles : l'un avec des indicateurs d'éducation et de santé comme prédicteurs, en plus des prédicteurs démographiques et contextuels, et l'autre sans les indicateurs d'éducation et de santé comme prédicteurs. En outre, ce gros plan utilise une analyse de régression pour essayer de comprendre comment les niveaux d'autonomisation peuvent varier en fonction de différents profils d'adolescentes, en contrôlant par le statut urbain ou rural, l'âge et les effets fixes de l'enquête. Les pondérations individuelles sont calculées au niveau de chaque enquête, puis appliquées aux modèles pour s'assurer que chaque enquête se voit accorder la même importance.

Comment l'autonomisation se manifeste-t-elle chez les adolescentes ?


L'autonomisation des adolescentes englobe diverses dimensions, dont les fondamentaux du capital humain, les ressources et la capacité de décision et d'action, qui interagissent pour influencer leurs résultats économiques à long terme. Les fondamentaux du capital humain, à savoir l'éducation et la santé, sont essentiels, non seulement en eux-mêmes, mais aussi pour permettre aux adolescentes de réaliser leur potentiel à l'âge adulte.

Cependant, l'accès à l'éducation demeure un défi pour de nombreuses filles : en moyenne, 30 % des filles de l'échantillon agrégé des évaluations d'impact ont déclaré n'avoir jamais fréquenté l'école, un problème particulièrement marqué dans les zones rurales de la région du Sahel (tableau S2.1). Par exemple, 55 % des filles interrogées dans les zones rurales du Mali, 62 % dans les zones rurales du Niger et 77 % dans les zones rurales du Burkina Faso ont déclaré n'avoir jamais fréquenté l'école. Les connaissances en matière de santé varient également de manière significative selon les contextes, moins de la moitié des filles interrogées dans les évaluations d'impact ayant déclaré connaître les contraceptifs modernes au Mali (46 %) et au Tchad (48 %), alors qu'environ trois quarts avaient cette connaissance en Côte d'Ivoire (77 %), au Bénin (78 % et 72 % dans deux échantillons d'évaluation d'impact différents) et en Mauritanie (81 %).

Au-delà de l'éducation et de la santé, les ressources et la capacité de décision et d'action sont des dimensions cruciales de l'autonomisation des filles. Alors que seulement 16 % des filles de l'échantillon ont déclaré avoir réussi à accumuler des ressources financières grâce à l'épargne (tableau S2.1), une proportion plus importante, 62 %, a indiqué vivre dans des ménages possédant des téléphones portables.


La « capacité de décision et d'action » pour les adolescentes fait référence à leur capacité à définir des objectifs, à passer à l'action et à exercer un contrôle sur leur vie. En moyenne, 59 % des filles interrogées ont déclaré aspirer à atteindre au moins un niveau d'éducation secondaire, tandis que seulement 47 % ont dit aspirer à exercer un travail qualifié nécessitant une formation professionnelle, comme les métiers de la santé, l'ingénierie et la fonction publique. De plus, il existe un décalage entre les aspirations des filles en matière de mariage et d'éducation et la réalité qu'elles vivent. Bien que 59 % des filles interrogées aient exprimé le désir d'atteindre un niveau d'éducation secondaire, seulement 54 % étaient scolarisées. De même, l'âge idéal du mariage selon les participantes célibataires était de 21,7 ans sur l'ensemble des tranches d'âge, tandis que l'âge moyen de mariage parmi celles déjà mariées était inférieur à 16 ans. Les attitudes de genre révèlent des inégalités persistantes. Alors que 52 % des filles reconnaissent l'importance pour les filles d'achever leurs études secondaires au même titre que les garçons, seulement 32 % d'entre elles approuvent le partage égal des tâches ménagères entre les sexes. Par ailleurs, les attitudes à l'égard des violences basées sur le genre sont préoccupantes. En moyenne, 44 % des filles de l'échantillon ont justifié la violence conjugale dans certaines circonstances, un pourcentage qui varie considérablement selon les pays, allant de 80 % au Mali à 13 % dans l'échantillon du Bénin.

TABLEAU S2.1 Les indicateurs d'autonomisation mettent en évidence des défis importants parmi les adolescentes à travers différentes enquêtes d'évaluation d'impact

	Données démographiques	Nombre d'observations	Moyenne pondérée combinée	AGEP, Zambie (2016)	AGI, Kenya (2015)	AGILE, Nigéria (2023)	PASS, Tanzanie (2016)	SWEDD, transferts monétaires, Bénin (2022)	SWEDD, espaces sûrs, Bénin (2022)	SWEDD, Burkina Faso (2017)	SWEDD, Tchad (2017)	SWEDD, Côte d'Ivoire (2017)	SWEDD, Mali (2017)	SWEDD, Mauritanie (2017)	SWEDD, Niger (2017)
	15-19 ans	51 241	63 %	72 %	4 %	100 %	54 %	50 %	51 %	66 %	57 %	59 %	77 %	100 %	60 %
	Milieu rural	51 215	64 %	35 %	41 %	37 %	100 %	59 %	72 %	100 %	36 %	48 %	100 %	44 %	100 %
	Mariée	47 420	20 %	8 %	0 %	1 %	2 %	1 %	10 %	49 %	25 %	23 %	32 %	22 %	68 %
	Âge du mariage chez les filles mariées	7 152	15,5 ans	17 ans	—	—	—	15 ans	16 ans	16 ans	15 ans	15 ans	16 ans	15 ans	15 ans
	Mère	42 941	14 %	14 %	0 %	—	4 %	0 %	7 %	25 %	20 %	22 %	22 %	15 %	24 %
Composante	Variable														
 Fondamentaux du capital humain	Jamais scolarisée	51 172	30 %	1 %	10 %	0 %	1 %	0 %	47 %	77 %	56 %	50 %	55 %	12 %	62 %
	Actuellement scolarisée	50 888	54 %	93 %	88 %	100 %	95 %	100 %	0 %	12 %	33 %	38 %	26 %	66 %	0 %
	Connaissance du planning familial	28 316	65 %	71 %	—	—	—	78 %	72 %	55 %	48 %	77 %	46 %	81 %	55 %



(suite)

TABLEAU S2.1 Les indicateurs d'autonomisation mettent en évidence des défis importants parmi les adolescentes à travers différentes enquêtes d'évaluation d'impact (*suite*)

	Données démographiques	Nombre d'observations	Moyenne pondérée combinée	AGEP, Zambie (2016)	AGI, Kenya (2015)	AGILE, Nigéria (2023)	PASS, Tanzanie (2016)	SWEDD, transferts monétaires, Bénin (2022)	SWEDD, espaces sûrs, Bénin (2022)	SWEDD, Burkina Faso (2017)	SWEDD, Tchad (2017)	SWEDD, Côte d'Ivoire (2017)	SWEDD, Mali (2017)	SWEDD, Mauritanie (2017)	SWEDD, Niger (2017)
 Ressources habitantes	Épargne	42 849	16 %	36 %	16 %	—	14 %	8 %	11 %	12 %	2 %	25 %	27 %	15 %	11 %
	Montant moyen des économies chez les filles qui épargnent ¹	37 191	38,38 dollars	16,91 dollars	10,88 dollars	—	47,14 dollars	23,20 dollars	95,66 dollars	54,98 dollars	90,04 dollars	61,01 dollars	37,82 dollars	44,73 dollars	11,02 dollars
	Le ménage possède un téléphone portable	39 616	62 %	28 %	2 %	—	—	67 %	39 %	73 %	75 %	98 %	84 %	93 %	67 %
 Capacité de décision et d'action	Aspirations à un niveau d'études secondaires et supérieures	44 807	59 %	—	98 %	100 %	99 %	65 %	100 %	28 %	30 %	24 %	—	30 %	17 %
	Aspirations à un emploi prestigieux	41 075	47 %	—	—	92 %	—	51 %	2 %	46 %	40 %	52 %	34 %	69 %	36 %
	Âge idéal du mariage (si non mariée)	29 591	21,7	25	26	22	—	25	21	20	19	22	19	22	17
	Auto-efficacité (0-1)	47 717	0,71	0,72	0,51	0,88	—	0,73	0,76	0,81	0,55	0,67	0,73	0,76	0,67
	Locus de contrôle (0-1)	34 806	0,62	0,39	0,46	—	—	0,61	0,60	0,72	0,69	0,71	—	0,72	0,70
	Attitudes de genre : éducation	47 440	52 %	96 %	17 %	99 %	—	45 %	22 %	51 %	29 %	43 %	50 %	72 %	42 %

(suite)

TABLEAU S2.1 Les indicateurs d'autonomisation mettent en évidence des défis importants parmi les adolescentes à travers différentes enquêtes d'évaluation d'impact (*suite*)

	Données démographiques	Nombre d'observations	Moyenne pondérée combinée	AGEP, Zambie (2016)	AGI, Kenya (2015)	AGILE, Nigéria (2023)	PASS, Tanzanie (2016)	SWEDD, transferts monétaires, Bénin (2022)	SWEDD, espaces sûrs, Bénin (2022)	SWEDD, Burkina Faso (2017)	SWEDD, Tchad (2017)	SWEDD, Côte d'Ivoire (2017)	SWEDD, Mali (2017)	SWEDD, Mauritanie (2017)	SWEDD, Niger (2017)
 Capacité de décision et d'action	Attitudes de genre : tâches ménagères	41 417	32 %	—	—	74 %	—	12 %	13 %	32 %	32 %	30 %	31 %	32 %	33 %
	Attitudes à l'égard des violences basées sur le genre : justification des violences conjugales	39 686	44 %	65 %	51 %	62 %	—	13 %	14 %	28 %	48 %	64 %	80 %	18 %	—
 Réalisations économiques	Employée contre rémunération au cours de l'année écoulée	50 484	29 %	17 %	1 %	36 %	18 %	60 %	97 %	11 %	13 %	56 %	25 %	9 %	12 %
	Nombre d'observations par enquête			1 120	5 145	8 197	3 402	6 044	4 344	4 328	1 064	3 225	4 749	2 683	6 940

Source : Tableau original créé pour ce rapport, sur la base des données des enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : Les tirets indiquent que les données ne sont pas disponibles. AGEP = *Adolescent Girls' Empowerment Program* (Programme d'autonomisation des adolescentes) ; AGI = *Adolescent Girls Initiative* (Initiative pour les adolescentes) ; AGILE = *Adolescent Girls Initiative for Learning and Empowerment* (Initiative pour l'apprentissage et l'autonomisation des adolescentes) ; PASS = *Promoting Safe Sex Among Adolescents* (Promotion de la sexualité sans risque chez les adolescentes) ; SWEDD = *Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend* (Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel).

a. En dollars à parité de pouvoir d'achat.

En termes de réussite économique, bien que seule la réussite contemporaine des filles soit mesurée ici, cette information reste importante, surtout compte tenu de la grande proportion de filles non scolarisées dans l'échantillon. Seulement 29 % des adolescentes de l'échantillon exerçaient un emploi rémunéré, avec une proportion allant de 1 % des filles interrogées au Kenya à 97 % des filles interrogées au Bénin, dans le cadre de l'évaluation d'impact des espaces sûrs du programme SWEDD au Bénin (tableau S2.1). La plupart de ces filles travaillaient comme employées de maison, ouvrières non agricoles, esthéticiennes, cuisinières et vendeuses. Cependant, le travail rémunéré, notamment à un jeune âge en parallèle de la scolarité, ne se traduit pas toujours par des réussites économiques significatives plus tard, en raison de facteurs tels que la qualité de l'emploi et l'adéquation du travail à l'âge. La transition vers des carrières professionnelles peut être assurée par un développement continu des compétences dans des métiers spécifiques, mais elle pose des défis considérables pour les filles les plus vulnérables, qui manquent souvent de ressources, de capacité de décision et d'action et de réseaux de soutien adéquats pour permettre une telle transition.

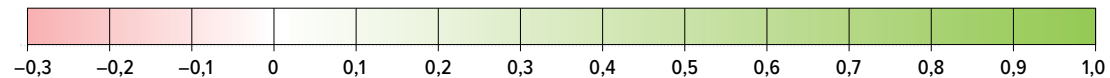
Quel est le lien entre les fondamentaux du capital humain et les autres dimensions de l'autonomisation ?

En examinant la relation entre les différentes dimensions de l'autonomisation des filles, l'étude présentée dans ce gros plan révèle des corrélations généralement faibles entre les indicateurs mesurant les différentes dimensions de l'autonomisation, la plupart des coefficients de corrélation étant inférieurs à 0,3 (tableau S2.2). Cependant, l'éducation, telle que mesurée par le statut de scolarisation autodéclaré, présente des corrélations positives modérées avec plusieurs indicateurs de la capacité de décision et d'action, y compris les aspirations en matière d'éducation et de carrière, et l'âge souhaité pour le mariage. En revanche, la connaissance des méthodes contraceptives modernes, un indicateur de santé, semble n'être corrélée que faiblement, voire pas du tout, avec la plupart des autres résultats de l'autonomisation.

TABLEAU S2.2 L'analyse des corrélations entre les dimensions de l'autonomisation des adolescentes révèle des corrélations généralement faibles

		Fondamentaux du capital humain		Ressources habilitantes			Capacité de décision et d'action						Réalisations économiques
Composante	Variable	Fréquente l'école	Connaît la contraception moderne	Épargne	Montant de l'épargne	Téléphone portable à la maison	Aspire à faire des études secondaires et supérieures	Aspire à un emploi prestigieux	Âge idéal du mariage	Attitudes de genre : éducation	Attitudes de genre : tâches ménagères	Attitudes à l'égard de la normalisation des VBG	Employée au cours de l'année écoulée
Fondamentaux du capital humain	Fréquente l'école	1	0,140***	0,012**	-0,051***	-0,122***	0,455***	0,458***	0,424***	0,235***	0,262***	0,032***	-0,063***
	Connaît la contraception moderne	0,140***	1	0,109***	0,077***	0,035***	0,094***	0,107***	0,259***	0,078***	-0,085***	0,011*	0,106***
Ressources habilitantes	Épargne	0,012**	0,109***	1	0,487***	0,054***	0,000	0,025***	0,040***	0,023***	0,012**	0,128***	0,106***
	Montant de l'épargne	-0,051***	0,077***	0,487***	1	0,035***	0,012**	-0,015***	-0,025***	-0,009	0,006	0,081***	0,117***
	Téléphone portable à la maison	-0,122***	0,035***	0,054***	0,035***	1	-0,306***	0,138***	-0,193***	0,108***	0,066***	0,017***	0,017***
Capacité de décision et d'action	Aspire à faire des études secondaires et supérieures	0,455***	0,094***	0,000	0,012**	-0,306***	1	0,263***	0,205***	0,129***	0,187***	0,055***	0,131***
	Aspire à un emploi prestigieux	0,458***	0,107***	0,025***	-0,015***	0,138***	0,263***	1	0,166***	0,294***	0,308***	0,114***	-0,121***
	Âge idéal du mariage	0,424***	0,259***	0,040***	-0,025***	-0,193***	0,205***	0,166***	1	-0,004	-0,035***	-0,072***	-0,031***
	Attitudes à l'égard du genre : éducation	0,235***	0,078***	0,023***	-0,009	0,108***	0,129***	0,294***	-0,004	1	0,408***	0,082***	-0,038***
	Attitudes à l'égard du genre : tâches ménagères	0,262***	-0,085***	0,012**	0,006	0,066***	0,187***	0,308***	-0,035***	0,408***	1	0,234***	-0,143***
	Attitudes à l'égard du genre : normalisation des VBG	0,032***	0,011*	0,128***	0,081***	0,017***	0,055***	0,114***	-0,072***	0,082***	0,234***	1	-0,077***
Résultats économiques	Employée contre rémunération au cours de l'année écoulée	-0,063***	0,106***	0,106***	0,117***	0,017***	0,131***	-0,121***	-0,031***	-0,038***	-0,143***	-0,077***	1

Échelle de couleurs de corrélation

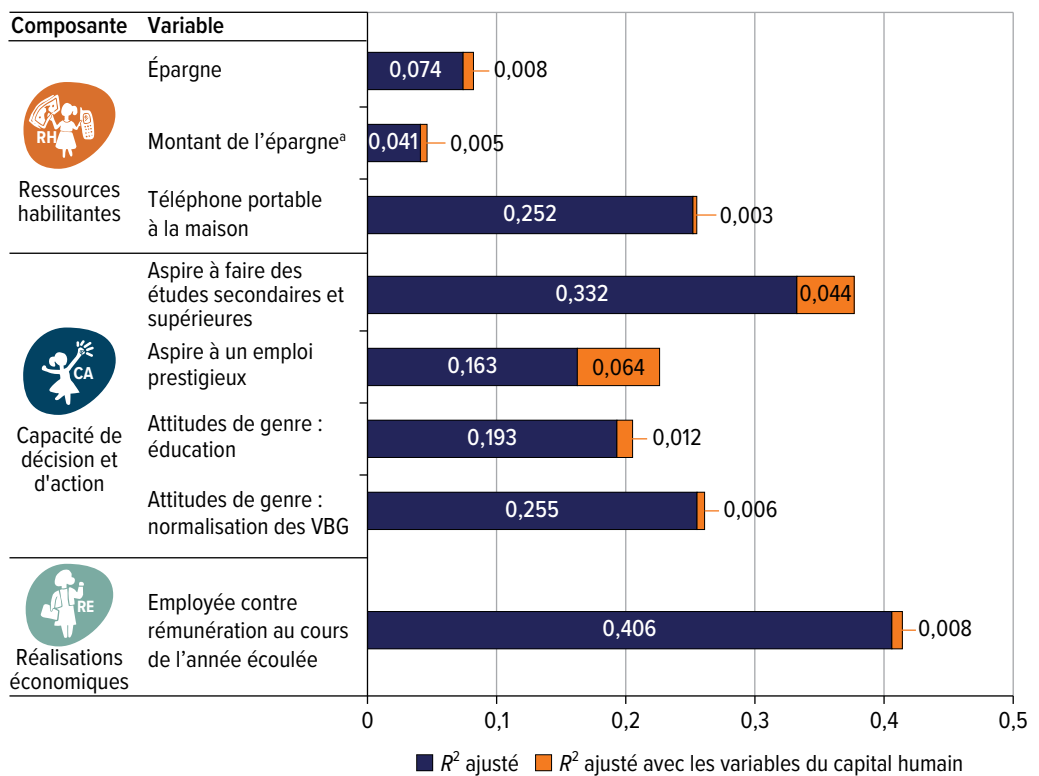


Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur des données d'enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : VBG = violences basées sur le genre.

*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$

FIGURE S2.1 Les fondamentaux du capital humain ont un pouvoir explicatif minimal par rapport aux autres dimensions de l'autonomisation



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur des données d'enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : VBG = violences basées sur le genre.

a. En dollars à parité de pouvoir d'achat.

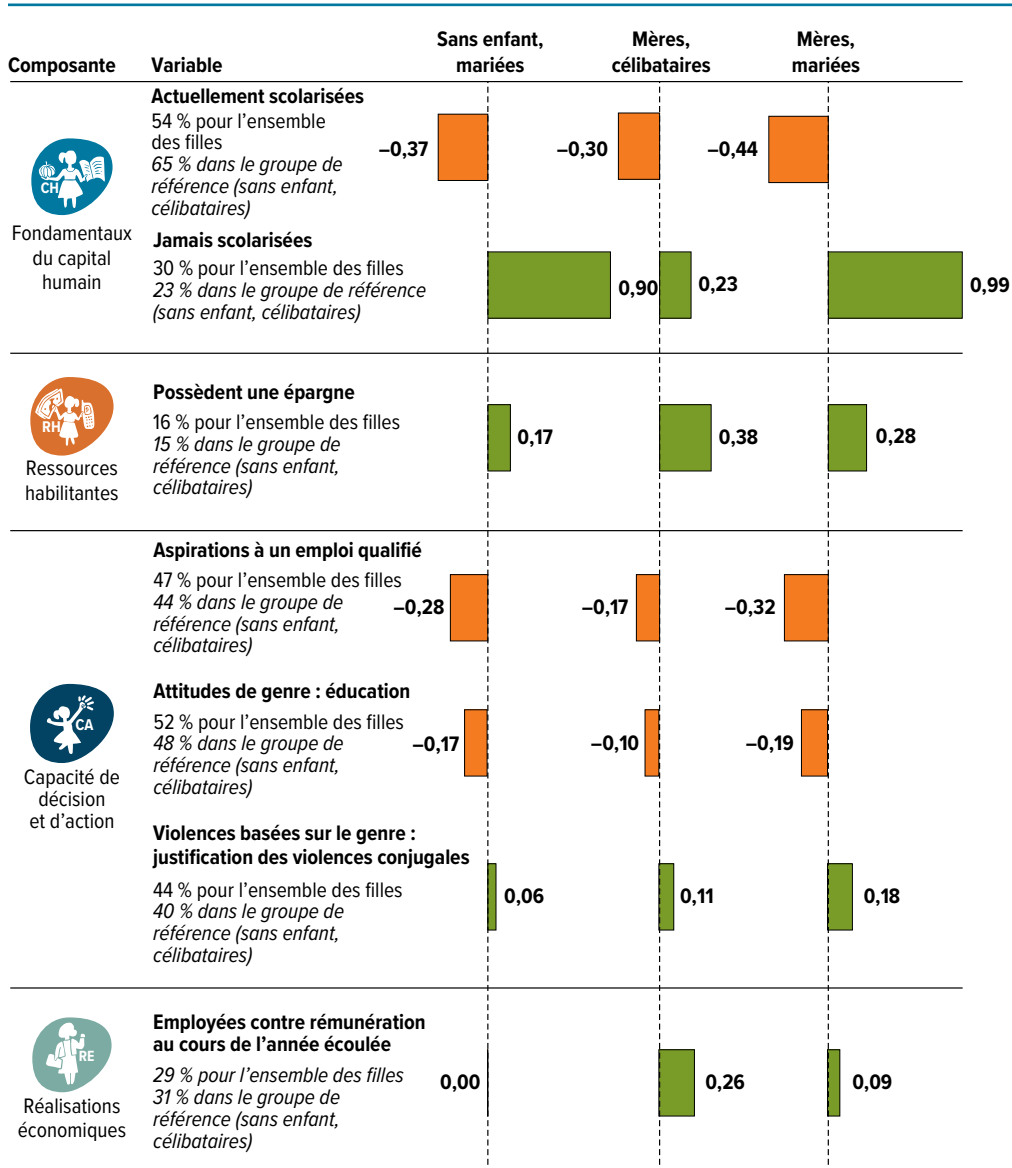
Malgré les associations entre les fondamentaux du capital humain et les autres dimensions de l'autonomisation, le pouvoir explicatif des fondamentaux du capital humain est relativement faible, surtout en comparaison avec celui des autres facteurs démographiques et contextuels (figure S2.1). Ces résultats suggèrent que l'effet des fondamentaux du capital humain — représenté par la fréquentation scolaire et la connaissance de la santé sexuelle et reproductive — sur les autres aspects de l'autonomisation des filles est, au mieux, minimale. Bien qu'il ne soit pas exclu que l'utilisation d'autres mesures d'autonomisation puisse modifier ces résultats, des analyses supplémentaires utilisant d'autres mesures sur un sous-ensemble de filles confirment en grande partie ces conclusions.

Comment les transitions de la vie, telles que le mariage et la grossesse, influencent-elles l'autonomisation des filles ?

Les transitions de la vie, notamment le mariage et la grossesse, influencent la capacité des filles à acquérir des ressources et à développer leur autonomie. Ces transitions peuvent souvent amener les filles à interrompre leur éducation, à renoncer à leurs aspirations scolaires ou professionnelles, et à subir d'autres conséquences négatives. Parmi les adolescentes de l'échantillon examiné ici¹, environ 10 % ont déclaré être mariées sans enfant, 3 % ont indiqué être mères célibataires et environ 12 % ont précisé qu'elles étaient à la fois mariées et mères.

Comparées aux filles célibataires et sans enfant, les filles mariées et ayant ou non des enfants, ainsi que les mères célibataires sont moins susceptibles de fréquenter l'école et plus susceptibles de n'avoir jamais reçu d'éducation formelle (figure S2.2). De même, il n'est pas surprenant que les filles mariées et les mères célibataires aient des aspirations professionnelles plus faibles. Les adolescentes mères sont également plus enclines à tolérer les cas de violence conjugale. Cependant, même après des transitions de la vie comme le mariage et la grossesse, certaines filles parviennent encore à conserver ou même à acquérir certaines ressources. Par exemple, les filles mariées et sans enfant sont 17 % plus susceptibles d'avoir des économies, les mères célibataires 38 % plus susceptibles, et les mères mariées 28 % plus susceptibles d'avoir des économies que les filles célibataires et sans enfant.

FIGURE S2.2 Le mariage et la grossesse influent significativement sur l'éducation, les aspirations et l'acceptation de la violence chez les adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur des données d'enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : La figure utilise des régressions linéaires pour déterminer si certains indicateurs d'autonomisation varient selon le profil démographique, en prenant le groupe « sans enfant, célibataires » comme groupe de référence. Les régressions tiennent compte du statut urbain ou rural, de l'âge et des effets fixes de l'enquête et sont pondérées de sorte que chaque enquête soit représentée de manière égale. Les valeurs représentent la différence entre chaque groupe et le groupe de référence (« sans enfant, célibataires »), exprimée en pourcentage de la moyenne du groupe de référence. Par exemple, une valeur de -0,37 indique que le groupe est inférieur de 37 % au groupe de référence pour l'indicateur donné, tandis qu'une valeur de 0,90 indique qu'il est supérieur de 90 %. Les couleurs plus foncées indiquent une signification statistique d'au moins 10 %.

L'autonomisation des adolescentes nécessitera des stratégies plus étendues pour répondre à leurs besoins multidimensionnels à chaque étape de leur vie

Ce gros plan soutient que le capital humain seul ne suffit pas pour saisir l'ensemble des dimensions de l'autonomisation des adolescentes. En outre, les adolescentes font face à des défis uniques liés à des facteurs contextuels, aux caractéristiques démographiques et aux étapes de leur vie. Sur la base de ces constats, les politiques et les programmes devraient élargir leur champ d'action au-delà des interventions relatives à l'éducation et à la santé, intégrer un spectre plus large de stratégies d'autonomisation et répondre aux besoins en constante évolution des adolescentes à chaque étape de leur vie.

Dans divers contextes, de nombreuses filles, y compris celles qui fréquentent l'école tout en s'occupant d'enfants, exercent un emploi rémunéré, ce qui souligne la nécessité de développer les compétences et les mesures de protection sociale pour soutenir les filles qui travaillent, en particulier les jeunes mères actives. Les jeunes mères qui travaillent tout en allant à l'école rencontrent souvent des difficultés importantes pour suivre leur éducation. Des politiques devraient être conçues pour les aider à prioriser la scolarité par rapport au travail, afin qu'elles puissent obtenir les qualifications nécessaires pour de meilleurs emplois. Pour les jeunes mères qui travaillent et ne sont pas scolarisées, et qui n'envisagent peut-être plus un retour au système éducatif traditionnel, des parcours alternatifs tels que la formation technique et professionnelle sont essentiels pour les doter de compétences et de connaissances pratiques alignées sur les besoins du marché. Pour permettre à ces filles de participer efficacement à la fois au travail et aux études, il est essentiel de mettre en place des politiques offrant des possibilités de garde d'enfants accessibles. En outre, il est primordial de mettre en place des politiques qui facilitent la réintégration dans le système éducatif des filles déscolarisées, mariées ou ayant des enfants, si elles le souhaitent. Bien que les informations sur la qualité du travail et les conditions de travail des filles soient insuffisantes, il est crucial de prendre en compte ces facteurs lors de la conception des programmes et des politiques pour l'autonomisation des filles. En plus des différences contextuelles, la conception des programmes et des politiques devrait également tenir compte de l'âge des filles. Pour les jeunes filles scolarisées, il est particulièrement important d'évaluer si le travail compromet leurs résultats scolaires.

Des aspirations élevées peuvent produire des résultats positifs en matière de développement, tels que l'augmentation des niveaux d'éducation, de l'épargne et des investissements. Cependant, lorsque les aspirations sont fixées de

manière irréaliste, surtout au regard du contexte existant, cela peut également créer des frustrations et entraîner des résultats négatifs (Genicot and Ray, 2017 ; Lybbert and Wydick, 2018). L'analyse montre qu'en moyenne, la plupart des adolescentes en Afrique aspirent à terminer au moins leurs études secondaires. Cependant, les filles mariées et celles ayant des enfants tendent à avoir des ambitions moins élevées en matière de scolarité. Ce schéma est également observé pour les ambitions professionnelles, et celles-ci varient aussi d'un pays à l'autre dans l'analyse. Ces résultats soulignent le potentiel des interventions ciblées visant à élever les aspirations des filles et à créer un environnement favorable à leur réussite économique. En effet, les aspirations sont influencées par le contexte, soulignant l'importance de créer des conditions qui permettent aux aspirations de se développer et d'être atteintes.

Des attitudes et normes de genre restrictives peuvent réduire l'accès des adolescentes aux ressources, ainsi que leurs résultats en matière de santé et d'éducation (Cislaghi and Heise, 2020 ; Levy *et al.* 2020). Dans l'échantillon utilisé ici, de nombreuses adolescentes ont déclaré penser que les tâches ménagères ne doivent pas être partagées de manière égale entre les hommes et les femmes et que les violences conjugales sont acceptables. Cette constatation met en évidence le besoin d'interventions visant à promouvoir des attitudes de genre équitables et à transformer les normes qui perpétuent des attitudes inéquitables et qui tolèrent ou encouragent la violence basée sur le genre. Ces interventions doivent être adaptées aux différentes étapes de la vie des adolescentes.

En ce qui concerne les opportunités prometteuses, de nombreuses adolescentes de diverses catégories démographiques ont accès à des téléphones portables dans leurs foyers. Cependant, les filles ne possèdent pas toujours elles-mêmes un téléphone portable, en particulier compte tenu du grand écart de genre dans l'accès et l'utilisation des outils numériques (Tyers-Chowdhury and Binder, 2021). À une époque où les outils et plateformes numériques ont la capacité de transformer les vies et les opportunités d'emploi en Afrique (Choi, Dutz et Usman, 2020), il est essentiel que les programmes et les politiques tirent parti de ce potentiel des technologies mobiles, mais également qu'ils augmentent l'accès des filles aux appareils, aux données et aux réseaux. Il importe en outre de concevoir des produits et des services numériques pour les filles et de leur fournir une formation à l'utilisation des outils numériques afin de renforcer leurs connaissances, leurs compétences et leur confiance dans l'utilisation des outils et services numériques. Une telle approche est essentielle pour atteindre, mobiliser et soutenir efficacement les adolescentes, en particulier les plus défavorisées.

Annexe S2A. Vue d'ensemble des enquêtes d'évaluation d'impact

Le tableau S2A.1 présente un aperçu des enquêtes d'évaluation d'impact analysées dans ce gros plan.

TABLEAU S2A.1 Résumé des enquêtes d'évaluation d'impact

Enquête d'évaluation d'impact	Année de l'enquête	Nombre d'observations	Intervention	Tranche d'âge	Non scolarisée (%)	Milieu rural (%)
AGEP Zambie	2016	1 120	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs Chèques santé Comptes d'épargne 	10–19 ans	6,7	35
AGI Kenya	2015	5 145	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue communautaire Transferts monétaires Éducation à la santé Épargne et éducation financière 	11–14 ans	12,0	41
AGILE Nigéria	2023	8 197	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs à l'école Formation aux compétences non techniques Formation aux compétences numériques 	15–21 ans	0	37
PASS Tanzanie	2016	3 402	<ul style="list-style-type: none"> Éducation à la santé Contraceptifs gratuits 	12–23 ans	5,1	100
SWEDD, transferts monétaires Bénin	2022	6 044	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	10–19 ans	0	59
SWEDD, espaces sûrs Bénin	2021	4 344	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	10–19 ans	100	72
SWEDD Burkina Faso	2017	4 328	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	10–24 ans	87,6	100

(suite)

TABLEAU S2A.1 Résumé des enquêtes d'évaluation d'impact (*suite*)

Enquête d'évaluation d'impact	Année de l'enquête	Nombre d'observations	Intervention	Tranche d'âge	Non scolarisée (%)	Milieu rural (%)
SWEDD Tchad	2017	1 064	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	12–24 ans	66,7	36
SWEDD Côte d'Ivoire	2017	3 225	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	12–24 ans	61,8	48
SWEDD Mali	2017	4 749	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	12–24 ans	73,9	100
SWEDD Mauritanie	2017	2 683	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	15–29 ans	33,9	44
SWEDD Niger	2017	6 940	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Soutien financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	10–19 ans	99,5	100

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur des données d'enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : AGEP = *Adolescent Girls' Empowerment Program* (Programme d'autonomisation des adolescentes) ; AGI = *Adolescent Girls Initiative* (Initiative pour les adolescentes) ; AGILE = *Adolescent Girls Initiative for Learning and Empowerment* (Initiative pour l'apprentissage et l'autonomisation des adolescentes) ; PASS = *Promoting Safe Sex Among Adolescents* (Promotion de la sexualité sans risque chez les adolescents) ; SWEDD = *Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend* (Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel).

Note

1. L'échantillon d'analyse est constitué du sous-échantillon d'adolescentes de l'échantillon collectif pour lequel des informations sur leur situation maternelle et matrimoniale sont disponibles.

Références bibliographiques

- Choi, Jieun, Mark A. Dutz, and Zainab Usman. 2020. *The Future of Work in Africa: Harnessing the Potential of Digital Technologies for All*. Africa Development Forum. Washington, DC: World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/511511592867036615/pdf/The-Future-of-Work-in-Africa-Harnessing-the-Potential-of-Digital-Technologies-for-All.pdf>.
- Cislaghi, Beniamino, and Lori Heise. 2020. "Gender Norms and Social Norms: Differences, Similarities and Why They Matter in Prevention Science." *Sociology of Health & Illness* 42 (2): 407–22. <https://doi.org/10.1111/1467-9566.13008>.
- Genicot, Garance, and Debraj Ray. 2017. "Aspirations and Inequality." *Econometrica* 85 (2): 489–519. <https://doi.org/10.3982/ECTA13865>.
- Levy, Jessica K., Gary L. Darmstadt, Caitlin Ashby, Mary Quandt, Erika Halsey, Aishwarya Nagar, and Margaret E. Greene. 2020. "Characteristics of Successful Programmes Targeting Gender Inequality and Restrictive Gender Norms for the Health and Wellbeing of Children, Adolescents, and Young Adults: A Systematic Review." *Lancet: Global Health* 8 (2): e225–36. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(19\)30495-4](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(19)30495-4).
- Lybbert, Travis J., and Bruce Wydick. 2018. "Poverty, Aspirations, and the Economics of Hope." *Economic Development and Cultural Change* 66 (4): 709–53. <https://doi.org/10.1086/696968>.
- Tyers-Chowdhury, Alexandra, and Gerda Binder. 2021. "Innovation and Technology for Gender Equality: What We Know about the Gender Digital Divide for Girls; A Literature Review." United Nations Children's Fund, New York. <https://www.unicef.org/eap/reports/innovation-and-technology-gender-equality-0>.



CHAPITRE 3

Que savons-nous en matière d'amélioration des fondamentaux du capital humain chez les adolescentes en Afrique ?

Ioana Botea et Kehinde Ajayi, avec des contributions de Karen Austrian, Chiara Pasquini et Sara Troiano

Messages clés

- Les données montrent clairement que la réduction des coûts directs et indirects de la scolarité par l'élimination des frais de scolarité, les bourses, les repas scolaires et les transferts monétaires est le moyen le plus efficace d'améliorer les résultats scolaires, en particulier pour les filles, en Afrique. L'amélioration de la qualité de l'enseignement scolaire est également cruciale.
- Par rapport à ce que nous savons en matière d'amélioration des résultats scolaires, la santé des adolescents reste relativement peu étudiée en Afrique. Les interventions à composantes multiples alliant l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive à la fourniture de services adaptés aux jeunes apparaissent comme les approches les plus prometteuses.
- Il existe un lien de renforcement mutuel entre la construction d'une base solide en capital humain et le fait de retarder le mariage et la grossesse. Les interventions qui soutiennent la scolarisation des filles au moyen de transferts monétaires (assortis de conditions) offrent le modèle le plus clair de réussite s'agissant de retarder le mariage et la grossesse.

Doter les filles d'une base solide en capital humain favorise leur transition réussie vers l'âge adulte

Une base solide en capital humain est essentielle pour assurer une transition réussie vers l'âge adulte et l'autonomisation. L'adolescence est une période au cours de laquelle les filles connaissent des changements physiques, émotionnels, sociaux et cognitifs rapides. Prioriser l'investissement dans le

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

développement des fondamentaux du capital humain pendant ces années peut profondément influencer l'âge adulte des filles et même façonner la trajectoire de la génération suivante. Il s'agit notamment de mettre en place des ressources de base en matière d'éducation et de santé, ce qui correspond en grande partie à un parcours de vie dans lequel les filles peuvent aller à l'école, adopter des modes de vie sains et retarder la fondation d'une famille et l'emploi. Pour les filles qui sont déjà déscolarisées ou mariées ou qui ont des enfants, les ressources de base sont essentielles pour développer des compétences et accumuler plus largement du capital (des détails supplémentaires sont fournis au chapitre 4).

Sur la base du cadre conceptuel présenté au chapitre 1, ce chapitre fait la synthèse des connaissances sur ce qui permet d'améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé des adolescentes en Afrique (tableau 3.1). Il s'appuie sur des examens récents de la documentation sur les interventions visant à améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé des adolescentes (Bergstrom and Özler 2023 ; Evans, Mendez Acosta and Yuan 2024 ; Evans and Yuan 2022 ; Malhotra and Elnakib 2021 ; Meherali *et al.* 2021 ; Psaki *et al.* 2022). L'annexe 4A détaille les critères d'évaluation de la solidité des données probantes et répertorie les données probantes pour l'ensemble des catégories d'intervention et des composantes et indicateurs d'autonomisation du cadre conceptuel.

TABLEAU 3.1 Les données révèlent l'efficacité variable des interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes

Intervention	Degré d'efficacité dans l'amélioration des fondamentaux du capital humain des adolescentes
Réduction ou suppression des frais de scolarité	Efficace
Amélioration de la qualité de l'enseignement	Efficace
Transferts en nature pour la scolarisation	Efficace
Transferts monétaires	Efficace
Alimentation scolaire	Efficace
Éducation à la santé sexuelle et reproductive	Efficace
Services de santé	Efficace

(suite)

TABLEAU 3.1 Les données révèlent l'efficacité variable des interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes (*suite*)

Possibilités d'emploi pour les femmes	Prometteuse
Implication des garçons, des parents et de la communauté	Prometteuse
Informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation	Prometteuse
Interdiction du mariage d'enfants	Prometteuse
Programmes ludo-éducatifs	Prometteuse
Réforme du droit de succession	Prometteuse
Construction d'écoles	Prometteuse
Programmes de renforcement des compétences des groupes de filles	Mitigée
Autres programmes de formation aux compétences de vie de mentorat et d'autonomisation	Mitigée
Programmes complets d'autonomisation économique	Effet inconnu
Programmes d'inclusion financière	Effet inconnu
Formation professionnelle et commerciale traditionnelle	Effet inconnu

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Le chapitre est structuré en trois parties. Premièrement, il met en évidence les interventions pour lesquelles il existe des données probantes solides en ce qui concerne l'Afrique, l'accent étant mis sur l'amélioration de l'éducation et de la santé des adolescentes. Deuxièmement, il examine les interventions qui se révèlent prometteuses dans le contexte africain ou qui présentent un potentiel sur la base de données provenant d'autres contextes, bien que les données concernant l'Afrique soient limitées. Troisièmement, il aborde les interventions pour lesquelles les données sont mitigées mais qui sont jugées dignes d'intérêt, nécessitant éventuellement d'être affinées ou adaptées. Le chapitre se termine par une discussion sur les futurs domaines de recherche et d'expérimentation. Globalement, on sait beaucoup de choses pour ce qui est de scolariser les adolescentes, de les maintenir à l'école et d'améliorer leurs résultats scolaires. On en sait beaucoup moins pour ce qui est d'améliorer leurs résultats en matière de santé et de maintenir les effets à long terme. Par ailleurs, il existe des interactions significatives entre les interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des filles et les efforts visant à réduire leur exposition à la violence et à retarder le mariage et la grossesse (encadrés 3.1 et 3.2).

ENCADRÉ 3.1 Interventions visant à réduire l'exposition des filles à la violence

Si l'exposition à la violence est un problème d'une importance considérable pour la vie des adolescentes en Afrique, il existe toutefois peu de données probantes sur les interventions efficaces visant à la réduire. Les données de plus en plus nombreuses sur les interventions efficaces visant à éliminer la violence comportent relativement peu d'éléments provenant de recherches effectuées en Afrique. Sur les 33 études incluses dans une récente revue des données sur les interventions en milieu scolaire visant à réduire la violence dans les écoles, seules trois provenaient de programmes mis en œuvre en Afrique (Smarrelli *et al.* 2024). Une seule de ces trois études a fait état d'une réduction significative de la violence, principalement du fait d'une réduction de la violence perpétrée par les enseignants. Les interventions en milieu scolaire visant à réduire la violence consistent généralement à axer les efforts sur les élèves pour développer leurs compétences de vie, renforcer leurs connaissances et les sensibiliser ou pour fournir un soutien psychosocial ; à améliorer la formation professionnelle des membres du personnel scolaire ; ou à adopter une approche globale à l'échelle de l'école pour susciter un changement structurel durable en impliquant l'ensemble de la communauté scolaire, à savoir : élèves, parents, enseignants, directeurs d'école et parfois membres ou dirigeants de la communauté au sens large. Toutefois, il a été constaté que ces trois types d'interventions conduisent à des améliorations de l'apprentissage et de la santé mentale des élèves. Ces trois études démontrent que même si les enseignements sur les mesures efficaces pour lutter contre l'exposition des filles à la violence continuent de se faire jour, les efforts visant à améliorer le climat scolaire peuvent avoir des effets positifs sur les résultats en matière d'éducation et de santé mentale.

Au-delà des interventions en milieu scolaire, une autre nouvelle approche pour réduire la violence consiste à mettre en place des clubs d'autonomisation des filles et d'autres programmes d'autonomisation. Une intervention à faible coût fondée sur un plan d'action comportemental pour les jeunes femmes en Tanzanie a considérablement réduit les cas signalés de violence entre partenaires intimes (Shah *et al.* 2023). De même, une intervention d'autonomisation des clubs de filles en Ouganda a amélioré les connaissances des filles dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et réduit l'incidence des rapports sexuels contre la volonté des filles (Bandiera *et al.* 2020). Bien que les études qui ont abouti à ces résultats n'aient pas mesuré directement l'impact sur la scolarisation en tant que voie potentielle vers l'amélioration des résultats à long terme, les interventions étudiées peuvent avoir des effets importants à l'âge adulte.

Après avoir examiné les données probantes sur les interventions visant à réduire la violence sexiste chez les adolescentes en Afrique, Edwards *et al.* (2024, 593) constatent que

les programmes qui portent sur 1) le renforcement économique, 2) les enseignants [ou] les écoles, 3) les familles entières, 4) les fournisseurs de soins uniquement et 5) les enfants uniquement permettent généralement de réduire efficacement la violence contre les enfants en favorisant une action ciblée sur les mécanismes de changement (par exemple, les compétences parentales, l'amélioration des relations parents-enfants, les compétences de résistance des enfants). À ce jour, aucune recherche en Afrique subsaharienne n'a

(suite)

ENCADRÉ 3.1 Interventions visant à réduire l'exposition des filles à la violence (suite)

examiné l'impact des interventions sur la victimisation des enfants ou des interventions au niveau communautaire visant à changer les normes et les valeurs qui favorisent la violence contre les enfants. Il convient de mener des recherches à l'avenir pour examiner les effets des efforts globaux de prévention de la violence contre les enfants en Afrique subsaharienne ainsi que les facteurs qui augurent l'adoption et la durabilité de ces efforts de prévention en Afrique subsaharienne.

Une revue mondiale des recherches menées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire conclut que les effets les plus favorables proviennent d'interventions groupées au niveau individuel et d'interventions à plusieurs niveaux (Yount, Krause and Miedema 2017). En outre, les interventions prometteuses comprennent celles qui impliquent l'engagement communautaire, la consolidation des compétences pour renforcer la voix et la capacité de décision et d'action des filles, et l'expansion du réseau social. Yount, Krause et Miedema (2017) recommandent de se concentrer davantage sur la polyvictimisation pour comprendre comment les effets varient au cours de l'adolescence et pour fournir davantage de données sur les populations exclues telles que les personnes vivant en milieu urbain, non scolarisées, mariées et déplacées ou touchées par un conflit présentant un risque éventuel plus élevé.

ENCADRÉ 3.2 Interventions visant à retarder le mariage et la grossesse

Le renforcement du capital humain fondamental est étroitement lié à la prévention des mariages et des grossesses précoces, des conséquences néfastes qui mettent en danger la trajectoire de vie des filles de multiples façons, notamment en raison de leur faible niveau d'éducation (Delprato *et al.* 2015 ; Nguyen and Wodon 2014) et de leurs résultats en matière de santé (Delprato and Akyeampong 2017 ; Nour 2006), ce qui conduit à une participation économique réduite (Chaaban and Cunningham 2011). La base de données probantes sur les mesures efficaces pour prévenir le mariage des enfants, en particulier en Afrique, s'est considérablement élargie au cours des 20 dernières années (Malhotra and Elnakib 2021)^a.

Offrir des incitations à l'éducation au moyen de transferts en espèces et en nature

En Afrique, les transferts en espèces et en nature en faveur de l'éducation apparaissent comme la stratégie la plus efficace pour prévenir le mariage d'enfants et les grossesses précoces. Au Zimbabwe, un programme de cinq ans fournissant une aide financière et matérielle pour l'éducation des adolescentes orphelines a réduit les taux de mariage d'enfants de 53 % (Hallfors *et al.* 2015). Au Ghana, l'octroi d'une bourse pour fréquenter le lycée a permis de réduire de 7 points de pourcentage le nombre de grossesses chez les femmes bénéficiaires de la bourse (Duflo, Dupas and Kremer 2021). De même, un programme au Kenya qui a fourni des uniformes scolaires gratuits a entraîné une baisse de 19 % du taux de grossesse chez les adolescentes

(suite)

ENCADRÉ 3.2 Interventions visant à retarder le mariage et la grossesse (suite)

mariées (Duflo, Dupas et Kremer 2015). Au Malawi, les transferts monétaires assortis de conditions ont réduit de 40 et 30 % respectivement le nombre de mariages et de grossesses chez les filles non scolarisées avant le début du programme, mais n'ont eu aucun effet sur les filles déjà scolarisées (Baird *et al.* 2010).

Il est intéressant de noter que les transferts monétaires semblent avoir un impact sur le mariage et la grossesse uniquement lorsqu'ils sont liés aux résultats scolaires. Dans l'étude sur le Malawi mentionnée précédemment, une version des transferts monétaires sans conditions a conduit à des résultats similaires à court terme, mais les non-bénéficiaires ont rattrapé les bénéficiaires peu après la fin de l'intervention. Baird, McIntosh et Özler (2019) postulent que lorsque les paiements en espèces cessent, les transferts monétaires sans conditions n'apportent aucune valeur ajoutée aux filles. Dans le cas des transferts monétaires assortis de conditions, en revanche, le fait de rester à l'école forge une trajectoire de vie différente pour les filles. De plus, aucune des deux études sur les programmes de transferts monétaires sans conditions gérés par les gouvernements en Afrique n'a montré d'effet sur les taux de mariage d'enfants (Dake *et al.* 2018 ; Handa *et al.* 2015). Handa *et al.* (2015) ont cependant constaté une réduction des taux de grossesse chez les jeunes femmes au Kenya due à une augmentation de la fréquentation scolaire et à un âge plus tardif au premier rapport sexuel. Pris ensemble, ces résultats indiquent que ce sont peut-être l'investissement en capital humain dans les filles et l'offre d'un choix alternatif, plutôt que l'argent lui-même, qui comptent le plus dans la prévention du mariage et de la grossesse précoces.

Améliorer les connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive

Il a été prouvé que les interventions en milieu scolaire ciblant la transmission du VIH/sida parmi les élèves ont un impact positif sur les taux de grossesse et de procréation des adolescentes. Un examen récent des données probantes en Afrique fait ressortir trois études appuyant cette conclusion (Costa *et al.* 2023). Tout d'abord, au Kenya, une intervention consistant à informer les élèves sur les risques d'infection par le VIH associés à l'âge du partenaire (y compris une vidéo éducative sur les *sugar daddies*) a permis de réduire substantiellement les taux de grossesse chez les adolescentes, ce qui indique qu'elles se détournent des partenaires plus âgés (Dupas 2011). Ensuite, dans les zones rurales du Cameroun, quatre interventions^b consistant à fournir des informations sur le VIH/sida aux écolières adolescentes ont réduit l'incidence des grossesses chez les adolescentes jusqu'à 48 % (Dupas, Huillery and Seban 2018). Enfin, toujours au Cameroun, un programme de formation des enseignants a permis de réduire considérablement les grossesses précoces chez les filles âgées de 15 à 17 ans, probablement en raison d'une augmentation significative de l'utilisation du préservatif (Arcand and Wouabe 2010). Pour les filles plus jeunes (âgées de 12 à 13 ans), le programme a entraîné une augmentation de l'abstinence et de l'utilisation du préservatif déclarées et une diminution de la probabilité d'avoir plusieurs partenaires.

(suite)

ENCADRÉ 3.2 Interventions visant à retarder le mariage et la maternité (suite)

Envisager de proposer des programmes d'autonomisation de groupes de filles

Les données sur l'effet des programmes d'autonomisation de groupes de filles sur le mariage et la procréation sont mitigées. En Ouganda, un programme d'autonomisation de groupes d'adolescentes a entraîné une baisse de 34 % de la fécondité des adolescentes et de 62 % du nombre de mariages quatre ans après l'intervention (Bandiera *et al.* 2020). En Éthiopie, un programme qui associait des groupes de filles à un soutien financier pour les aider à rester à l'école et à une sensibilisation communautaire a été associé à une augmentation de l'âge du mariage, grâce à une réduction des mariages chez les filles âgées de 10 à 14 ans et à une augmentation des mariages chez celles âgées de 15 à 19 ans (Erulkar and Muthengi 2009). Cependant, des études sur les interventions en faveur de groupes de filles dans d'autres pays, dont la Tanzanie, ont révélé des effets nuls, probablement en raison de différences dans la qualité de la mise en œuvre. Cette variation des effets des clubs de filles souligne combien il importe de rassembler des données probantes sur les moyens de garantir une mise en œuvre efficace des programmes et des interventions (pour plus de détails, voir le gros plan 3).

Reformer les politiques

L'interdiction du mariage d'enfants peut accroître considérablement l'autonomisation des adolescentes. Wilson (2022) exploite les données issues des changements de politiques dans 17 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pour mesurer les effets de l'interdiction du mariage d'enfants sur la scolarisation des filles et les résultats sur le marché du travail. Il constate que l'interdiction du mariage d'enfants (en augmentant l'âge légal minimum du mariage à 18 ans) augmente l'âge du mariage, l'âge de la naissance du premier enfant et la probabilité d'emploi. De plus, ces interdictions réduisent les taux de mariage d'enfants et augmentent le niveau d'éducation dans les zones urbaines. Bien que les effets semblent être généralement moins prononcés dans les zones rurales, les interdictions semblent avoir eu un effet plus important sur l'emploi que dans les zones urbaines, sans toutefois augmenter le nombre d'années de scolarité. En outre, bien que des effets positifs soient observés même dans les endroits où l'application n'est pas stricte, la prévalence continue du mariage d'enfants dans les pays où la loi impose une interdiction souligne la nécessité de compléter les réformes juridiques par des mesures supplémentaires (par exemple, des campagnes de communication et un engagement auprès des dirigeants communautaires) pour augmenter la probabilité que celles-ci produisent les résultats souhaités (Collin and Talbot 2023). En effet, des données provenant d'Éthiopie montrent que, pour certains groupes, les normes culturelles prévalent sur la loi (McGavock 2021). Par conséquent, les réformes juridiques auront des effets limités en l'absence de cadres de soutien (la Banque mondiale [2024] indique que les pays africains disposent des mécanismes les plus faibles pour mettre en œuvre des lois favorisant l'égalité des sexes, d'où l'importance de renforcer ces mécanismes dans la région).

(suite)

ENCADRÉ 3.2 Interventions visant à retarder le mariage et la maternité (suite)

L'élimination des frais de scolarité est une autre réforme susceptible de réduire considérablement le mariage d'enfants au niveau national. Koski *et al.* (2018) utilisent des données sur les femmes nées entre 1970 et 2000 dans 16 pays africains pour estimer l'impact de la suppression des frais de scolarité primaire sur la prévalence du mariage d'enfants. Leur étude révèle que la suppression des frais de scolarité a entraîné une baisse moyenne modeste des taux de mariage d'enfants dans l'échantillon regroupé des pays étudiés. Toutefois, il existe une hétérogénéité substantielle entre les pays dans les effets estimés. La prévalence du mariage d'enfants a diminué de 10 à 15 points de pourcentage en Éthiopie et au Rwanda après la suppression des frais de scolarité, mais n'a pas changé au Cameroun ni au Malawi. Les auteurs concluent que l'amélioration de la qualité de l'éducation offerte pourrait amplifier les effets de la suppression des frais de scolarité et faire progresser davantage divers autres objectifs.

a. Le nombre d'études sur le mariage d'enfants a augmenté, passant de 193 publications entre 2000 et 2016 à 193 autres publications entre 2016 et 2019. La base de données probantes pour l'Afrique s'est élargie de 20 études entre 2000 et 2011 à 34 études supplémentaires entre 2012 et 2015 et à 79 études supplémentaires entre 2016 et 2019.

b. Les quatre interventions — un questionnaire en classe, deux fournissant des informations générales sur la prévention de l'infection par le VIH et une fournissant des informations supplémentaires sur le risque de VIH selon l'âge et le sexe du partenaire — ont toutes présenté l'utilisation de préservatifs comme une stratégie pour éviter l'infection par le VIH au lieu de promouvoir uniquement l'abstinence.

Certaines approches ont prouvé leur efficacité

Dans de nombreux contextes, les dépenses liées à l'éducation constituent le principal obstacle à la scolarisation. Par conséquent, la réduction des frais de scolarité a des effets positifs sur les résultats scolaires et autres des adolescentes. Il se pose cependant une question essentielle en matière de politique, celle de savoir comment choisir entre les différentes approches possibles pour réduire les frais de scolarité. Contrairement aux données abondantes sur les approches visant à améliorer les résultats scolaires, il existe moins de données sur les interventions efficaces visant à améliorer les résultats en matière de santé.

La réduction ou l'élimination des frais de scolarité améliore le niveau d'éducation des filles

Les politiques de réduction des frais de scolarité ont régulièrement entraîné une augmentation significative des inscriptions et des résultats scolaires des filles. La plupart des pays africains ont rendu obligatoire la gratuité de l'enseignement primaire dans les années 1980 et 1990, ce qui a entraîné une augmentation spectaculaire des inscriptions au cours des années suivantes.

Des études présentant des résultats ventilés par sexe montrent que la gratuité de l'enseignement primaire a eu des effets positifs sur les résultats scolaires des filles en Éthiopie (Chicoine 2016), en Tanzanie (Hoogeveen and Rossi 2013) et en Ouganda (Grogan 2009).

Étant donné que la plupart des pays africains ont déjà supprimé les frais de scolarité au niveau primaire, la réduction ou l'élimination des frais de scolarité dans l'enseignement secondaire constitue la prochaine étape (Mastercard Foundation 2020). Il est généralement plus favorable politiquement d'offrir un enseignement secondaire gratuit à tous que de fournir des subventions ou un soutien financier exclusivement aux personnes ou aux ménages vulnérables. Cependant, cette approche peut être coûteuse, car elle revient à subventionner l'enseignement secondaire pour de nombreux ménages qui pourraient autrement se le permettre. Des approches partielles consistant à supprimer les frais dans certaines régions géographiques à forte pauvreté, exclusivement pour les filles ou uniquement pour d'autres groupes vulnérables, peuvent offrir une méthode plus rentable pour assurer un enseignement secondaire gratuit (Sandefur 2022).

L'élimination des frais de scolarité, complétée par une augmentation des ressources pour accroître la capacité des écoles, a des effets plus importants que la simple suppression des frais de scolarité sans augmentation explicite des ressources pour accueillir davantage d'élèves. En outre, il est essentiel d'accompagner l'augmentation des inscriptions scolaires de politiques complémentaires visant à réduire les conséquences imprévues telles que le surpeuplement des établissements et une plus grande concurrence pour un emploi formel limité (Duflo, Dupas and Kremer 2021). Enfin, les examens d'entrée rationnent souvent l'accès aux écoles secondaires, même lorsque les familles ont les moyens de payer et souhaitent que leurs enfants y aillent, en raison des taux d'échec élevés aux examens. Par conséquent, il peut également être nécessaire de remédier aux goulots d'étranglement que sont les examens d'entrée en révisant ou en supprimant les critères de ces examens pour élargir l'accès à l'école secondaire après l'élimination des frais.

Les transferts en nature pour la scolarisation éliminent les obstacles financiers

Cinq études menées dans des pays africains montrent sans ambiguïté que la suppression de l'obstacle financier que représentent les frais de scolarité grâce à des bourses améliore les résultats scolaires des filles. Au Ghana, l'octroi d'une bourse complète de quatre ans aux élèves à faible revenu et qualifiés sur le plan académique a permis d'augmenter les inscriptions, les résultats et les connaissances (Duflo, Dupas and Kremer 2021). De même, l'octroi

de bourses complètes pour fréquenter des écoles privées à faible coût en Ouganda a considérablement augmenté le nombre total d'inscriptions dans le premier cycle du secondaire, tant chez les garçons que chez les filles (Barrera-Osorio *et al.* 2020). Un autre programme de bourses, destiné à plus de 100 000 filles des classes supérieures du primaire et du premier cycle du secondaire en République démocratique du Congo, a amélioré les résultats en lecture et en mathématiques (Randall and Garcia 2020). Un programme qui a payé les frais de scolarité en Tanzanie et couvert d'autres coûts informels pour des dizaines de milliers de filles du secondaire qui avaient été identifiées par leurs communautés comme étant très vulnérables a entraîné une baisse des taux d'abandon et de bien meilleurs résultats aux examens (Sabates *et al.* 2021). Enfin, un programme de cinq ans consistant à fournir une aide financière et matérielle pour l'éducation des adolescentes orphelines au Zimbabwe a permis d'augmenter l'inscription et la fréquentation scolaires et d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des filles (Hallfors *et al.* 2015).

La distance à parcourir pour se rendre à l'école est un obstacle majeur à l'éducation des filles, car elle compromet la ponctualité, l'assiduité et l'apprentissage et expose les filles à des risques de harcèlement et d'agression. Des données provenant de Zambie indiquent que la fourniture de vélos est une autre solution potentielle pour améliorer l'accès des filles à l'école. Fiala *et al.* (2022) constatent que la fourniture de vélos aux filles vivant à plus de trois kilomètres de l'école qu'elles fréquentent réduit considérablement le temps de trajet et les arrivées tardives, diminue l'absentéisme et augmente les notes aux tests de mathématiques. L'étude constate également des améliorations de l'assiduité et de la rétention des filles qui se maintiennent jusqu'à quatre ans après l'intervention. Les résultats cadrent avec des recherches similaires menées en Inde, où la fourniture de vélos aux filles du secondaire a réduit le temps de trajet et entraîné une augmentation substantielle du taux de scolarisation des filles (Muralidharan and Prakash 2017).

Les programmes de cantine scolaire encouragent la scolarisation et peuvent améliorer les résultats scolaires et la santé

Les programmes de cantine scolaire, généralement proposés dans les écoles primaires, se sont révélés être des facteurs d'incitation à la scolarisation et améliorent les résultats scolaires des filles comme des garçons. Dans le nord du Burkina Faso, on a constaté que le fait de fournir aux filles un déjeuner à l'école ou des rations à emporter de 10 kg de farine de céréales chaque mois augmente le taux de scolarisation de 3 à 5 points de pourcentage (Kazianga, de Walque and Alderman 2012) et améliore également les résultats des

filles en mathématiques. De même, une autre étude révèle que les repas scolaires et les rations à emporter ont un impact positif sur la participation scolaire dans les camps de personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda, notamment en augmentant la scolarisation des filles qui n'étaient pas inscrites avant le début du programme de cantine scolaire (Alderman, Gilligan and Lehrer 2012). Au Ghana, un programme de cantine scolaire à grande échelle a augmenté le taux de scolarisation et a entraîné une augmentation modérée des notes aux tests de mathématiques et d'aptitude à lire et à écrire (Aurino *et al.* 2023). Les effets ont été plus prononcés chez les filles, les enfants issus de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté et les enfants de la région nord du pays, ce qui souligne le rôle que jouent les conditions sous-jacentes dans l'impact d'une intervention.

Bien que la plupart des études sur la nutrition portent sur les mille premiers jours de vie d'un enfant, on reconnaît de plus en plus la nécessité d'interventions nutritionnelles pendant l'adolescence. La malnutrition pendant la période de développement de la personnalité a des conséquences à long terme sur la morbidité à l'âge adulte (Lassi, Moin and Bhutta 2017) et les résultats économiques, notamment une pénalité salariale due à l'obésité (Cawley 2015). Un récent examen systématique des programmes de cantine scolaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire révèle une augmentation significative de la taille et du poids des enfants (Wang *et al.* 2021). Il n'existe pas suffisamment de données probantes concernant spécifiquement les adolescentes en Afrique pour tirer des conclusions définitives sur les effets anthropométriques de ces programmes dans ce groupe. Toutefois, une évaluation randomisée en Ouganda révèle qu'un programme de cantine scolaire fournissant des repas enrichis en plusieurs micronutriments a réduit l'anémie chez les adolescentes âgées de 10 à 13 ans (Alderman, Gilligan and Lehrer 2012).

En outre, un nombre croissant de recherches indiquent que la supplémentation en micronutriments est une intervention propre à améliorer les résultats nutritionnels des filles. Il ressort d'une revue de revues menée en 2017 que la supplémentation en fer, en fer-acide folique, en zinc et en micronutriments multiples chez les adolescentes peut améliorer considérablement les concentrations d'hémoglobine sérique (Lassi, Moin and Bhutta 2017). Les données probantes provenant des pays africains sont encore en évolution. Alors qu'une première étude menée en Tanzanie a révélé que la supplémentation hebdomadaire en fer augmentait les taux de fer et la prise de poids, mais n'avait aucun impact sur les concentrations d'hémoglobine chez les adolescentes (Beasley *et al.* 2000), une étude similaire menée au Mali a par la suite constaté une augmentation des concentrations

d'hémoglobine et une réduction de l'anémie chez des adolescentes présentant des taux initiaux d'anémie plus élevés (Hall *et al.* 2002). Des études menées au Kenya et au Mozambique ont mesuré l'impact de l'administration de fer et d'acide folique ou de vitamine A, respectivement, et ont déterminé que les effets positifs sur la concentration d'hémoglobine ne se matérialisent que chez les filles ayant une carence en fer (Horjus *et al.* 2005 ; Leenstra *et al.* 2009). Prises ensemble, ces données indiquent que la supplémentation en micronutriments est une intervention particulièrement efficace pour les adolescentes présentant un risque de carence en nutriments.

Améliorer la qualité de l'enseignement conduit à de meilleurs résultats

Il existe des preuves prometteuses de l'efficacité des interventions conçues pour améliorer la qualité de l'enseignement en Afrique, notamment en ce qui concerne la réussite scolaire. Tout d'abord, les données issues d'un programme multidimensionnel¹ au Kenya et de la rémunération au rendement en Tanzanie indiquent que les incitations aux enseignants peuvent entraîner des gains en alphabétisation et en apprentissage, en particulier pour les filles (Freudenberger and Davis 2017 ; Mbiti *et al.* 2019 ; Piper and Mugenda 2014 ; Piper *et al.* 2018). Deuxièmement, Psaki *et al.* (2022) ont constaté que les programmes de rattrapage peuvent également être efficaces pour améliorer les résultats d'apprentissage des filles (au Kenya, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, entre autres pays). Des recherches plus récentes au Ghana montrent également que différents modèles de programme de soutien à la lecture entraînent des gains significatifs dans l'apprentissage des élèves, qui sont encore plus élevés pour les filles que pour les garçons (Duflo, Kiessel and Lucas 2020). Cependant, il ressort d'une revue mondiale des données probantes que l'amélioration de la qualité de l'éducation a des effets mitigés sur la participation scolaire (JPAL 2017). Cela est probablement dû à la difficulté qu'ont les parents à percevoir avec précision la qualité de l'éducation que reçoivent leurs enfants et, par conséquent, à modifier leur comportement en réponse aux améliorations.

Les transferts monétaires augmentent systématiquement l'inscription et la fréquentation scolaires

Les transferts monétaires directs aux ménages ont systématiquement entraîné une augmentation de l'inscription et de la fréquentation scolaires des enfants, en particulier lorsqu'ils ont ciblé les groupes les plus défavorisés. Les données mondiales montrent que les transferts monétaires peuvent améliorer l'accès à l'école à court terme en supprimant les obstacles financiers

directs et indirects à l'éducation (Bastagli *et al.* 2016 ; Bergstrom and Özler 2023). Ce constat est également valable en Afrique, où les transferts monétaires ont enregistré un succès notable pour ce qui est d'améliorer la participation scolaire, en particulier chez les filles (Akresh, de Walque and Kazianga 2013 ; Evans *et al.* 2014). L'octroi d'argent aux familles tend à bénéficier principalement aux enfants en marge de la fréquentation scolaire, qui pourraient autrement avoir moins de chances d'aller à l'école (Akresh, de Walque and Kazianga 2013). Cet effet favorise principalement les filles, bien que des exceptions aient été recensées en Afrique du Sud et au Lesotho, où les garçons sont plus défavorisés que les filles en matière de fréquentation scolaire en raison des responsabilités qu'ils assument dans l'élevage et l'agriculture (Edmonds 2006 ; Pellerano *et al.* 2014)².

Contrairement à leur solide impact sur la participation scolaire, les effets des transferts monétaires sur les résultats d'apprentissage ont été plus modérés. Au Burkina Faso et au Malawi, les résultats aux tests n'ont été améliorés que lorsque les transferts monétaires étaient conditionnés à la fréquentation scolaire (Akresh, de Walque and Kazianga 2013 ; Baird, McIntosh and Özler 2011). Un programme de transfert monétaire assorti de conditions a également réussi à augmenter les taux d'alphabétisation des enfants des ménages bénéficiaires en Tanzanie (Evans *et al.* 2014). Malgré cela, les résultats se sont dissipés (Evans *et al.* 2014) ou ils ne se sont pas traduits par une amélioration des compétences (Baird, McIntosh and Özler 2019) après quelques années. Les données probantes sur l'impact sur la santé et la nutrition des adolescentes en Afrique sont limitées. S'il existe des données solides sur les effets des transferts monétaires sur l'état nutritionnel des filles pendant la petite enfance, il existe relativement peu de données empiriques sur les effets des transferts monétaires sur les résultats nutritionnels pendant l'adolescence. Il ressort des recherches préliminaires menées en Afrique du Sud que les adolescents issus de ménages bénéficiant de l'allocation de soutien aux enfants du pays ont des scores Z d'indice de masse corporelle plus élevés et sont moins susceptibles d'être en sous-poids ou obèses (Chakroborty and Villa 2022).

L'augmentation de la demande de services de santé par l'éducation et l'amélioration de la qualité des services adaptés aux jeunes renforcent la santé des filles

Les données les plus concluantes sur les interventions visant à promouvoir la santé des adolescentes en Afrique cadrent avec les interventions à composantes multiples qui combinent l'éducation pour accroître la demande de services de santé avec des efforts pour améliorer la qualité de la prestation de

ces services. En Tanzanie, l'éducation scolaire dispensée avec des services de santé adaptés aux jeunes a été associée à des améliorations à long terme des connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive chez les femmes et à une augmentation de l'utilisation déclarée du préservatif lors de leur activité sexuelle la plus récente avec un partenaire autre que leur partenaire habituel (Doyle *et al.* 2010). Au Kenya, un ensemble d'activités culturellement cohérentes, comprenant une éducation communautaire pour les jeunes et les parents, des activités de plaidoyer et des services cliniques subventionnés, a suscité des changements considérables dans les connaissances et le comportement des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive (Erulkar *et al.* 2004). Les adolescentes étaient également beaucoup plus susceptibles de s'abstenir de rapports sexuels ou d'avoir moins de trois partenaires sexuels. Une évaluation quasi expérimentale du programme à composantes multiples de l'Alliance de la jeunesse africaine au Ghana, en Tanzanie et en Ouganda révèle des résultats positifs en termes de connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive et, en particulier chez les jeunes femmes, une augmentation de l'utilisation de contraceptifs et une diminution du nombre de partenaires sexuels (Williams *et al.* 2007). En outre, une évaluation quasi expérimentale de l'Initiative nationale sud-africaine pour des cliniques adaptées aux adolescents révèle que l'accès à des cliniques adaptées aux jeunes retarde les grossesses et améliore l'éducation (Branson and Byker 2018). Au Cameroun, une intervention consistant à dispenser aux adolescentes et aux jeunes femmes des conseils numériques personnalisés sur les méthodes de contraception modernes a augmenté l'adoption de contraceptifs réversibles de longue durée sans compromettre l'utilisation par les filles et les femmes de méthodes de courte durée, ce qui indique que la technologie et les conseils individualisés peuvent efficacement améliorer les résultats en matière de santé sexuelle et reproductive (Athey *et al.* 2023).

Dans l'ensemble, il est important d'intégrer des adaptations destinées aux jeunes dans la prestation des services de santé pour garantir aux adolescentes un accès adéquat aux services de santé (en particulier ceux liés à leur santé sexuelle et reproductive). L'amélioration de l'accès à des sage-femmes qualifiées et aux accouchements en institution en Afrique (UNICEF 2024) a probablement eu un impact positif sur le bien-être des mères adolescentes. Cependant, les adolescentes risquent de passer entre les mailles du filet des systèmes de santé si l'on ne porte pas intentionnellement l'attention à leur situation particulière. Il est essentiel de prendre en compte des facteurs tels que la réglementation concernant le consentement à l'utilisation des services de santé et l'attitude des prestataires de soins de santé à l'égard des adolescentes qui recherchent des soins (Bergstrom and Özler 2023).

L'éducation à la santé sexuelle et reproductive peut accroître le niveau de connaissances des filles dans ce domaine.

De nouvelles données³ indiquent que les programmes d'éducation sexuelle et de sensibilisation au VIH peuvent améliorer les connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive, mais que leur efficacité dépend fortement de la conception et de la mise en œuvre des interventions. Par exemple, il ressort d'une étude des programmes de sensibilisation au VIH en milieu scolaire pour les jeunes africains que l'introduction du préservatif comme mesure préventive est plus efficace chez les jeunes plus âgés, en particulier lorsque les enseignants ne sont pas les principaux responsables de la mise en œuvre du programme et lorsqu'il bénéficie d'un soutien clair de la communauté (Gallant and Maticka-Tyndale 2004). De plus, Dupas (2011) constate que fournir des informations sur le risque relatif d'infection par le VIH en fonction de l'âge du partenaire est plus efficace pour réduire les comportements sexuels à risque chez les adolescentes que le programme officiel sur le VIH axé uniquement sur l'abstinence au Kenya. Les informations sur le risque du VIH permettent non seulement d'avoir une meilleure connaissance de la santé sexuelle et reproductive, mais aussi de réduire les grossesses chez les adolescentes.

Il existe également des données probantes sur le potentiel des interventions menées par les pairs au niveau de l'école et de la communauté. Une récente étude mondiale révèle que les interventions menées par les pairs en milieu scolaire peuvent améliorer les connaissances et les attitudes en matière de santé sexuelle et reproductive (Mason-Jones *et al.* 2023). Toutefois, les pairs doivent y participer de manière significative et être reconnus comme des experts ayant une expérience de la vie réelle pour que ces interventions soient efficaces. Contrairement aux interventions en milieu scolaire, les interventions axées sur les pairs⁴ et sur la communauté reposent sur le rôle que jouent le soutien communautaire et l'affinité partagée et ont l'avantage supplémentaire de toucher les adolescents déscolarisés. Les preuves d'impact en Afrique sont rares, à l'exception de celles obtenues à partir d'évaluations quasi expérimentales au Ghana et au Nigéria montrant que l'éducation par les pairs peut améliorer de manière mesurable les connaissances en matière de santé reproductive chez les jeunes du secondaire (Brieger *et al.* 2001). Bien que les données probantes en provenance d'Afrique soient encore à l'état embryonnaire, il existe une base de connaissances mondiale suffisante pour permettre aux responsables de la mise en œuvre des interventions en matière d'éducation de déterminer quels facteurs sont essentiels pour garantir leur efficacité.

D'autres approches prometteuses émergent comme solutions possibles

La construction d'écoles pourrait stimuler à la fois les inscriptions et la fréquentation scolaires

Dans les zones où il existe peu d'écoles, la création de nouvelles écoles peut augmenter les inscriptions et la fréquentation scolaires. Bien que les données probantes pour l'Afrique restent limitées, les recherches sur les écoles adaptées aux filles au Burkina Faso et au Niger sont encourageantes. Dans les deux pays, la construction d'écoles primaires avec latrines dans les zones rurales, combinée à d'autres mesures complémentaires (par exemple, l'embauche de plus d'enseignantes et l'offre de fournitures scolaires), a amélioré les inscriptions, la fréquentation et les résultats d'apprentissage (Bagby *et al.* 2016 ; Kazianga *et al.* 2013). Dans l'étude du Burkina Faso, les effets étaient systématiquement plus importants chez les filles que chez les garçons, ce qui a éliminé les écarts entre les sexes dans les résultats aux tests et la progression scolaire (Kazianga *et al.* 2013). En outre, des données quasi expérimentales antérieures provenant du Nigéria montrent que la construction d'écoles primaires dans les années 1970 a considérablement amélioré la réussite scolaire des femmes et réduit les taux de fécondité précoce (Osili and Long 2008).

La ludo-éducation peut aider les filles à atteindre leurs objectifs en matière d'éducation et de développement

La « ludo-éducation », également appelée divertissement éducatif, utilise du contenu provenant de diverses formes de médias tels que la vidéo, la musique ou les jeux pour atteindre des objectifs en matière d'éducation et de développement. Les données probantes concernant les effets du divertissement éducatif sur la santé et la fécondité des filles sont limitées, mais prometteuses. Par exemple, Banerjee, La Ferrara et Orozco-Olvera (2019) constatent que MTV Shuga, une série populaire visant à fournir des informations sur le VIH et à changer les attitudes et les comportements liés au VIH et aux comportements à risque, a suscité des améliorations significatives des connaissances et des attitudes des jeunes à l'égard du VIH et des comportements sexuels à risque — mesurées par l'acceptabilité et l'incidence déclarée des cas de partenaires sexuels simultanés, ainsi que par la probabilité d'être testé positif aux maladies sexuellement transmissibles — dans les zones urbaines du Nigéria. Si les données restent limitées pour le contexte africain, un nombre croissant de recherches menées aussi bien dans les pays à revenu élevé que dans les pays à revenu intermédiaire ou faible indiquent que le divertissement éducatif peut être un outil rentable pour réduire les comportements sexuels à risque chez les jeunes (Orozco-Olvera, Shen and Cluver 2019).

Permettre aux filles enceintes de poursuivre leurs études pourrait réduire les taux d'abandon scolaire et améliorer les résultats

L'instauration de politiques permettant aux adolescentes de retourner à l'école après un accouchement améliore leurs résultats scolaires sans les conséquences négatives parfois redoutées. Les politiques qui empêchent les jeunes mères de retourner à l'école, souvent en raison de la croyance selon laquelle le fait de les autoriser à retourner à l'école pourrait encourager davantage de grossesses chez les adolescentes, contribuent à des taux élevés d'abandon scolaire chez les adolescentes. Cependant, Evans, Mendez Acosta et Yuan (2024) ont examiné les données de neuf pays africains qui ont levé l'interdiction faite aux filles enceintes de retourner à l'école entre 1993 et 2015 et ne trouvent aucune preuve que le fait d'autoriser les jeunes mères à aller à l'école augmente les taux de fécondité. Au contraire, leurs conclusions indiquent que de telles politiques améliorent le capital humain de ces filles. La réforme des politiques entraîne également une augmentation de la proportion de filles qui ont été enceintes et qui vont à l'école. Si l'introduction de politiques de réinsertion scolaire nécessite une sensibilisation adéquate des filles et des familles au changement de politiques, l'introduction récente de telles politiques dans ces pays africains témoigne d'une évolution prometteuse dans la bonne direction.

L'élimination du mariage d'enfants pourrait améliorer les résultats scolaires des filles

Comme indiqué dans l'encadré 3.2, l'interdiction du mariage d'enfants peut réduire le nombre de mariages d'enfants et avoir des effets positifs sur la scolarisation dans certains contextes (Wilson 2022). Toutefois, les effets de l'interdiction du mariage d'enfants sont fonction de l'étendue de son application et de l'adoption d'interventions complémentaires pour lutter contre les normes sociales contraires. La mise en place de cadres de soutien pour renforcer la mise en œuvre des réformes juridiques est donc essentielle au succès du mariage d'enfants.

D'autres politiques favorisant l'éducation des filles semblent également prometteuses

D'autres politiques prometteuses incluent l'introduction d'un enseignement dispensé dans la langue maternelle des filles, qui a permis une augmentation significative des résultats des filles dans le primaire et le secondaire en Éthiopie (Argaw 2016). En Ouganda, une politique de promotion automatique, qui permet aux élèves de passer d'une classe à l'autre quels que soient leurs résultats scolaires et qui comprenait des cours de rattrapage pour les élèves en difficulté scolaire, s'est également révélée efficace pour

améliorer l'aptitude des filles comme des garçons à lire, écrire et compter (Okurut 2015). Par ailleurs, il a été démontré que l'éducation non mixte avait des effets positifs sur les résultats scolaires des adolescentes à Trinité-et-Tobago, puisqu'elle a permis d'améliorer les résultats aux examens et d'augmenter la probabilité que les étudiantes suivent des cours avancés (Jackson 2021). Les données obtenues en utilisant la variation aléatoire de la composition des pairs dans les écoles éthiopiennes indiquent qu'avoir une plus grande proportion de filles comme camarades de classe réduit l'absentéisme scolaire et augmente les résultats aux tests de mathématiques chez les filles (Borbely, Norris and Romiti 2023). Enfin, une réforme au Kenya par laquelle il a été accordé aux filles des droits d'héritage égaux à ceux des garçons a permis d'augmenter le taux de scolarisation des filles et de retarder le mariage et la grossesse (Harari 2019).

L'augmentation des possibilités d'emploi pour les femmes peut renforcer les fondamentaux du capital humain des filles

Malgré le manque de données probantes en Afrique, les études sur les effets des usines de confection au Bangladesh (Heath and Mobarak 2015) et des centres d'affaires en Inde (Jensen 2012 ; Oster and Steinberg 2013) indiquent que l'augmentation des possibilités offertes aux femmes sur le marché du travail peut entraîner des améliorations des fondamentaux du capital humain pour les adolescentes, en particulier lorsque les filles et leurs familles sont bien informées de ces possibilités d'emploi.

Les informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation peuvent augmenter la scolarisation des filles et améliorer leurs résultats scolaires

Fournir aux adolescentes et à leurs familles des informations sur le rendement de la scolarité peut améliorer la scolarisation et les résultats des filles. Bien que les données issues de l'Afrique soient limitées (les effets positifs sur la scolarisation n'ayant été documentés que dans une étude à Madagascar [Nguyen 2008]), des données supplémentaires provenant d'autres régions indiquent que le fait de fournir ces informations constitue une approche potentiellement peu coûteuse pour améliorer les résultats scolaires. Il convient de noter que la gamme des effets estimés dans les études mondiales donne à penser que l'impact peut être spécifique au contexte, une étude réalisée au Mexique ayant constaté des effets plus importants pour les filles que pour les garçons (Avitabile et de Hoyos 2018) et deux autres études documentant les effets sur les garçons en République dominicaine (Jensen 2010) et au Pérou (Neilson, Gallego and Molina 2015).

Associer les garçons, les parents et les communautés à cette quête peut conduire à de meilleurs résultats en matière de santé pour les filles

Outre le fait de travailler directement avec les filles, la participation des garçons, des parents et des communautés peut avoir des effets positifs sur les résultats en matière de santé des adolescentes. En Tanzanie, un programme basé sur le football qui offrait une éducation à la santé sexuelle et reproductive aux hommes partenaires des adolescentes a amélioré non seulement les attitudes des hommes à l'égard de la santé sexuelle et reproductive et de la violence, mais aussi les résultats en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescentes (Shah *et al.* 2023). En Côte d'Ivoire, la combinaison d'une intervention axée sur les groupes de filles avec une intervention visant à doter les garçons et les hommes de compétences de vie, de connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive et d'informations sur les droits des filles et des femmes a permis d'améliorer le comportement et les connaissances des filles en matière de santé sexuelle et reproductive (Boulhane *et al.* 2024). Des données supplémentaires provenant de l'Inde montrent les effets positifs de la participation des pairs (hommes et femmes) aux discussions sur l'égalité des sexes (Dhar, Jain et Jayachandran 2022).

Les enseignements tirés des interventions à effet mitigé indiquent des domaines potentiels à explorer plus avant

Les programmes d'autonomisation de groupes de filles offrent un moyen prometteur de toucher les adolescentes, mais les résultats sont mitigés

Les clubs d'autonomisation des filles, ou « espaces sûrs », sont de plus en plus utilisés comme plateformes pour toucher les adolescentes, en particulier celles qui ne sont pas scolarisées. Les données sur leur impact sur les résultats en termes de capital humain, comme l'éducation et la santé, sont toutefois mitigées (Psaki *et al.* 2022).

La formation aux compétences de vie et les programmes de mentorat et d'autonomisation donnent des résultats mitigés

Au-delà des programmes d'autonomisation de groupe, les interventions conçues pour permettre aux adolescentes d'acquérir des compétences de vie ont des effets mitigés sur les résultats scolaires. En Zambie, un programme visant à doter les adolescentes de compétences en matière de négociation a augmenté les inscriptions scolaires (Ashraf *et al.* 2020).

Toutefois, Melnikas *et al.* (2021) constatent que le projet *Marriage: No Child's Play* (« Le mariage, ce n'est pas un jeu d'enfant ») mis en œuvre par More than Brides Alliance a eu des effets positifs sur la scolarisation et les résultats d'apprentissage au Malawi, aucun effet sur l'une ou l'autre au Mali et des effets négatifs sur les deux au Niger. En outre, Brar *et al.* (2023) constatent que le programme *Choices* (conçu pour promouvoir des attitudes et des comportements équitables en matière de genre chez les adolescents à travers des activités interactives) a eu des effets limités sur la scolarisation en Somalie.

Il faudrait envisager des interventions supplémentaires pour les orientations futures

L'examen des données probantes présenté ici a mis en évidence un certain nombre d'interventions visant à développer les fondamentaux du capital humain des adolescentes. Si ces interventions sont jugées efficaces ou prometteuses selon les données provenant de multiples études et pays, leur applicabilité reste largement fonction du contexte. Le choix des stratégies à suivre doit se fonder sur les contraintes et les défis locaux. Par exemple, la construction d'écoles doit être prioritaire dans les zones où les écoles sont rares. Dans le même ordre d'idées, les programmes de cantine scolaire doivent être prioritaires lorsque la malnutrition infantile est reconnue comme une contrainte majeure. Les interventions fondées sur des données probantes et adaptées aux contextes locaux sont les plus susceptibles d'avoir les effets escomptés.

Au-delà des données globales sur l'efficacité, il est également essentiel de prendre en compte le rapport coût-efficacité, ainsi que le rapport coût-efficacité à grande échelle (Crawford, Hares and Sandefur 2022 ; Evans, Mendez Acosta et Yuan 2024). Bien qu'il existe un nombre croissant d'estimations du rapport coût-efficacité des interventions visant à améliorer l'éducation, ces estimations se concentrent généralement sur un seul résultat, sans tenir compte du fait que certaines interventions permettent effectivement d'améliorer plusieurs résultats et peuvent donc être plus rentables dans l'ensemble, même si elles sont moins rentables lorsqu'un seul résultat est pris en compte. La cantine scolaire en est un exemple, car elle a une incidence sur les résultats aussi bien en matière d'éducation que de nutrition (Bedasso 2022). Une récente analyse des données probantes conclut que le moyen le plus rentable d'améliorer les résultats d'apprentissage est l'enseignement de rattrapage (Banerjee *et al.* 2023). Il existe peu d'estimations du rapport coût-efficacité des interventions visant à améliorer la santé des adolescentes.

Le fait de limiter l'analyse des données disponibles aux pays africains met au jour les principales conclusions à retenir sur l'efficacité des interventions et révèle des domaines dans lesquels des expérimentations supplémentaires sont nécessaires. Il faut poursuivre les recherches pour déterminer l'efficacité des interventions qui ont fait leurs preuves dans d'autres parties du monde ou qui ont eu des résultats limités ou mitigés en Afrique. Cela est particulièrement important en ce qui concerne les résultats en matière de santé des adolescents, en particulier ceux liés à la nutrition et à la santé mentale, qui ont suscité une attention accrue à l'échelle mondiale mais restent peu étudiés dans les pays africains.

Notes

1. Le programme comprenait des guides pédagogiques détaillés, une formation pour les enseignants et les directeurs d'école, un encadrement des enseignants et des livres d'alphabétisation et de mathématiques pour chaque élève.
2. Au Lesotho, les filles ont bénéficié beaucoup plus que les garçons, puisqu'elles ont conservé leurs taux relativement plus élevés d'inscription et de fréquentation scolaires (Pellerano *et al.* 2014). Une explication possible est que le coût d'opportunité actuel du temps des garçons est jugé plus élevé que le bénéfice futur de l'accumulation de capital humain et que cette différence pour les garçons dépasse celle des filles. En Afrique du Sud, l'avantage relatif des filles en termes de résultats scolaires est utilisé pour expliquer l'impact plus modéré des transferts monétaires. Alors que l'accès aux pensions sociales entraîne une augmentation de 18 points de pourcentage de la fréquentation scolaire pour les garçons, il est associé à une faible augmentation statistiquement non significative pour les filles (Edmonds 2006).
3. Les données de qualité en provenance d'Afrique restent toutefois limitées (Lopez, Bernholz, *et al.* 2016 ; Lopez, Grey, *et al.* 2016).
4. Également appelée éducation par les pairs, conseil par les pairs et interventions dirigées, pilotées, facilitées ou assistées par les pairs.

Références bibliographiques

- Akresh, Richard, Damien de Walque, and Harounan Kazianga. 2013. "Cash Transfers and Child Schooling: Evidence from a Randomized Evaluation of the Role of Conditionality." World Bank Policy Research Working Paper 6340, World Bank, Washington, DC.
- Alderman, Harold, Daniel O. Gilligan, and Kim Lehrer. 2012. "The Impact of Food for Education Programs on School Participation in Northern Uganda." *Economic Development and Cultural Change* 61 (1): 187–218. <https://doi.org/10.1086/666949>.
- Arcand, Jean-Louis, and Eric Djimeu Wouabe. 2010. "Teacher Training and HIV/AIDS Prevention in West Africa: Regression Discontinuity Design Evidence from the Cameroon." *Health Economics* 19 (S1): 36–54. <https://doi.org/10.1002/hecl643>.

- Argaw, Bethlehem Asres. 2016. "Quasi-Experimental Evidence on the Effects of Mother Tongue-Based Education on Reading Skills and Early Labour Market Outcomes." Discussion Paper 16-016, ZEW—Centre for European Economic Research, Mannheim, Germany. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2760337>.
- Ashraf, Nava, Natalie Bau, Corinne Low, and Kathleen McGinn. 2020. "Negotiating a Better Future: How Interpersonal Skills Facilitate Intergenerational Investment." *Quarterly Journal of Economics* 135 (2): 1095–151. <https://doi.org/10.1093/qje/qjz039>.
- Athey, Susan, Katy Bergstrom, Vitor Hadad, Julian C. Jamison, Berk Özler, Luca Parisotto, and Julius Dohbit Sama. 2023. "Can Personalized Digital Counseling Improve Consumer Search for Modern Contraceptive Methods?" *Science Advances* 9 (40): eadg4420. <https://doi.org/10.1126/sciadv.adg4420>.
- Aurino, Elisabetta, Aulo Gelli, Clement Adamba, Isaac Osei-Akoto, and Harold Alderman. 2023. "Food for Thought?: Experimental Evidence on the Learning Impacts of a Large-Scale School Feeding Program." *Journal of Human Resources* 58 (1): 74–111. <https://doi.org/10.3368/jhr.58.3.1019-10515R1>.
- Avitabile, Ciro, and Rafael de Hoyos. 2018. "The Heterogeneous Effect of Information on Student Performance: Evidence from a Randomized Control Trial in Mexico." *Journal of Development Economics* 135: 318–48. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2018.07.008>.
- Bagby, Emilie, Anca Dumitrescu, Cara Orfield, and Matt Sloan. 2016. "Long-Term Evaluation of the IMAGINE Project in Niger." Mathematica Policy Research, Washington, DC. <https://ideas.repec.org/p/mpr/mprres/f8404bbfd4eb4276a7925d3004a16bf7.html>.
- Baird, Sarah, Ephraim Chirwa, Craig McIntosh, and Berk Özler. 2010. "The Short-Term Impacts of a Schooling Conditional Cash Transfer Program on the Sexual Behavior of Young Women." *Health Economics* 19 (S): 55–68. <https://doi.org/10.1002/hec.1569>.
- Baird, Sarah, Craig McIntosh, and Berk Özler. 2011. "Cash or Condition? Evidence from a Cash Transfer Experiment." *Quarterly Journal of Economics* 126 (4): 1709–53. <https://doi.org/10.1093/qje/qjr032>.
- Baird, Sarah, Craig McIntosh, and Berk Özler. 2019. "When the Money Runs Out: Do Cash Transfers Have Sustained Effects on Human Capital Accumulation?" *Journal of Development Economics* 140: 169–85. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2019.04.004>.
- Bandiera, Oriana, Niklas Buehren, Robin Burgess, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Imran Rasul, and Munshi Sulaiman. 2020. "Women's Empowerment in Action: Evidence from a Randomized Control Trial in Africa." *American Economic Journal: Applied Economics* 12 (1): 210–59. <https://doi.org/10.1257/app.20170416>.
- Banerjee, Abhijit, Tahir Andrab, Rukmini Banerji, Susan Dynarski, Rachel Glennerster, Sally Grantham-Mcgregor, Karthik Muralidharan, et al. 2023. *2023 Cost-Effective Approaches to Improve Global Learning—What Does Recent Evidence Tell Us Are "Smart Buys" for Improving Learning in Low- and Middle-Income Countries?* Washington, DC: World Bank. <https://policycommons.net/artifacts/4310772/2023-cost-effective-approaches-to-improve-global-learning/5121024/>.

- Banerjee, Abhijit, Eliana La Ferrara, and Victor H. Orozco-Olvera. 2019. "The Entertaining Way to Behavioral Change: Fighting HIV with MTV." Working Paper 26096, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.3386/w26096>.
- Barrera-Osorio, Felipe, Pierre de Galbert, James Habyarimana, and Shwetlena Sabarwal. 2020. "The Impact of Public-Private Partnerships on Private School Performance: Evidence from a Randomized Controlled Trial in Uganda." *Economic Development and Cultural Change* 68 (2): 429–69. <https://doi.org/10.1086/701229>.
- Bastagli, Francesca, Jessica Hagen-Zanker, Luke Harman, Valentina Barca, Georgina Sturge, and Tanja Schmidt. 2016. "Cash Transfers: What Does the Evidence Say?" Overseas Development Institute, London.
- Beasley, N. M. R., A. M. Tomkins, A. Hall, W. Lorri, C. M. Kihamia, and D. A. P. Bundy. 2000. "The Impact of Weekly Iron Supplementation on the Iron Status and Growth of Adolescent Girls in Tanzania." *Tropical Medicine and International Health* 5 (11): 794–99. <https://doi.org/10.1046/j.1365-3156.2000.00641.x>.
- Bedasso, Biniam. 2022. "Feeding Kids May Look Expensive by Standard Value-for-Money Metrics, but It Promotes Equity in Outcomes beyond Just Test Scores." In *Schooling for All Feasible Strategies to Achieve Universal Education*, edited by Justin Sandefur, 36–48. Washington, DC: Center for Global Development.
- Bergstrom, Katy, and Berk Özler. 2023. "Improving the Well-Being of Adolescent Girls in Developing Countries." *World Bank Research Observer* 38 (2): 179–212. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkac007>.
- Borbely, Daniel, Jonathan Norris, and Agnese Romiti. 2023. "Peer Gender and Schooling: Evidence from Ethiopia." *Journal of Human Capital* 17 (2): 207–49. <https://doi.org/10.1086/723111>.
- Boulhane, Othmane, Claire Boxho, Désiré Kanga, Estelle Koussoubé, and Léa Rouanet. 2024. "Empowering Adolescent Girls through Safe Spaces and Accompanying Measures in Côte d'Ivoire." Policy Research Working Paper 10721, World Bank, Washington, DC.
- Branson, Nicola, and Tanya Byker. 2018. "Causes and Consequences of Teen Childbearing: Evidence from a Reproductive Health Intervention in South Africa." *Journal of Health Economics* 57: 221–35. <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2017.11.006>.
- Brar, Rajdev, Niklas Buehren, Sreelakshmi Papineni, and Munshi Sulaiman. 2023. "Rebel with a Cause: Effects of a Gender Norms Intervention for Adolescents in Somalia." Policy Research Working Paper 10567, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-10567>.
- Brieger, William R, Grace E. Delano, Catherine G. Lane, Oladimeji Oladepo, and Kola A. Oyediran. 2001. "West African Youth Initiative: Outcome of a Reproductive Health Education Program." *Journal of Adolescent Health* 29 (6): 436–46. [https://doi.org/10.1016/S1054-139X\(01\)00264-6](https://doi.org/10.1016/S1054-139X(01)00264-6).
- Cawley, John. 2015. "An Economy of Scales: A Selective Review of Obesity's Economic Causes, Consequences, and Solutions." *Journal of Health Economics* 43 (September): 244–68. <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2015.03.001>.

- Chaaban, Jad, and Wendy Cunningham. 2011. "Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend." Policy Research Working Paper 5753, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-5753>.
- Chakroborty, Kritika Sen, and Kira M. Villa. 2022. "Cash Transfers and Adolescent Nutrition Outcomes: Evidence from the Child Support Grant in South Africa." Unpublished manuscript.
- Chicoine, Luke. 2016. "Free Primary Education, Schooling, and Fertility: Evidence from Ethiopia." IZA Discussion Paper 10387, IZA Institute of Labor Economics, Bonn, Germany. <https://papers.ssrn.com/abstract=2879794>.
- Collin, Matthew, and Theodore Talbot. 2023. "Are Age-of-Marriage Laws Enforced? Evidence from Developing Countries." *Journal of Development Economics* 160 (January): 102950. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.102950>.
- Costa, R., A. Kalle, D. Lopez Avila, M. Magalhaes, M. Muller, and E. Salazar. 2023. "What Works to Narrow Gender Gaps and Empower Women in Sub-Saharan Africa? An Evidence-Review of Selected Impact Evaluation Studies." World Bank, Washington, DC.
- Crawford, Lee, Susannah Hares, and Justin Sandefur. 2022. "What Has Worked at Scale?" In *Schooling for All Feasible Strategies to Achieve Universal Education*, edited by Justin Sandefur, 11–31. Washington, DC: Center for Global Development.
- Dake, Fidelia, Luisa Natali, Gustavo Angeles, Jacobus de Hoop, Sudhanshu Handa, and Amber Peterman. 2018. "Cash Transfers, Early Marriage, and Fertility in Malawi and Zambia." *Studies in Family Planning* 49 (4): 295–317. <https://doi.org/10.1111/sifp.12073>.
- Delprato, Marcos, and Kwame Akyeampong. 2017. "The Effect of Early Marriage Timing on Women's and Children's Health in Sub-Saharan Africa and Southwest Asia." *Annals of Global Health* 83 (3): 557–67. <https://doi.org/10.1016/j.aogh.2017.10.005>.
- Delprato, Marcos, Kwame Akyeampong, Ricardo Sabates, and Jimena Hernandez-Fernandez. 2015. "On the Impact of Early Marriage on Schooling Outcomes in Sub-Saharan Africa and South West Asia." *International Journal of Educational Development* 44 (September): 42–55. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2015.06.001>.
- Dhar, Diva, Tarun Jain, and Seema Jayachandran. 2022. "Reshaping Adolescents' Gender Attitudes: Evidence from a School-Based Experiment in India." *American Economic Review* 112 (3): 899–927. <https://doi.org/10.1257/aer.20201112>.
- Doyle, Aoife M., David A. Ross, Kaballa Maganja, Kathy Baisley, Clemens Masesa, Aura Andreasen, Mary L. Plummer, *et al.* 2010. "Long-Term Biological and Behavioural Impact of an Adolescent Sexual Health Intervention in Tanzania: Follow-Up Survey of the Community-Based MEMA Kwa Vijana Trial." *PLOS Medicine* 7 (6): e1000287. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1000287>.
- Duflo, Annie, Jessica Kiessel, and Adrienne Lucas. 2020. "External Validity: Four Models of Improving Student Achievement." Working Paper 27298, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. 2015. "Education, HIV, and Early Fertility: Experimental Evidence from Kenya." *American Economic Review* 105 (9): 2757–97. <https://doi.org/10.1257/aer.20121607>.

- Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. 2021. "The Impact of Free Secondary Education: Experimental Evidence from Ghana." Working Paper 28937, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.3386/w28937>.
- Dupas, Pascaline. 2011. "Do Teenagers Respond to HIV Risk Information? Evidence from a Field Experiment in Kenya." *American Economic Journal: Applied Economics* 3 (1): 1–34. <https://doi.org/10.1257/app.3.1.1>.
- Dupas, Pascaline, Elise Huillery, and Juliette Seban. 2018. "Risk Information, Risk Salience, and Adolescent Sexual Behavior: Experimental Evidence from Cameroon." *Journal of Economic Behavior and Organization* 145 (January): 151–75. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2017.10.007>.
- Edmonds, Eric V. 2006. "Child Labor and Schooling Responses to Anticipated Income in South Africa." *Journal of Development Economics* 81 (2): 386–414. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2005.05.001>.
- Edwards, Katie M., Manasi Kumar, Emily A. Waterman, Natira Mullet, Beatrice Madeghe, and Otsetswe Musindo. 2024. "Programs to Prevent Violence against Children in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review." *Trauma, Violence, and Abuse* 25 (1): 593–612. <https://doi.org/10.1177/15248380231160742>.
- Erulkar, Annabel S., Linus I. A. Etyyang, Charles Onoka, Fredrick K. Nyagah, and Alex Muyonga. 2004. "Behavior Change Evaluation of a Culturally Consistent Reproductive Health Program for Young Kenyans." *International Family Planning Perspectives* 30 (2): 58–67.
- Erulkar, Annabel S., and Eunice Muthengi. 2009. "Evaluation of Berhane Hewan: A Program to Delay Child Marriage in Rural Ethiopia." *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 35 (1): 6–14. <https://www.guttmacher.org/journals/ipsrh/2009/03/evaluation-berhane-hewan-program-delay-child-marriage-rural-ethiopia>.
- Evans, David, Stephanie Hausladen, Katrina Kosec, and Natasha Reese. 2014. *Community-Based Conditional Cash Transfers in Tanzania: Results from a Randomized Trial*. Washington, DC: World Bank.
- Evans, David, Amina Mendez Acosta, and Fei Yuan. 2024. "Girls' Education at Scale." *World Bank Research Observer* 39 (1): 47–74. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkad002>.
- Evans, David, and Fei Yuan. 2022. "What We Learn about Girls' Education from Interventions That Do Not Focus on Girls." *World Bank Economic Review* 36 (1): 244–67.
- Fiala, Nathan, Ana Garcia-Hernandez, Kritika Narula, and Nishith Prakash. 2022. "Wheels of Change: Transforming Girls' Lives with Bicycles." CESifo Working Paper 9865, Munich.
- Freudenberger, Elizabeth, and Jeff Davis. 2017. "Tusome External Evaluation Midline Report." U.S. Agency for International Development, Washington, DC. <https://ierc-publicfiles.s3.amazonaws.com/public/resources/Tusome%20Midline%20evaluation%202017%20final%20report%20from%20DEC.pdf>.
- Gallant, Melanie, and Eleanor Maticka-Tyndale. 2004. "School-Based HIV Prevention Programmes for African Youth." *Social Science and Medicine* 58 (7): 1337–51. [https://doi.org/10.1016/S0277-9536\(03\)00331-9](https://doi.org/10.1016/S0277-9536(03)00331-9).

- Grogan, Louise. 2009. "Universal Primary Education and School Entry in Uganda." *Journal of African Economies* 18 (2): 183–211. <https://doi.org/10.1093/jae/ejn015>.
- Hall, Andrew, Natalie Roschnik, Fatimata Ouattara, Idrissa Touré, Fadima Maiga, Moussa Sacko, Helen Moestue, and Mohamed Ag Bendeche. 2002. "A Randomised Trial in Mali of the Effectiveness of Weekly Iron Supplements Given by Teachers on the Haemoglobin Concentrations of Schoolchildren." *Public Health Nutrition* 5 (3): 413–18. <https://doi.org/10.1079/PHN2001327>.
- Hallfors, Denise Dion, Hyunsan Cho, Simbarashe Rusakaniko, John Mapfumo, Bonita Iritani, Lei Zhang, Winnie Luseno, and Ted Miller. 2015. "The Impact of School Subsidies on HIV-Related Outcomes among Adolescent Female Orphans." *Journal of Adolescent Health* 56 (1): 79–84. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2014.09.004>.
- Handa, Sudhanshu, Amber Peterman, Carolyn Huang, Carolyn Halpern, Audrey Pettifor, and Harsha Thirumurthy. 2015. "Impact of the Kenya Cash Transfer for Orphans and Vulnerable Children on Early Pregnancy and Marriage of Adolescent Girls." *Social Science and Medicine* 141 (September): 36–45. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2015.07.024>.
- Harari, Mariaflavia. 2019. "Women's Inheritance Rights and Bargaining Power: Evidence from Kenya." *Economic Development and Cultural Change* 68 (1): 189–238. <https://doi.org/10.1086/700630>.
- Heath, Rachel, and A. Mushfiq Mobarak. 2015. "Manufacturing Growth and the Lives of Bangladeshi Women." *Journal of Development Economics* 115 (July): 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2015.01.006>.
- Hoogeveen, Johannes, and Mariacristina Rossi. 2013. "Enrolment and Grade Attainment Following the Introduction of Free Primary Education in Tanzania." *Journal of African Economies* 22 (3): 375–93. <https://doi.org/10.1093/jae/ejt003>.
- Horjus, Peter, Victor M. Aguayo, Julie A. Roley, Maurício C. Pene, and Stephan P. Meershoek. 2005. "School-Based Iron and Folic Acid Supplementation for Adolescent Girls: Findings from Manica Province, Mozambique." *Food and Nutrition Bulletin* 26 (3): 281–86. <https://doi.org/10.1177/156482650502600305>.
- Jackson, C. Kirabo. 2021. "Can Introducing Single-Sex Education into Low-Performing Schools Improve Academics, Arrests, and Teen Motherhood?" *Journal of Human Resources* 56 (1): 1–39. <https://doi.org/10.3368/jhr.56.1.0618-9558R2>.
- Jensen, Robert. 2010. "The (Perceived) Returns to Education and the Demand for Schooling." *Quarterly Journal of Economics* 125 (2): 515–48. <https://doi.org/10.1162/qjec.2010.125.2.515>.
- Jensen, Robert. 2012. "Do Labor Market Opportunities Affect Young Women's Work and Family Decisions? Experimental Evidence from India." *Quarterly Journal of Economics* 127 (2): 753–92. <https://doi.org/10.1093/qje/qjs002>.
- JPAL (Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab). 2017. "Roll Call: Getting Children into School." JPAL, Cambridge, MA.
- Kazianga, Harounan, Damien de Walque, and Harold Alderman. 2012. "Educational and Child Labour Impacts of Two Food-for-Education Schemes: Evidence from a Randomised Trial in Rural Burkina Faso." *Journal of African Economies* 21 (5): 723–60. <https://doi.org/10.1093/jae/ejs010>.

- Kazianga, Harounan, Dan Levy, Leigh L. Linden, and Matt Sloan. 2013. "The Effects of 'Girl-Friendly' Schools: Evidence from the BRIGHT School Construction Program in Burkina Faso." *American Economic Journal: Applied Economics* 5 (3): 41–62. <https://doi.org/10.1257/app.5.3.41>.
- Koski, Alissa, Erin C. Strumpf, Jay S. Kaufman, John Frank, Jody Heymann, and Arijit Nandi. 2018. "The Impact of Eliminating Primary School Tuition Fees on Child Marriage in Sub-Saharan Africa: A Quasi-Experimental Evaluation of Policy Changes in 8 Countries." *PLOS ONE* 13 (5): e0197928. <https://doi.org/10.1371/PLOS/journal.pone.0197928>.
- Lassi, Zohra, Anoosh Moin, and Zulfiqar Bhutta. 2017. "Nutrition in Middle Childhood and Adolescence." In *Child and Adolescent Health and Development*, edited by Donald A. P. Bundy, Nilanthi de Silva, Susan Horton, Dean T. Jamison, and George C. Patton, 133–46. Vol. 8 of *Disease Control Priorities*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0423-6>.
- Leenstra, T., S. K. Kariuki, J. D. Kurtis, A. J. Oloo, P. A. Kager, and F. O. ter Kuile. 2009. "The Effect of Weekly Iron and Vitamin A Supplementation on Hemoglobin Levels and Iron Status in Adolescent Schoolgirls in Western Kenya." *European Journal of Clinical Nutrition* 63 (2): 173–82. <https://doi.org/10.1038/sj.ejcn.1602919>.
- Lopez, Lauren M., Alissa Bernholc, Mario Chen, and Elizabeth E. Tolley. 2016. "School-Based Interventions for Improving Contraceptive Use in Adolescents." *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2016 (6): CD012249. <https://doi.org/10.1002/14651858.CD012249>.
- Lopez, Lauren M., Thomas W. Grey, Elizabeth E. Tolley, and Mario Chen. 2016. "Brief Educational Strategies for Improving Contraception Use in Young People." *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2016 (3): CD012025. <https://doi.org/10.1002/14651858.CD012025.pub2>.
- Malhotra, Anju, and Shatha Elnakib. 2021. "20 Years of the Evidence Base on What Works to Prevent Child Marriage: A Systematic Review." *Journal of Adolescent Health* 68 (5): 847–62. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2020.11.017>.
- Mason-Jones, Amanda J., Marlon Freeman, Theo Lorenc, Tina Rawal, Shalini Bassi, and Monika Arora. 2023. "Can Peer-Based Interventions Improve Adolescent Sexual and Reproductive Health Outcomes? An Overview of Reviews." *Journal of Adolescent Health* 73 (6): 975–82. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2023.05.035>.
- Mastercard Foundation. 2020. *Secondary Education in Africa: Preparing Youth for the Future of Work*. Toronto: Mastercard Foundation. <https://doi.org/10.15868/socialsector.35972>.
- Mbiti, Isaac, Karthik Muralidharan, Mauricio Romero, Youdi Schipper, Constantine Manda, and Rakesh Rajani. 2019. "Inputs, Incentives, and Complementarities in Education: Experimental Evidence from Tanzania." *Quarterly Journal of Economics* 134 (3): 1627–73. <https://doi.org/10.1093/qje/qjz010>.
- McGavock, Tamara. 2021. "Here Waits the Bride? The Effect of Ethiopia's Child Marriage Law." *Journal of Development Economics* 149 (March): 102580. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2020.102580>.

- Meherali, Salima, Komal Abdul Rahim, Sandra Campbell, and Zohra S. Lassi. 2021. "Does Digital Literacy Empower Adolescent Girls in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review." *Frontiers in Public Health* 9. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2021.761394>.
- Melnikas, Andrea J., Grace Saul, Michelle Chau, Neelanjana Pandey, James Mkandawire, Mouhamadou Gueye, Aissa Diarra, and Sajeda Amin. 2021. "More Than Brides Alliance: Endline Evaluation Report." Population Council, New York.
- Muralidharan, Karthik, and Nishith Prakash. 2017. "Cycling to School: Increasing Secondary School Enrollment for Girls in India." *American Economic Journal: Applied Economics* 9 (3): 321–50. <https://doi.org/10.1257/app.20160004>.
- Neilson, Christopher, Francisco Gallego, and Oswaldo Molina. 2015. "The Impact of Information Provision on Human Capital Accumulation and Child Labor in Peru." Innovations for Poverty Action, New York. <https://www.poverty-action.org/printpdf/21321>.
- Nguyen, Minh Cong, and Quentin Wodon. 2014. "Impact of Child Marriage on Literacy and Education Attainment in Africa." World Bank, Washington, DC.
- Nguyen, Trang. 2008. "Information, Role Models and Perceived Returns to Education: Experimental Evidence from Madagascar." Unpublished manuscript. Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA. <https://www.povertyactionlab.org/sites/default/files/documents/Nguyen%202008.pdf>.
- Nour, Nawal M. 2006. "Health Consequences of Child Marriage in Africa." *Emerging Infectious Diseases* 12 (11): 1644–49. <https://doi.org/10.3201/eid1211.060510>.
- Okurut, Jeje Moses. 2015. "Examining the Effect of Automatic Promotion on Students' Learning Achievements in Uganda's Primary Education." *World Journal of Education* 5 (5): 85–100.
- Orozco-Olvera, Victor, Fuyuan Shen, and Lucie Cluver. 2019. "The Effectiveness of Using Entertainment Education Narratives to Promote Safer Sexual Behaviors of Youth: A Meta-analysis, 1985–2017." *PLOS ONE* 14 (2): e0209969. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0209969>.
- Osili, Una Okonkwo, and Bridget Terry Long. 2008. "Does Female Schooling Reduce Fertility? Evidence from Nigeria." *Journal of Development Economics* 87 (1): 57–75. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2007.10.003>.
- Oster, Emily, and Bryce Millett Steinberg. 2013. "Do IT Service Centers Promote School Enrollment? Evidence from India." *Journal of Development Economics* 104: 123–35.
- Pellerano, Luca, Marta Moratti, Maja Jakobsen, Matej Bajgar, and Valentina Barca. 2014. "Child Grants Programme Impact Evaluation: Follow-Up Report." Oxford Policy Management, Oxford, UK.
- Piper, Benjamin, Joseph Destefano, Esther M. Kinyanjui, and Salome Ong'ele. 2018. "Scaling Up Successfully: Lessons from Kenya's Tusome National Literacy Program." *Journal of Educational Change* 19 (3): 293–321. <https://doi.org/10.1007/s10833-018-9325-4>.
- Piper, Benjamin, and Abel Mugenda. 2014. "The Primary Math and Reading (PRIMR) Initiative: Endline Impact Evaluation." US Agency for International Development, Washington, DC. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00K27S.pdf.

- Psaki, Stephanie, Nicole Haberland, Barbara Mensch, Lauren Woyczynski, and Erica Chuang. 2022. "Policies and Interventions to Remove Gender-Related Barriers to Girls' School Participation and Learning in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review of the Evidence." *Campbell Systematic Reviews* 18 (1): e1207. <https://doi.org/10.1002/cl2.1207>.
- Randall, Jennifer, and Alejandra Garcia. 2020. "Let's Go Girls!: Evaluating the Effectiveness of Tutoring and Scholarships on Primary School Girls' Attendance and Academic Performance in the Democratic Republic of the Congo (DRC)." *FIRE: Forum for International Research in Education* 6 (3): 19–35.
- Sabates, Ricardo, Pauline Rose, Benjamin Alcott, and Marcos Delprato. 2021. "Assessing Cost-Effectiveness with Equity of a Programme Targeting Marginalised Girls in Secondary Schools in Tanzania." *Journal of Development Effectiveness* 13 (1): 28–46. <https://doi.org/10.1080/19439342.2020.1844782>.
- Sandefur, Justin. 2022. *Schooling for All Feasible Strategies to Achieve Universal Education*. Washington, DC: Center for Global Development.
- Shah, Manisha, Jennifer Seager, João Montalvão, and Markus Goldstein. 2023. "Sex, Power, and Adolescence: Intimate Partner Violence and Sexual Behaviors." Working Paper 31624, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.3386/w31624>.
- Smarrelli, Gabriella Line Baago-Rasmussen, Susannah Hares, Dipak Naker, and DongYi Wu. 2024. "Violence in Schools: Prevalence, Impact and Interventions." Policy Brief, Center for Global Development, Washington, DC.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2024. "Delivery Care." UNICEF, New York. <https://data.unicef.org/topic/maternal-health/delivery-care/>.
- Wang, Dongqing, Sachin Shinde, Tara Young, and Wafaie W. Fawzi. 2021. "Impacts of School Feeding on Educational and Health Outcomes of School-Age Children and Adolescents in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review and Meta-analysis." *Journal of Global Health* 11: 04051. <https://doi.org/10.7189/jogh.11.04051>.
- Williams, T., S. Mullen, A. Karim, and J. Posner. 2007. "Evaluation of the African Youth Alliance Program in Ghana, Tanzania, and Uganda: Impact on Sexual and Reproductive Health Behavior among Young People." Summary Report. JSI Research & Training Institute Inc., Rosslyn, VA.
- Wilson, Nicholas. 2022. "Child Marriage Bans and Female Schooling and Labor Market Outcomes: Evidence from Natural Experiments in 17 Low- and Middle-Income Countries." *American Economic Journal: Economic Policy* 14 (3): 449–77.
- World Bank. 2024. *Women, Business and the Law 2024*. Washington, DC: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-2063-2.
- Yount, Kathryn M., Kathleen H. Krause, and Stephanie S. Miedema. 2017. "Preventing Gender-Based Violence Victimization in Adolescent Girls in Lower-Income Countries: Systematic Review of Reviews." *Social Science and Medicine* 192 (November): 1–13. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.08.038>.

GROS PLAN 3

Mise en œuvre de qualité des programmes d'espaces sûrs

Karen Austrian et Sara Troiano

Messages clés

- La dernière décennie a été marquée par une augmentation significative de l'adoption de l'approche des « espaces sûrs » pour les programmes destinés aux adolescentes, grâce à une base de connaissances de plus en plus fournie et à des outils pratiques pour guider les responsables de mise en œuvre.
- Les espaces sûrs sont souvent considérés comme un type de programme destiné aux adolescentes, mais ils devraient plutôt être considérés comme une plateforme permettant de mettre en œuvre un éventail de programmes pour les filles.
- Il se dégage un consensus parmi les responsables de mise en œuvre sur un ensemble de considérations clés pour une mise en œuvre réussie des espaces sûrs, y compris des conseils sur la sensibilisation des communautés, le recrutement et le soutien des mentors, la définition du contenu, le recrutement des filles, la formation des groupes, le suivi et l'évaluation, et la mise à l'échelle.

Le recours aux programmes d'espaces sûrs destinés aux filles a augmenté au cours des dix dernières années

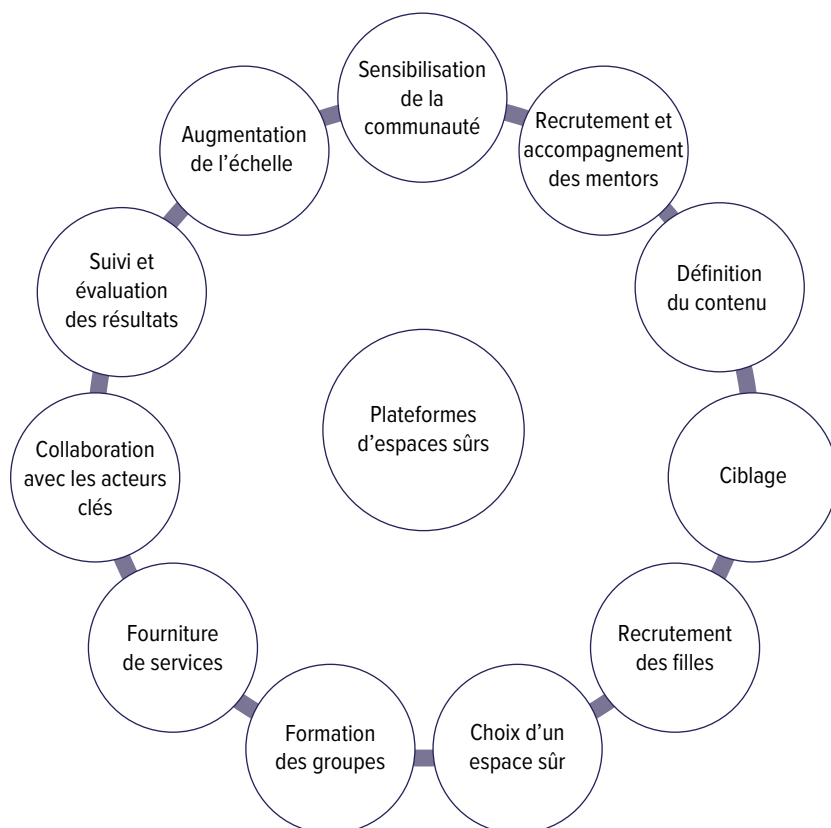
Au cours des dix dernières années, l'expression « espaces sûrs » a été de plus en plus utilisée pour désigner une approche faite de programmes ciblant les adolescentes. En plus d'une base de connaissances de plus en plus fournie sur l'impact des programmes appliquant l'approche des espaces sûrs, de nombreux guides et outils pratiques ont également été publiés pour guider les responsables

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

de mise en œuvre des programmes (annexe S3A). Les espaces sûrs sont souvent considérés comme un type de programme destiné aux adolescentes, mais ils devraient plutôt être considérés comme une plateforme permettant de mettre en œuvre un éventail d'interventions. L'expression « espaces sûrs » est souvent utilisée de manière interchangeable avec « clubs d'autonomisation des filles », « groupes communautaires de filles », « groupes de filles », « clubs de filles » et autres expressions similaires. Les espaces sûrs comprennent généralement un groupe de filles qui se réunissent régulièrement dans un lieu désigné et qui sont dirigées par un(e) mentor(e). Quant au contenu et à l'objectif des réunions, ils peuvent varier considérablement, allant des services de santé sexuelle et reproductive à l'éducation financière en passant par la formation professionnelle et plus encore. Il est donc important de considérer les espaces sûrs comme une plateforme permettant de rassembler les adolescentes dans un cadre où elles peuvent participer à un programme. Cette plateforme permet de mettre en œuvre un programme axé sur une ou plusieurs thématiques. Parfois, les espaces sûrs sont mis en œuvre parallèlement à d'autres interventions visant à mobiliser les ménages, les écoles et les communautés des filles.

Les données examinées dans les chapitres 3 et 4 soulignent les résultats mitigés des programmes d'espaces sûrs, en raison des différences dans la conception des programmes et, très probablement, des différences dans la qualité de leur mise en œuvre. Comprendre les composantes cruciales d'une mise en œuvre réussie est donc un facteur d'accompagnement essentiel pour que ces programmes aient un impact à terme. Ce gros plan fait un récapitulatif des considérations clés pour la mise en œuvre des espaces sûrs, sur la base de références organisées et de consultations avec les responsables de mise en œuvre des programmes d'espaces sûrs (gouvernements, organisations non gouvernementales et de la société civile et partenaires de développement) représentant 18 organisations de 12 pays. Les principales recommandations ou les conseils clés de mise en œuvre sont organisés le long de la chaîne d'exécution des programmes (figure S3.1). Le gros plan se termine par une réflexion sur les considérations pour la mise à l'échelle de l'approche des espaces sûrs.

FIGURE S3.1 Les programmes d'espaces sûrs doivent suivre une chaîne d'exécution spécifique



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

La mise en œuvre réussie des programmes d'espaces sûrs comporte des étapes cruciales, de la conception à l'évaluation

1. **Sensibilisation de la communauté.** L'implication de la communauté environnante dans la préparation du programme peut être un moyen de renforcer l'adhésion et la confiance dans le programme, ce qui contribue à sa durabilité. La sensibilisation de la communauté doit mettre en avant les avantages du programme pour les filles et la communauté. Parmi les

méthodes utiles pour assurer la participation de la communauté, à la fois au stade de la sensibilisation et en continu pendant la mise en œuvre, on peut citer l'organisation de « journées familiales » (pour échanger avec les ménages des bénéficiaires du programme) et de célébrations et visites à domicile par les mentors du programme. Les responsables de mise en œuvre peuvent s'appuyer sur les réseaux de pairs et les membres influents de la communauté pour encourager la participation, sensibiliser et impliquer les familles afin de garantir leur soutien et de répondre à toutes les préoccupations qu'elles pourraient avoir concernant le programme. Pour une sensibilisation réussie, il est important d'adapter les messages et les approches de sensibilisation afin de respecter les coutumes, les traditions et les sensibilités locales.

2. **Recrutement et accompagnement des mentors.** Les mentors, c'est-à-dire les personnes qui animent les espaces sûrs, sont essentiels à la qualité de la mise en œuvre du programme, car tout le contenu délivré par un programme passe par ces personnes. Les qualifications de prédilection des mentors dépendent du contexte. Les responsables de mise en œuvre affirment que les performances positives ont été associées au recrutement de mentors qui sont des femmes, qui viennent des mêmes communautés que les bénéficiaires, qui parlent la langue locale et qui sont plus âgées que les bénéficiaires mais suffisamment proches en âge pour être accessibles. De préférence, les mentors sont au moins alphabétisés et ont de bonnes compétences sociales et en leadership, car les filles peuvent en fin de compte les prendre pour modèles. Souvent, lorsque les programmes restent dans une communauté pendant une longue période, des filles qui étaient autrefois bénéficiaires accèdent au rôle de mentor. Il ne faut pas oublier que les mentors sont aussi des bénéficiaires du programme : ils ont besoin non seulement d'une formation initiale, mais aussi d'une supervision et d'un soutien continus par l'intermédiaire de points focaux locaux et de réseaux de pairs pour réussir dans leur rôle¹. Selon le contexte, les outils de base pour les mentors peuvent comprendre des ressources pertinentes, du matériel pédagogique et des outils pour faciliter efficacement les discussions et les activités dans l'espace sûr ; des vêtements de pluie ; des tablettes, des téléphones portables, des données et la connectivité ; et des services de transport (vélos, subventions de transport ou autres) selon le cas². Une allocation (octroyée conformément aux normes locales) motivera les mentors, les rendra plus respectés par la communauté et évitera un taux de rotation élevé. Comme autres incitations non financières, on peut citer des perspectives d'évolution de carrière (par exemple, par la

promotion des mentors les plus performants au rang de superviseurs) et une reconnaissance lors d'événements publics.

3. **Définition du contenu.** Si le plan d'enseignement dépend des objectifs spécifiques du programme et de la population ciblée, les points de vue des mentors, des filles et des communautés doivent être pris en compte lors de l'attribution des priorités aux sujets éventuels à traiter. Dans l'ensemble, il convient de garantir un mélange équilibré de sujets qui correspondent aux aspirations des participantes tout en abordant les principaux défis auxquels elles sont confrontées. Dans l'idéal, le programme devrait être mis à l'essai dans le cadre d'un projet pilote avant d'être mis en œuvre à grande échelle. En général, la formation aux compétences de vie et l'alphabetisation de base sont considérées comme le fondement d'une formation plus « technique » englobant les informations sur la santé sexuelle et reproductive, les droits humains et juridiques, la formation professionnelle, l'éducation financière, les pratiques d'épargne, l'éducation au changement climatique et d'autres sujets. L'ordre des sujets est important : il convient d'envisager de commencer par la formation aux compétences de vie, ou en général par des sujets moins controversés, afin de renforcer la confiance chez les filles et leurs familles et de donner aux mentors le temps de prendre confiance avant d'aborder des sujets plus sensibles. Parmi les sujets initiaux, il peut être utile d'identifier les normes sociales et les attitudes personnelles qui, si elles étaient modifiées dans le cadre du programme, pourraient avoir des effets positifs sur les résultats des participantes. Selon les cas et dans les limites des réglementations internationales sur le travail des enfants, des activités propres à favoriser l'inclusion économique des filles plus âgées (micro-subventions, liens avec les marchés, entre autres) doivent être envisagées. Pour que les espaces sûrs aient le plus d'impact possible, il importe de lier le contenu à des initiatives et services complémentaires, en orientant les participantes vers des interventions de suivi pour les soutenir dans leurs activités éducatives et économiques, afin de tirer parti d'autres ressources de la communauté et d'aider les participantes.
4. **Ciblage.** Souvent, un programme devra choisir entre atteindre un plus grand nombre de filles dans une communauté donnée et mener les activités dans plusieurs communautés. L'expérience collective a montré que pour opérer un changement, il faut travailler avec une masse critique de filles dans une région, une communauté ou une école donnée, car l'impact des programmes d'espaces sûrs tient en partie au fait que les communautés d'accueil acceptent que les filles se réunissent régulièrement dans des lieux publics et qu'elles soient dirigées par des femmes sous la forme des

mentors du programme. Par conséquent, cet « effet de seuil » doit être pris en compte lorsqu'un programme doit faire un compromis entre la portée géographique et le nombre de personnes touchées. Il convient de donner la priorité à l'atteinte d'un plus grand nombre de filles dans la même communauté avant de l'étendre à d'autres communautés.

5. **Recrutement des filles.** Les efforts de sensibilisation doivent être inclusifs. Il faudrait prévoir des stratégies permettant d'atteindre les filles des communautés vulnérables, les filles plus jeunes, les filles déscolarisées et les filles à risque, c'est-à-dire les filles qui pourraient bénéficier davantage d'un programme d'espaces sûrs mais qui sont en même temps moins susceptibles de le connaître ou de croire qu'un tel programme leur convient. L'implication des dirigeants communautaires est une étape nécessaire mais non suffisante du processus de sensibilisation, car la diffusion de l'information peut être limitée aux familles bien connectées. Le recrutement porte-à-porte peut être plus efficace pour atteindre les filles des familles les plus vulnérables. Lors de la mise en place d'un programme, il convient d'envisager la réalisation d'une enquête ou d'un recensement pour identifier les bénéficiaires potentielles ainsi que leurs attentes et besoins spécifiques afin de maintenir la participation. Les filles les plus vulnérables doivent avoir le sentiment que leurs principales préoccupations sont prises en compte dans le cadre du programme.
6. **Choix d'un espace sûr.** L'emplacement de la plateforme d'espace sûr doit être déterminé en collaboration avec la communauté (adultes et participantes potentielles) pour garantir qu'il soit approprié et que les intéressées y adhèrent. L'espace doit être facilement accessible et à distance de marche des résidences de la population ciblée. Il doit offrir une intimité (visuelle et auditive) par rapport aux non-participants de la communauté. Les espaces sûrs se trouvent souvent dans les salles de classe des écoles lorsqu'elles ne sont pas utilisées, dans les églises, les salles communautaires ou les locaux des mentors ou des dirigeants communautaires. Dans l'idéal, l'emplacement répond aux besoins en eau, assainissement et hygiène, ainsi qu'aux besoins en matière d'allaitement maternel et de garde d'enfants, le cas échéant. Le programme doit investir pour faire de ces espaces un environnement agréable dans lequel le groupe se sent propriétaire et doit encourager les filles du programme à décorer l'espace. Il faut également envisager d'équiper l'espace de ressources que les filles peuvent utiliser, comme dans un modèle de « bibliothèque ».
7. **Formation des groupes.** Dans le cadre des contraintes budgétaires et logistiques, les espaces sûrs doivent être segmentés en fonction de caractéristiques telles que l'âge, la situation matrimoniale, le fait

que les participantes ont ou non des enfants et le niveau d'éducation, car les espaces sûrs pour différents segments peuvent nécessiter des messages différents, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, les réseaux sociaux et la dynamique familiale. Si une seule caractéristique peut être prioritaire, ce devrait être l'âge, et des groupes distincts doivent être formés pour les adolescentes plus jeunes (10 à 14 ans) et plus âgées (15 à 19 ans). Des considérations spéciales peuvent être nécessaires lorsque l'on travaille avec des migrants ou des réfugiés et des populations locales dans les mêmes communautés. Une certaine hétérogénéité ciblée et voulue peut également déclencher une dynamique positive : par exemple, lorsque des filles scolarisées deviennent des modèles pour les filles non scolarisées. Les filles handicapées doivent être incluses dans tous les espaces sûrs.

8. **Fourniture de services.** Il n'existe pas de consensus sur la durée optimale d'un programme d'espaces sûrs, mais il se dégage un consensus sur son intensité. Les réunions doivent être régulières et fréquentes (par exemple, une fois par semaine) pour devenir une routine, engendrer une dynamique et réduire le risque d'abandon. Les séances doivent être suffisamment longues pour couvrir la formation et permettre aux filles de donner leur avis et de poser des questions. Des techniques participatives doivent être envisagées : dramatisation (danse et théâtre), apprentissage par le jeu, sports (y compris les techniques d'autodéfense) et utilisation des médias. Le matériel de formation (y compris les messages et les images) doit être soigneusement conçu afin de ne pas renforcer les stéréotypes sexistes. Des discussions et des contenus scénarisés pour guider les réunions des espaces sûrs aideront les mentors à transmettre des messages précis, de qualité et cohérents. Au-delà de la dynamique de groupe, les interactions individuelles et l'établissement de relations saines entre pairs doivent être encouragés. Tout au long du programme, il est essentiel de créer un environnement sûr et sans jugement pour toutes les participantes, quelle que soit leur origine ou leur identité. Il convient d'envisager de collaborer avec les ex-participantes les plus prometteuses comme modèles ou mentores pour les futurs groupes d'apprentissage.
9. **Collaboration avec les acteurs clés.** Au stade de la planification, il peut être utile de répertorier les acteurs afin d'identifier les acteurs clés et les défenseurs potentiels du programme, ainsi que les opposants éventuels. Les défenseurs locaux peuvent y participer dans le cadre de campagnes de changement social et comportemental. Des espaces sûrs parallèles peuvent être mis en place pour fournir des informations

essentielles et des formations aux acteurs stratégiques autour des filles, en particulier les parents et les garçons. Parfois, des séances conjointes entre les filles et ces acteurs peuvent être envisagées pour promouvoir un dialogue sain, une meilleure compréhension mutuelle, des systèmes de soutien renforcés et la cohésion communautaire. Cependant, cette stratégie comporte également des risques, notamment une réaction négative des parents et des garçons qui suivent les filles et perpétuent les dynamiques de pouvoir existantes.

10. **Suivi et évaluation des résultats.** Avoir accès à des données de suivi fiables et comprendre les succès et les difficultés d'un programme, et les personnes concernées, permettront d'apporter des ajustements en temps réel pour garantir que le programme atteint les filles visées avec le contenu voulu. Les mesures de suivi, d'évaluation et d'apprentissage qui seront employées doivent être résolument déterminées, en mettant l'accent sur les informations exploitables : les données qui ne seront pas utilisées ne doivent pas être collectées. Il faut d'abord décider des questions auxquelles il faut répondre, puis mettre au point des outils de suivi, d'évaluation et d'apprentissage qui répondront à ces questions spécifiques. Les mentors jouent un rôle clé dans la collecte de données au niveau local, mais il faut veiller à ce que des responsables du suivi et de l'évaluation formés soient déployés à proximité relative des communautés pour procéder à des contrôles réguliers et améliorer progressivement la qualité du suivi et de l'évaluation. Pour exploiter le potentiel du suivi et de l'évaluation numériques ou des systèmes d'information de gestion dans des contextes de faible connectivité, il faut envisager des applications qui permettent de travailler hors ligne, les données étant ensuite téléchargées lorsque le service Internet est disponible (plutôt que des applications Web), et le coût de la connexion Internet pour les mentors doit être inclus dans le budget du programme. La mise en place de mécanismes de retour d'information qualitatifs permettant d'améliorer la qualité du programme en fonction des expériences exprimées par les filles peut également contribuer à la participation et à la réussite.
11. **Mise à l'échelle.** L'une des limites potentielles de l'approche des espaces sûrs est la capacité à atteindre un grand nombre de filles dans un pays donné. Il existe cependant plusieurs exemples d'expansion réussie de programmes d'espaces sûrs. Par exemple, dans le cadre du programme d'autonomisation des femmes et de dividende démographique au Sahel, des espaces sûrs sont mis en place dans neuf pays et ont atteint plus d'un million de filles.

La mise à l'échelle d'un programme d'espaces sûrs appelle une réflexion approfondie sur les questions connexes

Quiconque souhaite étendre un programme d'espaces sûrs devrait réfléchir à la voie à suivre pour relever les défis suivants liés à la mise à l'échelle :

- Bien que le coût par bénéficiaire varie considérablement selon la portée d'un programme, la gamme de services offerts à travers la plateforme des espaces sûrs et les marchés locaux concernés, il se situe généralement entre 50 et 300 dollars (les coûts de la plupart des programmes s'établissant entre 100 et 200 dollars, y compris les dépenses liées aux mentors, à la formation, à la logistique et à d'autres besoins opérationnels).
- La mise à l'échelle peut être encore limitée davantage par la capacité de mise en œuvre — un manque de personnel de mise en œuvre suffisant et suffisamment organisé pour fonctionner à grande échelle.
- Le manque de mentors qualifiés dans un lieu donné peut également constituer un défi. Il convient d'envisager de mettre en place des formations en cascade ou de faire appel aux ex-participantes des espaces sûrs les plus prometteuses comme nouvelles mentores.
- Lorsque des programmes similaires fonctionnent de manière disjointe, cela conduit à des insuffisances, à des doubles emplois et à des difficultés d'alignement des objectifs, ce qui entrave une mise à l'échelle efficace.
- Enfin, lorsqu'un programme tente de s'intégrer dans un système national, les personnes qui en sont chargées doivent garder à l'esprit que les adolescentes ne bénéficient souvent pas d'un rang de priorité élevé dans les stratégies nationales de développement, et qu'il n'est pas toujours évident de savoir quel ministère ou quelle autorité gère le programme d'action national concernant les adolescentes.

Une mise à l'échelle réussie devrait résoudre ces problèmes, généralement en favorisant les partenariats entre les gouvernements (pour le financement et le soutien aux politiques), les organisations non gouvernementales et les groupes communautaires (pour la mise en œuvre et la participation locale) et le secteur privé (y compris les entreprises de technologie pour l'accès numérique). L'intégration d'un programme dans le dispositif gouvernemental (par exemple, les systèmes de santé communautaires et les écoles) et la mise en place d'un organisme intraministériel, avec une direction claire, qui pilote le programme sont essentielles pour tirer parti des systèmes gouvernementaux et des structures des services publics, promouvoir la coordination entre les exécutants et les programmes, réduire les coûts et atteindre une

échelle plus large. Par exemple, si un programme est intégré au ministère de la Santé d'un pays, les volontaires de santé au niveau communautaire peuvent être en mesure de faciliter la mise en place d'espaces sûrs. Dans certains cas, la poursuite de l'expansion au niveau infranational peut être prometteuse, en fonction du système de fédéralisation d'un pays particulier. Dans ces cas, les organisations non gouvernementales ont encore un rôle essentiel à jouer dans la formation et le suivi au niveau local ou dans le pilotage et l'évaluation de fonctionnalités innovantes.

Annexe S3A. Ressources relatives aux groupes de filles

Voici quelques ressources utiles pour guider la mise en œuvre des espaces sûrs :

- « **Développer les compétences de protection des filles : ensemble d'outils pour la conception d'un programme** » (**Population Council**) est une collection d'outils et d'exercices qui permettent à ceux qui conçoivent et qui mettent en œuvre des programmes pour les adolescentes d'intégrer une « approche de développement des compétences de protection » dans les programmes. Conçu principalement pour le personnel et les animateurs de programmes qui sont responsables de la planification de programmes centrés sur les filles, cet ensemble d'outils suit une approche logique par étape pour concevoir intentionnellement des programmes adaptés à diverses réalités. La collection comprend de nombreuses activités participatives à mener avec les filles, par exemple, l'outil de détermination des types de relations sexuelles. Cet outil est utilisé au sein d'un groupe établi pour aider les filles et le personnel du programme à comprendre avec qui les filles de la communauté ont des relations sexuelles et les raisons des différentes relations, grâce à un exercice guidé sur comment et pourquoi les filles ont des relations sexuelles avec différents types de personnes. La collection d'outils est destinée aux exécutants qui s'engagent à étendre leurs programmes pour atteindre les sous-populations exclues de filles et de jeunes femmes et aide les programmeurs à traduire les données probantes en pratique en se concentrant sur les stratégies et les programmes qui ont effectivement permis de réduire les risques pour les filles et d'élargir les possibilités qui leur sont offertes. L'ensemble d'outils est disponible en ligne en anglais, en espagnol et en français à l'adresse suivante : http://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/559.
- « **Le *Girl Roster* : un outil pratique pour renforcer les programmes centrés sur les filles** » (**Population Council**) est un outil de collecte d'informations numériques qui peut aider le personnel des programmes et les praticiens à

comprendre qui sont les filles et les jeunes femmes de leurs communautés et où elles travaillent, en utilisant un questionnaire de porte-à-porte sur téléphone portable. Les réponses des adultes à une courte série de questions non sensibles mettent en lumière l'univers complet des filles et des jeunes femmes, et ces informations sont utilisées pour relier les filles et les femmes aux ressources et services essentiels. Voir la réalité complète de la vie des filles dans les zones de programme peut éclairer la conception ou la modification des programmes pour mieux les servir, en particulier celles qui sont les plus susceptibles d'être exclues des programmes si des efforts ne sont pas spécifiquement faits pour les atteindre. Cette boîte à outils a été utilisée par 100 organisations dans plus de 35 pays et est disponible en ligne en 15 langues, dont l'arabe, l'espagnol, le français, l'hindi et le swahili, à l'adresse suivante : http://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/468.

- **« Valoriser le potentiel des mentores : recrutement, formation et soutien des mentores pour des programmes dédiés aux adolescentes — boîte à outils » (Population Council)** fournit des ressources d'appui à différents aspects des programmes de groupe pour adolescentes, en mettant l'accent sur le mentorat. Remplie de ressources pouvant être adaptées aux besoins de différents programmes, cette boîte à outils est conçue pour être pratique et conviviale pour les planificateurs de programmes, les praticiens, les formateurs de mentores et les mentores. Les informations sur des sujets allant des définitions d'emploi au suivi sont divisées en quatre catégories principales (activités, études de cas, guides et outils) et indiquent si les planificateurs de programmes, les superviseurs de mentores ou les mentores sont le public cible principal. Cette boîte à outils est disponible en ligne à l'adresse suivante : http://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/630.
- ***More Than a Backdrop: Understanding the Role of Communities in Programming—Action Guide* (« Plus qu'une toile de fond : comprendre le rôle des communautés dans les programmes — Guide d'action ») (Population Council)** met en évidence le rôle important que jouent les communautés dans les programmes axés sur les filles et la nécessité cruciale de comprendre les communautés locales pour augmenter les chances de réussite des programmes. Avec cinq questions clés et des conseils pour trouver les réponses, cette boîte à outils fait de la communauté un participant clé des programmes et vise à renforcer les programmes pour les filles en générant et en utilisant des informations locales sur les structures et les ressources communautaires dans la conception du programme. Écrite pour les personnes qui conçoivent, gèrent et évaluent les programmes

communautaires, elle est pertinente pour les programmes qui font intervenir les filles par d'autres canaux, y compris les écoles. Elle peut également être utile pour les programmes communautaires visant les garçons et les parents. Cette boîte à outils est disponible en ligne à l'adresse suivante : http://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/629.

- **« Boîte à outils : renforcement des compétences - Développer des repères positifs pour les adolescentes — Cartes de compétences » (Population Council)** fournit aux responsables de mise en œuvre des programmes, aux décideurs, aux défenseurs et aux adolescentes tous les éléments nécessaires pour effectuer l'exercice de renforcement des compétences du Population Council, en abordant des questions telles que « À quel âge les filles doivent-elles être informées de la coercition sexuelle ? » Cet exercice comprend une série d'étapes pour définir des cibles de bon sens qui sont ancrées dans les réalités des filles, notamment quelles informations, compétences ou atouts physiques (comme une carte d'identité) une fille dans un environnement particulier devrait-elle avoir à un âge donné. Ces informations peuvent aider à créer et à intégrer un contenu personnalisé dans des programmes centrés sur les filles. Publiée pour la première fois en 2015, cette boîte à outils est un document évolutif, car elle est perfectionnée par les utilisateurs. Les cartes de compétences sont disponibles en anglais, français, arabe, espagnol, swahili et portugais, et le guide d'instructions et le manuel de ressources de la boîte à outils sont disponibles en ligne en anglais et en français à l'adresse suivante : http://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/642.
- *Adolescent Programming Toolkit Guidance and Tools for Adolescent Programming and Girls' Empowerment in Crisis Settings* (**« Boîte à outils pour les programmes en faveur des adolescents : guide et outils pour les programmes axés sur les adolescents et l'autonomisation des filles dans les situations de crise » (Plan International)**) encourage l'élaboration de programmes adaptés aux adolescents, qui consiste à concevoir et à mettre en œuvre intentionnellement des mesures qui répondent aux divers besoins, priorités et capacités fondés sur le sexe et l'âge identifiés par les adolescents eux-mêmes, en accordant une attention particulière aux filles et aux adolescents à risque. La boîte à outils peut être utilisée dans divers contextes de crise, allant des situations d'urgence à déclenchement rapide aux crises prolongées et aux pandémies mondiales. Le guide peut être utilisé dans une grande variété de contextes et avec divers groupes d'adolescents à l'échelle mondiale et a été conçu pour les praticiens travaillant directement avec et pour les adolescents dans des situations de crise. Cependant, il peut également être utilisé par ceux qui mènent des

activités en matière de préparation aux situations d'urgence, de développement des entreprises et de politique humanitaire, de plaider et de recherche. La boîte à outils est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://plan-international.org/publications/adolescent-programming-toolkit/>.

- « ***I'm Here* : mesures et outils pour atteindre les adolescentes dans les situations de crise** » (**Commission des femmes pour les réfugiés**) est une approche qui a émergé d'une étude exhaustive de 2013 comprenant une revue de la documentation et des entretiens avec plus de 100 praticiens. L'étude a révélé la nécessité d'un guide pratique pour traduire les engagements en programmes concrets bénéficiant aux adolescentes en situation de crise. En avril 2014, la Commission des femmes pour les réfugiés a testé une nouvelle méthodologie au Soudan du Sud, qui a conduit à la création de « l'approche *I'm here* » (Je suis là). Le cadre établi dans cette approche fournit aux acteurs humanitaires une série d'étapes et d'outils de terrain conçus pour identifier et atteindre les adolescentes les plus vulnérables, rendre des comptes concernant leur sécurité, leur santé et leur bien-être et orienter l'action dès le début des interventions visant à répondre à la crise. Cette ressource est disponible en ligne en anglais et dans d'autres langues à l'adresse suivante : <https://www.womensrefugeecommission.org/research-resources/im-here-steps-tools-to-reach-adolescent-girls-in-crisis/>.
- ***The Girl Path* (EMpower)** a pour but d'identifier les obstacles qui empêchent les filles de participer pleinement aux programmes pour les jeunes, puis de réfléchir à des moyens par lesquels les programmes peuvent éliminer, réduire ou traiter ces obstacles. *The Girl Path* est actuellement disponible en anglais, en espagnol, en hindi et en russe, avec des options d'imagerie de filles d'Asie de l'Est et du Sud-Est, d'Inde, d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique. La brochure *Girl Path* fournit des instructions sur la mise en œuvre des outils qu'elle offre, et les icônes *Girl Path* peuvent être découpées pour être utilisées. La ressource *Girl Path* est disponible en ligne à l'adresse suivante : https://empowerweb.org/assets/uploads/tools-resources/422/the_girl_path_2019_english.pdf.

Notes

1. Un système de suivi et d'évaluation robuste, éventuellement mis en œuvre via une plateforme numérique, améliore la qualité de la supervision des mentors.
2. Pour plus d'informations sur la meilleure façon d'autonomiser les mentors, voir les ressources présentées dans l'annexe S3A.



CHAPITRE 4

Que savons-nous des solutions pour améliorer la réussite économique des adolescentes en Afrique ?

Wei Chang, Estelle Koussoubé et Clémence Pougue Biyong, avec des contributions de Kehinde Ajayi et Chiara Pasquini

Messages clés

- D'importantes lacunes persistent, limitant la compréhension des stratégies efficaces pour améliorer la capacité de décision et d'action des filles, leur accès aux ressources et leurs résultats sur le marché du travail dans divers contextes et selon leurs profils.
- Malgré leurs coûts associés, qui limitent leur mise à l'échelle, les initiatives globales d'autonomisation économique qui combinent la formation professionnelle ou commerciale avec des interventions supplémentaires telles que les dons, la formation en milieu professionnel et le mentorat ont démontré leur efficacité ou leur capacité d'accroître diverses dimensions de l'autonomisation des filles au-delà de l'éducation et de la santé.
- Fournir un soutien en nature pour la scolarisation, tel que des uniformes ou des bicyclettes, s'avère efficace pour accroître le pouvoir de décision et d'action des filles et est susceptible d'améliorer d'autres aspects de leur autonomisation. Cependant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer les effets d'autres interventions en matière d'éducation sur l'autonomisation des filles.
- De nouvelles données provenant d'Afrique et d'autres régions suggèrent que des interventions visant à élargir les possibilités d'emploi pour les femmes, à fournir des informations sur les bénéfices de l'éducation et de la formation, et à mobiliser les garçons, les parents et les communautés pour transformer les normes de genre restrictives pourraient jouer un rôle important dans l'autonomisation des filles. Cependant, ici aussi, des recherches supplémentaires sont nécessaires.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

- Les interventions populaires telles que les transferts monétaires, les groupes de filles et les programmes d'inclusion financière ont un impact mitigé sur l'autonomisation des filles, leurs effets dépendant souvent de la conception des programmes, de la qualité de leur mise en œuvre et du contexte. Adapter ces interventions pour mieux répondre aux besoins des filles et les évaluer sur des horizons temporels plus longs pourraient contribuer à améliorer leur impact et leur rapport coût-efficacité à grande échelle.

L'autonomisation des adolescentes passe par l'extension des efforts au-delà des fondamentaux du capital humain

Pour permettre aux adolescentes de réaliser leur potentiel et de s'épanouir à l'âge adulte, il est impératif d'élargir la portée des initiatives au-delà de celles qui se limitent à établir les fondamentaux du capital humain. Bien qu'il soit crucial de renforcer les fondamentaux du capital humain des filles, cela ne garantit pas une transition réussie vers un emploi productif ni une réduction significative des écarts de genre en matière de réussite économique à l'âge adulte. Plusieurs autres facteurs entrent en jeu, notamment le mariage, la grossesse, les rôles de genre dominants et les normes liées à l'emploi des femmes et à la dynamique au sein des ménages (Carvalho and Evans 2022 ; Elder and Kring 2016 ; Klasen 2019). L'encadré 4.1 fournit des exemples d'approches traditionnelles dans les sociétés africaines qui ont historiquement soutenu la transition des adolescentes vers le succès économique. Ces exemples illustrent comment certaines cultures ont pris en compte les facteurs liés à cette transition.

ENCADRÉ 4.1 Exemples d'approches traditionnelles pour bâtir des parcours vers la réussite économique pour les adolescentes en Afrique

De nombreuses sociétés africaines ont historiquement adopté des pratiques visant à garantir le bien-être économique des adolescentes lors de leur passage à l'âge adulte. Ces pratiques étaient conçues pour renforcer la cohésion sociale, stimuler l'autonomie, fournir des ressources aux adolescentes et faciliter leurs réalisations économiques. Quelques exemples issus de la culture yoruba illustrent ces approches.

- **Systèmes de groupes d'âge.** La pratique consistant à organiser les jeunes en groupes d'âge au moment de l'adolescence offrait aux Yorubas un moyen de promouvoir la formation éducative et de renforcer le capital social (Williams and Ogunkoya 2021). Ces groupes remplissaient des fonctions économiques, sociales, religieuses et récréatives au sein des communautés, fournissant aux adolescentes une unité sociale de base à leur entrée dans l'âge adulte.

(suite)

ENCADRÉ 4.1 Exemples d’approches traditionnelles pour bâtir des parcours vers la réussite économique pour les adolescentes en Afrique (*suite*)

- **Héritage.** Les adolescentes yoruba conservaient le droit d’hériter des biens de leur famille d’origine (à égalité avec leurs frères), leur offrant ainsi un accès à vie aux ressources familiales comme moyen de production, tout en leur assurant une identité sociale et un soutien (Oyěwùmí, 1997, 50).
- **Accumulation de richesses.** Les mères yoruba accumulaient souvent une grande garde-robe d’étoffes tissées de grande valeur à offrir à leurs filles adolescentes comme capital à l’entrée dans l’âge adulte (Oyěwùmí, 1997, 56).
- **Professions libérales.** Les professions spécialisées et artisanales étaient transmises par les lignées familiales, positionnant ainsi les adolescentes yoruba pour acquérir les outils et compétences de vie à la poursuite du métier familial et à la génération de revenus (Oyěwùmí, 1997, 68–71).
- **Coopératives d’épargne Esusu.** Les adolescentes yoruba pouvaient commencer à constituer des économies grâce aux coopératives d’épargne *Esusu*, des groupes de personnes mettant en commun leurs ressources dans un système d’épargne rotatif. Ces coopératives renforçaient le capital social entre leurs membres et favorisaient l’inclusion financière, ainsi que l’accumulation de capital.

Ouvrir la voie du succès pour les adolescentes implique de leur fournir des ressources habilitantes telles que le capital financier, numérique et social ; de favoriser leur capacité de décision et d’action ; et de créer un environnement propice à soutenir leurs réalisations économiques. En s’appuyant sur le cadre d’autonomisation des adolescentes présenté au chapitre 1, ce chapitre examine de manière critique les données existantes sur l’autonomisation des adolescentes. Il se concentre sur les résultats des adolescentes en matière de ressources (par exemple, connaissances et compétences, capital financier et capital social), de capacité de décision et d’action (par exemple, aspirations, attitudes de genre et auto-efficacité) et de marché du travail (par exemple, emploi, qualité de l’emploi et revenus). Le tableau 4.1 résume les données probantes et les lacunes, et l’annexe 4A fournit des détails sur les critères utilisés pour évaluer la solidité des données, ainsi qu’une cartographie détaillée des données probantes pour chaque catégorie d’intervention et chaque domaine de résultats en matière d’autonomisation dans le cadre conceptuel.

TABLEAU 4.1 Les données révèlent des degrés variables d'efficacité des interventions visant à améliorer la réussite économique des adolescentes

Catégorie d'intervention	Degré d'efficacité dans l'amélioration de la réussite économique des adolescentes
Transferts en nature pour la scolarisation	Efficace
Programmes complets d'autonomisation économique	Efficace
Réduction ou suppression des frais de scolarité	Prometteur
Cantine scolaire	Prometteur
Possibilités d'emploi pour les femmes	Prometteur
Implication des garçons, des parents et de la communauté	Prometteur
Informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation	Prometteur
Transferts monétaires	Mitigé
Programmes de renforcement des compétences des groupes de filles	Mitigé
Autres programmes de formation aux compétences de vie de mentorat et d'autonomisation	Mitigé
Programmes d'inclusion financière	Mitigé
Formation professionnelle et commerciale traditionnelle	Mitigé
Amélioration de la qualité de l'enseignement	Effet inconnu
Interdiction du mariage des enfants	Effet inconnu
Programmes ludo-éducatifs	Effet inconnu
Services de santé	Effet inconnu
Réforme du droit des successions	Effet inconnu
Construction d'écoles	Effet inconnu
Éducation à la santé sexuelle et reproductive	Effet inconnu

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

L'objectif de ce chapitre est d'éclairer les connaissances actuelles, d'identifier les interventions efficaces — qu'il s'agisse de politiques ou de programmes — et de mettre en évidence les domaines dans lesquels des lacunes persistent. Il est organisé en trois sections. La première section passe en revue les interventions dont l'efficacité a été démontrée de manière solide et bien documentée, en particulier dans le contexte africain. La deuxième section explore les interventions qui ont donné des résultats prometteurs en Afrique ou qui ont révélé des promesses d'efficacité dans d'autres régions, bien que les données probantes concernant l'Afrique restent limitées. La dernière section aborde les interventions dont les résultats sont mitigés ; bien que leur efficacité ne soit pas encore prouvée de manière concluante, elles offrent des enseignements précieux et pourraient bénéficier d'une adaptation ou d'un affinement supplémentaire pour s'adapter au contexte africain.

Les données révèlent des stratégies efficaces pour autonomiser les adolescentes

Bien qu'aucune des interventions examinées ne démontre une efficacité universelle à travers toutes les dimensions et tous les résultats explorés dans ce chapitre, certaines catégories d'interventions se sont révélées efficaces ou prometteuses pour améliorer une ou plusieurs dimensions de l'autonomisation des adolescentes. Cette section met en lumière les interventions qui ont prouvé leur efficacité dans l'amélioration d'au moins une dimension de l'autonomisation, sans présenter d'effets négatifs ou de résultats mitigés sur d'autres dimensions étudiées.

Les programmes complets d'autonomisation économique augmentent efficacement le capital financier des filles et améliorent leurs résultats sur le marché du travail

Les programmes complets d'autonomisation économique intègrent une formation aux compétences commerciales ou professionnelles avec des dons, des stages pratiques, un mentorat continu, ou une combinaison des trois. Les données provenant du Kenya, du Libéria et du Zimbabwe suggèrent que ces programmes à composantes multiples sont efficaces pour améliorer le capital financier et les résultats sur le marché du travail, bien que leur extensibilité puisse être limitée par leurs coûts relativement élevés. Par exemple, le programme *Empowerment of Adolescent Girls and Young Women* (autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes) au Libéria a proposé six mois de formation technique et aux compétences de vie dans une salle de classe, suivis de six mois de soutien pour aider les participantes à obtenir un emploi salarié ou à lancer leur propre entreprise. Six mois après la formation en salle de classe, les participantes avaient accru leurs économies, leur taux d'emploi, leurs revenus et leur contrôle sur leurs revenus. Cependant, il faudrait entre trois et douze ans de revenus soutenus pour amortir entièrement les coûts du programme, ce qui pose des défis pour sa mise à l'échelle (Adoho *et al.* 2014). Un programme similaire au Kenya, combinant trois mois de formation technique en classe et trois mois de stage, a permis aux participantes d'augmenter leurs économies, leur employabilité et leurs revenus. Cependant, les chercheurs ont mis en garde contre des conclusions définitives en raison d'un taux d'attrition important observé au cours de l'enquête de fin de programme (Honorati, 2015).

Les programmes complets d'autonomisation économique ciblant les filles déscolarisées intègrent souvent des éléments supplémentaires pour répondre

aux défis uniques rencontrés par les adolescentes les plus vulnérables. Par exemple, un programme de microfranchise au Kenya a offert une formation professionnelle et aux compétences de vie un capital de démarrage et un mentorat continu aux jeunes femmes des quartiers les plus pauvres de Nairobi. Ce programme a initialement entraîné une augmentation significative des revenus, portée par un passage du travail salarié à l'auto-emploi, mais cet impact s'est estompé la deuxième année après le programme (Brudevold-Newman *et al.* 2023). De même, un programme au Zimbabwe destiné aux adolescentes orphelines a offert une formation professionnelle, aux compétences de vie des services de santé reproductive, des dons et des conseils d'orientation. Cette approche globale a été plus efficace pour augmenter les revenus que l'offre de compétences de vie et de services de santé reproductive seuls (Dunbar *et al.* 2014).

Les transferts en nature pour la scolarisation augmentent la capacité de décision et d'action des filles et leur succès sur le marché du travail

Les transferts en nature pour la scolarisation, tels que les bourses et les fournitures scolaires (manuels, uniformes ou bicyclettes pour se rendre à l'école), se sont révélés efficaces pour améliorer diverses dimensions de l'autonomisation des filles, en particulier leur capacité de décision et d'action et leurs résultats sur le marché du travail. Par exemple, un programme au Zimbabwe qui a couvert les frais de scolarité, fourni des uniformes et un soutien dédié du personnel scolaire pour les filles orphelines en primaire a généré des attentes plus élevées concernant l'achèvement de l'enseignement secondaire et supérieur. Il a également favorisé des attitudes de genre plus équitables (Hallfors *et al.* 2011).

Fiala *et al.* (2022) ont étudié les effets d'un programme en Zambie visant à promouvoir la fréquentation scolaire et la sécurité des déplacements des filles, en leur fournissant des bicyclettes, sous réserve de leur assiduité scolaire. Les bicyclettes étaient remises gratuitement aux parents des filles ou moyennant un paiement initial modeste au moment de la réception de la bicyclette. L'étude révèle que l'intervention a amélioré le locus de contrôle des filles, leur contrôle sur les aspects pertinents de leur vie, leur prosocialité et leur image d'elles-mêmes, indépendamment du paiement ou non des frais par les parents. Cependant, l'intervention a induit une augmentation des aspirations chez les filles, une hausse de l'âge souhaité pour le mariage et une diminution de la fécondité désirée uniquement lorsque les parents avaient payé une contribution. Les chercheurs suggèrent que ces paiements familiaux initiaux signalaient aux filles le désir de leurs parents d'accroître leur investissement dans l'éducation et l'avenir de leurs filles.

Des effets positifs similaires sur l'autonomisation des filles ont été observés dans d'autres contextes, comme au Ghana, où des bourses couvrant les frais de lycée pour les élèves rurales ont renforcé les aspirations des filles à poursuivre des études supérieures. Les bourses ont également favorisé l'accroissement du capital numérique, avec une utilisation accrue d'Internet et des médias chez les filles bénéficiaires. En outre, elles ont conduit à des gains en capital financier, avec une adoption accrue de comptes bancaires par les bénéficiaires.

Les bourses ont également eu des effets positifs sur les résultats à long terme des filles sur le marché du travail. Les bénéficiaires étaient plus susceptibles d'obtenir des emplois de meilleure qualité, notamment dans le secteur public, et des postes assortis d'avantages sociaux. Bien que les bourses n'aient pas entraîné d'augmentations globales importantes des revenus, elles ont eu un effet protecteur pendant les confinements liés à la COVID-19 : les revenus des filles bénéficiaires ont été moins négativement affectés que ceux du groupe témoin (Duflo, Dupas and Kremer 2021).

Approches prometteuses pour relever les défis de l'autonomisation des filles

Accroître les possibilités d'emploi pour les femmes : Un levier pour l'autonomisation des adolescentes

Compte tenu de la croissance de la population jeune en Afrique et de la structure des marchés du travail africains (Bandiera *et al.* 2022), les politiques visant à augmenter les possibilités d'emploi sur le continent sont essentielles pour ses perspectives de développement. Bien que des interventions générales, telles que les politiques soutenant les entrepreneurs hautement qualifiés, semblent prometteuses pour l'emploi des jeunes en Afrique (Bandiera *et al.* 2022), il est crucial de comprendre leur impact éventuel sur les adolescentes, en particulier les plus âgées et celles qui sont déscolarisées, et d'adapter ces interventions pour bénéficier aux filles. Bien que les données sur les effets de ces politiques sur l'autonomisation des adolescentes en Afrique soient limitées, les résultats observés en Asie du Sud offrent des pistes intéressantes pour l'élaboration de politiques. Par exemple, Heath et Mushfiq Mobarak (2015) montrent que la présence d'usines de vêtements au Bangladesh a augmenté le taux d'activité des adolescentes et des jeunes femmes, tout en améliorant leurs fondamentaux du capital humain. De même, Jensen (2012) révèle une augmentation des aspirations professionnelles et du taux d'activité des adolescentes et des jeunes femmes rurales en Inde grâce à l'accès à des possibilités d'emploi dans le secteur de l'externalisation, ainsi que des améliorations de leurs fondamentaux du capital humain.

Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre l'impact que peuvent avoir ces interventions dans le contexte africain et pour identifier des stratégies efficaces permettant de les adapter aux adolescentes, en particulier celles qui ne sont pas scolarisées ou qui sont plus âgées.

Fournir aux filles des informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation peut modifier leur trajectoire sur le marché du travail

Les études rigoureuses sur les effets des informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation professionnelle en Afrique sont limitées. Hicks *et al.* (2016) ont examiné l'impact de la distribution de bons pour la formation professionnelle et d'informations sur les retours économiques liés au marché du travail chez les jeunes déscolarisés âgés de 17 à 28 ans au Kenya. Ils ont constaté que fournir des informations sur le rendement de la formation professionnelle semblait corriger les perceptions erronées des participants sur les bénéfices d'une telle formation, conduisant à une augmentation du nombre de jeunes femmes préférant et s'inscrivant dans des métiers traditionnellement masculins. Ces résultats concordent avec ceux d'une étude évaluant les effets de l'information sur les revenus spécifiques aux métiers sur le choix de profession des femmes en République du Congo (Gassier, Rouanet and Traoré 2022). Cependant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les effets de la fourniture d'informations sur les bénéfices de la formation sur d'autres aspects de l'autonomisation des filles et des jeunes femmes, y compris leur capacité de décision et d'action et leurs résultats à long terme sur le marché du travail. Par ailleurs, les recherches devraient examiner la possibilité d'intégrer ces informations avec d'autres interventions, telles que les programmes de transferts monétaires ou de formation professionnelle, afin d'en améliorer l'efficacité.

Impliquer les garçons, les parents et la communauté peut accroître le sentiment d'autonomie des filles et améliorer leurs résultats en matière de santé

Impliquer les acteurs clés de l'environnement des adolescentes, comme les parents, les garçons et d'autres membres de la communauté, est une approche complémentaire courante dans les programmes d'autonomisation des filles (Temin and Heck 2020). Cependant, les études rigoureuses sur l'efficacité de cette stratégie restent limitées, car elle est souvent mise en œuvre dans le cadre d'interventions combinées. Néanmoins, des données récentes en provenance d'Afrique et d'autres régions montrent des résultats prometteurs, en particulier lorsqu'il s'agit d'impliquer les garçons. Par exemple, Shah

et al. (2023) ont constaté qu'en Tanzanie, la participation des garçons à un programme basé sur le football et portant sur l'éducation à la santé sexuelle et reproductive a permis non seulement d'améliorer les résultats des filles en matière de santé sexuelle et reproductive, mais également d'augmenter leur sentiment d'autonomie et de réduire la probabilité de subir des violences conjugales. Ces améliorations des résultats en matière d'autonomisation des filles s'expliquent par des changements dans les attitudes des garçons à l'égard de la violence. De même, Boulhane *et al.* (2024) ont constaté qu'en Côte d'Ivoire, la combinaison d'une intervention auprès des groupes de filles et d'une intervention ciblant les garçons et les hommes afin de les doter de compétences de vie et de connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que d'informations sur les droits des filles et des femmes, a permis d'améliorer les compétences socio-émotionnelles des filles. Elle a également favorisé des attitudes positives en matière de genre des capacités accrues de prise de décision et une plus grande implication dans des activités génératrices de revenus. Une plus grande implication des chefs religieux et communautaires a permis des améliorations similaires dans les résultats de l'autonomisation des filles par rapport à l'intervention auprès du groupe de filles uniquement, ce qui suggère l'efficacité d'une approche intégrée.

Malgré les données prometteuses sur l'efficacité de l'implication des garçons, des parents et de la communauté dans les programmes d'autonomisation des filles, davantage de recherches sont nécessaires pour comprendre les mécanismes spécifiques par lesquels ces interventions influencent les résultats des filles. Les études futures devraient examiner l'efficacité relative de l'implication de différents acteurs (par exemple, les garçons, les parents et les leaders communautaires) et identifier les pratiques optimales pour intégrer ces stratégies dans les programmes d'autonomisation des filles. En outre, les recherches devraient se pencher sur les possibles effets indésirables ou réactions négatives lors de l'implication des garçons, des parents et de la communauté, et proposer des stratégies pour atténuer ces risques.

La réduction ou la suppression des frais de scolarité peut améliorer les résultats des filles en matière d'emploi

Les données sur les impacts plus larges des interventions visant à soutenir l'éducation des filles en Afrique, telles que les programmes de cantine scolaire, la construction d'écoles et la suppression des frais de scolarité, au-delà des résultats éducatifs comme les taux de scolarisation et les performances scolaires, restent limitées. Cependant, les données existantes concernant l'impact de la réduction ou de la suppression des frais de scolarité, en particulier sur les résultats en matière d'emploi, sont prometteuses.

Une étude notable de Brudevold-Newman (2021) révèle que le programme d'expansion de l'enseignement secondaire de 2008 au Kenya, qui a réduit les frais de scolarité et augmenté la capacité des écoles, a réorienté l'emploi des jeunes femmes de l'agriculture vers le travail qualifié. La participation au programme a significativement augmenté la probabilité d'emploi qualifié chez les filles et réduit leur probabilité de travailler dans l'agriculture.

Une autre étude de Chicoine (2021) sur la suppression des frais de scolarité pour l'école primaire en Éthiopie offre des perspectives supplémentaires sur les effets sur la capacité de décision et d'action des filles et leurs résultats sur le marché du travail. L'étude montre que les années de scolarisation supplémentaires résultant de la réforme ont réduit l'acceptation des violences domestiques par les femmes, suggérant une amélioration des attitudes liées aux violences basées sur le genre. De plus, la suppression des frais de scolarité a eu des effets positifs sur les résultats des femmes sur le marché du travail : chaque année supplémentaire de scolarité a augmenté la probabilité pour une femme de travailler dans une profession qualifiée ou libérale. Cette augmentation de l'emploi qualifié semble avoir été motivée par une réduction du travail non qualifié ou agricole.

Ces résultats suggèrent que la suppression des frais de scolarité peut avoir des effets durables sur les perspectives professionnelles des filles. Cependant, il est nécessaire de mener davantage de recherches pour évaluer les effets de la suppression des frais de scolarité sur d'autres aspects de l'autonomisation des filles, tels que la capacité de décision et d'action et l'accès aux ressources ou aux compétences. Des études supplémentaires sur les effets à long terme des programmes d'élimination des frais de scolarité pourraient fournir des informations précieuses sur le potentiel global de ces réformes pour renforcer l'autonomisation des filles en Afrique.

Les enseignements tirés de résultats mitigés ouvrent de nouvelles pistes d'exploration

Les transferts monétaires peuvent avoir des effets positifs, mais le contexte est déterminant

Les transferts monétaires constituent une intervention importante analysée dans cette étude, qu'ils soient conditionnels ou inconditionnels. Ces programmes visent à soutenir les adolescentes de différentes manières, notamment en favorisant leur éducation ou en ciblant les ménages les plus vulnérables grâce à une aide financière. Cependant, les données concernant l'impact de ces transferts sur les dimensions de

l'autonomisation des adolescentes, au-delà de l'éducation, montrent des résultats mitigés.

Par exemple, les effets des transferts monétaires sur l'épargne, les compétences liées au marché du travail, l'allocation du temps à des activités génératrices de revenus ou la participation au marché du travail varient en fonction du contexte ainsi que des modalités de mise en œuvre, y compris l'existence de conditionnalités et les caractéristiques des filles ciblées (Asfaw *et al.* 2014 ; Baird, McIntosh and Özler 2019 ; Brudevold-Newman *et al.* 2023 ; Kilburn *et al.* 2019 ; Palermo, Prencipe and Kajula 2021). Néanmoins, des résultats prometteurs suggèrent que les transferts monétaires peuvent contribuer à renforcer l'autonomie des adolescentes. Cela se manifeste notamment par un contrôle accru des filles sur les ressources (Baird *et al.* 2016) et une probabilité plus élevée d'auto-emploi (Brudevold-Newman *et al.* 2023).

Pour maximiser l'impact des transferts monétaires sur l'autonomisation des adolescentes, il est essentiel de concevoir des programmes qui répondent spécifiquement à leurs besoins. Une étude récente de Cirillo, Palermo et Viola (2021) propose plusieurs stratégies tout au long du cycle d'un programme pour rendre les programmes de protection sociale — y compris les transferts monétaires — plus adaptés aux besoins des adolescentes, renforçant ainsi leur impact sur le bien-être des filles. Selon cette étude, les stratégies de ciblage jouent un rôle clé pour garantir l'inclusion des adolescentes. Par exemple, des stratégies de ciblage axées sur des groupes d'âge spécifiques et l'ajustement des seuils d'âge lorsque nécessaire peuvent être efficaces. En outre, l'intégration de conditionnalités pertinentes pour les filles, telles que la fréquentation scolaire, les visites médicales ou la participation à des formations aux compétences de vie ou à des formations professionnelles, peut répondre à leurs besoins spécifiques. Cependant, ces conditionnalités doivent être équilibrées pour éviter de générer du stress chez les adolescentes ou de leur imposer des responsabilités excessives. Par ailleurs, considérer les adolescentes comme bénéficiaires directes des transferts peut les autonomiser en leur donnant le contrôle sur les ressources. Toutefois, cette approche doit être soigneusement gérée pour éviter les tensions au sein des ménages. Des programmes complémentaires, incluant du mentorat, des formations aux compétences de vie ainsi que des liens vers des services de santé et des services sociaux, peuvent également répondre aux besoins multidimensionnels des adolescentes et favoriser une transition réussie vers l'âge adulte.

Les résultats mitigés sur l'impact des transferts monétaires sur l'autonomisation des adolescentes soulignent la nécessité de mener des recherches supplémentaires pour comprendre les mécanismes spécifiques par lesquels ces programmes peuvent améliorer les résultats des filles,

notamment en matière de capacité de décision et d'action et de résultats sur le marché du travail. Les futures études devraient évaluer l'efficacité relative des différentes stratégies de ciblage, des conditionnalités et des programmes complémentaires. De plus, il est essentiel de rechercher les possibles effets indésirables ou réactions négatives lorsque les transferts monétaires sont directement attribués aux adolescentes, à leurs ménages, ou aux deux, et d'élaborer des stratégies pour atténuer ces risques (Cirillo, Palermo and Viola 2021 ; voir aussi l'encadré 4.2).

ENCADRÉ 4.2 Effets indésirables possibles

Les programmes d'autonomisation ont parfois généré des effets indésirables sur les résultats des filles, ce qui souligne l'importance d'un meilleur suivi lors de la mise en œuvre des programmes. Ces effets indésirables incluent une augmentation des taux de fécondité et une hausse des cas de violences basées sur le genre.

Augmentation de la fécondité

En Tanzanie, un programme extrascolaire portant sur la santé reproductive, les relations saines et les violences basées sur le genre a involontairement engendré des relations plus précoces chez les participantes. Ce début prématuré des relations a ensuite entraîné une augmentation des taux de fécondité parmi les filles. Les chercheurs ont attribué cette tendance aux pressions sociales exercées sur les filles pour qu'elles aient des enfants dès qu'elles entament une relation (Berge *et al.* 2022).

Hausse des violences basées sur le genre

Des recherches menées dans des zones à faible revenu de Kampala, en Ouganda, ont révélé un effet inattendu de la mise à disposition de comptes d'épargne pour les adolescentes, sans la mise en œuvre de programmes complémentaires tels que des espaces sûrs axés sur la santé reproductive et l'éducation financière. Bien que les comptes d'épargne aient effectivement stimulé l'épargne des adolescentes, lorsqu'ils étaient fournis seuls, ils ont également augmenté la probabilité pour les filles d'être victimes de contacts sexuels non désirés et de harcèlement de la part des hommes. Cela souligne l'importance de renforcer le capital social, tels que les réseaux relationnels, et de fournir des connaissances en matière de santé reproductive en complément des initiatives visant à développer les actifs économiques, afin de protéger les filles vulnérables contre le risque de violences sexuelles (Austrian and Muthengi 2014).

La conception des programmes d'autonomisation des groupes de filles détermine leur succès

Les programmes d'autonomisation des groupes de filles constituent une approche bien étudiée pour dispenser des formations aux compétences de vie, du mentorat et des interventions d'autonomisation. Comme mentionné au chapitre 3, ces programmes sont généralement mis en œuvre dans des cadres communautaires en dehors des écoles, en utilisant des espaces sûrs dédiés. Ces programmes peuvent prendre différentes formes, intégrant des éléments tels que la formation aux compétences de vie l'éducation financière, la formation à la santé et bien d'autres. Bien que la diversité des conceptions fasse qu'il est difficile de tirer des conclusions claires sur leurs effets, certains enseignements clés émergent pour éclairer les futurs programmes.

Tout d'abord, les groupes de filles permettent aux adolescentes de développer leurs connaissances et leurs compétences tout en élargissant et en diversifiant leurs réseaux relationnels (Austrian *et al.* 2020 ; Bandiera *et al.* 2019 ; Buehren, Goldstein, *et al.* 2017 ; Cohen, Abubakar and Perlman 2023 ; Stark *et al.* 2018). Ces groupes favorisent des discussions sur des sujets allant des préoccupations personnelles aux thèmes professionnels, permettant aux participantes de tisser des liens personnels et professionnels avec des modèles inspirants et leurs pairs.

En outre, les programmes combinant formation aux compétences de vie, connaissances en santé reproductive et éléments complémentaires tels que l'éducation financière, la formation commerciale ou professionnelle, se sont avérés efficaces pour accroître les compétences financières et les comportements d'épargne des filles (Austrian *et al.* 2020 ; Austrian *et al.* 2021 ; Buehren, Chakravarty, *et al.* 2017 ; Buehren, Goldstein *et al.* 2017 ; Cohen, Abubakar and Perlman 2023 ; Özler *et al.* 2020).

Cependant, bien que ces programmes aient un impact positif sur les attitudes des filles envers les rôles de genre et leur auto-efficacité dans certains contextes, les résultats diffèrent en fonction des études. Par exemple, les groupes de filles se sont révélés efficaces pour modifier les attitudes des adolescentes envers les rôles de genre (Bandiera *et al.* 2020 ; Boulhane *et al.* 2024 ; Özler *et al.* 2020) et renforcer leur capacité de décision et d'action, mesurée par des indicateurs d'auto-efficacité et de perception de soi (Austrian *et al.* 2020 ; Cohen, Abubakar and Perlman 2023), ainsi que leurs compétences socioémotionnelles (Boulhane *et al.* 2024). Cependant, d'autres évaluations n'ont montré aucun impact sur ces mêmes résultats (par exemple, Austrian *et al.* 2020).

De plus, les groupes de filles ont montré des impacts mitigés sur d'autres résultats concernant les adolescentes, notamment en matière de prise de décision et de résultats professionnels (par exemple, Boulhane *et al.* 2024 ; Buehren, Chakravarty, *et al.* 2017 ; et Buehren, Goldstein, *et al.* 2017). Cependant, ils semblent prometteurs en ce qui concerne l'amélioration de l'utilisation du temps par les filles, bien qu'un nombre limité d'études aient présenté des résultats sur cette thématique. Par exemple, Bandiera *et al.* (2019) indiquent qu'en Sierra Leone, le programme de groupes de filles *Empowerment and Livelihood for Adolescents* (ELA) a permis aux filles d'utiliser leur temps autrement qu'en fréquentant des hommes, ce qui a également entraîné d'autres résultats positifs en matière d'autonomisation.

Des leçons de mise en œuvre se dégagent également. Premièrement, inclure un objectif spécifique ou un contenu ciblant les résultats visés par une intervention particulière, qu'il s'agisse de formation aux compétences de vie ou de formation professionnelle, est crucial pour son impact. Deuxièmement, la qualité de la mise en œuvre semble déterminante, notamment lorsque ces types d'interventions sont déployés à grande échelle. Par exemple, en évaluant le même programme que Bandiera *et al.* (2020), mais en Tanzanie, Buehren, Goldstein, *et al.* (2017) ont constaté qu'il n'avait aucun impact sur les résultats des filles, ce qu'ils ont attribué à une faible qualité de la mise en œuvre dans le contexte tanzanien.

Enfin, le contexte joue un rôle crucial, les milieux urbain et rural, ainsi que les conflits ou les perturbations influençant les impacts des programmes. Par exemple, les résultats de l'évaluation du programme *Adolescent Girls Initiative–Kenya* montrent que ce dernier a eu des effets différents dans les zones rurales et urbaines (Austrian *et al.* 2020). De même, des études menées en Sierra Leone (Bandiera *et al.* 2019) et au Soudan du Sud (Buehren, Chakravarty, *et al.* 2017) indiquent que l'impact des clubs de filles ELA est influencé par l'insécurité et la vulnérabilité auxquelles les adolescentes étaient confrontées dans les régions touchées par des conflits et des épidémies au moment des études.

D'autres programmes de formation aux compétences de vie, de mentorat et d'autonomisation offrent aux filles des compétences pratiques, mais montrent des résultats mitigés dans d'autres domaines

D'autres programmes de formation aux compétences de vie de mentorat et d'autonomisation, y compris l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, sont conçus pour doter les filles de compétences pratiques, adaptées aux objectifs de chaque initiative. Mis en œuvre en dehors des plateformes de groupes de filles, ces programmes offrent des ressources pratiques permettant

de prendre des décisions éclairées. Comme les groupes de filles, ils ont démontré leur efficacité à améliorer les connaissances et les compétences des filles. Cependant, leur impact sur des résultats tels que le capital social, la fixation d'objectifs, le sentiment d'autonomie et les résultats sur le marché du travail varie.

Par exemple, le projet *Marriage: No Child's Play* (Le Mariage: Pas un Jeu d'Enfant) mis en œuvre par l'Alliance *More than Brides* (Alliance Plus que des Mariées) a permis d'augmenter (en Inde, au Malawi, au Mali et au Niger) la connaissance de l'âge légal du mariage par les filles (Melnikas *et al.* 2021). De même, le programme IMpower, axé sur la formation à l'autodéfense, a renforcé les connaissances des filles en matière d'autodéfense au Kenya et au Malawi (Decker *et al.* 2018).

Concernant les effets de ces interventions sur le capital social, les preuves actuellement disponibles, bien que limitées, ne montrent aucun impact dans le cadre du projet *Marriage: No Child's Play* au Malawi, au Mali ou au Niger, mesuré par la participation des filles dans des clubs ou des groupes (Melnikas *et al.* 2021). Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les impacts de ces interventions.

Les impacts des formations aux compétences de vie sur la fixation d'objectifs et la capacité de décision et d'action semblent mitigés et varient selon les contextes, tandis que les données émergentes sur leurs effets en termes d'autonomie sont prometteuses. Par exemple, en Somalie, le programme *Choices* (choix), visant à promouvoir des attitudes et des comportements de genre équitables chez les adolescents, a entraîné des changements positifs d'attitudes et une augmentation des aspirations en matière d'éducation (Brar *et al.* 2023). De même, dans le cadre du programme ELA en Tanzanie, Shah *et al.* (2023) ont évalué les effets d'une intervention axée sur la fixation d'objectifs pour améliorer les résultats des filles en matière de santé sexuelle et reproductive grâce à l'adoption de comportements sûrs. Ils ont constaté que l'intervention aidait les filles à définir des stratégies concrètes pour améliorer leur santé, atteindre les résultats souhaités et accroître leur contrôle sur leur santé sexuelle. Cependant, tous les programmes ne montrent pas de tels résultats positifs. Le projet *Marriage: No Child's Play* a montré des résultats divergents à cet égard au Malawi, au Mali et au Niger, les attitudes équitables de genre se dégradant au Malawi et au Mali, tandis qu'aucun impact discernable n'a été observé au Niger (Melnikas *et al.* 2021).

Quant aux effets des programmes de formation aux compétences de vie sur les résultats des filles sur le marché du travail, ils ont généralement montré un impact minimal (Berge *et al.* 2022 ; Honorati, 2015 ; Melnikas *et al.* 2021).

Les programmes d'inclusion financière ont rencontré un succès mitigé

Les programmes d'inclusion financière, qui proposent des comptes d'épargne, une éducation financière ou les deux, ont montré des effets variés sur les connaissances et les comportements, les recherches se concentrant principalement sur les adolescentes fortement marginalisées (Austrian and Muthengi 2014 ; Austrian *et al.* 2021 ; Burke *et al.* 2020 ; Ssewamala *et al.* 2010). Par exemple, en Afrique du Sud, un programme d'éducation financière portant sur la gestion budgétaire et les options d'épargne pour les orphelins et les enfants touchés par le VIH ou le sida a augmenté la participation des filles à des groupes d'épargne et leur intention d'épargner pour leurs études, bien qu'il n'ait pas amélioré leurs connaissances financières ni augmenté les montants épargnés (Burke *et al.* 2020). Les programmes d'inclusion financière semblent bénéficier autant aux garçons qu'aux filles, comme l'illustre un programme en Ouganda offrant des comptes d'épargne jumelés aux orphelins du sida (Ssewamala *et al.* 2010).

Cependant, il existe peu de données sur l'impact des programmes d'inclusion financière dans des domaines non financiers, tels que la capacité de décision et d'action, ou sur leurs effets à long terme sur la réussite économique. Deux études sur les groupes d'autonomisation des filles examinent l'impact de la combinaison des programmes d'inclusion financière avec des programmes de groupes de filles, fournissant des indices qui suggèrent que les programmes multicomposantes pourraient avoir des bénéfices ou des effets protecteurs supplémentaires (Austrian and Muthengi 2014 ; Austrian *et al.* 2021). Dans le cadre du programme *Adolescent Girls' Initiative–Kenya*, des chercheurs ont étudié l'impact de l'ajout d'une composante de création de richesse à un programme d'espaces sûrs qui comprenait la prévention des violences, des transferts monétaires conditionnels et une éducation à la santé. Deux ans après l'intervention, la composante de création de richesse, qui incluait une éducation financière, des tirelires ou comptes d'épargne, et une petite incitation financière, a eu des effets positifs durables sur les comportements d'épargne parmi les participantes rurales et urbaines, mais les effets sur les connaissances financières et la richesse des ménages n'ont été observés que chez les participantes urbaines (Austrian *et al.* 2021). De même, en Ouganda, la mise à disposition de comptes d'épargne pour les adolescentes a augmenté leurs montants d'épargne et leurs actifs financiers (Austrian and Muthengi 2014). Cependant, les filles qui ont seulement reçu des comptes d'épargne, par rapport à celles qui ont également participé à des groupes d'espaces sûrs axés sur les connaissances en santé et le capital social, étaient plus exposées au risque de violences sexuelles. Cela indique

que le simple renforcement des actifs financiers peut accroître certaines vulnérabilités pour les filles dans ce contexte (Austrian and Muthengi 2014 ; voir aussi l'encadré 4.2). Des programmes complémentaires pourraient fournir des mesures de protection contre les éventuelles réactions négatives, ce qui concorde avec des résultats récents d'un examen sur l'impact des programmes d'inclusion financière sur le bien-être des jeunes femmes (Deshpande and Koning 2023). Bien que les données sur les programmes d'inclusion financière pour les adolescentes commencent à peine à émerger, les enseignements tirés des recherches sur l'inclusion financière des femmes adultes pourraient offrir des pistes précieuses pour concevoir des interventions efficaces destinées aux adolescentes (voir l'encadré 4.3).

ENCADRÉ 4.3 Enseignements tirés de la promotion de l'inclusion financière des femmes

Bien que les données sur l'impact de la promotion de l'inclusion financière auprès des adolescentes soient limitées, un corpus de recherches plus substantiel se concentre sur les jeunes femmes et les femmes adultes.

Les recherches menées auprès des femmes adultes suggèrent qu'une plus grande confidentialité des comptes d'épargne ou des transferts monétaires pourrait améliorer l'efficacité de ces interventions pour les adolescentes. Par exemple, une expérience en laboratoire menée dans une zone rurale du Kenya a montré que les femmes étaient prêtes à renoncer à des rendements d'investissement pour garder leurs revenus cachés (Jakiela and Ozier 2016). Cette préférence pour la confidentialité des revenus indique que les femmes anticipent que leurs revenus seront « taxés » par des membres de leur famille ou des proches, un phénomène souvent appelé « taxation sociale » dans la littérature économique. Ces attentes peuvent influencer de manière significative la prise de décision financière et les comportements d'épargne. De même, une étude menée auprès d'ouvriers d'usine en Côte d'Ivoire a démontré les avantages que peuvent receler des comptes d'épargne privés. Les ouvriers disposant de comptes d'épargne privés étaient plus enclins à les utiliser, comparativement à ceux ayant accès à des comptes d'épargne classiques non privés. La mise à disposition de comptes privés a non seulement augmenté l'utilisation des comptes, mais également amélioré la présence au travail et les revenus des ouvriers, par rapport à ceux ne disposant pas de compte ou disposant de comptes classiques non privés (Carranza *et al.* 2022).

En résumé, ces études suggèrent que les technologies d'épargne offrant de la confidentialité (comme les services financiers numériques) pourraient accroître le contrôle des adolescentes sur leurs ressources financières. Cependant, il est essentiel d'adapter ces services aux besoins spécifiques des adolescentes, en tenant compte de la nécessité éventuelle d'une supervision parentale pour des raisons de sécurité.

La formation aux compétences professionnelles et commerciales traditionnelles peut avoir des effets positifs

Les programmes de formation aux compétences professionnelles et commerciales traditionnelles visent à doter les participantes des compétences techniques essentielles ou des pratiques commerciales nécessaires pour une transition réussie vers le marché du travail. Contrairement aux programmes globaux d'autonomisation économique, ces initiatives se limitent généralement à des séances théoriques en salle de classe, sans formation pratique en milieu de travail ni accompagnement entrepreneurial continu. Ces interventions d'acquisition de compétences peuvent être mises en œuvre dans des cadres éducatifs formels ou adaptées aux personnes ne suivant pas un parcours académique traditionnel.

Bien qu'un nombre croissant de données rigoureuses existe sur les effets des formations professionnelles et commerciales dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, y compris en Afrique (McKenzie 2021 ; McKenzie *et al.* 2023), il manque des données spécifiques sur l'impact de ces formations dans le contexte africain lorsqu'elles ciblent les adolescentes plus âgées. Parmi les rares études disponibles, une évaluation d'une formation en entrepreneuriat destinée aux filles non mariées scolarisées dans des lycées en Tanzanie a révélé des impacts positifs dans plusieurs domaines de l'autonomisation, notamment une meilleure connaissance des affaires et des attitudes de genre plus équitables, conduisant à des gains significatifs en matière d'auto-emploi et de revenus à long terme, observés trois à quatre ans après l'intervention (Berge *et al.* 2022), indépendamment de l'ajout ou non d'une composante d'éducation à la santé reproductive. À l'inverse, au Kenya, l'octroi de bons pour des formations professionnelles à des jeunes déscolarisés a eu des effets limités sur l'emploi ou les revenus, bien que la fourniture d'informations sur le rendement de l'éducation professionnelle ait encouragé davantage de femmes à s'inscrire dans des programmes axés sur des métiers traditionnellement masculins (Hicks *et al.* 2016).

En raison du manque de données solides, l'efficacité de ces programmes de formation aux compétences professionnelles et commerciales traditionnelles pour améliorer les résultats en matière d'autonomisation des adolescentes reste incertaine. Cependant, il convient de noter que les données plus générales sur l'efficacité de ces programmes dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire suggèrent des impacts limités sur l'emploi et les revenus, qui sont les principales dimensions de l'autonomisation que ces initiatives étaient censées affecter (McKenzie 2021 ; McKenzie *et al.* 2023). Bien que des données nouvelles mettent en avant certaines approches innovantes — telles que des formations commerciales basées sur

la psychologie ou des politiques de formation professionnelle plus adaptées, prenant en compte les caractéristiques et les besoins à la fois des employeurs et des bénéficiaires (Carranza and McKenzie 2024 ; McKenzie *et al.* 2023) — la question reste ouverte de savoir comment ces approches peuvent être adaptées, et quelles interventions supplémentaires sont nécessaires, pour bénéficier spécifiquement aux adolescentes plus âgées et déscolarisées.

Des pistes prometteuses, ainsi que des lacunes importantes dans les connaissances, orientent les réflexions sur les futures orientations

Cette analyse narrative a mis en évidence des lacunes importantes dans les connaissances sur les interventions visant à améliorer la réussite économique des filles, tout en soulignant des pistes prometteuses pour les mesures politiques. Elle révèle qu'un certain nombre d'interventions ont démontré leur efficacité ou leur capacité d'améliorer les résultats liés à l'autonomisation des filles au-delà de la santé et de l'éducation. Parmi ces interventions figurent les programmes globaux d'autonomisation économique, les transferts en nature pour la scolarisation, la création de possibilités d'emploi pour les femmes, la fourniture d'informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation, la participation des garçons, des parents et de la communauté, ainsi que la réduction ou la suppression des frais de scolarité. Cependant, l'analyse insiste sur le fait qu'il n'existe pas de solution universelle, car aucune catégorie d'interventions n'a démontré un succès constant dans toutes les dimensions de l'autonomisation des filles. Cela souligne la multiplicité des défis auxquels les filles sont confrontées et met en avant la nécessité pour les programmes de définir clairement leurs objectifs spécifiques dans le domaine de l'autonomisation. Il est important de reconnaître que des améliorations dans une dimension de l'autonomisation ne se traduisent pas toujours par des progrès dans d'autres dimensions, comme le souligne également le gros plan 2.

Malgré l'ampleur des données évaluant les programmes conçus pour autonomiser les adolescentes en Afrique, certaines dimensions cruciales ont été systématiquement négligées. Bien que de nombreux indicateurs liés aux ressources et à l'autonomie soient largement étudiés, d'autres résultats du cadre conceptuel pour l'autonomisation des adolescentes utilisés dans ce rapport sont rarement mesurés ou mentionnés dans les études. Ces résultats incluent notamment le contrôle de l'emploi du temps, la prise de décision et l'accès aux actifs numériques. De plus, bien que modifier le contexte institutionnel ou macroéconomique puisse dépasser le cadre d'un programme unique, plusieurs initiatives, comme les groupes de filles et autres

programmes d'autonomisation, ont la capacité de transformer les dynamiques familiales et les normes sociales, à condition d'intégrer une composante visant intentionnellement à créer un environnement favorable, par exemple en impliquant l'entourage des filles dans leurs communautés. Toutefois, peu d'études ont publié des résultats allant au-delà de ceux observés chez les filles elles-mêmes. Il est également nécessaire de disposer de données de suivi à long terme pour mesurer l'impact des programmes sur les résultats sur le marché du travail à l'âge adulte et approfondir la compréhension des implications durables de ces programmes sur les trajectoires économiques des adolescentes.

En outre, des données sur des programmes à grande échelle sont cruciales. Cela est particulièrement important pour les interventions à composantes multiples qui nécessitent une coordination significative entre les parties prenantes pour garantir une mise en œuvre efficace et de qualité. Ces programmes sont difficiles à généraliser en raison de la complexité qu'implique le maintien de normes cohérentes dans différents contextes. Par conséquent, des données solides sur les mises en œuvre à grande échelle seront essentielles pour comprendre comment ces interventions à composantes multiples peuvent être étendues de manière réaliste tout en préservant leur efficacité.

De plus, les études manquent souvent de détails sur la manière dont les interventions peuvent être adaptées aux divers profils et contextes des filles (annexe 4A). Bien que certains programmes visent à répondre aux besoins des filles dans ou en dehors du système scolaire, très peu sont spécifiquement conçus pour les filles mariées ou ayant des enfants (Edmeades, Lantos and Mekuria 2016). De même, il existe souvent un manque d'analyse des effets hétérogènes des interventions en fonction des caractéristiques des filles, même pour des indicateurs largement étudiés. Des recherches futures tenant compte des besoins spécifiques des adolescentes à différents stades de leur vie, à la fois dans la conception des interventions et dans leur évaluation, apporteront des informations précieuses pour l'élargissement des politiques et programmes efficaces.

Enfin, bien que certaines études fassent état des coûts associés aux interventions qu'elles examinent, cela reste l'exception plutôt que la règle parmi les études analysées dans ce chapitre. En plus d'évaluer l'efficacité des programmes spécifiques, l'analyse coût-efficacité est essentielle pour une prise de décision politique éclairée, en particulier dans les contextes où les ressources sont limitées. Cependant, il est important de ne pas accorder une importance excessive à la rentabilité au détriment d'autres considérations importantes. Certaines interventions peuvent avoir des bénéfices différés qui

sont difficiles à quantifier ou à traduire en termes monétaires. Ces bénéfices, comme l'augmentation de la capacité de décision et d'action des filles, ne sont peut-être pas entièrement pris en compte dans une analyse coût-efficacité, mais sont tout aussi importants pour l'autonomisation des filles que ceux qui peuvent être entièrement quantifiés. Par conséquent, bien que ce rapport encourage fortement les acteurs de la mise en œuvre et les chercheurs à collecter et publier des informations sur les coûts, il est essentiel de considérer le rapport coût-efficacité en parallèle avec d'autres facteurs, tels que l'impact social à long terme et les avantages plus larges qui peuvent être plus difficiles à quantifier ou à traduire en termes monétaires.

Annexe 4A. Méthodologie de présentation des données

Sélection et analyse des études

Les chapitres 3 et 4 offrent une analyse narrative complète des données récentes concernant les programmes et politiques visant à autonomiser les adolescentes. Ces chapitres s'appuient sur des revues de la littérature existante, tout en examinant d'autres études. Le chapitre 3 repose principalement sur des études issues de revues de la littérature récente concernant les interventions visant à améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé (Bergstrom and Özler 2023 ; Evans and Yuan 2022 ; Malhotra and Elnakib 2021 ; Meherali *et al.* 2021 ; Psaki *et al.* 2022). Le chapitre 4 s'appuie principalement sur des études issues de revues de la littérature récente axées sur l'autonomisation économique et financière (Deshpande and Koning 2023 ; Emezue *et al.* 2021 ; Haberland *et al.* 2021 ; Temin and Heck 2020). De plus, dans les deux chapitres, d'autres études pertinentes répondant aux critères d'inclusion suivants ont été examinées :

- elles évaluent des interventions ciblant les adolescentes (10 à 19 ans) ou des interventions ayant des groupes cibles plus larges, mais présentant des résultats ventilés par âge et sexe ;
- elles évaluent des interventions mises en œuvre en Afrique subsaharienne ;
- elles produisent des résultats sur au moins un des indicateurs du cadre d'autonomisation des adolescentes présenté au chapitre 1 ;
- elles utilisent des méthodes expérimentales ou quasi expérimentales rigoureuses permettant une identification causale ;
- elles ont été publiées avant mars 2024.

Les études qui font état de résultats uniquement liés à l'éducation ou à la santé, dans le cadre des fondamentaux du capital humain, sont couvertes au chapitre 3.

L'évaluation des interventions visant à soutenir les adolescentes présente plusieurs défis (encadré 4A.1). Malgré ces obstacles, une cartographie des données identifie un total de 19 catégories d'interventions distinctes regroupant des politiques et des programmes conçus pour répondre aux défis spécifiques que rencontrent les adolescentes et aux possibilités qui s'offrent à elles dans le contexte africain (tableau 4A.1)¹. Plutôt qu'une méta-analyse formelle, l'objectif est de fournir des conclusions concises mais nuancées, en identifiant les stratégies efficaces et les domaines nécessitant une attention particulière pour les décideurs. En outre, les lacunes relevées dans la littérature sont mises en évidence en vue de recherches futures.

ENCADRÉ 4A.1 Défis dans l'identification des meilleures solutions pour soutenir les adolescentes

L'autonomisation des adolescentes est multidimensionnelle

La plupart des analyses de données sur l'autonomisation des adolescentes se concentrent sur ce qui fonctionne pour améliorer un résultat unique (par exemple, les années de scolarité ajustées à l'apprentissage pour les interventions éducatives ou les revenus pour l'autonomisation économique) ou évaluent les effets d'un seul type d'intervention (par exemple, les transferts monétaires). Comprendre ce qui fonctionne implique, au contraire, d'examiner comment plusieurs types de politiques et d'interventions influencent plusieurs résultats (c'est-à-dire les fondamentaux du capital humain, les ressources habilitantes, la capacité de décision et d'action, le contexte et les réalisations économiques). Les interventions ayant un impact sur une composante de l'autonomisation des adolescentes peuvent ne pas être efficaces pour d'autres composantes. Pour aborder cette complexité, ce rapport traite des interventions ayant un impact sur les fondamentaux du capital humain au chapitre 3, puis des interventions affectant les autres composantes de l'autonomisation des adolescentes dans le présent chapitre.

L'horizon temporel des impacts est long

Alors que certains résultats des interventions sont observables immédiatement, d'autres prennent plus de temps à se manifester. Par exemple, une augmentation des taux de scolarisation peut être visible relativement rapidement, tandis que des changements dans la capacité de décision et d'action peuvent prendre des années à devenir apparents. Comprendre les effets à long terme des interventions au début de l'adolescence est crucial, mais cela reste difficile en l'absence de données longitudinales, actuellement insuffisantes (Baird and Özler 2016).

(suite)

ENCADRÉ 4A.1 Défis dans l'identification des meilleures solutions pour soutenir les adolescentes (*suite*)

La compétence sur les résultats des adolescentes varie selon le contexte

L'âge de la majorité diffère selon les contextes, à la fois dans les coutumes et les lois formelles, et selon les secteurs. Par exemple, l'âge auquel les adolescentes peuvent prendre des décisions indépendantes concernant leur santé sexuelle et reproductive sans le consentement parental ou conjugal varie. De même, l'âge légal pour ouvrir un compte bancaire diffère. Ces variations posent des défis à la standardisation des interventions et des politiques dans différents contextes et compliquent l'évaluation de leurs impacts.

Les approches multisectorielles compliquent l'évaluation des impacts

Certaines questions liées à l'autonomisation des adolescentes traversent plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la santé, les services sociaux, les finances, le travail, le genre et les affaires familiales. Un défi majeur dans l'évaluation des interventions visant à autonomiser les adolescentes réside dans le fait que beaucoup d'entre elles sont intégrées, combinant des composantes de plusieurs secteurs. Ce rapport s'appuie sur les études et classifications existantes lorsqu'elles sont disponibles (par exemple, Bergstrom and Özler 2023 ; Evans, Mendez Acosta and Yuan 2024). En leur absence, les interventions sont catégorisées en fonction de leurs composantes principales.

Le rapport coût-efficacité est important mais ne doit pas être surévalué

Évaluer la rentabilité des interventions est crucial pour comprendre leur faisabilité et leur mise à l'échelle. Alors que certaines interventions peuvent avoir des impacts immédiats, d'autres peuvent présenter des bénéfices différés. De plus, alors que certains avantages sont facilement quantifiables, d'autres, notamment ceux liés à l'autonomisation des filles, sont difficiles à quantifier et peuvent ne pas être entièrement pris en compte dans les analyses de rentabilité. Se concentrer uniquement sur la rentabilité peut conduire chercheurs et décideurs à négliger des impacts sociaux significatifs et des bénéfices plus larges, plus difficiles à mesurer mais tout aussi importants pour l'autonomisation des filles.

En tenant compte de ces défis, ce rapport examine ce que l'on sait sur les moyens d'aborder l'autonomisation des adolescentes, tout en mettant en lumière les questions en suspens et les solutions émergentes issues de l'analyse des données disponibles.

TABLEAU 4A.1 Les interventions visant à autonomiser les adolescentes en Afrique révèlent des degrés d'efficacité variés et présentent de nombreuses lacunes

Catégorie d'intervention	Éducation	Santé	Connaissances et compétences	Capital financier	Capital physique et numérique	Capital social	Temps	Fixation d'objectifs	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Autonomie	Résultats sur le marché du travail
Transferts en nature pour la scolarisation	Efficace	Prometteur	—	—	Prometteur	—	—	Efficace	—	—	—
Programmes complets d'autonomisation économique	—	Mitigé	—	Prometteur	Prometteur	—	—	—	—	Prometteur	Efficace
Réduction ou suppression des frais de scolarité	Efficace	Prometteur	—	—	—	—	—	—	—	—	Prometteur
Alimentation scolaire	Efficace	—	—	—	—	—	Prometteur	—	—	—	—
Éducation à la santé sexuelle et reproductive	—	Efficace	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Amélioration de la qualité de l'enseignement	Efficace	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts monétaires	Efficace	Mitigé	Mitigé	Efficace	Prometteur	—	Mitigé	—	Mitigé	Prometteur	Sans effet

(suite)

TABLEAU 4A.1 Les interventions visant à autonomiser les adolescentes en Afrique révèlent des degrés d'efficacité variés et présentent de nombreuses lacunes (*suite*)

Catégorie d'intervention	Éducation	Santé	Connaissances et compétences	Capital financier	Capital physique et numérique	Capital social	Temps	Fixation d'objectifs	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Autonomie	Résultats sur le marché du travail
Services de santé	Mitigé	Efficace	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Possibilités d'emploi pour les femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Implication des garçons, des parents et de la communauté	—	Prometteur	Prometteur	—	—	—	—	—	Prometteur	Prometteur	—
Informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation	—	—	—	—	—	—	—	Mitigé	—	—	—
Interdiction du mariage des enfants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Programmes ludo-éducatifs	—	Prometteur	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Droit des successions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction d'écoles	Prometteur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(suite)

TABLEAU 4A.1 Les interventions visant à autonomiser les adolescentes en Afrique révèlent des degrés d'efficacité variés et présentent de nombreuses lacunes (*suite*)

Catégorie d'intervention	Éducation	Santé	Connaissances et compétences	Capital financier	Capital physique et numérique	Capital social	Temps	Fixation d'objectifs	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Autonomie	Résultats sur le marché du travail
Programmes d'autonomisation des groupes de filles	Mitigé	Mitigé	Efficace	Efficace	—	Efficace	Prometteur	Mitigé	Mitigé	Mitigé	Mitigé
Autres programmes de formation aux compétences de vie, de mentorat et d'autonomisation	Mitigé	Mitigé	Efficace	Mitigé	—	—	—	Mitigé	Mitigé	Prometteur	Mitigé
Programmes d'inclusion financière	—	—	Prometteur	Mitigé	—	—	—	—	—	Mitigé	—
Formation professionnelle et commerciale traditionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Mitigé	—

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Note : — = L'intervention a un effet inconnu ou les données probantes sont insuffisantes pour évaluer son effet.

La solidité des preuves concernant l'effet des différentes catégories d'interventions sur des indicateurs spécifiques d'autonomisation est évaluée à l'aide des critères suivants :

- Efficace : au moins trois études rigoureuses montrent des effets positifs et statistiquement significatifs de l'intervention, soutenus par la majorité des études.
- Prometteur : moins de trois études rigoureuses montrent des effets positifs et statistiquement significatifs de l'intervention.
- Mitigé : moins des trois quarts des études rigoureuses disponibles montrent des effets statistiquement significatifs de l'intervention dans la même direction.
- Sans effet : au moins deux études rigoureuses montrent qu'il n'y a aucun effet statistiquement significatif de l'intervention.
- Données inconnues ou insuffisantes : moins de deux études rigoureuses ont examiné l'effet de l'intervention.

En plus de synthétiser l'important corpus de recherches pour un public politique et de mettre en évidence les lacunes dans les données, les chapitres 3 et 4 contribuent à la littérature en mettant en lumière ce qui s'est avéré efficace spécialement en Afrique. Cet accent mis sur l'Afrique est particulièrement précieux, car il comble une lacune notable dans les études existantes. Par exemple, les données sur les moyens d'étendre et d'améliorer l'éducation des filles dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire se sont considérablement accrues ces dernières années (Evans and Yuan 2022 ; Evans *et al.* 2023 ; JPAL 2017 ; Psaki *et al.* 2022 ; Sperling and Winthrop 2016 ; Wodon *et al.* 2018)², mais peu d'études antérieures se sont concentrées spécifiquement sur l'Afrique. De même, Bergstrom et Özler (2023) passent en revue les interventions visant à améliorer le bien-être des filles dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.

Aperçu des caractéristiques des études

Répartition des interventions

Les interventions étudiées dans le cadre de ce rapport sont diverses, avec une prédominance des transferts monétaires (18 interventions) et des programmes d'autonomisation des groupes de filles (15 interventions), qui sont les interventions les plus évaluées (figure 4A.1). Cela reflète en partie l'importance accordée par les décideurs au soutien financier et aux programmes de groupe en tant que stratégies d'autonomisation des filles. L'éducation à la santé sexuelle et reproductive constitue également un axe majeur (9 interventions), ce qui souligne l'importance accordée aux connaissances dans ce domaine en tant que composante de l'autonomisation. D'autres interventions, telles que

les services de santé, la réduction ou la suppression des frais de scolarité, et la formation aux compétences de vie dispensée en dehors des groupes de filles, sont évaluées un peu moins fréquemment (7 interventions chacune). Les interventions les moins étudiées sont les réformes du droit des successions et les activités ludo-éducatives. Il est donc nécessaire de disposer de plus d'éléments probants sur leur impact.

FIGURE 4A.1 Les transferts monétaires et les programmes d'autonomisation des groupes de filles sont les interventions les plus fréquemment évaluées

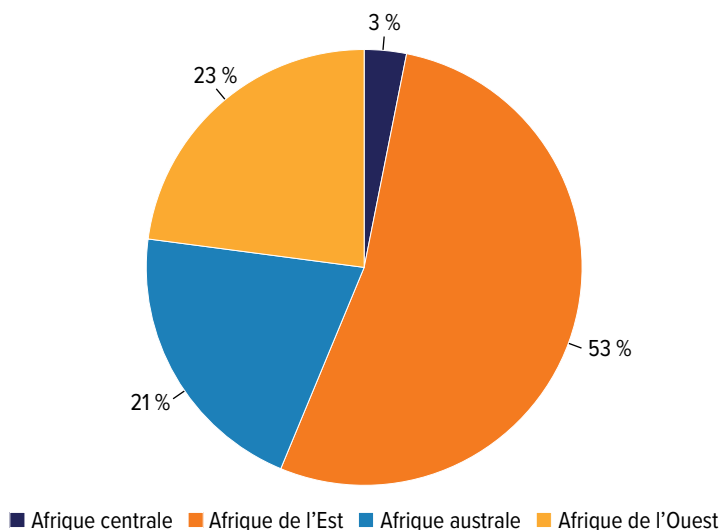


Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Répartition des études par région

La répartition géographique des études révèle une prédominance de la recherche en Afrique de l'Est, où 53 % des études ont été menées. L'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest sont également représentées, mais dans une moindre mesure, avec environ 21 % et 23 % des études respectivement (figure 4A.2). L'Afrique centrale a fait l'objet du plus petit nombre d'études, représentant seulement environ 3 % du total, ce qui met en évidence un déficit critique dans la recherche concernant cette région. La répartition des études souligne les niveaux variables d'attention accordée à la recherche selon les régions, ce qui peut refléter des priorités régionales différentes ou des difficultés d'accès à certaines zones.

FIGURE 4A.2 Les études sur l'Afrique montrent une forte concentration géographique sur l'Afrique de l'Est



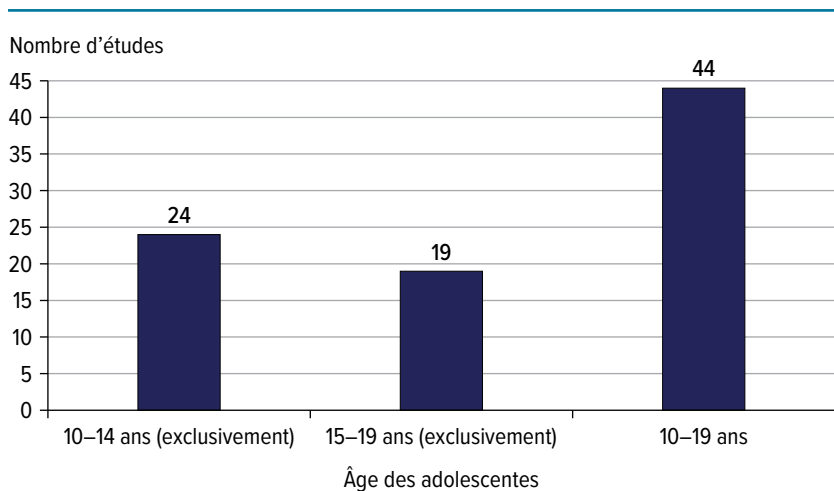
Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : Les chiffres de la figure indiquent le pourcentage d'études sur l'Afrique qui portent sur chaque sous-région spécifique du continent.

Répartition par tranche d'âge

Les études examinées montrent une attention significative accordée à la fois aux adolescentes plus jeunes et plus âgées (10-19 ans), avec 44 études (51 %) couvrant cette tranche d'âge (figure 4A.3). Les études se concentrant exclusivement sur les adolescentes plus jeunes (10 à 14 ans) représentent 28 % (24 études), tandis que celles ciblant les adolescentes plus âgées (15 à 19 ans) constituent 22 % (19 études). Bien que la plupart des études incluent une large tranche d'âge, cette approche globale suggère que les stratégies d'autonomisation sont conçues pour répondre aux besoins des filles à différents stades de l'adolescence.

FIGURE 4A.3 Les études ont tendance à inclure à la fois des adolescentes plus jeunes et plus âgées



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

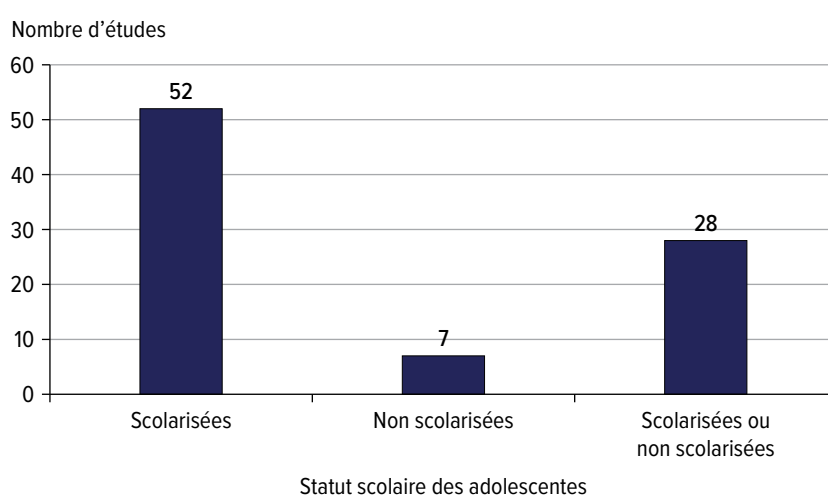
Répartition selon le statut scolaire

La majorité des études (60 %, soit 52 études) se concentrent sur les adolescentes scolarisées au moment où commence l'intervention (figure 4A.4). Cependant, une proportion significative (32 %, soit 28 études) inclut à la fois des filles scolarisées et non scolarisées. Un petit nombre d'études (8 %, soit 7 études) examine spécifiquement les interventions ciblant les adolescentes non scolarisées. Cette répartition indique que la plupart des données disponibles à ce jour concernent les filles scolarisées, tandis que les besoins et les contraintes des filles non scolarisées restent sous-explorés.

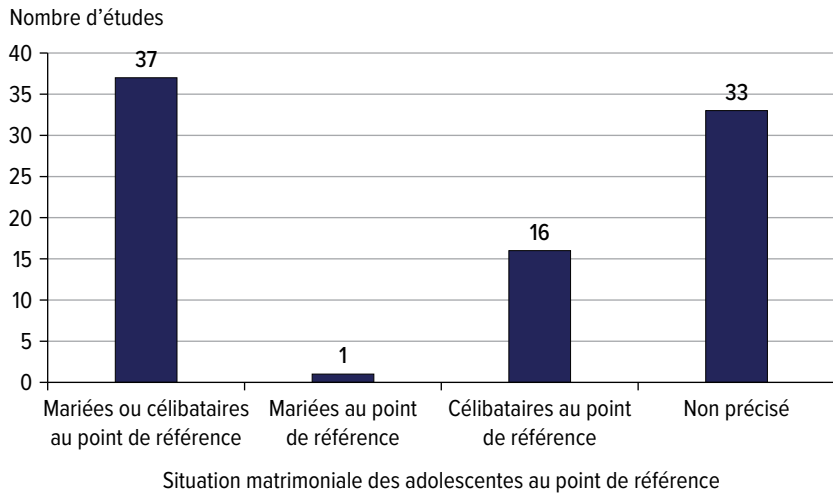
Répartition selon le statut matrimonial

Un nombre important d'études examinées dans ce rapport — plus d'un tiers (38 %, soit 33 études) — ne mentionnent pas le statut matrimonial des participantes (figure 4A.5). Parmi les études qui mentionnent le statut matrimonial (62 %, soit 54 études), la plupart incluent à la fois des filles mariées et célibataires mariées au début de l'étude (43 %, soit 37 études). Cependant, une proportion nettement plus importante d'études (18 %, soit 16 études) se concentre exclusivement sur les filles célibataires, comparées au très faible nombre d'études (1 %, soit 1 étude) portant uniquement sur les filles mariées. Les données disponibles semblent donc biaisées en faveur des filles célibataires, alors que, comme le souligne ce rapport, les adolescentes mariées constituent une population importante confrontée à des vulnérabilités spécifiques.

FIGURE 4A.4 La plupart des études se sont concentrées sur les adolescentes scolarisées



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

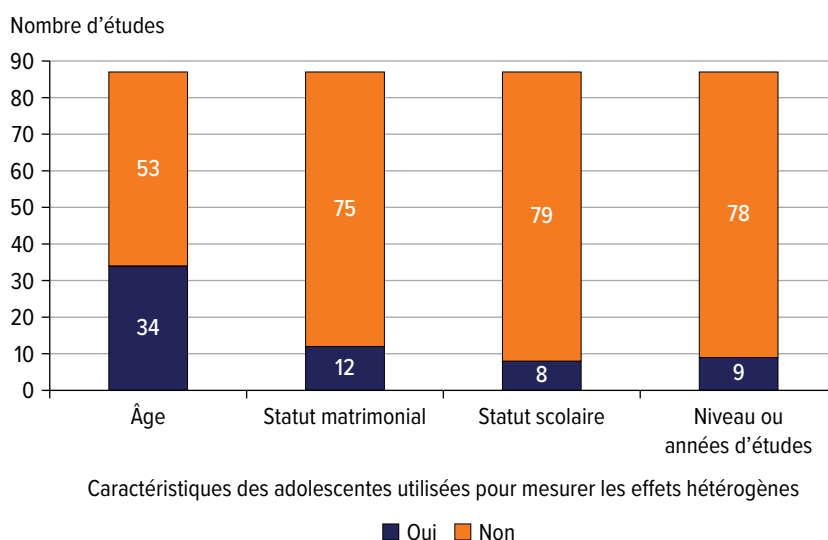
FIGURE 4A.5 Plus d'un tiers des études n'indiquent pas le statut matrimonial des adolescentes

Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Effets hétérogènes selon les caractéristiques clés des adolescentes

De nombreuses études prises en compte dans ce rapport n'analysent pas les effets hétérogènes en fonction des caractéristiques clés des adolescentes, telles que l'âge, le niveau scolaire, le statut scolaire ou le statut matrimonial (figure 4A.6). En ce qui concerne l'âge, seulement 39 % des études (34 études) mentionnent des résultats différenciés. Les effets hétérogènes selon le statut matrimonial, le statut scolaire (c'est-à-dire si une fille est scolarisée ou non) et le niveau ou les années de scolarité sont encore moins fréquemment étudiés. Seulement 14 % des études (12 études) examinent les différences entre les filles mariées et les filles célibataires, et une proportion encore plus faible analyse les différences selon le statut scolaire des participantes (9 %, soit 8 études) ou selon le niveau ou les années de scolarité (10 %, soit 9 études). Cela met en évidence une déficience importante dans les connaissances, car les données disponibles fournissent peu d'informations sur la manière dont les interventions pourraient être adaptées en fonction de caractéristiques telles que l'âge, le statut matrimonial, le statut scolaire ou le niveau d'éducation des filles.

FIGURE 4A.6 La plupart des études ne rapportent pas d'effets hétérogènes selon les caractéristiques clés des adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Notes

1. La majorité des programmes examinés incluent une variété d'interventions, soit en ciblant directement les adolescentes, soit en impliquant indirectement leurs communautés. Ces interventions sont classées selon leurs composantes principales, qui incluent les transferts monétaires, la réduction ou la suppression des frais de scolarité, les programmes d'autonomisation des groupes de filles, la formation professionnelle, l'éducation financière ou une combinaison de ces composantes.
2. Le nombre cumulé d'évaluations expérimentales et quasi expérimentales mesurant l'impact sur l'éducation a été multiplié par 15 entre 2000 et 2016 (Wodon *et al.* 2018). Bon nombre de ces évaluations se concentrent sur l'éducation des filles ou présentent des données sur l'éducation des filles dans le cadre de programmes bénéficiant aux filles et aux garçons (Evans and Yuan 2022). Elles mesurent à la fois les résultats intermédiaires en matière d'éducation, tels que l'inscription et l'assiduité, et les résultats finaux, comme l'achèvement de la scolarité et l'apprentissage des élèves.

Références bibliographiques

- Adoho, Franck, Shubha Chakravarty, Dala T. Korkoyah, Mattias Lundberg, and Afia Tasneem. 2014. "The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia." Policy Research Working Paper 6832, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6832>.
- Asfaw, Solomon, Benjamin Davis, Josh Dewbre, Sudhanshu Handa, and Paul Winters. 2014. "Cash Transfer Programme, Productive Activities and Labour Supply: Evidence from a Randomised Experiment in Kenya." *Journal of Development Studies* 50 (8): 1172–96. <https://doi.org/10.1080/00220388.2014.919383>.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Jere R. Behrman, Jean Digitale, Natalie Jackson Hachonda, Maximillian Bweupe, and Paul C. Hewett. 2020. "The Impact of the Adolescent Girls Empowerment Program (AGEP) on Short and Long Term Social, Economic, Education and Fertility Outcomes: A Cluster Randomized Controlled Trial in Zambia." *BMC Public Health* 20 (1): 349. <https://doi.org/10.1186/s12889-020-08468-0>.
- Austrian, Karen, Erica Soler-Hampejsek, Beth Kangwana, Yohannes Dibaba Wado, Benta Abuya, and John A. Maluccio. 2021. "Impacts of Two-Year Multisectoral Cash Plus Programs on Young Adolescent Girls' Education, Health and Economic Outcomes: Adolescent Girls Initiative–Kenya (AGI-K) Randomized Trial." *BMC Public Health* 21 (1): 2159. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-12224-3>.
- Austrian, Karen, and Eunice Muthengi. 2014. "Can Economic Assets Increase Girls' Risk of Sexual Harassment? Evaluation Results from a Social, Health and Economic Asset-Building Intervention for Vulnerable Adolescent Girls in Uganda." *Children and Youth Services Review* 47 (December): 168–75. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2014.08.012>.
- Baird, Sarah, Ephraim Chirwa, Jacobus de Hoop, and Berk Özler. 2016. "Girl Power: Cash Transfers and Adolescent Welfare: Evidence from a Cluster-Randomized Experiment in Malawi." In *Human Capital*, edited by Sebastian Edwards, Simon Johnson, and David N. Weil, 139–64. Vol. 2 of *African Successes*. Chicago: University of Chicago Press. <https://www.nber.org/books-and-chapters/african-successes-volume-ii-human-capital/girl-power-cash-transfers-and-adolescent-welfare-evidence-cluster-randomized-experiment-malawi>.
- Baird, Sarah, Craig McIntosh, and Berk Özler. 2019. "When the Money Runs Out: Do Cash Transfers Have Sustained Effects on Human Capital Accumulation?" *Journal of Development Economics* 140 (September): 169–85. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2019.04.004>.
- Baird, Sarah, and Berk Özler. 2016. "Sustained Effects on Economic Empowerment of Interventions for Adolescent Girls: Existing Evidence and Knowledge Gaps." Background Paper, Center for Global Development, Washington, DC.
- Bandiera, Oriana, Niklas Buehren, Robin Burgess, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Imran Rasul, and Munshi Sulaiman. 2020. "Women's Empowerment in Action: Evidence from a Randomized Control Trial in Africa." *American Economic Journal: Applied Economics* 12 (1): 210–59. <https://doi.org/10.1257/app.20170416>.
- Bandiera, Oriana, Niklas Buehren, Markus Goldstein, Imran Rasul, and Andrea Smurra. 2019. "The Economic Lives of Young Women in the Time of Ebola:

- Lessons from an Empowerment Program.” Policy Research Working Paper 8760, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-8760>.
- Bandiera, Oriana, Ahmed Elsayed, Andrea Smurra, and Céline Zipfel. 2022. “Young Adults and Labor Markets in Africa.” *Journal of Economic Perspectives* 36 (1): 81–100. <https://doi.org/10.1257/jep.36.1.81>.
- Berge, Lars Ivar Oppedal, Kjetil Bjorvatn, Fortunata Makene, Helgesson Sekei, Vincent Somville, and Bertil Tungodden. 2022. “On the Doorstep of Adulthood: Empowering Economic and Fertility Choices of Young Women.” Norwegian School of Economics, Norway.
- Bergstrom, Katy, and Berk Özler. 2023. “Improving the Well-Being of Adolescent Girls in Developing Countries.” *World Bank Research Observer* 38 (2): 179–212. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkac007>.
- Boulhane, Othmane, Claire Boxho, Désiré Kanga, Estelle Koussoubé, and Léa Rouanet. 2024. “Empowering Adolescent Girls through Safe Spaces and Accompanying Measures in Côte d’Ivoire.” Policy Research Working Paper 10721, World Bank, Washington, DC.
- Brar, Rajdev, Niklas Buehren, Sreelakshmi Papineni, and Munshi Sulaiman. 2023. “Rebel with a Cause: Effects of a Gender Norms Intervention for Adolescents in Somalia.” Policy Research Working Paper 10567, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-10567>.
- Brudevold-Newman, Andrew. 2021. “Expanding Access to Secondary Education: Evidence from a Fee Reduction and Capacity Expansion Policy in Kenya.” *Economics of Education Review* 83 (August): 102127. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2021.102127>.
- Brudevold-Newman, Andrew, Maddalena Honorati, Gerald Ipapa, Pamela Jakiela, and Owen Ozier. 2023. “A Firm of One’s Own: Experimental Evidence on Credit Constraints and Occupational Choice.” Working Paper 646, Center for Global Development, Washington, DC. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/firm-ones-own-experimental-evidence-credit-constraints-and-occupational-choice.pdf>.
- Buehren, Niklas, Shubha Chakravarty, Markus Goldstein, Vanya Slavchevska, and Munshi Sulaiman. 2017. “Adolescent Girls’ Empowerment in Conflict-Affected Settings: Experimental Evidence from South Sudan.” Unpublished, World Bank, Washington, DC.
- Buehren, Niklas, Markus Goldstein, Selim Gulesci, Munshi Sulaiman, and Venus Yam. 2017. “Evaluation of an Adolescent Development Program for Girls in Tanzania.” Working Paper 7961, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-7961>.
- Burke, Holly M., Mario Chen, Kate Murray, Charl Bezuidenhout, Phuti Ngwepe, Alissa Bernholz, and Andrew Medina-Marino. 2020. “The Effects of the Integration of an Economic Strengthening and HIV Prevention Education Programme on the Prevalence of Sexually Transmitted Infections and Savings Behaviours among Adolescents: A Full-Factorial Randomised Controlled Trial in South Africa.” *BMJ Global Health* 5 (4): e002029. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-002029>.
- Carranza, Eliana, Aletheia Amalia Donald, Florian Grosset, and Supreet Kaur. 2022. “The Social Tax: Redistributive Pressure and Labor Supply.” Policy Research Working Paper 10155, World Bank, Washington, DC.

- Carranza, Eliana, and David McKenzie. 2024. "Job Training and Job Search Assistance Policies in Developing Countries." *Journal of Economic Perspectives* 38 (1): 221–44. <https://doi.org/10.1257/jep.38.1.221>.
- Carvalho, Shelby, and David Evans. 2022. "Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment." Center for Global Development, Washington, DC. <https://www.cgdev.org/publication/girls-education-and-womens-equality-how-get-more-out-worlds-most-promising-investment>.
- Chicoine, Luke. 2021. "Free Primary Education, Fertility, and Women's Access to the Labor Market: Evidence from Ethiopia." *World Bank Economic Review* 35 (2): 480–98. <https://doi.org/10.1093/wber/lhz042>.
- Cirillo, Cristina, Tia Palermo, and Francesca Viola. 2021. "Non-contributory Social Protection and Adolescents in Lower- and Middle-Income Countries: A Review of Government Programming and Impacts." United Nations Children's Fund, New York.
- Cohen, Isabelle, Maryam Abubakar, and Daniel Perlman. 2023. "Pathways to Choice: A Bundled Intervention against Child Marriage." Center for Effective Global Action Working Paper 230, University of California, Berkeley. <https://doi.org/10.26085/C31C71>.
- Decker, Michele R., Shannon N. Wood, Esther Ndinda, Gayane Yenokyan, Jacob Sinclair, Nankali Maksud, Brendan Ross, Benjamin Omondi, and Martin Ndirangu. 2018. "Sexual Violence among Adolescent Girls and Young Women in Malawi: A Cluster-Randomized Controlled Implementation Trial of Empowerment Self-Defense Training." *BMC Public Health* 18 (1): 1341. <https://doi.org/10.1186/s12889-018-6220-0>.
- Deshpande, Rani, and Antonique Koning. 2023. "The Impact of Financial Inclusion on Young Women's Well-Being: A Survey of Evidence and Recommendations for Practitioners." CGAP, Washington, DC. <https://www.cgap.org/research/publication/impact-of-financial-inclusion-on-young-womens-well-being-survey-of-evidence>.
- Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. 2021. "The Impact of Free Secondary Education: Experimental Evidence from Ghana." NBER Working Paper 28937, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.3386/w28937>.
- Dunbar, Megan S., Mi-Suk Kang Dufour, Barrot Lambdin, Imelda Mudekunye-Mahaka, Definate Nhamo, and Nancy S. Padian. 2014. "The SHAZ! Project: Results from a Pilot Randomized Trial of a Structural Intervention to Prevent HIV among Adolescent Women in Zimbabwe." *PLOS ONE* 9 (11): e113621. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0113621>.
- Edmeades, Jeffrey, Hannah Lantos, and Feven Mekuria. 2016. "Worth the Effort? Combining Sexual and Reproductive Health and Economic Empowerment Programming for Married Adolescent Girls in Amhara, Ethiopia." *Vulnerable Children and Youth Studies* 11 (4): 339–51. <https://doi.org/10.1080/17450128.2016.1226529>.
- Elder, Sara, and Sriani Kring. 2016. "Young and Female: A Double 'Strike' for Women Entering the Workforce." Work4Youth Publication Series 32, International Labour Organization, Geneva. <https://www.semanticscholar.org/paper/Young-and-female>

-a-double-strike-Gender-analysis-of-Elder-Kring/ad4aca13ee8592c02b9379b6cb022ec9d93c9abe.

- Emezue, Chuka, Cristina Pozneanscaia, Greg Sheaf, Valeria Groppo, Shivit Bakrania, and Josiah Kaplan. 2021. “The Impact of Educational Policies and Programmes on Child Work and Child Labour in Low-and-Middle-Income Countries: A Rapid Evidence Assessment Study Protocol.” United Nations Children’s Fund—Innocenti, Florence, Italy. <https://www.unicef.org/innocenti/reports/impact-educational-policies-and-programmes-child-work-and-child-labour>.
- Evans, David K., Susannah Hares, Peter A. Holland, and Amina Mendez Acosta. 2023. “Adolescent Girls’ Safety in and out of School: Evidence on Physical and Sexual Violence from across Sub-Saharan Africa.” *Journal of Development Studies* 59 (5): 739–57. <https://doi.org/10.1080/00220388.2023.2172333>.
- Evans, David K., Amina Mendez Acosta, and Fei Yuan. 2024. “Girls’ Education at Scale.” *World Bank Research Observer* 39 (1): 47–74. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkad002>.
- Evans, David K., and Fei Yuan. 2022. “What We Learn about Girls’ Education from Interventions That Do Not Focus on Girls.” *World Bank Economic Review* 36 (1): 244–67.
- Fiala, Nathan, Ana Garcia-Hernandez, Kritika Narula, and Nishith Prakash. 2022. “Wheels of Change: Transforming Girls’ Lives with Bicycles.” IZA Discussion Paper Series 15076, Institute of Labor Economics (IZA), Bonn, Germany.
- Gassier, Marine, Lea Rouanet, and Lacina Traore. 2022. “Addressing Gender-Based Segregation through Information: Evidence from a Randomized Experiment in the Republic of Congo.” Policy Research Working Paper 9934, World Bank, Washington, DC.
- Haberland, Nicole, Thomas de Hoop, Sapna Desai, Sarah Engebretsen, and Thoi Ngo. 2021. “Adolescent Girls’ and Young Women’s Economic Empowerment Programs: Emerging Insights from a Review of Reviews.” ECWG Working Paper 03, Evidence Consortium on Women’s Groups, Washington, DC. <https://doi.org/10.31899/pgy17.1031>.
- Hallfors, Denise, Hyunsan Cho, Simbarashe Rusakaniko, Bonita Iritani, John Mapfumo, and Carolyn Halpern. 2011. “Supporting Adolescent Orphan Girls to Stay in School as HIV Risk Prevention: Evidence from a Randomized Controlled Trial in Zimbabwe.” *American Journal of Public Health* 101 (6): 1082–88. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2010.300042>.
- Heath, Rachel, and A. Mushfiq Mobarak. 2015. “Manufacturing Growth and the Lives of Bangladeshi Women.” *Journal of Development Economics* 115 (July): 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2015.01.006>.
- Hicks, Joan Hamory, Michael Kremer, Isaac Mbiti, and Edward Miguel. 2016. *Evaluating the Impact of Vocational Education Vouchers on Out-of-School Youth in Kenya*. 3ie Impact Evaluation Report 37. New Delhi, India: International Institute for Impact Evaluation. <https://doi.org/10.23846/ow1064>.
- Honorati, Maddalena. 2015. “The Impact of Private Sector Internship and Training on Urban Youth in Kenya.” Policy Research Working Paper 7404, World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-7404>.

- Jakiela, Pamela, and Owen Ozier. 2016. "Does Africa Need a Rotten Kin Theorem? Experimental Evidence from Village Economies." *Review of Economic Studies* 83 (1): 231–68.
- Jensen, Robert. 2012. "Do Labor Market Opportunities Affect Young Women's Work and Family Decisions? Experimental Evidence from India." *Quarterly Journal of Economics* 127 (2): 753–92. <https://doi.org/10.1093/qje/qjs002>.
- JPAL (Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab). 2017. "Roll Call: Getting Children into School." Policy Bulletin, JPAL, Cambridge, MA.
- Kilburn, Kelly, James P. Hughes, Catherine MacPhail, Ryan G. Wagner, F. Xavier Gómez-Olivé, Kathleen Kahn, and Audrey Pettifor. 2019. "Cash Transfers, Young Women's Economic Well-Being, and HIV Risk: Evidence from HPTN 068." *AIDS and Behavior* 23 (5): 1178–94. <https://doi.org/10.1007/s10461-018-2329-5>.
- Klasen, Stephan. 2019. "What Explains Uneven Female Labor Force Participation Levels and Trends in Developing Countries?" *World Bank Research Observer* 34 (2): 161–97. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkz005>.
- Malhotra, Anju, and Shatha Elnakib. 2021. "20 Years of the Evidence Base on What Works to Prevent Child Marriage: A Systematic Review." *Journal of Adolescent Health* 68 (5): 847–62. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2020.11.017>.
- McKenzie, David. 2021. "Small Business Training to Improve Management Practices in Developing Countries: Re-assessing the Evidence for 'Training Doesn't Work.'" *Oxford Review of Economic Policy* 37 (2): 276–301. <https://doi.org/10.1093/oxrep/grab002>.
- McKenzie, David, Christopher Woodruff, Kjetil Bjorvatn, Miriam Bruhn, Jing Cai, Juanita Gonzalez-Uribe, Simon Quinn, Tetsushi Sonobe, and Martin Valdivia. 2023. "Training Entrepreneurs." *VoxDevLit* 1 (3). <https://voxdev.org/voxdevlit/training-entrepreneurs>.
- Meherali, Salima, Komal Abdul Rahim, Sandra Campbell, and Zohra S. Lassi. 2021. "Does Digital Literacy Empower Adolescent Girls in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review." *Frontiers in Public Health* 9. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2021.761394>.
- Melnikas, Andrea J., Grace Saul, Michelle Chau, Neelanjana Pandey, James Mkandawire, Mouhamadou Gueye, Aissa Diarra, and Sajeda Amin. 2021. "More Than Brides Alliance: Endline Evaluation Report." Population Council, New York.
- Oyèwùmí, Oyèrónké. 1997. *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Özler, Berk, Kelly Hallman, Marie-France Guimond, Elizabeth A. Kelvin, Marian Rogers, and Esther Karnley. 2020. "Girl Empower—A Gender Transformative Mentoring and Cash Transfer Intervention to Promote Adolescent Wellbeing: Impact Findings from a Cluster-Randomized Controlled Trial in Liberia." *SSM Population Health* 10 (April): 100527. <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2019.100527>.
- Palermo, Tia, Leah Prencipe, and Lusajo Kajula. 2021. "Effects of Government-Implemented Cash Plus Model on Violence Experiences and Perpetration among Adolescents in Tanzania, 2018–2019." *American Journal of Public Health* 111 (12): 2227–38. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2021.306509>.

- Psaki, Stephanie, Nicole Haberland, Barbara Mensch, Lauren Woyczynski, and Erica Chuang. 2022. "Policies and Interventions to Remove Gender-Related Barriers to Girls' School Participation and Learning in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review of the Evidence." *Campbell Systematic Reviews* 18 (1): e1207. <https://doi.org/10.1002/cl2.1207>.
- Shah, Manisha, Jennifer Seager, João Montalvão, and Markus Goldstein. 2023. "Sex, Power, and Adolescence: Intimate Partner Violence and Sexual Behaviors." Working Paper 31624, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.3386/w31624>.
- Sperling, Gene B., and Rebecca Winthrop. 2016. *What Works in Girls' Education: Evidence for the World's Best Investment*. Washington, DC: Brookings Institution Press.
- Ssewamala, Fred M., Leyla Ismayilova, Mary McKay, Elizabeth Sperber, William Bannon, and Stacey Alicea. 2010. "Gender and the Effects of an Economic Empowerment Program on Attitudes toward Sexual Risk-Taking among AIDS-Orphaned Adolescent Youth in Uganda." *Journal of Adolescent Health* 46 (4): 372–78. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2009.08.010>.
- Stark, Lindsay, Khudejha Asghar, Ilana Seff, Gary Yu, Teame Tesfay Gessesse, Leora Ward, Asham Assazene Baysa, Amy Neiman, and Kathryn L. Falb. 2018. "Preventing Violence against Refugee Adolescent Girls: Findings from a Cluster Randomised Controlled Trial in Ethiopia." *BMJ Global Health* 3 (5): e000825. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2018-000825>.
- Temin, Miriam, and Craig J. Heck. 2020. "Close to Home: Evidence on the Impact of Community-Based Girl Groups." *Global Health: Science and Practice* 8 (2): 300–324. <https://doi.org/10.9745/GHSP-D-20-00015>.
- Williams, Catherine, and Niyi Ogunkoya. 2021. "Women and the Age-Group System among the Ijebu of Southwestern Nigeria." *Yoruba Studies Review* 1 (December): 123–36. <https://doi.org/10.32473/ysr.v1i1.130018>.
- Wodon, Quentin, Claudio E. Montenegro, Hoa Nguyen, and Adenike Onagoruwa. 2018. "Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls." World Bank, Washington, DC.

GROS PLAN 4

Mettre l'accent sur le changement : Analyser l'économie politique des initiatives d'autonomisation des adolescentes en Afrique

Michael Kevane et Estelle Koussoubé

Messages clés

Trop d'enfants meurent encore, trop de mères sont perdues à cause de complications liées à l'accouchement, et trop peu de filles fréquentent l'école secondaire. Nous devons donc faire bien plus. — Mahamadou Issoufou, ancien président du Niger

- Il existe d'importantes lacunes dans les recherches relatives à l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes et leurs implications. Les recherches actuelles se concentrent principalement sur les impacts des politiques et des programmes d'autonomisation des adolescentes, ce qui met en évidence la nécessité d'explorer davantage les facteurs de l'économie politique qui influencent le succès des programmes et des réformes juridiques.
- Au cours des dernières décennies, on a observé une augmentation substantielle de l'intérêt et du financement pour les initiatives d'autonomisation des adolescentes en Afrique. Cette tendance reflète un intérêt mondial croissant pour l'autonomisation des adolescentes, mais des efforts bien plus importants sont nécessaires pour atteindre cet objectif.
- Pour réussir les programmes d'autonomisation des adolescentes, quatre domaines clés requièrent une attention particulière : le soutien gouvernemental, un cadrage et une persuasion qui mettent en avant les bénéfices économiques, l'implication des leaders et des acteurs clés des communautés, ainsi qu'une coordination et une collaboration régionales.

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

- Les réformes juridiques réussies, telles que les lois contre le mariage des enfants, dépendent de cinq éléments clés : avoir un champion, établir une base analytique solide démontrant les bénéfices de l'égalité des genres et des réformes juridiques, créer un environnement propice à l'application des lois grâce à la participation communautaire, construire une large coalition de partenaires et mobiliser la communauté juridique.

Gérer les dynamiques de pouvoir dans l'autonomisation des adolescentes

Les recherches sur l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes en Afrique sont rares, ce qui révèle une lacune dans la compréhension de ce sujet important⁴. L'autonomisation implique par nature un changement transformateur dans les dynamiques de pouvoir, où des individus ou des communautés auparavant désavantagés acquièrent progressivement du pouvoir, c'est-à-dire de l'influence et du contrôle, dans divers domaines. Un tel changement engage divers acteurs et institutions ayant des intérêts et des stratégies divergents, ce qui a des implications significatives pour les résultats du processus de changement.

Dans le cadre de l'autonomisation des adolescentes, selon le cadre conceptuel de ce rapport (chapitre 1), l'autonomisation se manifeste à plusieurs niveaux : au niveau individuel, par l'acquisition de compétences et de la capacité de décision et d'action ; au niveau familial et communautaire, par des évolutions dans les attitudes et les normes, comme celles liées au mariage et au travail ; et au niveau sociétal ou étatique, par des changements législatifs et l'expansion des possibilités économiques et professionnelles. Les acteurs clés qui pilotent ces changements transformateurs incluent les individus, les ménages, les communautés religieuses, ethniques et d'affinité, les partis politiques, les organisations, les entreprises et divers groupes à l'échelle nationale et internationale. Ces acteurs présentent une grande diversité en termes d'intérêts immédiats, de valeurs sous-jacentes et de croyances concernant les questions d'autonomisation des adolescentes. Les interactions entre ces acteurs déterminent le succès des initiatives (Jones *et al.* 2018 ; Wodon *et al.* 2016).

Ce gros plan examine le rôle des acteurs, des institutions et des idées clés dans l'adoption et la mise en œuvre des programmes et politiques, ainsi que des réformes juridiques visant à autonomiser les adolescentes en Afrique. Il est important de noter que l'analyse présentée ici ne vise pas à fournir un tableau exhaustif des facteurs d'économie politique qui influencent les changements

de politiques d'autonomisation des adolescentes. L'objectif est plutôt de mettre en lumière des domaines d'attention clés ou des enseignements essentiels tirés de l'adoption et de la mise en œuvre réussies des programmes et réformes juridiques pour l'autonomisation des adolescentes. Une revue de la littérature existante, ainsi que des consultations avec des parties prenantes clés — y compris des membres du personnel de la Banque mondiale, des responsables gouvernementaux et des militants — alimentent cette analyse.

Ce gros plan explore des domaines d'attention clés pour la préparation et la mise en œuvre des programmes et des réformes juridiques visant à l'autonomisation des adolescentes. Bien que certains domaines d'attention se chevauchent, des différences substantielles doivent être mises en avant, en particulier au vu des implications plus larges que les politiques et les réformes ont pour un pays donné. De plus, il est crucial de comprendre le contexte plus large du soutien international aux initiatives d'autonomisation des adolescentes en Afrique. L'encadré S4.1 fournit un aperçu de l'évolution du paysage, y compris des engagements internationaux, de l'augmentation des financements et des facteurs qui motivent l'attention croissante portée à l'autonomisation des adolescentes. Ce contexte est essentiel pour comprendre l'environnement dans lequel les programmes et les réformes juridiques sont mis en œuvre.

ENCADRÉ S4.1 L'évolution du paysage du soutien international aux programmes et politiques d'autonomisation des adolescentes

Au cours des dernières décennies, grâce aux efforts internationaux et régionaux impliquant divers acteurs, comme les organisations de femmes et de filles, les militants et les organisations internationales, les gouvernements africains ont pris d'importants engagements pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles. Ces engagements incluent la signature et la ratification de nombreux accords et instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux. Parmi les cadres juridiques importants figurent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (souvent appelé Protocole de Maputo), ainsi que les objectifs de développement durable. Le cinquième de ces objectifs consiste spécifiquement à atteindre l'égalité des genres et à autonomiser toutes les femmes et les filles (voir OEDC 2021 pour un aperçu du cadre juridique sur les droits des femmes en Afrique). Cependant, bien que certains pays aient intégré ces normes dans leurs cadres juridiques et politiques, d'autres ne l'ont pas encore fait (chapitre 2).

(suite)

ENCADRÉ S4.1 L'évolution du paysage du soutien international aux programmes et politiques d'autonomisation des adolescentes *(suite)*

Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ont réalisé des progrès réguliers dans la recherche de l'égalité des genres au cours des dernières décennies, notamment dans des domaines comme l'éducation, la santé et les résultats sur le marché du travail. Bien que ces avancées soient en partie attribuables aux efforts décrits précédemment, il existe un consensus sur le fait qu'il reste encore beaucoup à accomplir pour atteindre pleinement l'égalité des genres (UN Women 2023 ; UNICEF, UN Women and Plan International 2020 ; World Bank 2012).

Les progrès réalisés dans des domaines tels que l'éducation et la santé des filles reflètent également la priorité accrue accordée à ces enjeux dans les agendas et discours publics des bailleurs de fonds internationaux, ainsi que dans leurs priorités d'investissement financier (Carvalho and Evans 2022 ; Devonald, Guglielmi and Jones 2023). Par exemple, une analyse menée en 2022 sur les investissements financiers de la Banque mondiale et du Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO) révèle une augmentation significative des dépenses en éducation au cours des deux décennies précédentes (Carvalho and Evans 2022). À la Banque mondiale, les dépenses sont passées de 29 millions de dollars par an en moyenne entre 2000 et 2005 à 1,65 milliard de dollars entre 2015 et 2020 ; au FCDO, elles sont passées de 69 millions à 481 millions de dollars au cours de la même période. Cependant, malgré cette priorité croissante, les bailleurs de fonds continuent de sous-investir dans les efforts visant à lever de nombreux obstacles spécifiques aux filles, tels que le mariage des enfants, les grossesses précoces et le manque d'hygiène menstruelle, ainsi que dans les causes profondes des inégalités de genre dans les résultats scolaires (Carvalho and Evans 2022). En outre, les investissements dans l'autonomisation des adolescentes et l'égalité des genres représentent une part modeste de l'aide au développement : moins de 6 % pour les 10 principaux bailleurs de fonds en matière d'égalité des genres en 2020 (Devonald, Guglielmi and Jones 2023).

Plusieurs facteurs expliquent l'attention accrue portée à l'autonomisation des adolescentes. Ce gros plan met en évidence trois facteurs clés d'économie politique. Premièrement, cette évolution peut être en partie attribuée à la demande de dirigeants politiques de haut niveau, comme le président du Niger, Mahamadou Issoufou, qui a plaidé pour des efforts accrus en faveur de l'autonomisation des filles. Son appel à l'action a entraîné des initiatives similaires de la part d'autres chefs d'État de la région du Sahel, incitant des organisations internationales, comme les Nations Unies et la Banque mondiale, à répondre en investissant dans des initiatives visant à renforcer le capital humain des adolescentes et à réduire les inégalités de genre dans les pays de la région.

Un autre facteur contributif est l'accumulation de données probantes montrant l'importance des investissements dans l'autonomisation des filles pour réduire la pauvreté et stimuler

(suite)

ENCADRÉ S4.1 L'évolution du paysage du soutien international aux programmes et politiques d'autonomisation des adolescentes (*suite*)

le développement économique, ainsi que le coût de l'inaction (par exemple, Chaaban and Cunningham 2011 ; Levine *et al.* 2008 ; Sheehan *et al.* 2017 ; Wodon *et al.* 2017 ; Wodon *et al.* 2018 ; World Bank 2019). L'argument économique en faveur de l'autonomisation est devenu central dans les discours publics (Carvalho and Evans 2022), soulignant l'importance de ces données pour l'adoption de programmes et politiques en faveur des filles. Par exemple, des analyses sur le coût des inégalités de genre au Niger, réalisées en 2019, ont probablement influencé la décision du gouvernement d'adopter des réformes juridiques et politiques pour éradiquer le mariage précoce et garantir l'accès des filles à l'éducation (World Bank 2019).

Enfin, en plus des données croissantes sur les avantages économiques et sociaux des investissements dans l'autonomisation des adolescentes, on observe une augmentation constante des données disponibles sur les stratégies efficaces pour autonomiser les filles dans divers domaines (comme indiqué aux chapitres 3 et 4). Ces données semblent avoir été utilisées de manière itérative pour concevoir des programmes de deuxième et troisième générations, mis en œuvre par les gouvernements et les organisations non gouvernementales, afin d'obtenir un impact plus important à l'échelle du continent (par exemple, BRAC et UNFPA 2023 ; World Bank 2023).

Renforcer l'autonomisation des adolescentes grâce à des interventions fondées sur des données probantes

Quatre domaines clés influencent la préparation et la mise en œuvre d'interventions fondées sur des données probantes pour autonomiser les adolescentes : le soutien des décideurs gouvernementaux, le cadrage économique, l'implication des leaders communautaires influents, ainsi que la coordination et la collaboration régionales.

Soutien des décideurs gouvernementaux

Les informateurs consultés pour ce gros plan ont souligné l'importance d'avoir des responsables gouvernementaux comme défenseurs des projets, favorisant la coordination interministérielle et impliquant des ministères clés au-delà de ceux dédiés uniquement au genre ou aux questions féminines, y compris ceux chargés de la jeunesse et de l'éducation. Ce soutien est crucial tant au stade de la préparation que durant l'exécution du projet. Cependant, le soutien politique des gouvernements ne doit pas être considéré comme

acquis, et il n'est pas garanti que les gouvernements financent ces programmes sans appui extérieur. Par exemple, le succès des programmes d'autonomisation des adolescentes analysés dans le cadre de ce gros plan peut être attribué au plaidoyer de figures influentes au sein des gouvernements, notamment des ministres des Finances et du Plan (ou équivalents), ainsi que d'autres personnalités politiques influentes, hommes et femmes. La présentation de données sur les avantages de l'égalité des genres et de l'autonomisation des filles, ainsi que sur les coûts de l'inaction, à d'autres gouvernements et dirigeants politiques, a contribué à garantir leur soutien à ces projets. Bien que le rôle de champions de haut niveau soit nécessaire, l'adhésion à tous les niveaux du gouvernement est essentielle pour assurer la pérennité des programmes, même en cas de changement de leadership.

Cadrage et persuasion

Une analyse économique démontrant les retours sur investissement liés à l'autonomisation des adolescentes est cruciale. Des travaux analytiques solides sont indispensables pour soutenir l'action des champions potentiels et obtenir l'adhésion nécessaire des organes gouvernementaux et sociétaux. De plus, il peut être stratégiquement avantageux de présenter les projets d'autonomisation des adolescentes comme des initiatives pour la jeunesse, comme des investissements économiques, ou les deux, plutôt que de les cadrer uniquement sous l'angle des droits. Ces projets ont parfois été perçus comme des efforts de protection sociale plutôt que comme des programmes d'investissement économique, ce qui a pu rendre certains gouvernements réticents à emprunter pour les financer. Certains responsables politiques peuvent avoir besoin d'être convaincus que les programmes de protection sociale, tout comme les initiatives en faveur des adolescentes, génèrent des retours élevés en termes d'activité économique accrue à court et à long terme pour les femmes et les filles. L'intégration d'interventions ciblant un public plus large, y compris les garçons, même par le biais de formations sensibles au genre, peut également être bénéfique pour persuader les décideurs et une plus grande partie de la population.

Impliquer les leaders et les acteurs clés

La collaboration avec les leaders (communautaires et religieux), ainsi qu'avec d'autres acteurs clés, comme les parents, est essentielle pour obtenir le soutien nécessaire à la bonne mise en œuvre des activités des programmes. Mettre en avant les avantages sociaux et économiques des initiatives, s'appuyer sur des sources fiables pour diffuser les messages et souligner le rôle de la

communauté dans la réalisation des bénéfices sont des aspects cruciaux. Par exemple, en Mauritanie et au Niger, dans le cadre de projets d'autonomisation des adolescentes mis en œuvre par les gouvernements, l'implication d'experts en islam et en développement a facilité les discussions avec les leaders religieux sur des sujets critiques comme le mariage des enfants, l'éducation des filles et le planning familial. Les discussions avec les parents et les programmes de formation sensibles au genre destinés aux garçons ont également joué un rôle clé en instaurant un sentiment d'appropriation des initiatives d'autonomisation des adolescentes au sein des communautés, ce qui a permis de garantir leur soutien à ces initiatives.

Coordination et collaboration régionales

La collaboration avec des institutions politiques et économiques régionales, telles que l'Union africaine et d'autres entités sous-régionales, constitue un aspect crucial des programmes régionaux visant à autonomiser les adolescentes en Afrique. Les principaux objectifs de ces partenariats régionaux sont les suivants : codifier les réformes politiques et juridiques pour garantir qu'elles soient bien structurées et reconnues ; faciliter les échanges entre pairs entre les pays pour encourager le partage d'expériences, des meilleures pratiques et des enseignements tirés dans le contexte de l'autonomisation des adolescentes ; et communiquer les progrès réalisés pour sensibiliser aux initiatives réussies et favoriser un sentiment de responsabilité parmi les gouvernements et les parties prenantes. Un soutien au renforcement de ces institutions pourrait être une étape initiale nécessaire pour leur permettre de remplir efficacement leurs rôles et pour éviter des retards dans la mise en œuvre d'activités essentielles.

Des programmes aux politiques publiques, en passant par les réformes légales

Cette section examine les principaux enseignements tirés des efforts réussis de réforme ou d'adoption de lois essentielles touchant au bien-être des adolescentes, notamment celles liées au mariage des enfants. Comme le souligne le chapitre 3, il est démontré que les lois interdisant le mariage des enfants, lorsqu'elles sont appliquées, peuvent effectivement réduire ce phénomène ainsi que les grossesses précoces. Bien que ces lois, notamment celles qui pénalisent sévèrement le mariage des enfants, ne suffisent pas à elles seules pour provoquer un changement dans des contextes où elles dévient significativement des normes sociales en vigueur ou où l'adhésion aux règles

de droit est faible, elles jouent néanmoins un rôle important en créant un environnement favorable à l'autonomisation des filles (Svanemyr *et al.* 2013). La mise en œuvre de changements positifs nécessite des approches stratégiques. L'encadré S4.2 présente les idées précieuses d'un responsable de programmes d'autonomisation des adolescentes, qui offre une perspective pratique sur la manière de faire évoluer ce domaine essentiel.

Une réforme juridique efficace repose sur cinq éléments clés :

- **Avoir un champion.**
- **Établir une base analytique solide** qui démontre les avantages de l'égalité des genres et des réformes juridiques pour l'autonomisation des adolescentes.
- **Créer un environnement favorable** à l'application d'une loi, grâce à la mobilisation de différentes parties de la société, en commençant par les acteurs clés au sein des communautés, ainsi qu'à une large diffusion et explication des objectifs de la loi.
- **Constituer une large coalition de partenaires** incluant des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales locales et internationales, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes.
- **Mobiliser la communauté juridique.**

Bien que les trois premiers éléments soient également essentiels pour les programmes d'autonomisation des adolescentes, ils deviennent encore plus cruciaux dans le contexte des réformes juridiques. Convaincre les parties prenantes d'investir dans l'éducation des filles est déjà un défi ; les persuader d'adopter une loi qui va à l'encontre des normes établies présente un ensemble distinct d'obstacles.

ENCADRÉ S4.2 La recette du succès : Conseils d'un chef de programme d'autonomisation des adolescentes à ceux qui souhaitent apporter des changements et œuvrer à l'autonomisation des filles

- Commencez par évaluer le terrain et vérifiez la présence d'analyses préalables et d'un champion. Sans ces éléments, il peut être difficile de progresser.
- Faites preuve d'audace et adoptez une approche proactive.
- Développez une compréhension approfondie du contexte local. Établir un lien avec les autorités, instaurer la confiance et faire preuve de passion, d'honnêteté et d'une volonté de dialoguer sont des éléments essentiels pour réussir.

De plus, la création d'une large coalition de partenaires, incluant des organismes gouvernementaux ainsi que des organisations non gouvernementales locales et internationales, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes, est essentielle. Une telle coalition permet non seulement de démontrer le soutien interne et externe à une réforme, mais aussi de sensibiliser aux problématiques abordées par celle-ci et de rallier le soutien des opposants.

En ce qui concerne l'application des lois, qui peut être l'aspect le plus difficile du processus de changement, un informateur clé de ce gros plan a souligné ce qui suit : « Une loi est nécessaire, mais pas suffisante. Une fois la loi adoptée, nous devons offrir aux ménages des possibilités pour que leurs filles puissent s'épanouir. » Cela met en évidence l'importance de s'appuyer sur les programmes d'autonomisation des adolescentes existants, actifs au sein des communautés, en tant que catalyseurs pour l'application des lois. En d'autres termes, il devient plus facile d'obtenir l'acceptation des lois visant à retarder les mariages précoces dans les communautés lorsque les filles ont accès à l'éducation et à des perspectives économiques. Le mariage des enfants, bien que fondamentalement ancré dans des normes inégalitaires entre les genres, est également influencé par des facteurs tels que la pauvreté et les perspectives économiques limitées pour les filles (Petroni *et al.* 2017).

À l'école, on nous donne des conseils sur notre avenir et nous recevons une bonne éducation. En revanche, quand on quitte l'école, on se marie facilement.

— Une écolière âgée de 10 à 14 ans, Perma, Bénin

De plus, impliquer la communauté juridique joue un rôle clé dans l'application et le suivi des lois. Renforcer les capacités de cette communauté facilite à la fois l'exécution des lois existantes qui soutiennent l'autonomisation des filles dans les pays où elles sont en vigueur, et le plaidoyer en faveur de l'adoption de nouvelles lois dans les pays où des lacunes juridiques persistent. Par exemple, un projet d'autonomisation des adolescentes financé par la Banque mondiale, analysé dans ce gros plan, a établi une plateforme juridique régionale composée de juristes chevronnés, de juges, de parlementaires et, dans certains cas, de membres des cours suprêmes. Cette plateforme vise à soutenir la mise en œuvre de réformes législatives dans les communautés cibles en renforçant l'application des lois existantes sur le genre ; en offrant des formations aux acteurs du système judiciaire, axées sur les textes de loi et les bonnes pratiques liées aux droits des filles et des

femmes ; en organisant une diffusion communautaire des informations sur les droits des femmes et des filles à travers des dialogues communautaires pour dissiper les malentendus et les mythes concernant d'éventuels conflits entre lois et pratiques coutumières ou religieuses ; et en soutenant les réformes légales, y compris l'adoption de nouvelles législations et la révision des textes juridiques discriminatoires.

Bien que les réformes juridiques jouent un rôle crucial dans la promotion de l'autonomisation des adolescentes, il est également important de prendre en compte l'impact des mouvements sociaux plus larges et des nouvelles formes de militantisme. L'encadré S4.3 explore le paysage des mouvements sociaux dirigés par des jeunes et le rôle émergent des médias numériques dans la défense des droits des adolescentes à travers l'Afrique.

ENCADRÉ S4.3 Évolution des pratiques sociales

L'autonomisation des adolescentes est un processus complexe influencé par divers acteurs opérant à différents niveaux. Bien qu'une grande attention ait été accordée au rôle du secteur privé dans l'emploi des jeunes et l'autonomisation des jeunes femmes en Afrique (Ayele, Glover and Oosterom 2018 ; Beegle and Christiaensen 2019 ; Filmer and Fox 2014 ; Fox *et al.* 2020), le rôle des mouvements sociaux reste peu exploré.

Mouvements sociaux dirigés par des jeunes

Les mouvements sociaux traditionnels, impliquant par exemple des marches ou des manifestations, qui défendent les droits des adolescentes, peuvent utiliser diverses stratégies : sensibilisation individuelle, coordination des changements dans les normes sociales, lobbying auprès des responsables gouvernementaux, formation des juges pour obtenir des changements juridiques, et plaider en faveur de réformes constitutionnelles. Cependant, il existe peu d'exemples bien documentés de mouvements sociaux significatifs dirigés par des jeunes ou de partis politiques en Afrique au cours des deux dernières décennies, avec une implication substantielle des adolescentes ou des jeunes femmes. En réalité, les mouvements féminins, de manière générale, sont relativement marginalisés dans presque tous les pays africains (Dieng 2023 ; Tripp *et al.* 2008). Ce manque de mouvements dirigés par des jeunes constitue une lacune importante dans le paysage de l'autonomisation.

En revanche, plusieurs pays d'Amérique latine, comme l'Argentine avec le mouvement *Ni Una Menos*, ainsi que des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ont connu des mouvements sociaux et des programmes d'action politiques significatifs centrés sur les adolescentes ou abordant des problématiques qui les concernent. Ces mouvements ont joué un rôle crucial dans la défense

(suite)

ENCADRÉ S4.3 Évolution des pratiques sociales (*suite*)

des droits et l'autonomisation des adolescentes (Belotti, Comunello and Corradi 2021 ; Cohen 2022 ; Ennaji 2021 ; Friedman and Rodríguez Gustá 2023 ; Taft 2010).

Cependant, certains pays africains ont vu émerger des mouvements sociaux axés sur la jeunesse, impliquant des adolescents de sexe masculin, tels que le mouvement Mungiki au Kenya. Bien que ce mouvement ait initialement visé à raviver des pratiques culturelles traditionnelles parmi les jeunes, il s'est rapidement étendu aux centres urbains, en particulier parmi les jeunes hommes. Malgré son caractère secret et violent, il a, à son apogée, bénéficié d'un soutien substantiel de la part des jeunes hommes (Henningsson and Jones 2013 ; Kagwanja 2006 ; Rasmussen 2010 ; Wamue 2001). Il convient de noter que certains mouvements de jeunesse à l'échelle nationale en Afrique sont dominés par de jeunes hommes adhérant à un régime de genre hétéronormatif, qui confine les jeunes femmes à des rôles domestiques et dépendants (par exemple, Crossouard and Dunne 2015). Leur efficacité reste incertaine.

Médias numériques et évolution du paysage

L'essor des médias numériques et des réseaux sociaux marque une nouvelle ère pour l'autonomisation des adolescentes. Ces médias remettent en question les gardiens de la culture traditionnelle et offrent aux jeunes militants la possibilité de diffuser des messages d'autonomisation. Bien que filles et garçons utilisent de plus en plus les réseaux sociaux, les disparités entre les sexes dans l'accès au numérique, ainsi que les différences d'accès aux technologies numériques entre les zones urbaines et rurales, continuent de freiner une participation plus large (Begazo, Blimpo and Dutz 2023 ; Wang *et al.* 2023). Ces disparités, combinées aux défis liés aux usages abusifs et à la diffusion de fausses informations, limitent la capacité du cybermilitantisme à autonomiser les plus vulnérables.

Néanmoins, les réseaux sociaux facilitent divers types de militantisme à travers l'Afrique, notamment des initiatives axées sur les questions politiques, l'accès à l'éducation, les problématiques féministes et bien plus encore (voir, par exemple, Nwaolikpe 2021 ; Reneses and Bosch 2023 ; et Sebeelo 2021). Notamment, de nombreux pays africains assistent à l'expansion du secteur de la production culturelle grâce à des jeunes cybermilitants qui produisent et diffusent activement des contenus et discours qui trouvent un écho auprès des adolescents, en particulier des filles (de Bruijn 2022 ; de Bruijn and Oudenhuijsen 2021). Par exemple, en Afrique francophone, des « slameuses » actives sur les plateformes numériques émergent et utilisent une fusion de hip-hop et de poésie dans des performances de slam — une forme de poésie orale qui traite souvent de questions sociales et politiques — pour transmettre des messages d'autonomisation destinés aux adolescentes. Cependant, bien que les réseaux sociaux et le cybermilitantisme aient transformé la nature des mouvements sociaux, leur influence sur les programmes des partis politiques, les résultats législatifs et les interventions gouvernementales concernant les problématiques des adolescentes en Afrique mérite d'être étudiée davantage.

Malgré l'attention mondiale croissante et les investissements dédiés à l'autonomisation des adolescentes, il demeure des lacunes notables dans la recherche sur son économie politique, ce qui souligne la nécessité d'approfondir l'étude des facteurs qui façonnent ce domaine. La recette du succès pour mettre en œuvre des programmes fondés sur des données probantes et des réformes juridiques en faveur de l'autonomisation des adolescentes repose sur le soutien des gouvernements, la préparation d'une base analytique solide, la mobilisation des acteurs clés et la collaboration avec une diversité d'acteurs. Comprendre et aborder l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes est essentiel pour favoriser des changements positifs dans la vie des adolescentes à travers l'Afrique. Alors que les efforts se poursuivent vers l'égalité des genres et l'autonomisation des filles, les enseignements tirés de ces travaux seront des orientations précieuses pour les décideurs, les praticiens et les défenseurs engagés dans cette cause cruciale.

Note

1. Il convient de reconnaître l'existence d'une abondante littérature sur l'économie politique des inégalités de genre et de l'autonomisation des femmes de manière plus générale, ainsi que dans des domaines spécifiques comme la politique. Pour un exemple d'étude sur les politiques et la mise en œuvre des programmes visant à améliorer le bien-être des adolescentes en Éthiopie, voir Jones *et al.* (2018).

Références bibliographiques

- Ayele, Seife, Dominic Glover, and Marjoke Oosterom. 2018. "Youth Employment and the Private Sector in Africa." *IDS Bulletin*, February 1. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:158332689>.
- Beegle, Kathleen, and Luc Christiaensen. 2019. *Accelerating Poverty Reduction in Africa*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1232-3>.
- Begazo, Tania, Moussa Blimpo, and Mark Dutz. 2023. *Digital Africa: Technological Transformation for Jobs*. Washington, DC: World Bank.
- Belotti, Francesca, Francesca Comunello, and Consuelo Corradi. 2021. "Femicidio and #NiUna Menos: An Analysis of Twitter Conversations during the First 3 Years of the Argentinean Movement." *Violence against Women* 27 (8): 1035–63. <https://doi.org/10.1177/1077801220921947>.
- BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) and UNFPA (United Nations Population Fund). 2023. "Adolescent Empowerment at Scale: Successes and Challenges of an Evidence-Based Approach to Young Women's Programming in Africa." BRAC, Dhaka, Bangladesh, and UNFPA, New York. <https://www.unfpa.org/publications/adolescent-empowerment-scale-successes-and-challenges-evidence-based-approach-young>.

- Carvalho, Shelby, and David Evans. 2022. *Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment*. Center for Global Development, Washington, DC. <https://www.cgdev.org/publication/girls-education-and-womens-equality-how-get-more-out-worlds-most-promising-investment>.
- Chaaban, J., and W. Cunningham. 2011. "Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend." Policy Research Working Paper 5753, World Bank, Washington, DC.
- Cohen, Paulina. 2022. "Not One Woman Less: An Analysis of the Advocacy and Activism of Argentina's Ni Una Menos Movement." *UCLA Journal of Gender and Law* 29 (1): 107–46.
- Crossouard, Barbara, and Máiréad Dunne. 2015. "Politics, Gender and Youth Citizenship in Senegal: Youth Policing of Dissent and Diversity." *International Review of Education* 61 (1): 43–60. <https://doi.org/10.1007/s11159-015-9466-0>.
- de Bruijn, Mirjam. 2022. "Slam Poetry in Chad: A Space of Belonging in an Environment of Violence and Repression." *Conflict and Society* 8 (1): 242–57.
- de Bruijn, Mirjam, and Loes Oudenhuisen. 2021. "Female Slam Poets of Francophone Africa: Spirited Words for Social Change." *Africa* 91 (5): 742–67.
- Devonald, Megan, Silvia Guglielmi, and Nicola Jones. 2023. *Investing in Adolescent Girls: Mapping Global and National Funding Patterns from 2016–2020 Report*. London: Gender and Adolescence: Global Evidence (GAGE). <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.35019.05922>.
- Dieng, Rama Salla. 2023. "From Yewwu Yewwi to #FreeSenegal: Class, Gender and Generational Dynamics of Radical Feminist Activism in Senegal." *Politics and Gender, First View*: 1–7. <https://doi.org/10.1017/S1743923X2200071X>.
- Ennaji, Moha. 2021. "Women, Social Movements and Political Activism in North Africa." In *The Palgrave Handbook of African Women's Studies*, edited by Olajumoke Yacob-Haliso and Toyin Falola, 1347–63. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-28099-4_4.
- Filmer, Deon, and Louise Fox. 2014. "Youth Employment in Sub-Saharan Africa." World Bank, Washington, DC.
- Fox, Louise, Philip Mader, James Sumberg, Justin Flynn, and Marjoke Oosterom. 2020. "Africa's 'Youth Employment' Crisis Is Actually a 'Missing Jobs' Crisis." *Development Policy Review* 39: 621–43.
- Friedman, Elisabeth Jay, and Ana Laura Rodríguez Gustá. 2023. "'Welcome to the Revolution': Promoting Generational Renewal in Argentina's Ni Una Menos." *Qualitative Sociology* 46 (2): 245–77. <https://doi.org/10.1007/s11133-023-09530-0>.
- Henningsen, Erik, and Peris Jones. 2013. "'What Kind of Hell Is This!' Understanding the Mungiki Movement's Power of Mobilisation." *Journal of Eastern African Studies* 7 (3): 371–388.
- Jones, Nicola, Elizabeth Presler-Marshall, Bekele Tefera, and Bethelihem Gebre Alwab. 2018. "The Politics of Policy and Programme Implementation to Advance Adolescent Girls' Well-Being in Ethiopia." In *Empowering Adolescent Girls in Developing Countries*, edited by Caroline Harper, Nicola Jones, Anita Ghimire,

- Rachel Marcus, and Grace Kyomuhendo Bantebya, 62–80. London and New York: Routledge.
- Kagwanja, Peter Mwangi. 2006. “Power to Uhuru’: Youth Identity and Generational Politics in Kenya’s 2002 Elections.” *African Affairs* 105 (418): 51–75.
- Levine, Ruth, Cynthia Lloyd, Maurice Green, and Caren Grown. 2008. *Girls Count: A Global Investment & Action Agenda*. Center for Global Development, Washington, DC.
- Nwaolikpe, Onyinyechi Nancy. 2021. “Women, Social Media, and Culture in Africa.” In *The Palgrave Handbook of African Women’s Studies*, edited by Olajumoke Yacob-Haliso and Toyin Faiola, 2045–61. London: Springer Nature.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2021. *SIGI 2021 Regional Report for Africa*. Social Institutions and Gender Index. Paris: OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/a6d95d90-en>.
- Petroni, Suzanne, Mara Steinhaus, Natacha Stevanovic Fenn, Kirsten Stobenau, and Amy Gregowski. 2017. “New Findings on Child Marriage in Sub-Saharan Africa.” *Annals of Global Health* 83 (5–6): 781–90. <https://doi.org/10.1016/j.aogh.2017.09.001>.
- Rasmussen, Jacob. 2010. “Mungiki as Youth Movement: Revolution, Gender and Generational Politics in Nairobi, Kenya.” *Young* 18 (3): 301–19.
- Reneses, Pablo A., and Tanja Bosch. 2023. “The Limitations of Hashtag Feminist Activism on South African Twitter: A Case Study of #Menaretrash and #Womenaretrash.” *Men and Masculinities* 26 (4): 585–603.
- Sebeelo, Tebogo B. 2021. “Hashtag Activism, Politics and Resistance in Africa: Examining #ThisFlag and #RhodesMustFall Online Movements.” *Insight on Africa* 13 (1): 95–109.
- Shearer, Jessica C., Julia Abelson, Bocar Kouyaté, John N. Lavis, and Gill Walt. 2016. “Why Do Policies Change? Institutions, Interests, Ideas and Networks in Three Cases of Policy Reform.” *Health Policy and Planning* 31 (9): 1200–11. <https://doi.org/10.1093/heapol/czw052>.
- Sheehan, Peter, Kim Sweeny, Bruce Rasmussen, Annababette Wils, Howard S. Friedman, Jacqueline Mahon, George C. Patton, Susan M. Sawyer, Eric Howard, John Symons, Karin Stenberg, Satvika Chalasani, Neelam Maharaj, Nicola Reavley, Hui Shi, Masha Fridman, Alison Welsh, Emeka Nsofor, and Laura Laski. 2017. “Building the Foundations for Sustainable Development: A Case for Global Investment in the Capabilities of Adolescents.” *Lancet* 390 (10104): 1792–806. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)30872-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)30872-3).
- Svanemyr, Joar, Elisa Scolaro, V. Chandra-Mouli, K. Blondeel, and Marleen Temmerman. 2013. “The Contribution of Laws to Change the Practice of Child Marriage in Africa.” Inter-Parliamentary Union, Geneva.
- Taft, Jessica K. 2010. *Rebel Girls: Youth Activism and Social Change across the Americas*. New York: NYU Press.
- Tripp, Aili Mari, Isabel Casimiro, Joy Kwesiga, and Alice Mungwa. 2008. *African Women’s Movements: Transforming Political Landscapes*. Cambridge: Cambridge University Press.

- UN (United Nations) Women. 2023. *Progress on the Sustainable Development Goals*. Progress on the Sustainable Development Goals Series. Bloomfield: United Nations Research Institute for Social Development.
- UNICEF (United Nations Children's Fund), UN (United Nations) Women, and Plan International. 2020. *A New Era for Girls: Taking Stock of 25 Years of Progress*. New York: UNICEF, UN Women, and Plan International. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/03/a-new-era-for-girls-taking-stock-on-25-years-of-progress-for-girls>.
- Wamue, Grace Nyatugah. 2001. "Revisiting Our Indigenous Shrines through Mungiki." *African Affairs* 100 (400): 453–67.
- Wang, Dongqing, Sachin Shinde, Roisin Drysdale, Alain Vandormael, Amare W. Tadesse, Huda Sherfi, Amani Tinkasimile, Mary Mwanyika-Sando, Mosa Moshabela, Till Bärnighausen, Deepika Sharma, and Wafaie W. Fawzi. 2023. "Access to Digital Media and Devices among Adolescents in Sub-Saharan Africa: A Multicountry, School-Based Survey." *Maternal and Child Nutrition* (April): e13462. Published ahead of print, April 4, 2023. <https://doi.org/10.1111/mcn.13462>.
- Wodon, Quentin, Chata Male, Ada Nayihouba, Adenike Onagoruwa, Aboudrahyme Savadogo, Ali Yedan, Jeff Edmeades, Aslihan Kes, Neetu John, Lydia Murithi, Mara Steinhaus, and Suzanne Petroni. 2017. "Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report." World Bank and International Center for Research on Women, Washington, DC.
- Wodon, Quentin, Claudio E. Montenegro, Hoa Nguyen, and Adenike Onagoruwa. 2018. "Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2012. *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2019. "Economic Impacts of Gender Inequality in Niger." World Bank, Washington, DC.
- World Bank. 2023. "Gender Equality in Development: A Ten-Year Retrospective." World Bank, Washington, DC.



CHAPITRE 5

Conclusions

Kehinde Ajayi, Estelle Koussoubé et Fatima Zahra

Messages clés

- Chaque adolescente est capable d'apporter une contribution unique au monde.
- Des progrès durables de nature à améliorer la vie des adolescentes nécessitent une action concertée.
- Six actions concrètes peuvent mettre les adolescentes africaines sur un parcours vers la prospérité :
 - renforcer le capital humain ;
 - améliorer la réussite économique ;
 - faire des filles les plus vulnérables la priorité ;
 - adopter une approche holistique ;
 - combler les lacunes en matière de données et d'éléments probants ;
 - mobiliser une variété de parties prenantes.
- L'inaction a un coût élevé. Le moment du changement est venu.

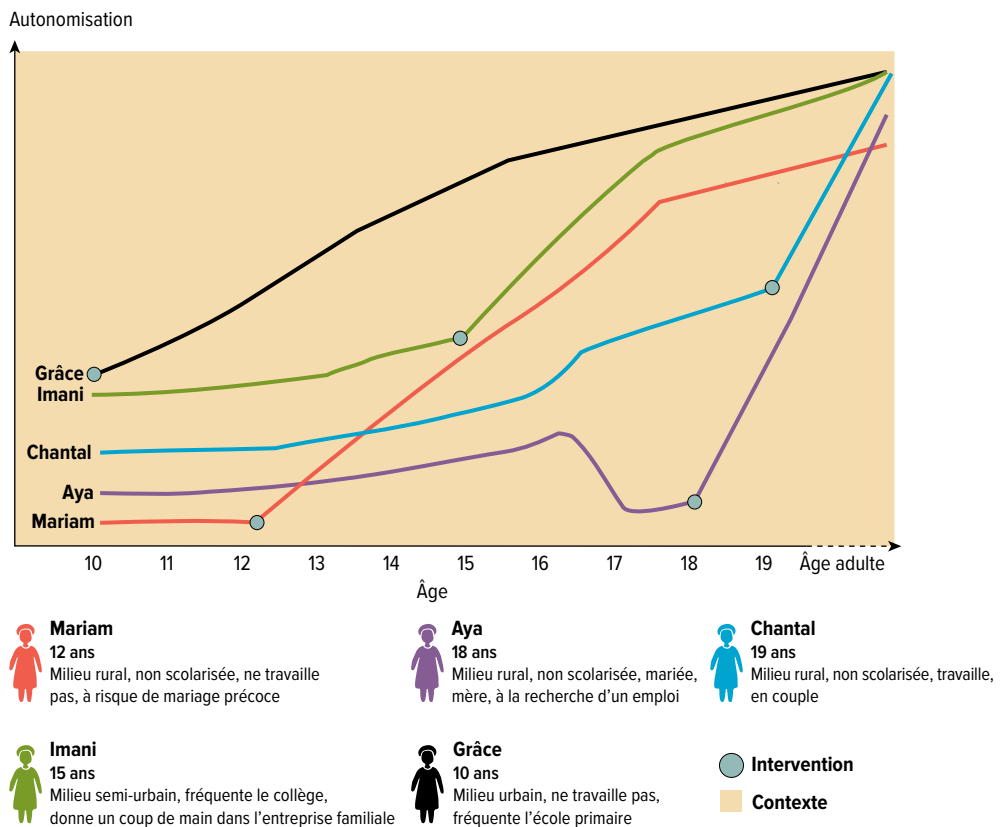
Quelle est la prochaine étape ?

Chaque adolescente a la capacité de s'épanouir et d'apporter une contribution spécifique au monde. Comment les personnes qui les entourent peuvent-elles s'assurer que chaque fille réalise son plein potentiel lors du passage à l'âge adulte ? La société a une responsabilité collective, motivée non seulement par une obligation morale, mais aussi par un intérêt économique, de soutenir chaque fille dans son parcours unique. Des interventions adaptées peuvent

Un kit de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le *Reproducible Research Repository* à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

transformer les trajectoires de toutes les filles africaines (figure 5.1), des plus vulnérables, comme Mariam, 12 ans, qui entrent dans l'adolescence dans des contextes difficiles, confrontées à des risques élevés de décrochage scolaire, de mariage précoce et de grossesse, à celles qui comme Grace, 10 ans, restent sur la voie de la scolarité et nourrissent de grandes ambitions, mais rencontrent des obstacles croissants pour réaliser leurs aspirations. Avec des outils et des orientations fondées sur des données probantes, un soutien essentiel peut être apporté aux adolescentes aux prises avec des transitions de vie complexes. Cela inclut les nouvelles arrivantes sur le marché du travail, comme Chantal, 19 ans, qui passent des études à l'emploi et recherchent un travail digne et épanouissant, mais aussi des filles comme Imani, 15 ans, animées par une détermination à surmonter les défis combinés du travail et de l'éducation, ainsi que des adolescentes mariées et mères comme Aya, 18 ans, qui doivent jongler avec de multiples responsabilités.

FIGURE 5.1 Des interventions bien conçues peuvent autonomiser les adolescentes à tout âge et dans toutes les circonstances



Source : Figure originale créée pour le présent rapport.

Les deux dernières décennies ont offert des exemples inspirants de pays ayant réalisé des progrès remarquables pour améliorer la vie des adolescentes. Elles ont également révélé des exemples décourageants de revers et de stagnation. Le chemin vers des progrès durables nécessite une action concertée. Le cadre conceptuel, l'analyse des données et l'examen des éléments probants présentés dans ce rapport mettent en évidence six mesures concrètes à prendre.

- **Maintenir les filles sur la voie du succès en développant les fondamentaux du capital humain grâce à des investissements précoces dans l'éducation et la santé.** Une intervention concertée dès le début de l'adolescence (10 ans) peut fournir un filet de sécurité aux filles et les doter d'une base solide qui leur permettra de relever les défis auxquels elles seront confrontées sur leur chemin vers l'âge adulte. Les politiques et programmes qui réduisent les coûts directs et indirects de l'éducation pour les élèves et leurs familles ont systématiquement montré leur efficacité pour améliorer les résultats scolaires, en particulier pour les filles. Dans les contextes où le mariage des enfants est courant, les incitations à l'éducation réduisent également le mariage des enfants et les grossesses précoces. Dans les communautés où l'accès à l'éducation reste limité ou la qualité de l'éducation est médiocre, les interventions visant à éliminer ces obstacles peuvent renforcer le développement des fondamentaux du capital humain des filles. Bien que les données probantes concernant les interventions visant à améliorer les résultats en matière de santé des adolescentes en Afrique soient relativement limitées, des études récentes et des données à l'échelle mondiale indiquent que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive et les services adaptés aux jeunes sont les approches les plus efficaces.
- **Compléter les investissements dans le capital humain par des interventions fournissant aux filles les ressources essentielles, la capacité de décision et d'action et un environnement favorable à leur réussite.** Donner aux adolescentes les moyens de réussir va au-delà de la mise en place des fondamentaux du capital humain. La formation professionnelle axée sur le marché, le soutien aux entreprises et la formation aux compétences de vie doivent être intégrés pour améliorer l'emploi et les revenus des filles, en particulier celles qui ne sont pas scolarisées. De plus, des investissements devraient être réalisés dans des approches prometteuses pour élargir et améliorer les services et possibilités auxquels les filles ont accès, y compris les possibilités d'emploi pour les femmes. Les interventions doivent être adaptées pour prendre en compte des facteurs contextuels tels que les cadres juridiques pertinents, les structures du marché du travail, les situations de fragilité et de conflit, ainsi que les contextes communautaires et familiaux, afin d'assurer des améliorations durables des résultats d'autonomisation des filles.

- **Adapter les interventions à la diversité des situations et des besoins des filles, en accordant la priorité aux plus vulnérables.** Divers groupes de filles, en particulier les plus vulnérables — y compris celles issues des ménages les plus pauvres, des zones rurales à ressources limitées et des régions touchées par la violence — doivent être identifiés, et leurs besoins doivent être prioritaires. Les définitions de la vulnérabilité peuvent inclure de nombreuses autres circonstances et caractéristiques, telles que l'appartenance ethnique, la religion ou le handicap. Les filles qui jonglent entre des rôles doubles de travailleuse et d'élève, ou de travailleuse et de gardiennes d'enfants, ont besoin de programmes adaptés pour répondre à leurs besoins en matière de formation continue, d'accès aux services de garde d'enfants et de génération de revenus. Les jeunes mères et les jeunes filles mariées font face à des obstacles particuliers pour poursuivre leur éducation et ont besoin d'aide pour améliorer leur capital humain et accumuler d'autres ressources.
- **Adopter une approche holistique dans la conception des interventions.** Les défis éventuels aux différents stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes peuvent être anticipés et surmontés. Des facteurs tels que les coûts du programme, la capacité de mise en œuvre et l'alignement sur les initiatives existantes doivent être soigneusement pris en compte. En outre, l'utilisation d'outils et de plateformes numériques peut s'avérer utile pour atteindre les filles qui ne sont pas scolarisées, qui se marient précocement ou qui résident dans des zones rurales, étant donné l'élargissement de l'accès au numérique dans différents pays, la démographie et les groupes socioéconomiques. Les innovations technologiques peuvent également permettre de réduire les coûts, compte tenu des défis posés par l'étroitesse de la marge de manœuvre budgétaire.
- **Comblent les lacunes en matière de données et d'éléments probants.** Il convient d'élaborer et de tester des mesures dans les domaines où les outils de mesure font défaut, telles que le contexte, le capital numérique et la qualité de l'emploi. Des données doivent être générées pour concevoir des programmes permettant d'évaluer non seulement ce qui fonctionne, mais aussi pour qui cela fonctionne, en incluant les adolescentes mariées et les filles ayant des enfants, souvent négligées. Il est crucial de mesurer la qualité des programmes dès leur début, en utilisant des indicateurs détaillés pour évaluer l'efficacité de leur mise en œuvre. Des informations supplémentaires sur le rapport coût-efficacité sont nécessaires pour comprendre les compromis à faire entre les interventions prometteuses. Il est crucial d'établir des stratégies efficaces pour l'élargissement des approches éprouvées.

- **Mobiliser les acteurs clés et favoriser la collaboration.** Un soutien doit être mobilisé auprès d'un large éventail de parties prenantes, notamment les leaders communautaires, nationaux et régionaux ; les organismes gouvernementaux ; le secteur privé ; la société civile ; les organisations non gouvernementales ; et d'autres partenaires de développement. Les bénéfices sociaux et économiques de l'autonomisation des adolescentes doivent être mis en avant, soutenus par un cadre analytique solide. La collaboration entre les parties prenantes peut être facilitée pour mettre en œuvre efficacement des interventions fondées sur des données probantes, englobant à la fois des programmes, des politiques et des réformes juridiques.

Ce rapport apporte une perspective cruciale au débat sur les adolescentes en Afrique, soulignant non pas s'il faut agir, mais comment les décideurs, les praticiens et les chercheurs doivent agir pour renforcer l'autonomisation des adolescentes. Il est possible de catalyser des bénéfices nets de plusieurs milliers de milliards de dollars en investissant dans les adolescentes en Afrique. L'inaction a un coût élevé. Le moment du changement est venu.

ÉCO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nous suivons les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



L'Afrique se trouve à la croisée des chemins, sa prospérité future dépendant des politiques et des décisions d'investissement qu'elle adopte aujourd'hui. Le continent a l'opportunité de façonner les trajectoires des générations futures en investissant dans le succès d'une population cruciale : ses adolescentes. Avec plus de 145 millions d'adolescentes vivant en Afrique, le potentiel de transformation est immense. Pourtant, les défis persistent, à l'instar des taux élevés de mariages d'enfants ou des possibilités d'éducation limitées. En Afrique, plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans ne sont pas scolarisées, sont mariées ou ont des enfants. Comment les pays africains peuvent-ils surmonter ces difficultés pour garantir que les adolescentes entrent dans l'âge adulte avec les moyens de s'épanouir ?

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique propose une feuille de route novatrice pour le changement. Ce rapport historique :

- **Propose des recommandations de politiques publiques concrètes et réalisables ;**
- **Fournit un examen complet d'interventions fondées sur des preuves solides ;**
- **Présente une catégorisation des pays africains fondée sur des données afin de guider les investissements** en faveur des adolescentes ; et
- **Propose un cadre innovant** pour comprendre et mesurer l'autonomisation des adolescentes.

S'appuyant sur des recherches approfondies et des consultations avec des adolescentes, des décideurs politiques et des praticiens, ce rapport révèle que l'investissement dans les adolescentes peut générer un impact économique décuplé. Il met en évidence six domaines clés pour une action ciblée, à savoir : le renforcement du capital humain, l'amélioration de la réussite économique, la priorisation des filles les plus vulnérables, l'adoption d'une approche intégrée, la réduction des lacunes en matière de données et de connaissances, et la mobilisation des diverses parties prenantes.

Que vous soyez un décideur politique, un chercheur, un praticien du développement ou un défenseur des droits des adolescentes, ce rapport vous fournira les connaissances et les outils nécessaires pour impulser un changement véritable. Découvrez comment l'autonomisation des adolescentes peut transformer les parcours individuels et les économies africaines. Rejoignez le mouvement pour un avenir prospère pour les adolescentes et les nations africaines. Le moment d'agir est venu.



Reproducible Research Repository

Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le Reproducible Research Repository à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org/index.php/catalog/215>.



SKU 33717

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique (SKU 33717)

Page 131

Annexe S2A. Vue d'ensemble des enquêtes d'évaluation d'impact

Le tableau S2A.1 présente un aperçu des enquêtes d'évaluation d'impact analysées dans ce gros plan.

TABLEAU S2A.1 Résumé des enquêtes d'évaluation d'impact

Enquête d'évaluation d'impact	Année de l'enquête	Nombre d'observations	Intervention	Tranche d'âge	Non scolarisée (%)	Milieu rural (%)
AGEP Zambie	2016	1 120	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs Chèques santé Comptes d'épargne 	10–19 ans	6,7	35
AGI Kenya	2015	5 145	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue communautaire Transferts monétaires Éducation à la santé Épargne et éducation financière 	11–14 ans	12,0	41
AGILE Nigéria	2023	8 197	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs à l'école Formation aux compétences non techniques Formation aux compétences numériques 	15–21 ans	0	37
PASS Tanzanie	2016	3 402	<ul style="list-style-type: none"> Éducation à la santé Contraceptifs gratuits 	12–23 ans	5,1	100
SWEDD, transferts monétaires Bénin	2022	6 044	<ul style="list-style-type: none"> Soutien scolaire, transferts monétaires, fournitures scolaires 	10–19 ans	0	59
SWEDD, espaces sûrs Bénin	2021	4 344	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	10–19 ans	100	72

(suite)

TABLEAU S2A.1 Résumé des enquêtes d'évaluation d'impact (*suite*)

Enquête d'évaluation d'impact	Année de l'enquête	Nombre d'observations	Intervention	Tranche d'âge	Non scolarisée (%)	Milieu rural (%)
SWEDD Burkina Faso	2017	4 328	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	10–24 ans	87,6	100
SWEDD Tchad	2017	1 064	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	12–24 ans	66,7	36
SWEDD Côte d'Ivoire	2017	3 225	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	12–24 ans	61,8	48
SWEDD Mali	2017	4 749	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	12–24 ans	73,9	100
SWEDD Mauritanie	2017	2 683	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé Appui financier (dons/prêts) Formation technique ou commerciale 	15–29 ans	33,9	44
SWEDD Niger	2017	6 940	<ul style="list-style-type: none"> Espaces sûrs pour l'acquisition des compétences de vie et de connaissances en matière de santé 	10–19 ans	99,5	100

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur des données d'enquêtes d'évaluation d'impact.

Note : AGEP = Adolescent Girls' Empowerment Program (Programme d'autonomisation des adolescentes) ; AGI = Adolescent Girls Initiative (Initiative pour les adolescentes) ; AGILE = Adolescent Girls Initiative for Learning and Empowerment (Initiative pour l'apprentissage et l'autonomisation des adolescentes) ; PASS = Promoting Safe Sex Among Adolescents (Promotion de la sexualité sans risque chez les adolescents) ; SWEDD = Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel).